TRENTE-HUITIÈME ANNÉE — N° 11 255

DERNIÈRE ÉDITION

MARDI 7 AVRIL 1981

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 220 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, $ 1,10 ; Côte-d'Ivoire, 265 F CFA ; Danemark, 6 kr. ; Espagne, 80 pes. ; G.-B., 35 p. ; Grèce, 40 dr. ; Iran, 125 ris. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 800 L. ; Liban, 325 p. ; Luxembourg, 20 f. ; Norvège, 4,25 kr. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal, 40 esc. ; Sénégal, 240 F CFA ; Suède, 4 kr. ; Suisse, 1,30 f. ; E.-U., 95 cents ; Yougoslavie, 38 din.

Tarif des abonnements page 23

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
C. C. P. 4207-23 PARIS
Télex Paris n° 650572

Tél. : 246-72-23

Les Suisses rejettent par référendum un projet de réforme du statut des immigrés

LIRE PAGE 4

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La fin du terrorisme en Italie ?

Avec Mario Moretti, capturé à Milan dans l'après-midi du samedi 4 avril, c'est le dernier « chef historique » des Brigades rouges qui est tombé dans les mains du général Della Chiesa, coordinateur et premier limier de la traque du terrorisme en Italie. Du moins c'est ce qu'affirment des milieux politiques, se fondant sur les dépositions des nombreux « brigadistes repentis ». Depuis plusieurs mois, ceux-ci ont multiplié leurs aveux avec une telle ampleur et tant de précision que le démantèlement des réseaux clandestins n'a plus cessé. Restait le fantomatique Mario Moretti. Son arrestation met-elle un point final au terrorisme ?

Indubitablement, les Brigades rouges sont vaincues politiquement depuis deux ans. Totalement isolées, elles ont perdu tout espoir de mordre sur les franges marginales de la classe ouvrière et du mouvement étudiant. Les survivants ont centré leur offensive sur le monde carcéral, se proclamant « bras armé du prolétariat prisonnier » et tentant de conquérir l'hégémonie politique dans les prisons, où une bonne partie des militants se trouvent désormais.

Une première fois, avec Renato Curcio, fondateur des Brigades rouges, un « chef historique » avait été arrêté, jugé et condamné. La relève n'en est pas moins venue, précisément avec Mario Moretti. Celui-ci, excellent organisateur, laisse derrière lui d'autres dirigeants encore en liberté, en particulier sa compagne, Barbara Balzarani, et Giovanni Senzani, beau-frère du professeur Fenzi, arrêté en même temps que Moretti.

D'autres encore peuvent surgir, de nouvelles formations indépendantes se constituer. Il n'existe aucune garantie que l'Italie en ait fini avec le terrorisme, d'autant plus que la défaite politique des Brigades rouges n'a pas freiné leur activité dirigée contre des magistrats de rang moyen, et des cadres subalternes. La terreur pure s'est substituée à l'attentat visant de hauts responsables.

Pour preuve de leur vitalité, en dépit de milliers d'arrestations, les terroristes s'en sont pris, le dernier jour de 1980, au général Calvaligi, adjoint du général Della Chiesa. Rien ne permet de croire qu'une opération sur un objectif analogue, aussi spectaculaire, est désormais impossible. Mais on peut estimer qu'elle serait le fait de desperados plutôt que de stratèges politiques.

Mario Moretti en était parvenu à ce stade. Homme traqué, mais impitoyable, il n'avait plus rien à perdre. Selon l'image qu'il entend donner de lui, il contribuera ou non par ses révélations à clarifier l'histoire et les projets du terrorisme en Italie. Mais deux inconnues demeurent : le terrain est-il propice à la formation d'une nouvelle vague ? Et celle-ci serait-elle suscitée par des stratégies de déstabilisation de l'Italie inspirées de l'extérieur ?

Sur le terrain, il semble bien qu'au fil des mois les terroristes se soient retrouvés de plus en plus seuls. Quant à la déstabilisation, il est difficile de penser que ses inspirateurs renonceront aussi aisément. Pour un tel enjeu, que leur importent d'autres victimes ? (Lire page 4.)

UN ENTRETIEN AVEC M. COLOMBO

« Il faut adresser à l'U.R.S.S. des signaux plus clairs pour redonner un sens à la détente », nous déclare le ministre italien des affaires étrangères.

Lire notre supplément Europa, *page 21.*

Les pressions sur la Pologne

Le chef de l'État tchécoslovaque demande une nouvelle réunion des partis communistes

« La protection du système socialiste est l'affaire de chaque État socialiste, mais aussi de la communauté socialiste, qui est déterminée à défendre ses intérêts et les conquêtes socialistes du peuple », *a notamment déclaré, lundi matin 6 avril, M. Husak à l'ouverture du congrès du P.C. tchécoslovaque. Le chef de l'État tchécoslovaque, réclamant une nouvelle réunion des partis communistes, a ajouté :* « Suffisamment de problèmes se sont accumulés pour qu'il soit utile de les examiner conjointement. » *Il parlait en présence de M. Brejnev, et alors que la prolongation des manœuvres des troupes du pacte de Varsovie inquiète de plus en plus les experts occidentaux.*

En Pologne, cependant, la session de la Diète, convoquée pour le lundi 6 avril, a été ajournée au vendredi 10, en raison d'une « indisposition » du général Jaruzelski.

L'arrivée, dimanche à Prague, de M. Brejnev, a d'autant plus surpris les observateurs qu'aucun autre dirigeant suprême d'Europe orientale n'a fait le voyage. La délégation de la R.D.A., par exemple, est dirigée par M. Sindermann, président du Parlement, celle de la Pologne par M. Olszowski, membre du bureau politique et chef de file supposé de la tendance « dure ». En outre, aucun autre membre à part entière du Politburo soviétique ne figure dans la délégation de Moscou, le personnage le plus important étant M. Roussakov, secrétaire du parti chargé des relations avec les partis au pouvoir. On note encore que M. Gromyko est resté à Moscou, où il a reçu son collègue hongrois, et que M. Tikhonov, chef du gouvernement soviétique, commence ce lundi une visite de cinq jours en Autriche.

Il est cependant possible, estiment certains observateurs, que M. Brejnev puisse être rejoint au terme de son séjour à Prague — qui devrait durer jusqu'au 10 avril, fin probable du congrès du P.C. tchécoslovaque — par d'autres dirigeants soviétiques et par leurs homologues des pays de l'Est.

M. T.

(Lire la suite page 3.)

Le drame libanais

Les Israéliens n'excluent pas de soutenir les chrétiens contre les Syriens

La situation au Liban demeure très grave, ce lundi 6 avril, malgré une accalmie dans les bombardements à Beyrouth-Est et une trêve à Zahlé. A Jérusalem, *où* M. Haig, venant du Caire, poursuit ses entretiens, le chef de la diplomatie israélienne, M. Shamir, a lancé, dimanche, un nouvel avertissement à la Syrie, affirmant qu'« *Israël ne pouvait pas rester les bras croisés* » devant le « massacre » des chrétiens. M. Abdel Halim Khaddam, ministre syrien des affaires étrangères, se rendra mardi à Beyrouth, a-t-on appris à Damas.

De notre correspondant

Beyrouth. — Après une quatrième journée infernale, un cessez-le-feu est intervenu, dimanche après-midi, à 17 heures, à Beyrouth et à Zahlé, entre les troupes syriennes et palestiniennes d'une part, l'armée libanaise et les milices de M. Bechir Gemayel de l'autre. Progressivement, Beyrouth a été enveloppée d'une chape de silence succédant à la canonnade et brisée de temps à autre par le bruit sourd d'une explosion. Mais à aucun moment le cessez-le-feu n'a été totalement respecté. Si bien qu'il était impossible, ce lundi matin 6 avril, d'affirmer si la trêve était effective ou si la bataille continuait au ralenti.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 8.)

Point de vue

L'utopie socialiste

par MICHEL DURAFOUR (*)

Tous les candidats à l'élection présidentielle — au moins les plus sérieux d'entre eux — sont sans doute sincèrement soucieux de diminuer le chômage, de stabiliser les prix et de réduire les inégalités excessives. Mais il y a loin de l'intention à la réalisation : la seule générosité verbale ne suffit pas à garantir les équilibres économiques.

Le candidat socialiste vient de rappeler ses propositions dans un grand hebdomadaire (1). Une nouvelle fois, l'opinion publique aura été déçue, tr..pée même. Les propositions de M. Mitterrand n'ont pas beaucoup gagné en précision ; elles ne sont toujours assorties d'aucun début de chiffrage ; mais elles restent tout autant contradictoires.

Première contradiction : la relance envisagée par M. Mitterrand ne pourrait être financée que par une augmentation massive des impôts ; sinon, c'est un déficit massif du budget de l'État qui en sera la première conséquence. Autrement dit, la relance de l'inflation.

En l'absence de toute indication chiffrée, il est malaisé d'évaluer le coût de la relance socialiste. Ce que l'on en sait seulement, c'est qu'il s'agirait d'une relance de la consommation, donc d'une relance particulièrement onéreuse. En additionnant — car M. Mitterrand n'a pas lésiné sur les promesses — l'accroissement des prestations sociales, le relèvement des bas salaires, l'abaissement de l'âge de la retraite, l'embauche d'agents publics, la suppression de la T.V.A. pour les produits de toute première nécessité, on en arrive à un coût budgétaire de plus de 100 milliards de francs. Montant qu'il faut rapprocher de celui du budget de l'État : 615 milliards.

(Lire la suite page 12.)

(*) Ancien ministre, député U.D.F. de la Loire.

(1) *L'Express* (voir *le Monde* des 5-6 avril).

L'inextricable conflit saharien

Le putsch manqué de Nouakchott et l'attaque de Guelta-Zemmour par le Front Polisario ont fait remonter la tension dans le nord-ouest de l'Afrique. En dehors des opérations militaires, les parties intéressées au conflit saharien, entré dans sa sixième année, jouent leurs cartes sur divers plans : le roi Hassan II devait inaugurer, ce lundi 6 avril, les travaux de la voie ferrée Marrakech-El Aïoun ; le président Chadli Bendjedid poursuit une tournée en Afrique, et une délégation de femmes sahraouies a achevé, dimanche, une tournée dans une quinzaine de villes françaises.

Au terme d'une enquête qui l'a conduit à Madrid, à Tripoli, à Alger, à Rabat, à Nouakchott et au Sahara occidental avec les combattants sahraouis puis avec les troupes marocaines, notre envoyé spécial Paul Balta fait le point de la situation sur le double plan militaire et diplomatique dans une série de quatre articles dont nous commençons la publication.

I. — Les maîtres du désert

De notre envoyé spécial PAUL BALTA

Haouza. — Une maison se dresse sur un *guelb* (petite montagne) en forme de promontoire : construite en 1879 par des commerçants anglais qui l'appelaient « *the house* », elle a donné son nom, à peine déformé, à cette modeste agglomération du Sahara occidental. Nous y parvenons après avoir traversé la hamada — désert plat et pierreux — qui s'étend à perte de vue au large de Tindouf et se termine par une piste de glaise. De même que Farsia, Jdiria et Smara, Haouza se trouve dans un site rocailleux et accidenté — aubaine pour les maquisards — qui remonte jusqu'à Zag et à l'anti-Atlas, dans le sud marocain puis descend en direction de la Mauritanie, jusqu'à Guelta Zemmour, sanctuaire montagneux contrôlant le défilé qui donne accès à Bou Craa et El Aïoun.

Ailleurs, c'est le *reg* — petites dunes piquetées de *scaf*, herbe qui attire irrésistiblement les dromadaires — les *sebkhas* dans lesquelles on s'enlise et les interminables étendues de sable, stériles et inhospitalières, parsemées de *guelbs* granitiques. Torride l'été, glacial l'hiver, le désert est fascinant mais terrifiant pour qui ne le connaît pas. Les Maghrébins du Nord n'aiment guère s'y hasarder. La règle vaut pour les Marocains, de civilisation citadine et villageoise, qui ont toujours redouté la mer et le désert.

Les Maures, en revanche, évoluent au Sahara comme des poissons dans l'eau. Les étoiles, le soleil, la couleur du sable, la forme des pierres leur servent de repères. Ils connaissent les points abrités où ils trouveront l'eau et la fraîcheur. Ils savent se protéger des vents de sable par les chèches (écharpes) noirs ou kakis dont ils s'entourent la tête, choisir le bois qui brûle sans faire de fumée et les branches de l'arbuste *atil* avec lesquelles on se nettoie les dents.

(Lire la suite page 5.)

POINT

Les inquiétudes du grand rabbin

Le ton vigoureux du discours prononcé par M. René Sirat lors de son installation, dimanche 5 avril, comme grand rabbin de France a révélé un chef spirituel plus intransigeant que l'homme affable interviewé à la télévision au début de l'année. L'optimisme d'alors est remplacé par des inquiétudes, qui confinent au pessimisme, devant les dangers de toutes sortes qui pèsent sur les juifs, et l'humanité tout entière.

Le grand rabbin Kaplan était connu pour son franc-parler, mais son successeur semble vouloir ne lui céder en rien. Sa rigueur — certains parlent d'intégrisme — se situe sur le plan religieux. En matière politique, il est vrai, les déclarations de M. Sirat n'avaient rien de surprenant. La « solidarité totale » *de la communauté juive française avec l'État d'Israël reflète la position constante du consistoire israélite.*

De même pour les accords de Camp David. Le souci du grand rabbin devant les réticences des instances internationales et européennes à l'égard de ces accords est partagé par nombre de juifs français. Il est significatif, du reste, que, sur les quatre principaux candidats à l'élection présidentielle, seul M. François Mitterrand approuve la politique de Camp David sans réserve (voir page 14).

Là où les remarques du grand rabbin Sirat ont pu surprendre, en revanche, c'est lorsqu'il a abordé la question du judéo-christianisme. D'abord, il a eu une phrase très dure pour répondre à ceux qui, comme tout récemment Mgr Lustiger, nouvel archevêque de Paris, prétendent à une « double appartenance » *juive et chrétienne.* « On est juif ou on est chrétien, *a dit M. Sirat.* Personne au monde n'a le droit de se proclamer à la fois juif et chrétien. »

Ensuite, il a fustigé « la conception qu'on attribue faussement au judaïsme d'une justice basée sur la loi du talion opposée à la loi d'amour », *alors qu'un passage de la dernière encyclique de Jean-Paul II sur la miséricorde divine comporte, on le sait, une telle comparaison.*

L'arrivée de chefs religieux « musclés » comme Karol Wojtyla, Jean-Marie Lustiger ou René Sirat, est-elle le signe d'une spiritualité plus rigoureuse ? (Voir page 15.)

DIX ANS D'ARCHITECTURE

Incertitudes

En Allemagne, où vient d'être inaugurée la nouvelle Pinacothèque de Munich, musée dont l'architecture suit une démarche sensiblement opposée à celle du Centre Pompidou, se prépare aussi, à Berlin, une exemplaire opération d'urbanisme. Elle devrait aboutir, en 1984, à une grande exposition où sera présentée, en dur, une collection des tendances multiples de l'architecture, issue de la décennie.

Les années 70 ont, sinon consommé la fin du « mouvement moderne », du moins révélé la crise de cette architecture dans laquelle le public, longtemps passif, aujourd'hui agacé, ne voit guère qu'un assemblage de mauvais béton, de tours arrogantes et de tristes H.L.M. Les architectes, qui ne sont pas si mauvais bougres, s'en sont inquiétés à des degrés divers, et, rejoignant en cela leurs anciens voisins des beaux-arts, les peintres, les sculpteurs, ils ont cherché des solutions, des voies nouvelles dans toutes les directions. On parle abondamment, désormais, d'éclectisme.

Deux publications récentes font le bilan de la décennie 1970-1980. La première est un numéro spécial de *G.A. Document*, nouvelle revue japonaise de critique architecturale, à l'iconographie somptueuse. Si le déclin du mouvement moderne, dans ce qu'il avait de puriste, d'austère, de théorique, s'y trouve confirmé, l'architecture contemporaine, exemple de pastiche et de rétromanie, y rencontre une gloire qui ne se connaît plus en France. Seul exemple pour notre pays : le Centre Pompidou, construit par Piano et Rogers, deux architectes étrangers.

FRÉDÉRIC ÉDELMANN.

(Lire la suite page 18.)

AU JOUR LE JOUR

Peine de mort

Au cours d'une conférence de presse, la gendarmerie nationale vient de faire connaître le bilan des accidents de la route pour 1980. Il s'élève, outre 339 632 blessés, à 12 543 morts. Parallèlement, la gendarmerie a enregistré quelque 2 millions et demi d'« infractions à la police de la circulation routière ».

Il semble que, prononcée 12 543 fois sur les routes de France, la peine de mort n'ait pas été, cette année-là, très dissuasive.

JEAN RAMBAUD.

Le Monde

idées

ÉCOLOGIE

Et maintenant l'écologie radicale

Selon toute vraisemblance, les écologistes auront, en la personne de Brice Lalonde, un candidat à l'élection présidentielle. J.-L. Simonet, qui préconise une écologie « radicale », montre qu'ils ont les moyens de faire pencher la balance au second tour. Martial Lemoine estime que les choix de société que les « écolos » proposent constituent peut-être notre dernière chance. Mais Geneviève Coat et Marie-Paule Nougaret craignent que le mot d'écologie ne soit plus qu'une étiquette et elles préfèrent parler de sensibilité à l'environnement.

par J.-L. SIMONET (*)

LA grande famille de l'écologie intéresse un électeur sur dix. Cotée à l'aune du porte-parole des écologistes électoralistes, Brice Lalonde, elle ne vaut pour l'heure qu'un électeur sur cinquante. Telle est la leçon des sondages.

Dans la première partie de leur campagne, ces électoralistes ont repris le projet traditionnel de société du mouvement en le reformulant sous cinq chapitres : protéger la vie, briser la solitude, domestiquer l'économie, renforcer la solidarité mondiale, briser l'Etat.

Cette aspiration culturelle ne justifie plus, à elle seule, l'existence d'un mouvement. La nébuleuse écologiste se modèle autour d'une volonté radicale de changer la société dès maintenant et concrètement, sans attendre l'an 2000.

Il le faut : l'écologie a réussi la première étape de sa mission. En l'espace de quelques années ses idées les plus chères, celles des naturalistes et des défenseurs du cadre de vie, intéressent maintenant la majorité des électeurs, inspirent des actions gouvernementales ponctuelles. Mais la pollution est toujours là et les centrales nucléaires aussi. Les *écologistes se battront donc* à leurs frontières et non là où tout le monde s'agite à leur suite. Ils veulent que le système en place satisfasse les revendications nées de l'expérience acquise sur le terrain par les différentes familles du mouvement.

Certaines de ces revendications *ne peuvent*, dans l'équilibre actuel des forces, être admises par le système politique en place, partis ou gouvernements de droite ou de gauche. Elles sont irréalistes. Tel est le cas de l'arrêt du programme nucléaire militaire. D'autres par contre peuvent être satisfaites immédiatement.

Un rôle d'arbitre

D'autant plus que, depuis la désignation de M. Mitterrand comme candidat du P.S., les écologistes retrouvent leur pouvoir de participer à la décision. Le choix se fera dans un mouchoir. Quelques centaines de milliers de voix, soit une faible partie de l'électorat écologiste majoritairement à gauche, la dernière élection partielle de l'Ain l'a montré avec Philippe Lebreton — feront pencher la balance.

Lasse de la politique politicienne, l'écologie radicale énoncera un certain nombre de « *mesures concrètes* » *(1) sur lesquelles* les deux candidats principaux à la présidence seront invités à se prononcer avant le premier tour. Les électeurs choisiront en connaissance de cause après constat des représentants de l'écologie.

Dès maintenant les écologistes tempérés d'écologie aujourd'hui et leur porte-parole, Brice Lalonde, savent qu'ils ne peuvent, à eux seuls, mener ce combat et porter le mouvement au niveau de ses ambitions, de ses possibilités. Leur maintien met en jeu l'avenir du mouvement, comme le ferait le renouvellement de la caution apportée à Ecologie aujourd'hui par le Réseau des *Amis de la Terre* et le Mouvement d'écologie politique. Ce dernier ne peut espérer renaître sur les cendres d'un échec en avril prochain.

***

Les antinucléaires des bastions normands et alsaciens (12 % des électeurs), Solange Fernex et Didier Anger, participeront à la campagne si leurs revendications essentielles : l'abandon du retraitement à La Hague, le démantèlement des surgénérateurs, 10 milliards par an pour les énergies nouvelles (le cinquième du nucléaire), sont rédigées de manière à interpeller, et à amener une réponse claire, les candidats à la présidence.

Le programme des socialistes « Energie : une autre politique » (février 1981) est au voisinage des thèses des écologistes. Un grand pas a été fait dans la direction, et sous l'influence, de ces derniers. Notamment si l'on considère les implications de deux des positions récentes du P.S. : le *refus de s'engager* dans le développement industriel des surgénérateurs, l'attention portée au stockage définitif des combustibles irradiés (existants) sans retraitement.

L'accès au pouvoir vaut-il une messe antinucléaire à La Hague et à Creys-Malville ? Un pas de plus vers la demande des écologistes ? Ces derniers y trouveraient leur première victoire politique.

Les groupes de pression environnementalistes reprendront le chemin de l'écologie politique, Jean-Claude Delarue à leur tête, si les propositions principales d'économies d'énergie des associations sont assemblées en quelques chiffres : priorité aux transports en commun, interdiction de la circulation automobile privée dans les centres urbains, usage du rail dans les transports à longue distance.

Les naturalistes, y compris le commandant Cousteau, parfois attirés par les administrations et les tâches concrètes de gestion et d'amélioration que cette collaboration leur ouvre se radicaliseront si l'écologie propose d'interdire la fabrication et l'emploi de produits qui s'attaquent, sous prétexte d'accroître une production déjà pléthorique, aux racines mêmes du vivant.

Les libertaires, anarchistes non violents et autres contestataires sociaux, héritiers de mai 1968 et de la tradition « sociale » spécifique de ce pays (Proudhon, Fourier, si ce n'est 1789), participeront au rassemblement provisoire des différentes familles si la société dont ils rêvent est lue en filigrane dans les propositions nouvelles des écologistes.

En ville et dans l'espace rural à nouveau reconquis, cette société civile se met en place. Nouveaux paysans, nouveaux citadins la construisent. L'électorat écologiste est là, dans sa fraction actuelle et ses développements ultérieurs. Tous aspirent à la liberté du temps maîtrisé, aux occupations et modes de vie choisis, rêvent d'autonomie et savent qu'à terme les énergies nouvelles autorisent cet espoir. Ces pionniers voient dans la participation au mouvement une occasion de faire enfin entendre leur voix. Aucun programme n'a tenu compte de leur existence, des difficultés de leur expérience. Dans les campagnes, seuls les syndiqués (F.N.S.E.A. ou Jeunes Agriculteurs) — adeptes de l'« intensification » de la production — accèdent aux banques, aux crédits, aux terres, à l'assistance technique.

En ville, le mouvement ouvrier classique n'a cure des travailleurs temporaires ou partiels et de leurs régimes sociaux. De concert avec le patronat qui y trouve main-d'œuvre à bon compte, il se constitue ainsi en une aristocratie manufacturière protégée par les syndicats.

Mettre fin au déracinement

Enfin, aux côtés des régionalistes, il revient aux écologistes de mettre fin au déracinement politique et culturel, à l'aliénation civique. Il n'est pas de République civique. Il n'est pas de république locale : référendum à initiative populaire ; pouvoir réel des associations ; assemblées régionales élues en Bretagne, Corse, Alsace, là où les ethnies, les cultures et les relatifs isolats économiques le permettent d'entrée de jeu.

Dans ce concert, l'écologie va retrouver les racines d'une décennie de luttes locales. Elle n'est pas gérante de la société actuelle. Elle ne sera pas au pouvoir avant une génération. C'est au système, pouvoir ou opposition, d'administrer la crise : elle leur est consubstantielle. Le rôle historique de l'écologie est d'empêcher l'irrémédiable se produire.

Qu'ont fait pour changer le cours des événements ceux qui disposent de longue date du savoir, du pouvoir ? Cent mille chômeurs de plus chaque année devenus deux cent mille en 1980 ? Une inflation à 5 % multipliée par 3 en moins de sept ans ?

Plus modestes, plus réalistes, moins démagogues, les écologistes proposent une dynamique du changement. L'an 2000 naîtra de la satisfaction de leurs revendications les plus immédiates.

Dans le deuxième temps de la campagne, parrainée ou non, avec ou sans candidat, présente ou absente lors du décompte des voix, l'écologie, forte de sa diversité, interpellera pour l'instruction de ses électeurs les deux principaux candidats au pouvoir.

Par le biais d'une courte liste de questions décisives, elle fera, si elle le veut — et à elle seule — la décision au second tour.

(*) Ex-secrétaire général d'« Ecologie 78 ».

(1) Manuel *Ecologie*, n° 322 (novembre 1979), « L'écologie politique : quoi, comment ? », supplément au numéro 328 (mai 1980) : « L'écologisme, un mouvement en marche, si... ».

Une crise de civilisation

par MARTIAL LEMOINE (*)

LA crise de confiance dans le système capitalo-productiviste s'accroît. De l'ère de la prime d'ancienneté aux bons pères de famille, nous sommes passés à celle de la lettre de licenciement avec dépression nerveuse. La marche en avant du « progrès » accumule désormais autant de faillites et de dépôts de bilan que de richesses. La sacro-sainte loi de la concurrence des économistes patentés du système capitaliste remet en cause toutes les valeurs sociales sur lesquelles reposait son pouvoir. Le droit au mieux-être de l'homme n'est plus une finalité mais un handicap à la compétitivité d'une technique par rapport à une autre. On embauche des machines ou des robots pour débaucher des hommes.

La rançon de ce grand chambardement économique n'est plus que le chômage, l'inflation, le gaspillage du prêt-à-jeter sur l'autel du profit immédiat.

La croissance à la japonaise est le dernier mythe de nos technocrates acculés à la faillite de leurs courbes et de leurs indices au premier « choc pétrolier ». Nos champions de la mondialisation de l'économie, englués dans leur concurrence sauvage, ne nous prédisent plus qu'un bol de riz pour tenir le coup face aux autres. Cette crise n'est pas la conséquence de la crise de l'énergie, mais une crise de civilisation que les écologistes ont été les premiers à dénoncer depuis leur apparition sur la scène politique.

Pour produire chaque jour davantage de biens matériels éphémères, on détruit un peu plus l'environnement naturel nécessaire à l'équilibre de toute vie humaine. La voiture est un besoin pour l'homme lorsque, des tours de son H.L.M., le citadin ne pense qu'à retrouver la campagne. Plus on veut changer le naturel de l'existence humaine, plus il revient au galop.

L'embrigadement des citoyens par les politiciens centralisateurs et les technocrates productivistes de l'Etat est la conséquence de ce formidable gaspillage de nos richesses naturelles et humaines. Une carte de France, routière ou ferroviaire, illustre parfaitement bien cette hérésie de nos gouvernants : toutes nos routes et nos voies passent par Paris. Un tel surplus de trajets n'est pas la meilleure façon d'économiser l'énergie.

Ces aberrations n'ont été possibles que par le constant grignotage du droit du citoyen par la bureaucratie de l'Etat. Nos formulaires administratifs montrent bien comment le pouvoir oppresseur de l'administration française rend le citoyen irresponsable : ce ne sont que des formules de menaces pécuniaires, de poursuites judiciaires, de contraintes par corps, de sommations sans délai, de dernier avis avant saisie, etc. En cinq minutes d'inattention, un automobiliste honnête peut désormais sacrifier son salaire à payer des amendes si un agent de police qui « cherche la petite bête » veut lui appliquer toutes nos lois répressives. On veut nous sauver la vie dans une bagnole, mais on peut chaque jour mourir du cancer en mangeant du saucisson plein de colorant !

Face à cette avalanche de décrets et de lois, l'Etat et l'administration passent plus de temps à se justifier eux-mêmes qu'à libérer l'esprit d'initiative et le goût d'entreprendre des citoyens.

Si nous avons autant besoin d'énergies artificielles aujourd'hui — dont le nucléaire, — c'est parce que depuis plus de vingt ans l'Etat a entassé les Français dans des tours et des barres de banlieues invivables, à regarder la télévision depuis leur lit, plutôt que de les laisser vivre dans les campagnes à assurer leur propre subsistance avec les énergies naturelles dont l'homme a toujours su se servir lui-même.

Retourner à la campagne

Les conséquences de ce désastre économique, nous commençons désormais à les connaître, même si nos technocrates nous prédisent une nouvelle ère de bonheur à coups de microprocesseurs ou de règne machinal : pollution de la terre, de l'eau et de l'air, cancers, dépressions nerveuses consécutives à l'altération du cadre de vie humain, aliénation collective des individus sous le poids de la bureaucratie de l'Etat qui décide de tout, chômage et suicide qui ne feront bientôt plus qu'un, marginalisation silencieuse de tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans la loi de la jungle du « progrès » des nantis, etc.

Seuls les écologistes peuvent inverser cette « sélection naturelle » de nos technocrates, non pas par un *retour à nos ancêtres, mais par une* renaissance économique qui cesserait de considérer l'homme comme l'objet d'un destin qui le dépasse.

Le dépérissement de l'Etat serait déjà le premier atout pour libérer nos concitoyens des multiples entraves à leur propre épanouissement qu'y met une bureaucratie omnipotente et dictatoriale. Les enquêtes d'utilité publique des mairies annexes pour la construction des centrales nucléaires annoncent déjà cette « démocratie du petit écran » que l'on nous prédit pour l'an 2000. Les scientifiques appellent cela des manipulations génétiques.

Après la ruée des campagnards vers les villes enlaidies de zones industrielles à mourir d'ennui, le retour des citadins vers les campagnes permettrait de repeupler le « désert français » pour réexploiter nos richesses naturelles sans consommation d'énergies motrices disproportionnées. Dans une guerre économique où nos ressources dépendent des autres, il faut savoir faire face à l'ennemi en sachant ne dépendre que de nous-mêmes. Avec des pièces de rechange américaines, de l'uranium canadien et du sodium chilien, nos centrales nucléaires risquent de n'être qu'un nouvel asservissement de notre économie à la loi du marché des autres.

Si l'on avait moins construit d'usines « clés en main » dans les pays sous-développés, depuis dix ans, on fabriquerait certainement moins de chômeurs en France aujourd'hui avec les esclaves du tiers-monde qui travaillent à notre place pour des prunes. Une alternative écologique à la crise actuelle de l'économie mondialiste et multinationale serait donc de rétablir notre indépendance nationale dans tous les domaines, laquelle permettrait l'allégement du poids fiscal d'une administration étatique paperassière et pléthorique, qui sécrète le chômage et l'inflation.

La diminution des impôts et des effectifs bureaucratiques de l'appareil administratif de l'Etat, la suppression de la sous-traitance qui majore le prix d'un produit en payant une plus-value à ceux qui sont incapables de le faire, le rétablissement des paiements au comptant pour se débarrasser des escomptes et des agios qui enrichissent les banques et engorgent les tribunaux d'impayés, ne sont pas des recettes utopiques mais les seules qui peuvent contribuer à la stabilité de notre monnaie et à la maîtrise de l'inflation.

Dans le domaine du quotidien, il faudrait donner aux Français un autre idéal que celui de passer leurs loisirs à regarder la télé et ses « monstres sacrés » qui les rendent de plus en plus idiots, en rétablissant de véritables fêtes populaires de quartier, ou en construisant des immeubles avec des parties collectives favorisant la communication et les jeux de société.

Si demain nous devions affronter une nouvelle guerre, il est probable que nous aurions cent fois plus de « collabos » qu'en 1940 tant la télé et la bagnole ont fabriqué d'égoïstes et de lâches. Les guerres ne se font pas avec les immigrés qui vident nos poubelles !

La restauration du travail manuel bien fait, l'abandon du gigantisme industriel qui pollue et consomme de l'énergie artificielle, le retour des cités à l'échelle humaine, donc libérées du cauchemar administratif des contraventions dues au surpeuplement, l'enrichissement des citoyens par la promotion de leur esprit plutôt que par la prétendue libération de leur corps, sont des choix de société que seuls les écologistes proposent.

C'est peut-être notre dernière chance avant que les technocrates découvrent que les murs de leurs cités invivables n'auront été utiles qu'à peindre « Vive Mesrine » par les rebelles de leur « bonheur ».

(*) Membre de la commission du premier arrondissement de Paris-Ecologie.

Une étiquette ?

par GENEVIÈVE COAT et MARIE-PAULE NOUGARET (*)

NÉES au temps du « baby boom » (bonjour, docteur Ogino), mais bien après la bombe — Comment avaient-ils pu ? — nous nous sommes découvert très tôt, grâce au téléphone, une solidarité planétaire.

Il y eut le twist et *Salut les copains*. La jeunesse devenait un *marché* : il y eut le rock, le Vietnam, le rock contre la guerre. Nous avons voyagé — banal — et perdu un peu de notre « identité » nationale, y gagnant en culture et en goût de la vie.

Nous voulions agir au retour. Jolis rêves. La *France* fait des couacs au concert des nations. Ce pays se distingue. Il a le record européen du nombre de policiers *par habitant*. Croyant devoir défendre la culture, il expulse les étrangers. Seule de son voisinage, la France *applique la peine de mort*. La France ? Qui décide ? Qui nous attribue ses forfaits ?

Nous ne faisons sans doute pas partie de ce lot, trié sur le volet, que consultent pour un oui ou pour un non les instituts de sondages ; *peut-être* avons-nous trop de mémoire. Impossible, en effet, de faire abstraction de ce que nous avons appris de notre *environnement*.

L'environnement, tout le monde en parle, mais peu de gens en tiennent compte, encore moins le cultivent. L'actualité nous y ramène régulièrement. Cela fait déjà longtemps que l'on sait le rôle essentiel de la diversité dans le fonctionnement des systèmes vivants.

Cependant, le monde s'appauvrit. Tout se *normalise* : les plantes sélectionnées, les animaux disparus, les consommateurs identiques des programmes dominants ne sont que quelques aspects de ce dénuement. Dans ces conditions, peut-on s'étonner de l'engouement des jeunes *pour le plastique, qui devient* cher (l'industrie du disque en sait quelque chose).

Valait-il mieux avoir vingt ans en 1970 ? Qu'importe ! On crève toujours la faim dans ces pays que l'on dit « en voie de développement ». Ces mêmes pays exportent pourtant des bananes, du café, du cacao, du sucre, des arachides et, désormais, nos légumes d'été tout au long de l'année.

Sainte Hypocrisie, priez pour eux, ils vendent à bas prix. De ce côté-ci du rio Bravo, c'est beaucoup plus cher. On nous bassine de vie saine, mais qui peut se l'offrir ? Dans les magasins de diététique, comme au supermarché, mieux vaut savoir lire les étiquettes !

Pas d'anti-progrès

Naturel. Ce pays est celui de la table. On y cultive même intensément. Chacun y retrouve sa *petite pollution. Mais, en ce* domaine, les plus pauvres frisent facilement l'overdose.

Eco-nomie et éco-logie se livrent une guerre stupide. Ecologie ne signifie pas nostalgie anti-progrès : les satellites fonctionnent bel et bien à l'énergie solaire, biomasse et énergie font maintenant partie des préoccupations « stratégiques » de nos gouvernements.

Mais, en 1981, le mot écologie prête à confusion : c'est de sensibilité à l'environnement qu'il faudrait parler. Environnement, dans tous les sens du terme, politique et social y compris. Ecologiste, c'est devenu une étiquette, et bientôt (qui sait ?) un titre sur des cartes de visite. Décidément, notre génération aura tout vu. Certains préfèrent en rire, d'autres en profitent.

D'autres encore se servent des médias pour nous faire avaler qu'on nous aime à la Hague ou à Mururoa. Dans ce monde uniforme, la télévision a un impact énorme, l'un des enjeux de l'élection présidentielle étant, traditionnellement, de pouvoir s'y exprimer. Le système des cinq cents signatures réduira cette année le nombre des candidats en scène. Dommage. Fermer les yeux sur l'environnement aujourd'hui, c'est aussi préparer l'écofascisme de demain.

(*) Journalistes.

Le Monde

étranger

EUROPE

Pologne

Les pressions sur Varsovie

(Suite de la première page.)

Rappelons que le dernier sommet multilatéral relatif à la Pologne remonte au 5 décembre à Moscou, mais que tous les dirigeants communistes se sont retrouvés dans la même ville à la fin de février pour le congrès du parti soviétique, pendant lequel ils ont eu des entretiens bilatéraux officiels avec M. Brejnev.

En revanche, deux autres aspects de l'attitude soviétique ont accru le pessimisme parmi les observateurs :

1) *L'attitude de la presse soviétique.* — Non seulement celle-ci poursuit ses attaques contre Solidarité, mais elle critique ouvertement la faiblesse de la riposte des autorités polonaises face aux entreprises « *contre-révolutionnaires* » du syndicat indépendant. Ainsi, sous le titre « Quelle est la prochaine étape ? », les *Izvestia* écrivaient samedi : « *Les événements des derniers jours de mars ont montré que la contre-révolution rampante a pris sa pleine dimension. Elle n'a pas reçu jusqu'à présent une riposte appréciable et a pris de ce fait une insolence croissante, démasquant ses slogans politiques et intensifiant ses méthodes de lutte politique.* » Le journal, rappelant que le pays est « *au bord de la faillite économique* », ajoute que « *l'espoir existait, début septembre, de voir rapidement surmontées les erreurs et difficultés, mais ces espoirs n'ont pas été confirmés* ». Quant à la *Pravda*, elle publie la lettre d'un lecteur affirmant que « *l'U.R.S.S. n'abandonnera pas la Pologne dans le malheur* ».

2) *Les manœuvres du pacte de Varsovie* autour de la Pologne et à l'intérieur de ses frontières. L'agence est-allemande A.D.N. a annoncé dimanche 5 avril que de « *nouvelles réserves* » en provenance de la « *profondeur des territoires* » des pays concernés (U.R.S.S., R.D.A., Tchécoslovaquie) *ont été acheminées* vers les lieux d'exercices afin de « *renforcer* » les unités déjà présentes. Il s'agit notamment, selon l'agence, d'unités de blindés et de troupes qui ont « *débarqué* » sur un rivage non précisé. Rappelons que ces manœuvres, commencées le 18 mars, ont été prolongées à plusieurs reprises (M. Rakovski avait fait état d'une telle prolongation au cours d'un entretien avec la direction de Solidarité, et qu'elles étaient présentées au début comme des « *exercices d'état-major* » : il semble donc que les troupes régulières rejoignent leurs officiers.

Une intense activité aérienne

Ces préparatifs militaires inquiètent les responsables américains. Arrivant à Londres samedi pour une tournée en Europe, M. Weinberger, ministre américain de la défense, a déclaré que l'activité militaire autour de la Pologne « *est encore très intense et dépasse le cadre des manœuvres soviétiques qui devaient se terminer à la fin de la semaine dernière* ». Ces activités, a-t-il ajouté, « *se poursuivent dans la perspective d'une intervention en Pologne et semblent être entrées dans une nouvelle phase. (...) Bien qu'il n'y ait aucun signe déterminant d'une intention d'intervenir, ces manœuvres durent plus longtemps que prévu, et le ravitaillement aérien semble bien supérieur à celui qui serait nécessaire aux unités engagées* ». Plusieurs journaux américains ont affirmé que les vols de transport militaire à destination des bases soviétiques en Pologne se sont beaucoup accrus ces derniers temps, au point de réduire la capacité aérienne mise à la disposition du contingent soviétique d'Afghanistan.

Tandis que M. Haig jugeait, du Caire, la situation « *plus tendue qu'elle ne l'était* » et faisait état de son « *inquiétude croissante* », M. Reagan, informé quotidiennement sur son lit d'hôpital, a adressé vendredi soir un message à M. Brejnev à propos de la Pologne, a-t-on annoncé officiellement dimanche. Selon le *New York Times*, le président avertirait qu'une intervention soviétique entraînerait une « *interruption totale* » de toute possibilité de négociation sur la limitation des armements.

Cette information n'est pas confirmée, mais il est un fait que l'appréciation, pour une fois partagée, portée par les Américains et les Européens sur cette nouvelle crise (M. Genscher, retour de Moscou, n'est pas plus rassuré, M. Gromyko ayant obstinément refusé de répondre à toute question sur la Pologne, *a fortiori* de donner le moindre engagement de non-intervention) est utilisée par Washington pour pousser plus énergiquement au déploiement des missiles nucléaires à moyenne portée. Avant la réunion des ministres de la défense de l'OTAN, qui doivent discuter de ce problème à Bonn, mardi et mercredi, M. Weinberger a affirmé : « *Une invasion de la Pologne ne pourrait que dissiper tous les doutes des groupes politiques de gauche en Europe qui s'opposent au déploiement des euromissiles.* »

M. T.

Tchécoslovaquie

Le seizième congrès du parti communiste s'est ouvert en présence de M. Brejnev

De notre correspondant

Vienne. — Le 16e congrès du P.C. tchécoslovaque, qui s'ouvre ce lundi 6 avril à Prague, sera placé sous le signe de la continuité. Seule la présence du chef de l'Etat et du parti soviétiques, arrivé dimanche, lui confère un intérêt particulier. M. Brejnev aura l'occasion de s'entretenir avec M. Gustav Husak, chef de l'Etat et du P.C. tchécoslovaques, ainsi qu'avec les chefs des délégations des autres P.C. est-européens (conduites par des membres des bureaux politiques) de la crise polonaise et de faire le point sur la détérioration de la situation dans ce « pays frère ». La Pologne a délégué, elle, M. Olszowski, partisan d'un ordre musclé.

La présence de M. Brejnev permettra, en tout cas, aux communistes tchécoslovaques de célébrer l'amitié « éternelle » avec l'U.R.S.S. M. Chnoupek, ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, a donné le ton en déclarant récemment que « *la coopération entre l'U.R.S.S. et la Tchécoslovaquie a atteint un niveau sans précédent* ». Sur le plan intérieur, on ne s'attend à aucune modification profonde. Depuis les purges massives du parti après l'écrasement du « *printemps de Prague* » — un tiers environ des effectifs du parti de fonctionnaires sio- « normalisation », un certain immobilisme s'est installé.

M. Husak, qui succéda, en 1969, à M. Dubcek à la tête du P.C., assume également les fonctions de chef de l'Etat depuis 1975, à la place du général Svoboda. Il a su consolider sa position. La nomination dans les rangs élevés du parti de fonctionnaires slovaques comme lui a été généralement interprétée comme un renforcement de la tendance Husak au détriment des éléments les plus durs, tels que MM. Bilak, Kapek et Hoffmann, sans toutefois mettre sérieusement en cause l'équilibre entre les « centristes » plus portés vers le pragmatisme et les « durs » du pro-soviétisme.

Les objectifs du dernier plan quinquennal (1976-1980) sont loin d'avoir été remplis. Les problèmes économiques occuperont donc une place de premier plan. Le congrès doit confirmer les orientations du VIIe Plan (1981-1985). Ses objectifs, plus modestes que ceux du précédent, tiennent compte du ralentissement du rythme de croissance de l'économie, qui subit le contrecoup de la crise du monde occidental. Pour relancer l'économie, les autorités ont adopté, l'année dernière (*le Monde* du 13 avril 1980), de nouvelles mesures introduisant une certaine souplesse dans la planification : elles prévoient notamment l'accroissement de la productivité, la hausse du niveau technologique et l'amélioration de la qualité des produits. L'absence de toute idée de décentralisation et l'extrême prudence du vocabulaire ne permettent guère d'espérer une évolution à la hongroise.

A la veille du congrès, une trentaine de personnes ont été interpellées par la police. Il s'agit surtout de signataires de la Charte 77 ou de membres du Comité de défense des personnes injustement poursuivies (VONS), voire de leurs enfants. — (*Intérim.*)

Bulgarie

Les assises du parti accordent à M. Jivkov le titre de secrétaire général

De notre correspondant

Vienne. — Le douzième congrès du P.C. bulgare, qui s'est achevé samedi 4 avril à Sofia, aura été celui de la continuité. Il a confirmé l'image que les dirigeants entendent donner de leur pays et de leur parti, celle du disciple le plus fidèle de l'Union soviétique, même si « *l'amour de l'U.R.S.S.* » a été, cette fois-ci, exprimé sur un ton plus nuancé que lors de congrès précédents.

Les mille six cent cinquante-huit délégués ont consacré la position de M. Todor Jivkov, premier secrétaire du parti depuis 1954, en lui conférant le titre plus honorifique de « *secrétaire général* » dont avait bénéficié son prédécesseur, M. Vylko Tchervenkov (1). Cet honneur a été fait à M. Jivkov en raison de « *l'activité infatigable, bouillonnante, créatrice et fructueuse* » qu'il déploie depuis plus d'un quart de siècle. Il exerce aussi depuis 1971 la charge de chef de l'Etat.

A l'exception de quelques changements sans réelle importance, le secrétaire général conserve au bureau politique les collaborateurs qui l'entourent depuis des années. M. Tano Tsolov, soixante-trois ans, gravement malade, et le général Ivan Mikhailov, quatre-vingt-quatre ans, quittent le bureau politique sans être remplacés.

Les suppléants du bureau politique ne sont plus que trois, dont un nouveau venu, M. Petar Doulguerov, récemment devenu président des syndicats. MM. Todor Stoïtchev et Krastiou Tritchkov et Mme Draja Valtcheva ont été évincés.

Le secrétariat du comité central a été réorganisé : ses membres ne pourront plus cumuler des fonctions dans le parti et dans l'appareil de l'Etat et le comité central a été élargi à cent quatre-vingt-dix-sept membres (cent cinquante-quatre jusqu'à présent). Le secrétariat du comité central compte désormais dix membres, dont deux nouveaux venus, MM. Vassil Tsanov, président de l'Union nationale agro-industrielle, et Tchoudomir Aleksandrov, premier secrétaire du P.C. pour la ville de Sofia.

Enfin, le congrès a adopté le plan quinquennal 1981-1985 qui, tout en prévoyant des objectifs plus modestes que pour le quinquennat précédent, doit consolider le développement de l'agriculture et marquer une progression de l'industrie en passant du développement extensif au développement intensif et assurer un relèvement substantiel du niveau de vie de la population.

(*Intérim.*)

(1) Dans les pays de l'Est, seuls MM. Kadar et Kania conservent le titre de premiers secrétaires.

Les organes du P.C. bulgare

(élus le 4 avril 1981)

BUREAU POLITIQUE

Titulaires : MM. Todor Jivkov, secrétaire général ; Alexandre Lilov, Gricha Filipov, Dobri Djourov, Mme Ludmila Jivkova, MM. Ognian Doinov, Peko Takov, Pentcho Koubadinski, Petar Mladenov, Stanko Todorov, Todor Bojinov, Mme Isola Dragoycheva (seul vétéran du parti en place, quatre-vingt-trois ans).

Suppléants : MM. Andrei Loukanov, Guergui Yordanov, Peter Doulguerov.

SECRETARIAT

Secrétaire général : M. Todor Jivkov.

Secrétaires : MM. Alexandre Lilov, Gricha Filipov, Ognian Doinov, Dimitre Stanichev, Gueorgui Athanassov, Stoyan Mikhailov, Milko Balev, Micho Michev, Vassil Tsanov Vassilev, Tchoudomir Aleksandrov.

Yougoslavie

Les émeutes de Kosovo ont fait onze morts

Après les violentes émeutes qui se sont déroulées la semaine dernière à Pristina, la capitale de la région de Kosovo et qui ont fait, de source officielle, neuf morts parmi les manifestants et deux parmi les forces de l'ordre, le calme est revenu. La presse de Belgrade a, d'autre part, annoncé que le gouvernement du Monténégro, République limitrophe de la province autonome de Kosovo, avait arrêté, les 2 et 3 avril, une série de mesures « politiques et administratives » *destinées à prévenir* « toute incitation à l'intolérance nationale ».

De notre correspondant

Belgrade. — La situation dans la région autonome de Kosovo semble se normaliser. « *Les moments les plus difficiles sont passés* », écrit *Politika*. Le journal précise que des équipes d'ouvriers réparent les dégâts causés par des actes de « *vandalisme* » des manifestants à Pristina. Les dirigeants qui pendant longtemps avaient observé une grande discrétion inondent les organes de presse de déclarations et commentaires depuis le 1er avril. Les rigoureuses mesures de sécurité prises au Kosovo sont encore en vigueur, les étrangers n'y sont pas admis et les Yougoslaves eux-mêmes sont astreints à des contrôles.

Après les hautes instances du Kosovo et de la République de Serbie, le gouvernement fédéral et la Ligue des communistes de Yougoslavie, les gouvernements et les organisations sociales des autres républiques prennent position à leur tour.

Le régime semble préoccupé par les risques de résurgence du nationalisme dans d'autres régions, en Croatie et surtout en Serbie. En effet, les événements de Kosovo ont sensibilisé à l'extrême la population serbe de la Yougoslavie, en particulier de la République fédérée de Serbie. Les dirigeants albanais réitèrent pour leur part leur soutien aux Serbes de Kosovo et à leur résolution de demeurer à leurs côtés au cas où des violences seraient commises contre eux par les « *irrédentistes et nationalistes* ». On ne signale jusqu'à présent aucun incident entre les populations serbe et albanaise de Kosovo.

P. Y.

Union soviétique

Deux manifestations ont eu lieu à Tbilissi pour protester contre la « russification » de la Géorgie

De notre correspondant

Moscou. — Deux manifestations contre la politique de russification menée par les autorités se sont déroulées, les 23 et 30 mars, à Tbilissi, capitale de la Géorgie, a-t-on appris à Moscou de source informée.

Le 23 mars, un millier d'étudiants environ ont manifesté pour protester contre le renvoi de l'université d'un professeur de littérature, critique réputé, M. Akaki Bakhradzé. A la suite de cette manifestation, le professeur a été réintégré et le premier secrétaire du P.C géorgien, M. Chevarnadzé, a reçu des représentants des manifestants. Il a, en outre, accepté de participer, le 15 avril, à l'université, à une réunion avec les étudiants afin de parler de leurs problèmes.

Une semaine plus tard, plus d'un millier d'étudiants et d'intellectuels ont manifesté pendant près de cinq heures devant le siège du Soviet suprême géorgien, où se déroulait le congrès des écrivains géorgiens. Les manifestants ont exigé que l'enseignement de l'histoire de la Géorgie figure au programme des cours des écoles et des universités. Les deux manifestations se sont déroulées sans incidents et les personnes interpellées ont été rapidement relâchées, précise-t-on de même source.

Ces manifestations témoignent de la persistance d'un fort sentiment national, qui s'exprime régulièrement lorsque l'intelligentsia locale estime la culture géorgienne menacée. En avril 1978, des milliers de personnes avaient protesté contre la suppression du géorgien comme langue nationale dans le projet de la nouvelle Constitution, et les autorités avaient fini par s'incliner. En 1975 et 1976, plusieurs attentats à la bombe contre des bâtiments publics avaient été attribués (à tort ou à raison) à la fraction « dure » du mouvement nationaliste en Géorgie.

Les Géorgiens ne sont pas les seuls à remettre périodiquement en cause le problème de l'intégration à la culture russe. En Ukaine et dans les républiques baltes, le problème se pose avec la même acuité et des mouvements organisés manifestent une opposition toujours très vive à la disparition de la culture nationale.

En septembre et en octobre 1980, d'importantes manifestations ont eu lieu à Tallin, capitale de l'Estonie. Le ministre de l'intérieur avait dénoncé les responsables des manifestations auxquelles avaient participé plusieurs centaines de jeunes gens, lycéens ou étudiants pour la plupart. Les manifestants avaient commencé par exprimer leur hostilité à l'importance croissante de la langue russe dans les programmes scolaires, mais des slogans en faveur de l'indépendance de l'Estonie et des autres provinces baltes étaient rapidement apparu, de même que des cris hostiles à la « *domination russe* ».

(*Intérim.*)

UN COLLOQUE LIBERTAIRE A PARIS

« La lueur de Cronstadt »

Pourquoi la révolution des Soviets, qui portait les espoirs d'une libération de la classe ouvrière, a-t-elle produit la société bureaucratique d'exploitation et d'oppression que l'on connaît aujourd'hui ? Cette question a occupé la plus grande partie des travaux du colloque réuni samedi 4 et dimanche 5 avril à Paris, en présence d'environ deux cents personnes, par l'Union des travailleurs communistes libertaires (U.T.C.L.) sur le thème : « 1931-1981 : de Cronstadt à Gdansk, soixante ans de résistance au capitalisme d'Etat. »

Sur la réponse, la plupart des intervenants sont tombés d'accord : la terreur ne date pas de Staline ; Lénine et le parti bolchevique sont responsables de la « subversion » du système « ultra-démocratique » instauré en 1917, subversion qui s'est faite, comme l'a montré M. Marc Ferro, historien de la révolution russe, entre 1917 et 1921 par une « bureaucratisation » de toutes les institutions de la société (comités d'usine, comités de quartier, mouvement coopératif, etc.), au profit du seul parti bolchevique. « *Seules des considérations tactiques*, a dit, pour sa part, M. Daniel Guérin, historien de l'anarchisme, *ont conduit les bolcheviques à accepter en 1917 le système des soviets, si contraire à leurs convictions profondes.* » M. Georges Fontenis, au nom de l'U.T.C.L., a précisé : « *Il n'est pas question pour nous de soutenir que la période stalinienne est tout entière contenue dans le léninisme, mais l'histoire du léninisme nous permet de comprendre une filiation incontestable.* »

Dans une des interventions les plus remarquées, M. Cornelius Castoriadis, cofondateur du groupe et de la revue *Socialisme ou barbarie*, a analysé la nature du « *capitalisme bureaucratique total* » qui caractérise, selon lui, le régime soviétique, et qu'il explique, non par une « *dégénérescence* » due aux conditions de l'époque, comme le soutiennent les trotskistes, et comme l'a exposé également M. David Rousset, mais par la création d'un parti politique totalitaire. « *Lénine ne voulait pas le goulag*, a-t-il affirmé, *mais il en a créé le germe.* »

La répression de la révolte de Cronstadt en 1921 a marqué « *le reflux de la vague révolutionnaire* », a souligné M. Georges Fontenis, mais aussi « *l'annonce d'une révolution authentique* ». La « *lueur de Cronstadt* » a brillé tour à tour sur Berlin en 1953, sur Budapest en 1956, sur Prague en 1968. Elle continue de luire en U.R.S.S., en Bulgarie, en Roumanie, où se développent des mouvements qui ont fait l'objet de la dernière partie du colloque. Elle éclaire enfin, selon les participants aux débats, les luttes en Pologne. Même si, pour la plupart d'entre eux, l'action de M. Lech Walesa et des dirigeants de Solidarité (cette « révolution autolimitée » dont a parlé à la tribune M. Krzysztof Pomian, historien polonais) ne vise qu'à maintenir le pouvoir de la bourgeoisie...

EUROPE

Italie

CONSIDÉRÉ COMME LE PRINCIPAL DIRIGEANT DES BRIGADES ROUGES

Mario Moretti a été arrêté à Milan

L'arrestation, dans l'après-midi du 4 avril, à Milan, de Mario Moretti, considéré par les enquêteurs comme l'un des principaux, sinon le principal, responsables de l'organisation des Brigades rouges, représente un important tournant dans la lutte contre le terrorisme en Italie. Mario Moretti, quoique armé, a été appréhendé sans opposer de résistance, en même temps que trois autres terroristes présumés. L'un d'eux est M. Enrico Fenzi, professeur de littérature à Gênes. L'identité des deux autres personnes arrêtées n'a pas été rendue publique ; il s'agirait de personnages de second plan.

De notre correspondant

Rome. — « *C'est le plus beau jour de ma vie depuis que je suis ministre de l'intérieur* », s'est exclamé M. Rognoni, confirmant la nouvelle devant les journalistes à la préfecture de Milan. Un peu plus de trois mois après l'assassinat, dans la nuit de la Saint-Sylvestre, à Rome, du vice-commandant des carabiniers, le général Galvaligi, les forces de l'ordre viennent de remporter l'un de leurs plus importants succès. Si le groupe terroriste Prima Linea peut désormais sembler presque totalement démantelé, les Brigades rouges, malgré la vague d'arrestations qui avaient suivi au printemps 1980 les « révélations » de l'ancien responsable de Turin du groupe terroriste, Patrizio Peci, paraissent encore capables, comme pendant l'enlèvement du juge d'Urso, de défier la République italienne.

Recherché depuis neuf ans, Moretti avait échappé cinq fois de justesse à l'arrestation. Cette chance insolente avait peu à peu créé une sinistre légende autour de ce personnage qui a joué un rôle essentiel — depuis l'arrestation, entre 1975 et 1976, des « chefs historiques » du groupe terroriste — dans les principales actions des Brigades rouges de ces dernières années.

Sur les deux seules et vieilles photos que possédaient de lui les enquêteurs, Moretti avait le visage anodin et anonyme de l'employé qu'il fut à la SIT-Siemens. Il était arrivé à Milan en 1966 avec en poche une lettre de recommandation du curé de *Porto-San-Giorgio*, la petite ville des Marches dont il est originaire. Durant les mois de l'automne chaud en 1969, Mario Moretti rejoint, comme le futur terroriste Corrado Alunni, également employé de la SIT-Siemens, les franges les plus dures de l'extrême gauche. Puis, entre 1966 et 1971, où il quitte l'entreprise, et mai 1972, où il plonge dans la clandestinité, il participe à la fondation des Brigades rouges. Ceux qui l'avaient connu alors l'ont décrit comme un « *homme gris, vêtu de gris* ».

A en croire les dépositions du « *brigadiste repenti* » Peci, ainsi que différents indices trouvés dans une cache des B.R. romaines, où il vivait sous l'identité de l'anodin ingénieur Borghi, Moretti aurait joué un rôle-clé dans l'organisation de l'enlèvement, des interrogatoires, puis de l'assassinat d'Aldo Moro en mai 1978. Il est aussi soupçonné d'avoir organisé (sinon participé) à la plupart des assassinats commis par le groupe terroriste dans la capitale italienne. Selon le témoignage d'une jeune brigadiste, désormais « repentie », Ave-Maria Petricola, Mario Moretti aurait aussi préparé, l'été dernier, près de Rome, « la campagne de lutte contre les prisons spéciales » et l'enlèvement du magistrat M. Giovanni d'Urso.



(Dessin de KONK.)

Les contacts internationaux

Mais le rôle de Moretti dans l'organisation terroriste pourrait être encore plus important, à en croire toujours les dépositions de Peci. Moretti, seul représentant connu de la « direction politique » des Brigade rouges — ce dernier cercle encore mystérieux des sommets du groupe terroriste, contrairement à la direction stratégique désormais à demi démantelée, — s'occupait des contacts internationaux. Peci avait évoqué, dans ses interrogatoires, les liens avec les groupes terroristes basques, irlandais ou allemands, mais aussi avec les franges les plus extrémistes de la résistance palestinienne, faisant notamment allusion à une cargaison d'armes acheminées du Moyen-Orient.

Enrico Fenzi était, pour sa part, recherché depuis le 9 janvier pour « *organisation de bande armée* ». Il est soupçonné d'avoir participé, près de Rome, en même temps que Moretti, à la réunion des directions stratégiques des Brigades rouges qui décida l'enlèvement de M. d'Urso. Ce professeur de littérature italienne de l'université de Gênes avait été arrêté en mai 1979 dans le cadre d'une vaste opération des carabiniers contre des supposés complices des Brigades rouges. Un an plus tard, en juin 1980, il avait été relaxé par le tribunal de la ville. Cette sentence avait alors suscité de dures critiques de la part des carabiniers. Peu après, Fenzi plongeait dans la clandestinité.

MARC SEMO.

Suisse

Un projet de réforme du statut des immigrés est rejeté par référendum

De notre correspondant

Berne. — A une écrasante majorité, par 1 304 000 non contre 252 000 oui, soit 83,8 % contre 16,2 % des votants, *le corps électoral* helvétique a rejeté dimanche 5 avril une « *initiative populaire en faveur d'une nouvelle politique à l'égard des étrangers* ». Prenant le contre-pied des campagnes d'inspiration xénophobe des années 70, ce projet de révision constitutionnelle préconisait une amélioration substantielle du sort des travailleurs immigrés. Mais ces préoccupations n'ont finalement été partagées que par une faible minorité des quelque 40 % de citoyens qui se sont rendus aux urnes.

Rarement initiative aura essuyé un échec aussi sévère. Si le refus est un peu moins net en Suisse romande, tous les cantons sans exception l'ont clairement repoussée. Le projet a obtenu son meilleur score dans le Jura, où il a été approuvé par 44 % des voix tandis qu'il en recueillait à peine 24 % à Genève, 25 % dans le canton de Vaud, 18 % dans le Tessin d'expression italienne et encore moins dans les régions de langue allemande.

Les responsables de l'initiative ne dissimulent pas leur déception : « *Idéalistes et même un peu naïfs, nous avons cru que la xénophobie était morte en Suisse, ce qui ne semble, hélas ! pas le cas.* » De son côté, M. Furgler, président de la Confédération, a « *remercié le peuple d'avoir renouvelé sa confiance au conseil fédéral en rejetant un projet qui allait trop loin* ». Il a estimé que ce vote n'exprimait pas « *un sentiment d'inimitié à l'égard des étrangers* », rappelant que la situation des immigrés devait être sensiblement améliorée par *l'adoption d'une nouvelle loi en* discussion au Parlement.

Entre 1970 et 1977, M. James Schwarzenbach et ses émules, qui s'étaient faits les champions de la lutte « *contre l'emprise étrangère* », étaient revenus à quatre reprises à la charge pour réclamer par voie d'initiative populaire le renvoi d'une dizaine de milliers de travailleurs immigrés. Ces propositions ont chaque fois été rejetées. En 1970, la première initiative Schwarzenbach avait néanmoins été approuvée par 46 % des votants. Avec la politique de stabilisation engagée par les autorités, le nombre des étrangers est ensuite tombé de 1 065 000, en 1974, à environ 900 000 en 1980, soit de 16,8 % à 14,1 % de l'ensemble de la population. Pendant ce temps, l'audience des partis xénophobes n'a cessé de s'effriter, leurs députés au Parlement fédéral passant de 11 à 3 en 1979.

Si le projet avait été accepté, les étrangers se seraient vu assurer la sécurité de séjour et l'égalité des droits avec les citoyens suisses, à l'exception des droits civiques. Ils auraient bénéficié de toutes les prestations de la sécurité sociale et du droit au regroupement familial.

La disposition la plus controversée était l'abolition, dans un délai de cinq ans, du statut de saisonnier. Actuellement au nombre de 110 000, ceux-ci ne peuvent travailler en Suisse plus de neuf mois par an et ne sont pas autorisés à faire venir leur famille. Ils sont surtout employés dans l'hôtellerie, l'agriculture et la construction, en particulier dans les régions de montagne.

Le parti socialiste et l'ensemble de la gauche avaient soutenu l'initiative. La plupart des syndicats l'appuyaient également, mais l'Union syndicale suisse et les Eglises n'avaient pas donné de *consigne de vote. En revanche, le* gouvernement et la majorité parlementaire (démocrates chrétiens, radicaux, agrariens et libéraux) recommandaient de rejeter cette proposition, jugée « *inopportune et en contradiction avec la réalité économique et politique du pays* ».

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Danemark

LES RÉSIDENTS ÉTRANGERS POURRONT VOTER ET ÊTRE CANDIDATS AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES ET DÉPARTEMENTALES

(de notre correspondante)

Copenhague. — Les étrangers de plus de dix-huit ans résidant au Danemark depuis trois ans au moins pourront voter et faire acte de candidature lors des prochaines élections municipales et départementales fixées au 17 novembre prochain. Cette décision a été prise par le Parlement danois par 80 voix contre 61 ; tous les partis de centre droit ont voté contre cette loi.

La proposition du gouvernement social-démocrate minoritaire n'a été appuyée que par les radicaux et les deux petites formations d'extrême gauche (socialiste du peuple et gauche socialiste) auxquels s'était joint un libéral, M. Bjoern Elmquist, qui a tenu à se démarquer de l'esprit de clocher de son groupe.

Le Parlement danois avait déjà accordé, en mars 1978, le droit de vote aux citoyens scandinaves résidant dans le pays, à l'occasion des élections municipales et départementales. Quatre ans auparavant, la Suède avait accordé un tel droit aux étrangers résidant sur son territoire depuis deux ans.

Sur les cinq millions d'habitants que compte le Danemark, cent mille étrangers environ y vivent de façon permanente, la plupart dans la capitale. La moitié sont des citoyens d'autres pays nordiques ou des Etats membres de la C.E.E. Le second groupe comprend 14 000 Turcs, 7 000 Yougoslaves, 7 000 Pakistanais et un nombre assez important de détenteurs de passeports britanniques nés dans les pays du Commonwealth d'Afrique et d'Asie. — C. O.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

● GREVE DE LA FAIM. — Après deux mois de grève de la faim, Rolf Heissler, soupçonné d'avoir participé à l'assassinat de Hans Martin Schleyer, a été transporté le dimanche 5 avril, dans un état semi-comateux, de la prison de Straubing (Bavière) à l'hôpital de cette ville. Selon les avocats des anciens terroristes qui participent à cette grève de la faim (*le Monde* daté 5-6 avril), Gabriel Rolinick, Knut Folkerts et Sieglinde Hoffmann risquent la mort cette semaine. — *(Corresp.)*

Belize

● LA CONFERENCE CONSTITUTIONNELLE devant préparer l'accession à l'indépendance de Belize, dernière colonie britannique en Amérique centrale, devait s'ouvrir ce lundi 6 avril à Malborough House à Londres en dépit des violentes manifestations organisées ces derniers jours par les opposants au gouvernement du premier ministre belicéen, M. Georges Price, qui ont fait au moins quatre morts. L'organisation de cette conférence, devant en principe conduire à l'indépendance totale de Belize d'ici à la fin de l'année, fait suite à l'accord intervenu le 11 mars dernier à Londres entre la Grande-Bretagne et le Guatemala. — *(A.F.P.)*

Cambodge

● DEUX A TROIS CENTS PERSONNES ont manifesté, dimanche après-midi 5 avril, à Paris, à l'appel d'une dizaine d'organisations khmères pour protester « *contre les élections truquées organisées au Cambodge par les occupants nord-vietnamiens* ». Les manifestants scandaient des slogans tels que « *Vietnamiens nazis* », « *A bas Hanoi* ». Une délégation a déposé une motion à l'ambassade du Vietnam.

Ghana

● RECONCILIATION AVEC ABIDJAN. — La Côte-d'Ivoire et le Ghana ont réglé leur contentieux consécutif à la mort de quarante-six ressortissants ghanéens dans une prison ivoirienne et au sac de l'ambassade de Côte-d'Ivoire à Accra (*le Monde daté* 29-30 mars), selon un communiqué publié samedi 4 avril à Lomé, à l'issue d'une rencontre entre les président ivoirien et ghanéen, MM. Houphouët Boigny et Hilla Limann, réunis par le chef de l'Etat togolais, le général Eyadema. »

Gibraltar

● EXPULSION DE TRENTE-DEUX FAMILLES MAROCAINES. — La Ligue marocaine de défense des droits de l'homme a dénoncé dimanche 5 avril l'expulsion, mercredi à Gibraltar, de trente-deux familles marocaines par les autorités britanniques. Deux mille Marocains établis à Gibraltar ont manifesté contre cette « *mesure illégale* ». — *(A.F.P.)*

Grande-Bretagne

● MANIFESTATION ANTIRACISTE. — Plus de dix mille personnes ont défilé dimanche 5 avril à l'appel de plusieurs organisations antiracistes dans le centre de Londres. Elles protestaient contre un projet de loi qui vise à restreindre l'accession à la nationalité britannique et dans lequel elles voient une loi déguisée sur l'immigration. — *(A.F.P.)*

Norvège

● Mme GRO HARLEM BRUNDTLAND devient président du parti travailliste norvégien. Elle cumulera cette fonction avec celle de chef du gouvernement minoritaire homogène qu'elle assume depuis février. Le congrès du parti, réuni samedi 4 avril à quelques mois des élections législatives de l'automne, a ainsi annulé la séparation de ces deux fonctions décidée en 1975 dans l'espoir de ralentir la perte d'audience des travaillistes. L'élection de Mme Brundtland a été facilitée par l'effacement de M. Reulf Steen, qui voulait éviter des « dissensions intérieures ». Les élections seront néanmoins très difficiles pour les travaillistes, car les partis bourgeois ne cessent d'enregistrer de nets progrès dans l'opinion et totalisent presque la moitié des intentions de vote, selon les derniers sondages. — *(A.F.P.)*

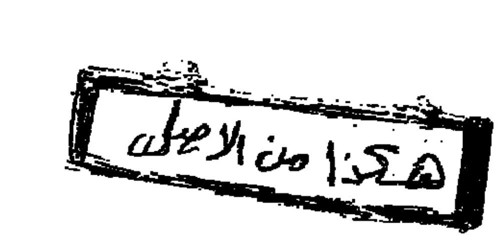
Zimbabwe

● ELECTION D'UN MAIRE NOIR A SALISBURY. — Un maire noir a été élu pour la première fois vendredi 3 avril, à Salisbury. Il s'agit du Dr Tizirai Gwata, âgé de trente-huit ans, diplômé de l'université de Makerere (Ouganda). M. Gwata présidera le conseil municipal composé de vingt-trois Noirs et de treize Blancs en remplacement de l'ancien conseil, exclusivement blanc, qui dirigeait la ville avant l'indépendance du Zimbabwe. — *(A.F.P.)*









L'inextricable conflit saharien

(Suite de la première page.)

Ils utilisent admirablement le terrain pour y aménager des caches d'eau, d'essence, de nourriture et d'armes ; ils sont d'une frugalité effarante et aiment, par-dessus tout, la vie nomade.

Entre leurs mains, la Land-Rover, conduite avec une dextérité inégalée dans le monde, n'est pas seulement un véhicule mais aussi une arme. Aux dires des prisonniers, ils sont redoutables quand ils tendent une embuscade, ou donnent l'assaut à une position en roulant à 100 km-heure. Mais ils réduisent leur vitesse s'il le faut pour ne pas soulever la poussière qui trahirait leur présence. Tombent-ils en panne, même de nuit ? Ils démontent le carburateur, le nettoient, le remontent et repartent en un temps record.

Un solide point d'appui

« *Le combat montre la valeur des adversaires... Ils ne donnent pas prise à la charge, ils utilisent le terrain, occupent des lignes successives de défense et, grâce à leur mobilité, savent se dégager à temps du combat* », écrivaient, en 1908, les officiers de la mission Armand-Cartier (1). Un ancien méhariste ajoute une précision : « *N'oubliez pas que, traditionnellement, un élément essentiel de la stratégie des guerriers nomades est le « sanctuaire » où ils se replient pour échapper à la poursuite de l'ennemi qu'ils viennent d'attaquer. Cet art de la guerre qui a contraint Français, Espagnols et Italiens à mettre plus de trente ans à conquérir la Mauritanie, le Sahara occidental et la Libye, le Front Polisario en est l'héritier. Il l'a simplement modernisé en remplaçant le chameau par la Land-Rover et le fusil par les orgues de Staline.* »

Aujourd'hui, Haouza est un symbole pour le Polisario. Le drapeau sahraoui, inspiré de celui des Palestiniens, flotte au-dessus d'un tas de ruines : en partant, les F.A.R. (Forces armées royales) ont tout dynamité. Mais nous apprendrons incidemment que le Front a aménagé, aux environs, un important P.C. dans des labyrinthes souterrains ; c'est pourquoi les communiqués du « *gouvernement de la République arabe sahraouie démocratique* » sont souvent datés de Haouza.

Le chauffeur de notre Land-Rover, surnommé Mickey parce qu'il porte de petits gants blancs, nous fait découvrir involontairement un point d'appui alors que nous allons voir treize prisonniers marocains et l'armement pris le 10 février à Ras-el-Khanfra. Il rebrousse chemin hâtivement, mais nous aurons eu le temps d'apercevoir des bitubes antiaériens, des canons et divers véhicules soigneusement camouflés. A maintes reprises, entre Tindouf et l'Atlantique (*le Monde* du 26 février), nous constaterons ou devinerons ainsi la présence des forces de l'A.L.P.S. (Armée de libération populaire sahraouie).

Dès qu'ils entendent un vrombissement dans le ciel, les combattants dressent l'oreille et deviennent plus vigilants : ils redoutent l'aviation, surtout en terrain découvert. A l'inverse, les pilotes marocains n'aiment pas s'aventurer à basse altitude au-dessus des bosquets et des régions accidentées. « *C'est en attaquant un bouquet d'arbres depuis 2 000 mètres d'altitude que mon Mirage F-1 a été abattu le 9 décembre 1979* », nous dit l'adjudant-chef Mahjoub Maataoui. L'aspirant Barthaoui a connu le même sort le 29 septembre 1980 en voulant récupérer le pilote d'un autre F-1 à Ras-el-Khanfra. Le Polisario affirme avoir, en outre, mis hors de combat douze F-5 sur les vingt-deux que comptent les forces royales. Il détient, en tout cas, onze pilotes et l'on sait que quelques autres sont morts ou ont pu regagner leur base à pied.

Jusqu'à une période récente, le Front a presque toujours eu l'initiative sur le terrain grâce à une stratégie offensive adaptée aux circonstances. En pénétrant au Sahara occidental en novembre 1975, les forces marocaines avaient provoqué un premier exode, celui des populations du Nord. Un autre devait suivre, au cours du premier semestre de 1976, lorsque l'aviation a bombardé et mitraillé les civils du Sud, concentrés à Guelta Zemmour et Oum-Dreiga.

Créé le 10 mai 1973, le Front ne disposait, au début, que de quelques centaines de guérilleros en guenilles. Il hérita, toutefois, d'environ deux mille Sahraouis de l'armée espagnole dont il fit le noyau de l'A.L.P.S. Au cours de cette période — la plus difficile, — une priorité fut accordée à la sauvegarde des civils. Les dirigeants prirent, à un an d'intervalle, deux décisions « déchirantes » : « déraciner » la population pour la mettre à l'abri, dans le « sanctuaire » algérien, près de Tindouf, puis, en vue d'une longue guerre, construire « en dur » écoles et hôpitaux, tandis que les familles étaient réparties en dix-neuf camps comprenant chacun plusieurs centaines de tentes.

La stratégie du Polisario vise alors à contraindre les Marocains à étirer au maximum leurs lignes de défense : les maquisards leur tendent des embuscades au Nord mais portent le maximum de leur effort au Sud, sur le maillon faible mauritanien : attaques et sabotages du train qui transporte le minerai de fer de Zouerate à Nouadhibou, ce qui réduit les activités de la mine et ruine le pays. Nouakchott sort de la guerre après la chute du président Ould Daddah le 10 juillet 1978, puis signe la paix avec le Polisario le 5 août 1979.

Le flanc sud neutralisé, les maquisards se retournent contre le Sud marocain où ils bénéficient — comme le prouve l'audacieux raid contre Tan-Tan en janvier 1979 — de complicités parmi les Sahraouis qui y vivent. Au Sahara même, ils menacent les voies de communications pour empêcher le ravitaillement des FAR. Isolés dans les agglomérations, en butte à des attaques surprises démoralisantes et meurtrières, les Marocains finiront par abandonner ces différents points tandis que le Polisario, doté par la Libye d'armes à longue portée, lance à l'assaut de certaines positions plusieurs centaines de véhicules et des effectifs allant de deux mille à cinq mille hommes.

La puissance du Front atteint son point culminant à la première bataille de l'Ouarkziz, en mars 1980 ; à cette occasion, les guérilleros se saisissent des dossiers du colonel Arzaz, commandant du secteur de l'oued Draa, et y trouvent plan de bataille, ordres de missions et analyses de la situation qui confirment les difficultés éprouvées par les FAR. Les prisonniers sont nombreux et le butin considérable : des dizaines de blindés AML-90 français et sud-africains, des chars SK-105, des centaines de fusils, de canons, de véhicules... « *Pour utiliser tout ce matériel, il faudrait plus de dix mille hommes* », nous dira un responsable, une fois de retour près de Tindouf. Et d'ajouter : « *Tous ces chars que vous voyez, nous nous en servirons bientôt.* »

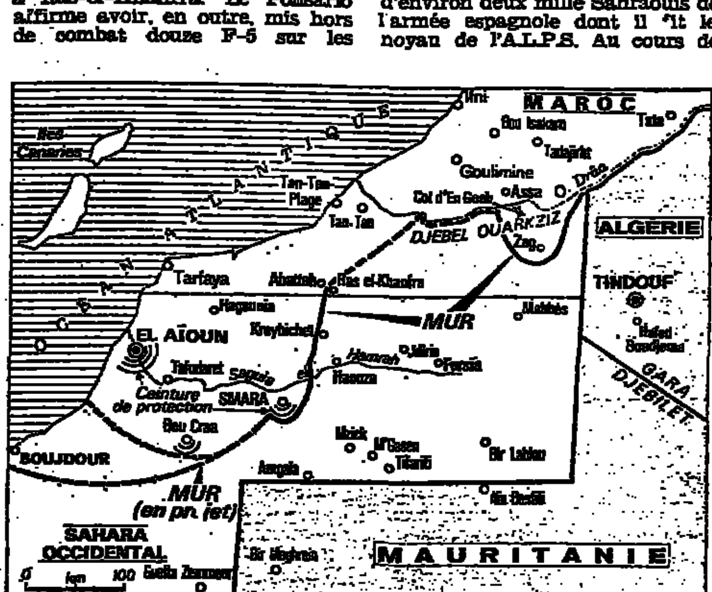
Sur le plan intérieur, le travail accompli est également considérable. La société sahraouie a été dotée d'une forte structure politique, même si, dans les camps, quelques familles éprouvent une certaine lassitude et la nostalgie de la vie nomade ou de leur ville d'origine. Fermement combattu, le tribalisme a été assez bien surmonté, encore qu'il en subsiste des séquelles ; ainsi des combattants auraient refusé de partir en opération et demandé à être remplacés par les hommes d'une tribu moins éprouvée par les pertes. Enfin, bien que les Réguibat forment la colonne vertébrale du mouvement, on a le sentiment d'assister à la naissance d'une nation quand hommes, femmes, enfants et vieillards proclament avec fierté : « *Nous appartenons au peuple sahraoui.* »

Reconnue par une quarantaine d'Etats, la R.A.S.D. a obtenu que vingt-six pays votent à la majorité simple son admission à l'O.U.A., tandis que, pour la première fois, seule la résolution parrainée par l'Algérie était adoptée en 1980 à l'O.N.U. : elle reconnaît le Front Polisario comme représentant du peuple sahraoui et presse le Maroc de négocier avec lui après avoir évacué son territoire.

Pourtant, on ne peut s'empêcher de se demander si la courbe ascendante suivie depuis cinq ans par le Front ne risque pas de plafonner pour des raisons indépendantes de son activité propre. En effet, alors que les autres mouvements de libération ralliaient de très larges concours parce qu'ils luttaient contre des puissances occidentales, cette fois, le tiers-monde, divisé, hésite à condamner le Maroc, l'un des siens, vieil Etat de vingt millions d'habitants, qui, en dépit de sérieuses difficultés, dispose de multiples ressources. En second lieu, les Sahraouis, fils du désert, y trouvent un atout militaire considérable, mais, dans une zone de faible peuplement, n'ont guère de réserves en hommes. Enfin, depuis la deuxième bataille de l'Ouarkziz, en avril-mai 1980, le royaume chérifien montre sa pugnacité sur le triple plan du conflit armé, de l'information, de la diplomatie, tout en cherchant à renforcer son emprise sur la partie utile du Sahara occidental, en construisant un « mur » destiné à le mettre à l'abri du Polisario.

PAUL BALTA.

(1) Ed. Larose, Paris, 1908.



Le « mur » protégeant le triangle utile entoure Zag en s'appuyant sur la chaîne de l'Ouarkziz qui forme une défense naturelle. Il reprend à Ras-el-Khanfra et descend jusqu'à Smara d'où il doit se prolonger vers Bou-Craa et El Aioun, puis vers Boujdour. Le tracé donné dans une précédente carte (« le Monde » du 5 mars) était erroné.

DIX A DOUZE MILLE COMBATTANTS

L'Armée de libération populaire sahraouie (A.L.P.S.) comprendrait 10 000 à 12 000 combattants contre 6 000 au cours de la première année du conflit, tandis que l'armée marocaine passait dans le même temps de 65 000 à 140 000 hommes. Le Front Polisario a toujours emporté ses morts après la bataille; les experts militaires français estiment leur nombre à 2 500 pour la durée de la guerre. Les pertes marocaines s'élèveraient à 2 000 tués, selon le général Dlimi, 3 000 selon des sources françaises et entre 7 000 et 10 000 selon les Espagnols. Les chiffres publiés dans les communiqués au sujet des blessés et des morts sont le plus souvent fantaisistes, les deux camps faisant leurs évaluations au jugé, ainsi que nous avons pu le constater. En revanche, ceux du Polisario concernant les matériels récupérés sont précis et souvent vérifiables. Enfin, le Front détient encore 250 prisonniers mauritaniens et environ 1 200 Marocains.

Prochain article :

LE « MUR » DU TRIANGLE UTILE







AMÉRIQUES

Etats-Unis

EN VOIE DE RÉTABLISSEMENT

M. Reagan est tenu informé de la situation internationale

L'état de santé de M. Reagan est de nouveau satisfaisant, après la poussée de fièvre qu'il a subie au début du week-end. La température du président s'était élevée à 38,9 degrés, vendredi 3 avril, en raison du mauvais fonctionnement de son poumon gauche, duquel a été extraite une balle. M. Reagan, qui a été informé de la situation en Pologne par le vice-président Bush, « est alerte et a bon moral », ont indiqué ses médecins.

D'autre part, l'état de santé de M. Brady, porte-parole de la Maison Blanche, grièvement blessé le 30 mars, continue de s'améliorer. M. Brady, qui a subi une opération au cerveau, a pu reconnaître son épouse et s'exprimer assez longuement.

Les parents de John Hinckley, l'auteur de l'attentat, ont lancé, samedi, un appel à leurs compatriotes, dans lequel ils affirment que leur fils est un « malade » qui a droit au « bénéfice du doute » jusqu'à ce que « les faits concernant son état mental soient connus ».

John Hinckley, une vie sur fond de motels et de stations-service

De notre correspondant

Washington. — Une semaine après l'attentat, on sait désormais beaucoup de choses sur John Warnock Hinckley, l'homme qui a tiré sur le président. Cette masse d'informations a été rassemblée dans plusieurs villes par deux catégories de limiers : les enquêteurs du F.B.I. et des équipes de journalistes.

Que retenir de ces reportages-fleuves, à l'américaine, où ne manquent ni la description d'une chambre d'hôtel ni le nombre de coups de téléphone donnés par le client pendant son séjour ? Dix journalistes du *Washington Post* et treize collaborateurs du *New York Times* alignent les faits sur des pages entières, sans porter de jugements, comme des greffiers de l'histoire immédiate.

Aucun événement exceptionnel ne semblait jusqu'alors avoir marqué la vie de John Hinckley. Ce jeune homme aux yeux bleus, pesant 85 kilos, est né le 29 mai 1955 à Ardmore (Oklahoma) dans une famille de la « middle class » qui devait émigrer successivement à Dallas puis à Denver et s'enrichir dans l'industrie *pétrolière. Des études banales :* bonnes au début, puis chaotiques et interrompues. Quelques séances chez un psychiatre de Denver, pour un état jugé sans *gravité. Un bref passage*, en 1978, dans un groupuscule néo-nazi, qui se serait conclu — selon le dirigeant du National Socialist Party of America — par une expulsion pour... extrémisme. Au *total, quatre années de vagabondage* et de petits travaux dans les banlieues de villes informes, sur fond de stations-service, de motels et de néons clignotants.

Le trait dominant de cette vie sans *relief* semble être la solitude. Dès son entrée à l'université, John Hinckley *se réfugie en lui-même.* Il trimbale une guitare dont on ne le verra guère se servir et, surtout, passe des heures à regarder la télévision (en noir et blanc, précisent les enquêteurs). Plus les années passent, plus il se distingue de ses deux aînés, Scott et Diane, brillants tous les deux et parfaitement intégrés au *modèle familial : les affaires*, le conservatisme politique, mais aussi, chez le père notamment, une foi religieuse dévorante qui se traduit par *une grande activité charitable.*

Son attirance pour les armes semble être récente. Le premier achat connu remonte au début septembre 1980. *Il est suivi de deux* autres à la fin du mois. Aussitôt après la confiscation de ce matériel par la police à l'aéroport de Nash*ville, le 7 octobre, Hinckley va se* procurer deux revolvers. Puis un troisième quelques semaines plus tard. *Il en faut davantage pour caractériser une manie véritable dans un* pays où circulent quelque cinquante *millions de fusils et pistolets.* C'est à Dallas — ville où John Kennedy fut assassiné en 1963 — qu'aurait été acheté le 22 long rifle de l'attentat contre M. Reagan, dans un magasin portant comme enseigne : « *Les armes à feu ne causent pas plus de crimes que les mouches ne créent les ordures.* »

Du sex-shop à l'Histoire

L'année 1976 marque un tournant dans la vie de John Hinckley. En avril, on projette *Taxi Driver* à Lubbock (Texas), où il fait ses études. *A-t-il vu ce film où Jodie Foster* incarne une très jeune prostituée et Robert de Niro *un* ancien *marine* solitaire, qui constitue un arsenal pour assassiner un *homme politique ?* Toujours *est-il* que l'étudiant abandonne ses livres et file à Hollywood où rien ne l'appelle. Il végétera quelque temps grâce à des emplois de fortune, puis passera son temps devant d'autres téléviseurs noir et blanc dans les motels d'autres villes.

On ignore si sa passion pour Jodie Foster remonte à cette période. Ce n'est que quatre ans plus tard que Hinckley cherchera à se faire remar*quer. L'actrice, devenue étudiante à* Yale, reçoit beaucoup de lettres. Les premières déclarations enflammées de cet inconnu ont dû se perdre dans la masse. Mais voilà que Hinckley, contrairement aux autres fans, va déposer lui-même des billets doux sous la porte de son héroïne. L'absence de réponse ne le découragera pas. Il lui arrive de montrer la photo de Jodie Foster à des inconnus en la présentant comme sa *girl friend.*

L'ultime lettre a été trouvée après l'attentat dans une chambre d'hôtel de Washington. Elle témoigne de la passion amoureuse de ce solitaire, qualifié de « malade » par ses parents, mais aussi d'une fascination pour le président et d'une tentative suicidaire d'entrer dans les manuels d'histoire.

Hinckley, qui a tout raté, ne réussit même pas à sauver son acte « historique » de la vulgarité. La saisissante enquête du *Washington Post* nous apprend que, la veille de l'attentat, il avait passé une heure dans un sex-shop de la capitale. Un magasin qui se vante de « *fournir de bonnes obscénités depuis 1976* ». Hinckley devait être invité à en sortir, quinze minutes après la fermeture, *par un employé homosexuel qui* affirme avoir tenté, sans succès, de le séduire.

ROBERT SOLÉ.

San-Antonio (Texas) a élu un maire d'origine mexicaine

De notre correspondante

New-York. — Pour la première fois depuis l'arrivée massive d'immigrants latino-américains aux Etats-Unis, une grande ville américaine vient d'élire un maire *d'origine hispanique* : M. Henry Cisneros, trente-trois ans, devenu, samedi 4 avril, maire de San-Antonio (Texas).

Diplômé de l'université Harvard et de celle de Georgetown, à Washington, fils de colonel, professeur d'urbanisme et démocrate modéré, M. Cisneros représente assez bien ce que le vieil establishment « anglo » considère comme un « *Chicano très acceptable* ». Après une campagne qu'il a soigneusement tenu éloignée des considérations raciales, M. Cisneros l'a emporté sur M. John Steen, un self-made man de cinquante-neuf ans, milliardaire, directeur d'une compagnie d'assurances et républicain conservateur.

Avec ses quelque huit cent mille habitants, San-Antonio, fondée au dix-huitième siècle par les Espa*gnols, a largement profité depuis* dix ans de la « *ruée vers la Ceinture du soleil* » et est la neuvième ville des Etats-Unis en importance.

Ses 54 % de *population d'origine* hispanique comprennent de nombreux immigrants récents, mais aussi un vieil establishment d'origine mexicaine, arrivé dans les années 20 après que le régime libéral du président Madero se fût radicalisé. M. Cisneros est le petit-fils d'un ancien membre de l'Assemblée constituante mexicaine de 1917, M. Henry Romulo Munguia, réfugié au Texas en 1926.

De graves tensions s'étaient développées ces dernières années entre les communautés « anglo » et hispaniques, cette dernière se jugeant insuffisamment représentée dans les instances municipales. Mais une ordonnance du ministère de la justice instituant les élections des conseillers municipaux par districts devait donner cinq sièges sur onze aux « Chicanos » en 1977, dont un à M. Cisneros.

Le mandat de M. Cisneros, qui compte gouverner avec une coalition formée de « Chicanos », de Noirs — pas très nombreux à San-Antonio, — de représentants du mouvement syndical et de promoteurs, va être observé avec intérêt et, probablement sans beaucoup d'aménité, par l'establishment « anglo », de plus en plus ému par les progrès des minorités ethniques. Malgré le souci du nouveau maire de ne pas jouer la carte de l'ethnicité, sa gestion ne pourra manquer de faire figure de test pour toute la communauté.

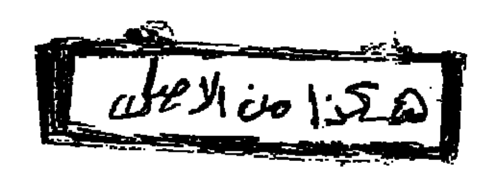
Avec plus de douze millions de personnes officiellement enregistrées, mais sans doute près de vingt millions avec les immigrants clandestins, la population américaine d'origine hispanique constitue le groupe minoritaire le plus dynamique des Etats-Unis. L'âge moyen des « Chicanos » est de vingt et un ans, leur taux de natalité reste très élevé comparé à la *moyenne américaine* et ils auront sans doute d'ici dix ans dépassé le chiffre de la population noire (vingt-cinq millions).

Bien que nombreux, les Hispa*niques n'ont jusqu'à présent joué* qu'un rôle restreint sur la scène politique. M. Carter avait *fait* des efforts pour accroître leur représentation dans les instances *gouvernementales, mais si ses* cinq représentants au Congrès (dont deux au Texas) ont été réélus en *novembre*, la communauté ne compte toujours aucun *sénateur.*

NICOLE BERNHEIM.

Argentine

● VISITE DU CHEF D'ETAT-MAJOR DE L'ARMEE AMERICAINE. — Le général Meyer, chef d'état-major de l'armée de terre américaine, est arrivé, dimanche 5 avril, en visite à Buenos Aires. — (*A.F.P.*)



C'est au plus tard lorsque vous arriverez à Abu Dhabi, Dhahran, Dubai ou Koweit que vous vous apercevrez que le vol via la Suisse n'était pas un luxe.

Si vous décidez, lors de votre prochain déplacement au Moyen-Orient, de passer par Zurich ou Genève et, de là, de poursuivre votre voyage à bord d'un DC-10-30 de Swissair en direction de Abu Dhabi (2 fois par semaine) ou Dhahran (3 fois par semaine) ou Dubai (2 fois par semaine) ou Koweit (2 fois par semaine dont 1 avec DC-8), vous ne nous ôterez pas de l'idée que vous appartenez à une catégorie de gens tout à fait particulière.

Peut-être êtes-vous de ces passagers qui apprécient de recevoir au départ, une carte d'embarquement valable pour tout le voyage, de manière à éviter le guichet "Transit" à Zurich ou à Genève ? Ou êtes-vous de ceux qui trouvent très agréable que les DC-10-30 de Swissair n'aient que 8 sièges par rangée au lieu de 9, donc davantage d'espace pour chaque passager ? Ou êtes-vous de ceux qui souhaitent placer leur bagage à main dans un casier fermé ? Ou êtes-vous de ceux qui apprécient un service à bord plus attentionné ? Ou peut-être êtes-vous de ceux qui aiment s'installer comme chez eux à l'écoute de l'un des 8 programmes musicaux parfaitement retransmis grâce aux écouteurs stéréo gracieusement offerts ? A moins que vous ne soyez de ceux qui préfèrent les films ?

Ou alors, appartenez-vous à cette catégorie de passagers, qui savent depuis fort longtemps qu'un vol vers le Moyen-Orient avec Swissair, c'est encore bien d'autres avantages, petits et grands ? Alors vous êtes certainement de ceux qui se demandent maintenant pourquoi Swissair s'offre le luxe de vous raconter tout cela une fois encore ?

swissair

PROCHE-ORIENT

LA GUERRE DU GOLFE

L'aviation iranienne bombarde quatre bases irakiennes situées près de la frontière jordanienne

Le raid aérien du samedi 4 avril contre des bases irakiennes, à proximité de la frontière jordanienne, a prouvé que l'aviation iranienne pouvait atteindre n'importe quel point du territoire irakien, a déclaré, dimanche, le colonel Djavad Fakouri, ministre iranien de la défense. Il a précisé que huit appareils avaient participé à l'opération et indiqué que les quatre bases bombardées faisaient partie d'un complexe situé à 50 kilomètres de la frontière jordanienne et connu sous le nom de « H 3 ». Ce qui laisse entendre que les appareils iraniens ont traversé toute la largeur du territoire irakien sans être interceptés par le système de défense anti-aérienne de l'Irak, pourtant très perfectionné.

« A partir de ce jour, nous frapperons tous les objectifs militaires irakiens, si Saddam Hussein ne revient pas à la raison », a ajouté le colonel, faisant apparemment référence au refus du président irakien de retirer ses troupes d'Iran avant le début d'éventuelles négociations de paix.

Bagdad a confirmé ces raids en affirmant toutefois que les appareils iraniens étaient partis de bases situées en Syrie.

Le raid intervient au moment où la mission islamique de bons offices multiplie ses efforts en vue du rétablissement de la paix entre l'Iran et l'Irak, en guerre depuis plus de six mois.

Vendredi soir, le président Bani Sadr, qui est aussi commandant en chef des forces armées, avait laissé entendre qu'un pas avait été franchi en direction d'une solution pacifique, après avoir reçu à Ahwaz (chef-lieu du Khouzistan) M. Habib Chatti, secrétaire général de l'organisation de la conférence islamique et porte-parole de la mission de bons offices. *« Des progrès ont été réalisés dans le sens des propositions iraniennes »*, avait déclaré M. Bani Sadr. — *(A.F.P., Reuter.)*

EN VISITE AU CAIRE

M. Haig paraît avoir rassuré M. Sadate sur le soutien américain au ‹ processus de paix › de Camp David

De notre correspondant

Le Caire. — *« M. Haig est un visionnaire, je l'admire. »* Le raïs, à l'issue d'un tête-à-tête de plus de deux heures, le dimanche 5 avril, dans les environs du Caire, avec le secrétaire d'Etat américain, qui effectuait sa première visite en Egypte depuis sa nomination, a tenu sur le compte de celui-ci des propos susceptibles de rendre jaloux M. Kissinger.

Sans doute le président entendait-il ainsi indiquer que ses entretiens avaient, au moins en grande partie, dissipé certaines craintes égyptiennes quant au « désintérêt » supposé de l'équipe au pouvoir à Washington pour le processus de paix des accords de Camp David.

Le chef de la diplomatie américaine n'a pas fait publiquement allusion à ceux-ci, mais il a confirmé, ce qui est l'essentiel pour Le Caire, que les Etats-Unis entendent continuer à *« participer à part entière au règlement de paix au Proche-Orient »* et *« relancer les négociations sur l'autonomie (palestinienne) »*.

M. Haig n'a pas non plus cité nommément les Palestiniens, mais, à une journaliste égyptienne qui lui demandait si la stratégie antisoviétique des deux pays n'avait pas désormais le pas sur le dossier palestinien, il a répondu que *« ces deux questions étaient liées et avaient la même priorité »*. A la veille de l'arrivée au Caire de son collègue américain, M. Boutros-Ghali avait rappelé que *« le cœur du problème proche-oriental demeure la question palestinienne »*.

Officiellement, cependant, le raïs et son interlocuteur ont concentré leur attention sur trois points : les facilités militaires à accorder à l'armée américaine à Ras-Banyas, sur la mer Rouge, la constitution d'une force multinationale au Sinaï à laquelle viennent de refuser de participer les quatre pays scandinaves, sauf si cette unité était placée sous l'égide des Nations unies (ce à quoi Moscou devrait s'opposer) et enfin *« l'évaluation stratégique de la situation dans la région face à l'Union soviétique »*.

Sur ce dernier point, M. Haig a révélé que les positions des présidents Sadate et Reagan *« coïncidaient étroitement »*. Toutefois M. Sadate a paru impatient de voir l'administration américaine concrétiser ses intentions. *« Il est grand temps*, a-t-il dit, *que les Etats-Unis assument de nouveau leurs obligations de première superpuissance. »* Comme pour donner plus de poids à ses précédentes déclarations sur le *« danger communiste »* dans le monde arabe, le président égyptien avait, quelques jours avant la venue de M. Haig, fait mettre en prison quelque soixante-dix personnes accusées de *« reconstitution d'un mouvement communiste clandestin »*, tandis qu'était confirmé l'envoi d'armes égyptiennes au Maroc, au Soudan (1) et même en Irak.

La « récupération » d'une manière ou d'une autre de ce dernier pays par l'Occident devrait, selon les dirigeants égyptiens, être l'un des objectifs majeurs de la diplomatie américaine, assistée par des capitales comme Ryad. A cet égard, la prochaine visite à Bagdad d'un haut fonctionnaire du département d'Etat semble, aux yeux d'observateurs égyptiens, *« revêtir autant d'importance que la tournée tout entière de M. Haig au Proche-Orient »*.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Selon la radio libyenne, le gouvernement saoudien aurait également envoyé au Soudan d'importantes quantités d'armes lourdes en prévision d'une « invasion » du Tchad et d'une occupation de la région d'Abeche, qui serait, après sa « libération », remise au « rebelle Hissène Habré », chef des forces armées du Nord (FAN), opposé au gouvernement de M. Goukouni Oueddeï.

● *Le président Sadate* se serait entretenu, le 12 février, lors de son dernier séjour à Paris, avec un envoyé spécial du colonel Kadhafi, annonce le rédacteur en chef de la revue *Octobre*, M. Anis Mansour, considéré comme proche du chef de l'Etat égyptien. L'émissaire libyen, une personnalité très proche du chef de la révolution libyenne, aurait proposé au raïs l'ouverture immédiate des frontières entre les deux pays et l'achat par la Libye, au prix de la « ferraille », des vieilles armes soviétiques — avions, chars et canons — dont dispose l'armée égyptienne. Cette double requête aurait été rejetée immédiatement par le président Sadate. *(A.F.P.)*

● *Le ministre irakien des affaires étrangères*, M. Saadoun Hamadi, a déclaré, dimanche 5 avril à Koweït, que les relations irako-américaines *« sont toujours au même point »*. *« Les Etats-Unis veulent rétablir les relations diplomatiques avec l'Irak, mais nous estimons pour le moment que ces relations doivent demeurer à leur stade actuel »*, a-t-il précisé. — *(A.F.P.)*

L'AGGRAVATION DE LA SITUATION AU LIBAN

Les affrontements entre Syriens et chrétiens

(Suite de la première page.)

Echaudée par les expériences antérieures, aussi bien dans les phases précédentes de la guerre du Liban qu'au cours des derniers jours, consciente du fait que le cessez-le-feu ne repose sur aucun fondement solide, la population redoute le pire. D'autant qu'à Zahlé, le cessez-le-feu n'aura duré que quelques heures, les bombardements ayant repris dimanche à 21 h. Lundi matin, la radio phalangiste annonçait qu'il était tombé près de mille obus au cours de la nuit, dont une partie auraient achevé la destruction de l'hôpital de la ville. La radio officielle pour sa part fait état d'un calme précaire. Assiégée de tous les côtés, Zahlé tient depuis cinq jours, malgré un important pilonnage syrien. Les milices chrétiennes auraient réussi à déloger, samedi, les troupes syriennes qui tenaient le pont contrôlant à la fois l'accès de la ville et la principale route internationale de la Békaa et à élargir leur périmètre de défense. Ces succès ont entraîné une intensification des bombardements syriens. Seul un convoi du C.I.C.R. a pu pénétrer dans la ville : une de ses ambulances a d'ailleurs été touchée par un obus. Un accord a bien été ébauché, impliquant une prise en charge de la sécurité de Zahlé, d'abord par la gendarmerie, puis par l'armée libanaise. Mais il n'a eu aucun début d'application et il paraît difficilement concevable, car il constituerait une reculade de la part de la Syrie. En réalité, Damas a assorti une telle solution de seize conditions, dont la plupart paraissent inacceptables.

Beyrouth-Est donnait durant ce week-end l'impression d'une ville morte. Les obus ne tombaient plus à l'intérieur de ce secteur où vit la moitié de la population de la capitale. Mais le roulement du canon était continu, se déplaçant le long de la ligne de démarcation d'un point chaud à l'autre : port, centre-ville, Berjaoui, musée, gagnant samedi soir, et davantage dimanche matin, les zones de banlieue épargnées jusque-là (galerie Semaan, Hazmieh, Hadeth, Kfarchima) par où passait la seule voie d'accès servant encore de cordon ombilical entre les deux Beyrouth qui s'est trouvée, de ce fait, coupée. Pour aller d'un secteur de Beyrouth à l'autre, il nous a fallu, dimanche, faire une boucle de 60 kilomètres à travers la montagne et passer une heure à Hazmieh dans un abri à attendre que le bombardement diminue d'intensité. Or la distance à vol d'oiseau entre nos points de départ et d'arrivée est d'un tout petit kilomètre et, la veille encore, le détour ne dépassait pas une dizaine de kilomètres.

En allant d'une maison à l'autre, on constate que, toujours angoissés par les lendemains qui se préparent, les habitants sont moins soucieux de voir un cessez-le-feu s'instaurer que de comprendre les causes de ce qu'ils subissent et d'en finir, une fois pour toutes, avec cette situation démente où la guerre reprend après quelques mois d'accalmie sous forme d'un brusque bombardement de leur quartier par l'artillerie syrienne, qui frappe à l'aveuglette des dizaines, voire des centaines de personnes, si l'on compte les blessés dans les rues et les maisons.

« Nous voulons un appui politique »

Le chef des forces chrétiennes libanaises, M. Bechir Gemayel, s'est fait le porte-parole de ce sentiment populaire en nous déclarant : *« Peu nous importe le cessez-le-feu et, à la limite, que nous perdions Zahlé ou que Beyrouth soit bombardée. Nous voulons, cette fois, que soit posé le problème en profondeur et dans sa totalité. Trêve d'ambassadeurs — des Etats-Unis, de France ou de R.F.A., — de nonce apostolique nous conseillant de calmer nos ardeurs en nous annonçant que leurs pays travaillent à convaincre Damas de cesser le feu. Ce faisant, ils ne nous aident pas, ils aident les Syriens qui nous bombardent. Le monde ne nous aide pas non plus par des déclarations ou des envois de couvertures et de médicaments. Merci à tous, mais nous n'en avons pas besoin. Nous voulons un appui politique et, si nécessaire, militaire, pour nous libérer. Nous enregistrons, de par le monde, une évolution favorable à nos causes : nous sommes mieux compris. Chacun constate aujourd'hui que nous n'avons pas provoqué les Syriens, personne ne le prétend d'ailleurs.*

» Nous ne ripostons pas non plus. Et nous ne voulons pas riposter, car cela équivaudrait à bombarder les Libanais musulmans, qui savent bien qu'ils sont aussi visés que les chrétiens, même si ce n'est que dans un deuxième temps.

» J'ignore pourquoi les Syro-Palestiniens ont déclenché ces hostilités et je ne sais pas ce qu'ils veulent. On nous dit que tout cela pourrait être lié à la tournée du secrétaire d'Etat Haig au Moyen-Orient, aux assises du Conseil national palestinien, le 12 avril, à Damas, ou même à la crise polonaise. Mais, en tout état de cause, nous ne voulons plus servir de chair à canon. »

LUCIEN GEORGE.

Jérusalem souffle le chaud et le froid

De notre correspondant

Jérusalem. — Les dirigeants de Jérusalem ont en l'espace de vingt-quatre heures successivement soufflé le chaud et le froid, à propos d'une éventuelle réaction aux événements du Liban. Dans la soirée de dimanche, la tension est soudainement retombée, alors que la crise libanaise était au centre des conversations entre M. Begin et M. Haig, venu du Caire et qui était attendu ce lundi à Amman.

En fin de journée la veille, une effervescence inhabituelle régnait dans les milieux gouvernementaux. Des rumeurs alarmistes commençaient à circuler soulignant qu'Israël venait de lancer un dernier avertissement à la Syrie. On laissait entendre que l'armée syrienne avait franchi la *« ligne rouge »* qui, depuis 1976, marquerait aux yeux des Israéliens la limite tolérée de son action au Liban. Avant même un conseil des ministres presque entièrement consacré à l'affaire libanaise — avec la participation du chef d'état-major et du chef des services de renseignements, — le ministre des affaires étrangères, M. Shamir, déclarait dimanche matin qu' *« Israël ne pouvait pas rester les bras croisés »*, alors que les chrétiens du Liban étaient victimes d'un « massacre ». On se souvenait à ce moment que, la semaine dernière, l'armée israélienne avait déployé une activité sans précédent contre les positions palestiniennes au Sud-Liban, lançant trois raids en quatre jours. Dans les milieux politiques de Cisjordanie, certains n'hésitaient pas à prédire qu'Israël *« allait enfin trouver l'occasion de porter un coup fatal à l'O.L.P. »*.

Dans l'après-midi, le vice-ministre de la défense, M. Zipori, a fait, au micro de la station de radio de l'armée, une mise au point apaisante qui marquait un changement d'attitude : *« Israël pour le moment ne fait que suivre attentivement les développements de la situation. Mais il y a une grande différence entre les informations publiées dans la presse et ce qui se passe en réalité au Liban. »* Il a apporté cette précision significative : *« Si notre intérêt à protéger les chrétiens des enclaves du Sud est vital et nous imposera des mesures militaires immédiates en cas de danger pour eux, en revanche des décisions à propos d'une intervention au nord auraient un caractère politique et devraient tenir compte d'un ensemble de données internationales. »*

Une mise en garde à Damas

Auparavant, le ministre des affaires étrangères avait indiqué que le gouvernement israélien était en contact permanent avec l'administration américaine pour que celle-ci prenne des initiatives diplomatiques afin de faire cesser les combats au Liban. Dans l'entourage de M. Haig on laissait entendre qu'Israël avait en effet adressé une sévère mise en garde à la Syrie par l'intermédiaire des Etats-Unis. Israël s'était donc contenté pour l'heure de hausser le ton. D'autre part, des observateurs américains estimaient qu'une intervention israélienne quelconque au Liban serait particulièrement mal venue pendant ou après la visite de M. Haig à Jérusalem, car elle semblerait avoir été approuvée ou tolérée par Washington.

L'examen des derniers développements de l'actualité a quelque peu bouleversé le programme des entretiens entre M. Haig et les dirigeants israéliens. Mais le secrétaire d'Etat, qui devait ce lundi en fin de matinée se rendre à Amman, a pris le temps de rassurer ses interlocuteurs sur les engagements des Etats-Unis envers Israël. Il a mis l'accent sur l'importance *« stratégique »* d'un *« Israël fort »* pour contenir la *« pression soviétique »* au Proche-Orient. Il a d'autre part tenté de dissiper les réticences du gouvernement de Jérusalem à l'égard des projets de livraison d'armes américaines à l'Arabie Saoudite. Il a toutefois fait observer avec une certaine fermeté que la création d'un *« front »* entre Jérusalem, Le Caire, Amman et Ryad, destiné à faire pièce à l'expansionnisme soviétique, devrait prendre le pas sur les craintes d'Israël envers ses voisins. Au cours des discussions de ce lundi, les Américains devaient rappeler les *« compensations »* promises à Israël après l'annonce de la livraison d'avions-radars à l'Arabie Saoudite et d'équipements supplémentaires pour les F-15 promis à Ryad : aide économique et militaire accrue et autorisation de vendre des avions Kfir à l'étranger (le moteur de cet appareil israélien étant d'origine américaine, les Etats-Unis jusqu'alors s'opposaient à son exportation). M. Haig aurait d'autre part évoqué la possibilité d'inviter successivement à Washington, après les élections israéliennes en juin, le premier ministre d'Israël, le roi Hussein de Jordanie, le président Sadate et le prince Fahd d'Arabie Saoudite.

FRANCIS CORNU.

ASIE

Thaïlande

Le roi a lancé un appel à l'unité nationale

Cent cinquante-cinq personnes, parmi lesquelles une vingtaine d'officiers supérieurs de la police, de l'armée et des fonctionnaires, ont été arrêtées à la suite du coup de force manqué du 1er avril. Les prisonniers ont été conduits au siège de la seconde armée à Korat, dans le nord-est du pays, d'où le général Prem a organisé la reconquête du pouvoir.

De notre correspondant

Bangkok. — La vie a repris son cours normal à Bangkok si tant est que le coup d'Etat avorté du 1er avril ait sensiblement modifié les habitudes de la population.

La Thaïlande fête, ce lundi 6 avril, le cent quatre-vingt-dix-neuvième anniversaire de la fondation de la dynastie Chakri dont le roi Bhumibol est le neuvième représentant. Le monarque et sa famille sont rentrés à Bangkok, le dimanche 5 avril, venant de Korat, à 250 kilomètres au nord-est de la capitale, où ils avaient rejoint le général Prem Tinsulanond et les forces loyalistes le jour du coup d'Etat. *« Afin de protéger la nation, le peuple doit faire preuve de courage, de prudence, de patience et d'unité »*, a déclaré le souverain.

Jusqu'à maintenant, près de neuf cents responsables soupçonnés d'avoir, d'une manière ou d'une autre, apporté leur soutien aux putschistes, se sont présentés aux autorités soit à Korat soit à Bangkok. Laissés en liberté, ils seront ultérieurement interrogés sur leurs activités pendant le coup d'Etat. Parmi eux, figurent trois cent trois officiers, cent cinquante-sept policiers et quatre cent trente-six fonctionnaires. *« Les militaires qui ont obéi à mes ordres et regagné leurs casernes jeudi 2 avril avant 18 heures ne seront pas punis »*, a précisé le général Prem.

Les meneurs du putsch, dont le colonel Prachak Sawarngchit, chef du second régiment d'infanterie, sont détenus au quartier général de la police de l'air. Quant au général Sant Chitpatima, ancien commandant en chef adjoint des forces armées, qui avait pris la tête du coup d'Etat, on ignore, pour le moment, où il a trouvé refuge. M. Siddhi Savetsila, ministre thaïlandais des affaires étrangères, a demandé à l'ambassade américaine de rejeter toute demande éventuelle d'asile politique aux Etats-Unis de la part du chef rebelle.

Selon des indications données par des enquêteurs et publiées, le lundi 6 avril, par le *Bangkok Post*, il semblerait que le « comité révolutionnaire » ait prévu de confier le poste de premier ministre à M. Bunchana Atthakor, ancien directeur général du département de coopération économique et technique, celui de l'intérieur à M. Chaowas Sudlabha, gouverneur de Bangkok, et celui des affaires étrangères au colonel Pattana Phayakanathi, ancien ambassadeur au Vietnam du Sud.

JACQUES DE BARRIN.

Chine

Le cinquième anniversaire des troubles de la place Tienanmen a été célébré avec discrétion

De notre correspondant

Pékin. — La traditionnelle Fête des morts, dont la date coïncidait cette année avec le cinquième anniversaire des manifestations du 5 avril 1976 sur la place Tienanmen, a été marquée, à Pékin, par quelques attroupements autour de la Colonne des martyrs, qui se dresse au milieu de la place. A aucun moment, toutefois ces mouvements n'ont attiré la grande foule ou n'ont revêtu un caractère rigoureusement contestataire.

Samedi, les autorités ont même donné un tour tout à fait officiel à la célébration de cette fête : des milliers de jeunes pionniers, foulard rouge autour du cou, se sont succédé devant le monument, en rangs bien ordonnés, pour prêter serment de fidélité aux « héros révolutionnaires ». La télévision a montré, dimanche, quelques images de ces cérémonies. Diverses organisations et institutions ont déposé en même temps autour de la colonne des couronnes de fleurs en papier multicolores, certaines frappées de la faucille et du marteau.

Sans que l'on puisse jurer de leur caractère absolument spontané, les actions qui se sont déroulées dimanche sur la place Tienanmen ont pris un air moins guindé. Au milieu de quelques poèmes apposés sur la Colonne des martyrs ou accrochés aux couronnes de fleurs, on distinguait surtout, placé face au mausolée de Mao, lequel est resté fermé pendant ces deux jours, un grand portrait à l'encre de Yu Louke, un jeune universitaire arrêté en 1967 pendant la révolution culturelle, persécuté et mort en prison. Un peu plus loin, une inscription sur une bannière rappelait la mémoire de Zhang Zhixin, autre martyre officielle de la révolution culturelle, dont les cordes vocales furent coupées avant qu'elle soit exécutée.

Conformément à une habitude bien établie, quelques portraits de Zhou Enlai avaient été disposés au milieu des couronnes de fleurs. Mais l'ancien premier ministre n'était pas le seul dirigeant défunt honoré par les présents, au nombre de quelques centaines, parmi lesquels beaucoup de jeunes militaires. Un portrait de Mao, accompagné d'un poème à sa gloire, un autre de Zhu De, l'ancien maréchal prestigieux, côtoyaient celui de Zhou Enlai. Un poème patriotique exaltant la nation reflétait l'une des grandes orientations actuelles de la propagande du régime.

Dans la matinée de dimanche, des tracts ont été soudain lancés au milieu de la foule, provoquant quelques bousculades. Le texte, émanant d'un *« groupe de recherches sur le gouvernement du peuple »*, organisation inconnue jusqu'à maintenant, déclare notamment vouloir éviter que le pouvoir soit *« seulement aux mains de quelques hommes »* et proclame que *« le dogmatisme signifie tout simplement le culte de la personnalité »*.

La presse, pour sa part, n'a pas accordé une grande place à la célébration de l'anniversaire des événements de 1976. Seul *le Journal de la jeunesse* a publié, samedi, un éditorial sur le sujet, repris dimanche par *le Quotidien du peuple*. Tout en reconnaissant le caractère révolutionnaire des manifestations de 1976, le commentaire met en garde contre la répétition dans les conditions actuelles de telles actions. Il y a cinq ans, estime en substance l'éditorialiste, la démocratie socialiste était *« sabotée »* par la « bande des quatre ». Elle ne pouvait donc s'exprimer que sous la *« forme particulière »* qu'a prise le *« mouvement du 5 avril »*. Mais aujourd'hui où le pays dispose d'une direction *« correcte »*, toutes les opinions et exigences doivent s'exprimer *« par le canal normal »*.

MANUEL LUCBERT.

● *Aide internationale à la Chine.* — A la suite de l'appel lancé par le bureau des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO) en faveur d'une aide à la Chine *(le Monde du 28 mars)*, des dons d'une valeur de 10 millions de dollars ont été recueillis. Selon l'UNDRO, 700 millions de dollars sont nécessaires pour venir en aide aux quarante-trois millions de victimes des catastrophes naturelles chinoises. De son côté, l'UNICEF indique que la plupart des victimes qui se trouvent dans les provinces de Hubei, Hebei, Sechouan, sont des enfants et des femmes. Dans le Hebei, on compte quatorze millions cinq cent mille enfants victimes de la sécheresse (notamment atteints de rachitisme et souffrant de saignements des gencives). L'UNICEF a ouvert un crédit d'aide d'urgence se montant à 200 000 dollars, afin d'envoyer des vitamines. — *(Corresp.)*

Afghanistan

HUIT ASSOCIATIONS HUMANITAIRES FRANÇAISES ONT ÉVALUÉ LES BESOINS DES POPULATIONS

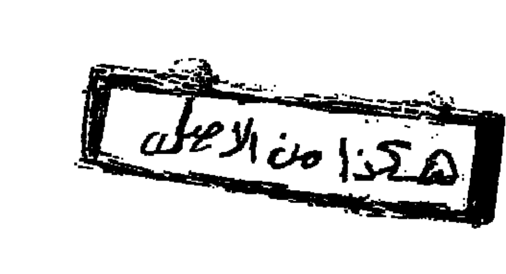
Huit associations françaises (1), qui viennent en aide aux populations afghanes se sont réunies à Paris le vendredi 3 avril afin d'évaluer les besoins de ces populations (à l'intérieur de l'Afghanistan ou réfugiées, au Pakistan notamment) et de coordonner leurs actions d'assistance.

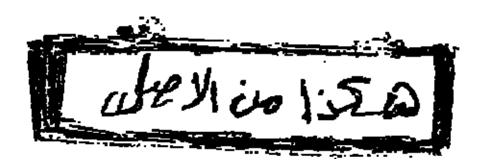
Les témoignages présentés par des médecins, des journalistes, ont confirmé que les régions de l'Afghanistan étaient de plus en plus isolées les unes des autres et que la pression des forces soviétiques et afghanes demeurait permanente.

La situation économique, alimentaire et sanitaire, bien que très critique sur l'ensemble du territoire, est plus ou moins grave selon les régions, Kaboul étant relativement favorisé. Les associations ont présenté un bilan de leurs actions et précisé la nature des interventions nécessaires (pathologies du stress davantage que soins aux blessés...). Elles sont présentes en neuf points de l'Afghanistan — où elles ont pu apporter des soins et des médicaments, de l'aide alimentaire ou matérielle (2). Elles estiment que l'aide répond généralement à l'attente des populations et qu'elle a une grande portée psychologique.

(1) Afrane, 1, avenue Racine, 78500 Maisons-Laffitte ; A.I.C.F., 156, rue de Rivoli, 75001 Paris ; Amis de l'Afghanistan et S.O.S. Résistance afghane, B.P. 295, 75866 Paris Cedex 18 ; Guilde européenne du raid, 15, quai Conti, 75006 Paris ; Aide médicale internationale, 100 bis, rue Bobillot, 75013 Paris ; Médecins du monde, 17, rue du Fer-à-Moulin, 75005 Paris ; Médecins sans frontières, 161, boulevard Lefebvre, 75015 Paris.

(2) *Le Monde* daté 8-9 mars.





La campagne de M. Giscard d'Estaing

Le président sortant cherche un nouveau rythme

M. Valéry Giscard d'Estaing, qui devait se rendre lundi 6 avril dans la banlieue parisienne et mardi à Amiens et à Lille, donnera, mercredi à 15 h. 30, 6, rue de Marignan à Paris, une conférence de presse consacrée aux questions économiques. Samedi matin, le chef de l'Etat avait fait venir la presse à son quartier général de la rue de Marignan afin de lui présenter les conclusions qu'il tirait lui-même des premières réunions publiques de sa campagne.

Ces conférences — celle de samedi comme celle de mercredi — ne figuraient pas au calendrier initial de la campagne de M. Giscard d'Estaing, il s'agit de « relances » qui visent à tenter de faire « décoller » le mouvement d'opinion en faveur du président sortant. Ces relances devraient être suivies d'autres.

Aussi bien rue de Marignan (où une certaine nervosité est perceptible) qu'à l'Elysée on constate en effet que les sondages d'opinion n'ont encore traduit aucun mouvement en faveur du président de la République, qui est pourtant en campagne depuis plus d'un mois. On espérait généralement, autour de lui, qu'après son entrée en lice les cotes des autres candidats — et notamment celle de M. Chirac — commenceraient à décroître. C'est plutôt le contraire qui s'est produit, semble-t-il, et l'on cherche désormais à donner une nouveau rythme à cette campagne.

Le premier bilan de celle-ci que dressent les spécialistes est que l'on n'a pas assisté à l' « éveil populaire » qu'on attendait, et que, du point de vue technique, l'état-major électoral n'a pas rempli toutes les missions que l'on attendait de lui (sans doute est-ce pour cela que, samedi, le chef de l'Etat a jugé nécessaire de s'adresser directement aux journalistes). Il se pourrait, d'ailleurs, que l'état-major en question soit renforcé dans les prochains jours. Quant à la conférence de presse sur les questions économiques, elle a pour objet la mise en avant de nouveaux thèmes, le lancement du plan pour l'emploi n'ayant pas provoqué le retentissement espéré.

N.-J. B.

M. Valéry Giscard d'Estaing qui s'était rendu, samedi matin 4 avril, à son quartier général électoral, rue de Marignan, à Paris, a déclaré devant la presse : « *Au cours de mes premières réunions publiques ; j'ai déjà rencontré cinquante mille Français (...). Les auditoires étaient les plus nombreux et les plus attentifs de ceux que j'ai eu à observer lors des campagnes de 1965, de 1969 et de 1974; comme si les Français étaient décidés à réfléchir, à écouter afin d'être sûrs de faire le meilleur choix. (...) Nous commençons à conduire un vrai débat démocratique digne de la France.* »

Le chef de l'Etat a indiqué que « *trois thèmes* » lui paraissaient retenir plus particulièrement l'attention de ses concitoyens : « *La paix, l'unité, le travail.* » A propos de la paix, il a déclaré : « *Ceux qui déforment l'action de la paix pour la France se trompent. Les Français approuvent cette action et le combat que je mène.* »

Il a noté ensuite : « *L'unité, c'est l'unité de la majorité et celle de la nation. Mes efforts en direction de l'unité sont compris de mes auditoires (...). En ce qui concerne le travail, l'emploi et le chômage (...) les auditoires ont compris l'importance et la précision de mon plan pour l'emploi. Ils ne souhaitaient pas des propositions démagogiques ou illusoires mais un plan réfléchi, méthodique, calculé, vérifiable.* »

Le président sortant a précisé qu'il traiterait lundi à Montreuil, Maisons-Alfort et Charenton de la vie dans les banlieues, du logement et de l'accession à la propriété. Mardi soir à Lille, il parlera de la situation des employés et des cadres. Interrogé sur l'éventualité d'un face-à-face avec M. Chirac, M. Giscard d'Estaing a souligné : « *J'ai déjà dit que je ne ferai et que je ne dirai rien qui puisse compromettre l'unité de la majorité. Je n'ai pas l'intention d'offrir aux Français le spectacle du président de la République se querellant avec le premier ministre qu'il avait nommé.* »

M. CHIRAC : je ne cherche aucune querelle.

M. Jacques Chirac a répondu, samedi après-midi, à M. Giscard d'Estaing lors d'un déjeuner-débat avec les membres de ses comités de soutien féminins. Il a déclaré : « *Il faut avoir une certaine logique : on ne peut pas à la fois affirmer qu'on est le candidat et le président de la République, il faut choisir. Il ne s'agit plus aujourd'hui du président de la République et de son ancien premier ministre. Il s'agit de deux candidats et deux candidats peuvent tout de même dialoguer. Je ne cherche aucune querelle à M. Valéry Giscard d'Estaing. Je ne vois pas pourquoi je me quereIlerais avec lui. Quelle étrange idée de sa part. Il s'agit seulement de l'opposition de deux politiques (...). J'ai attendu, comme l'exigeaient les institutions, que s'ouvre le débat présidentiel pour faire connaître mes idées. En tant que candidat il me paraît naturel de débattre avec un autre candidat. Cela étant, je ne suis demandeur de rien, je pensais seulement que ce débat aurait pu éclairer l'opinion publique. Mais je comprends mal la réaction du candidat Giscard d'Estaing.* »

La Chine s'inquiète du penchant du président de la République pour la détente avec l'U.R.S.S.

Dans un premier commentaire daté de Paris sur l'élection française, l'Agence Chine nouvelle a écrit dimanche 5 avril que MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand sont « deux rivaux au coude à coude ». « Les sondages d'opinion peuvent n'être pas fiables à 100 %, mais ils montrent à coup sûr que la victoire reste en balance. Les trois à cinq dernières semaines de la campagne avant le scrutin et des changements dans les coalitions des forces politiques décideront du vainqueur », écrit l'agence officielle chinoise. Elle relève également que la question « la plus controversée est celle de la lutte contre la récession économique, l'aggravation de l'inflation et du chômage ».

Chine nouvelle écrit aussi que la campagne électorale « reflète l'anxiété de la population devant l'aggravation de la tension mondiale causée par l'expansionnisme soviétique ». Elle note qu'un « débat animé » s'est engagé entre partisans du président Giscard d'Estaing et le candidat du P.S. à la suite des « sarcasmes mordants » de M. Mitterrand contre la rencontre de Varsovie.

La Chine s'inquiète, d'autre part, de l'appel lancé par M. Giscard d'Estaing pour une Europe forte et indépendante, craignant qu'il veuille signifier un affaiblissement des liens de la France avec les Etats-Unis, ainsi que du penchant de l'actuel président pour la politique de détente avec l'U.R.S.S. — (A.P., A.F.P.)

● *M. Alain Peyrefitte*, ministre de la justice, qui était, vendredi après-midi 3 avril, l'invité du Club de la presse de Limoges, a notamment déclaré : « *Il n'y a rien d'irréversible dans la majorité. Au deuxième tour, je suis sûr qu'elle se retrouvera pour faire obstacle à l'arrivée au pouvoir de l'opposant.* » — (*Corresp.*)

La campagne de M. Chirac

A Paris : la contraception doit être systématiquement développée

Après avoir été l'hôte des quelque sept cents membres de l'association Femmes Avenir, le 26 mars, M. Chirac a présidé, samedi 2 avril à Paris, un banquet d'un millier de femmes adhérentes de ses comités de soutien qu'anime Mme Nicole Chouraqui. M. Chirac a précisé certains de ses projets au cas où il serait élu.

« *L'objectif*, a-t-il dit, *est d'étendre, au bénéfice de toutes les familles françaises, la mesure que nous avons prise à Paris sous le nom d'allocation parentale d'éducation et qui consiste à assurer aux parents de trois enfants et plus l'équivalent du demi-SMIC. Cette allocation, qui progresserait au même rythme que l'ensemble des salaires, serait une première étape importante dans la définition du statut de la mère de famille et lui ouvrirait un droit à la retraite.* »

Il a souhaité que soit « précisé et complété » le dossier de l'aménagement du temps de travail, « *qui a été réglé à la hâte à la veille de l'élection* ». Il a proposé la mise en place du système anglais du « *Sharing job* », dans lequel le travail est partagé par deux personnes occupant le même poste à mi-temps. Mais le maire de Paris a ajouté : « *La vraie cause du chômage en France aujourd'hui, c'est la maladie de langueur où sombre notre économie. Une croissance ralentie, des investissements productifs quasiment nuls dans les entreprises privées, une compétitivité déclinante à l'extérieur : telle est la réalité de l'économie française ; telle est la cause sur laquelle nous devons agir si nous voulons renverser la tendance et engager le redressement.* »

Répondant à de nombreuses questions, M. Chirac a précisé son attitude à l'égard de l'interruption volontaire de grossesse en disant :

« *Je ne suis pas favorable à l'avortement, mais nous devons assumer un certain nombre de détresses physiques, psychologiques ou sociales qui justifient des mesures dérogatoires. Malheureusement l'évolution de l'application de la loi sur l'I.V.G. s'est faite dans le sens de la facilité. Il faut, en revanche, systématiquement développer l'éducation sexuelle des jeunes et les moyens de contraception. L'avortement, qui est la sanction d'un échec, ne peut être qu'exceptionnel.* »

● *M. Chirac* a déclaré, le samedi 4 avril, au cours d'un débat avec les comités de soutien féminins : « *Le livre n'est pas une matière comme les autres. C'est le seul secteur où je suis opposé à la liberté des prix. La libération du prix des livres se fait au détriment de la production littéraire de qualité.* »

Le CNIP soutient le maire de Paris

Les quatre cinquièmes des participants à la réunion du conseil politique du Centre national des indépendants et paysans se sont prononcés, dimanche 5 mars, en faveur du soutien à M. Jacques Chirac.

Les discussions avaient porté sur trois motions : l'une, présentée par la fédération de Bordeaux, posait le principe de la liberté de vote des membres du CNIP ; une autre, défendue par M. Raymond Bourgine, sénateur, adjoint au maire de Paris, se présentait, selon M. Malaud, président du CNIP, « *comme un soutien inconditionnel* » à M. Chirac. La motion qui a été adoptée avait été présentée par M. François-Xavier Parent, secrétaire général, et approuvée par M. Malaud ; M. Chirac y est présenté « *comme le mieux à même d'appliquer les principes définis dans les propositions du CNIP pour une société de liberté, de volonté et de responsabilité* ». Ce texte a obtenu 80 % des suffrages ; le soutien à M. Giscard d'Estaing 19 %, le soutien à Mme Garaud 0.5 % et le soutien à M. Le Pen 0,5 %.

Avant cette réunion, une délégation du CNIP avait été chargée de prendre contact avec les principaux candidats de la majorité pour connaître les jugements qu'ils portent sur les propositions des indépendants et paysans. MM. Chirac et Debré avaient reçu personnellement cette délégation. M. Giscard d'Estaing avait refusé, confiant à M. Deniau le *soin de s'entretenir avec elle*. Selon M. Malaud, l'attitude du président sortant, en la circonstance, a été jugée « *maladroite* » par les membres du conseil politique.

Au second tour, le CNIP « *mobilisera ses forces* » en faveur du candidat libéral restant en lice.

Dissensions

La prise de position en faveur de M. Chirac a conduit plusieurs personnalités du Centre national des indépendants et paysans à réaffirmer leur hostilité à la ligne suivie par la direction de leur parti. M. Maurice Ligot, député (app. U.D.F.) de Maine-et-Loire, a confirmé son soutien à M. Giscard d'Estaing. M. Henri Ginoux, député U.D.F. des Hauts-de-Seine, a regretté que son parti ait choisi de soutenir un candidat dès le premier tour et a indiqué qu'il prenait position en faveur du président sortant « *en raison des graves circonstances intérieures et surtout extérieures* ». M. Serge Dassault, président de l'Union des libéraux indépendants, a estimé que le soutien à M. Chirac « *est une erreur* ». Il a ajouté : « *Si le président sortant n'obtient pas suffisamment de voix au premier tour, il ne passera pas au second et nous risquons d'avoir François Mitterrand comme président de la République.* »

● «*Le Progrès*», daté du 3 avril, a publié un sondage réalisé par Bernard Krief du 24 au 26 mars auprès d'un échantillon de six cents personnes « le plus représentatif possible » de la population âgée de dix-huit ans et plus habitant Lyon. Selon cette enquête, qui n'a pas fait l'objet d'un « redressement politique », M. Giscard d'Estaing arriverait en tête au premier tour avec 37 % des voix (au lieu de 31 % lors de la précédente enquête effectuée du 10 au 12 mars), contre notamment 24 % à M. Mitterrand (au lieu de 28 %), 13 % à M. Chirac (au lieu de 11 %), et 10 % à M. Marchais (au lieu de 8 %). Au second tour, l'actuel chef de l'Etat l'emporterait avec 54 % des voix contre 46 % au candidat socialiste. Dans le précédent sondage, M. Giscard d'Estaing était crédité de 52 % contre 48 % à son challenger. En mai 1974, M. Giscard d'Estaing avait recueilli 43.28 % des suffrages exprimés et M. Mitterrand 38.95 % au premier tour. Au second tour, le président de la République avait obtenu 56.14 % des voix contre 43.85 % au candidat commun de la gauche.

La campagne de M. Marchais

A Toulouse : « Nous sommes un parti de gouvernement »

Toulouse. — Le Stadium, qui peut accueillir trente-cinq mille personnes, était à moitié rempli, samedi 4 avril, par les communistes venus à Toulouse des départements de la région Midi-Pyrénées pour entendre MM. Georges Marchais et Georges Séguy. Le meeting, présidé par M. René Piquet, membre du bureau politique du P.C.F., représentant à l'Assemblée européenne, a permis à M. Séguy, membre du bureau politique du P.C.F., secrétaire général de la C.G.T., de réaffirmer qu'il se bat « au côté de Georges Marchais pour que, au soir du 26 avril, le changement soit à notre portée ».

M. Séguy a indiqué que le « gouvernement commun », qui réunirait socialistes et communistes après la défaite de M. Giscard d'Estaing, devait « se donner les moyens d'une nouvelle politique », qui permettrait de satisfaire les revendications des travailleurs, notamment la réduction de la durée du travail à trente-cinq heures par semaine, la généralisation de la cinquième semaine de congés payés et l'abaissement de l'âge de la retraite. Le secrétaire général de la C.G.T. n'a précisé ni le calendrier ni les modalités de ces réformes.

M. Marchais a souligné, pour sa part, que le gouvernement provisoire qui serait constitué au lendemain de la défaite de M. Giscard d'Estaing, et en attendant des élections législatives, devrait comporter des ministres communistes, afin que le pouvoir soit assez fort pour contrer les « manœuvres » de la bourgeoisie. « La pire chose serait l'attentisme », a dit le candidat communiste.

Le P.C.F., en soulignant qu'il est un « parti de gouvernement », se situe dans la perspective d'une victoire de M. Mitterrand, et affirme qu'il veut à la fois contribuer à la *défaite de* M. Giscard d'Estaing et faire en sorte que les travailleurs ne soient pas dépossédés du succès qu'ils remporteraient. M. Marchais a pris position dans le débat institutionnel en indiquant que, s'il était, lui, élu, il mettrait son mandat dans la balance lors des élections législatives qui suivraient la dissolution de l'Assemblée nationale. M. Mitterrand est ainsi invité, une nouvelle fois, à donner la garantie qu'il ne gouvernera, ou ne laissera gouverner, qu'à gauche.

PATRICK JARREAU.

De notre envoyé spécial

M. Marchais a déclaré que l'élection présidentielle « *peut permettre de faire un grand pas vers le changement* » à condition que le vote communiste soit suffisamment important au premier tour. Critiquant la politique de M. Giscard d'Estaing, le candidat communiste a notamment accusé le président sortant et la Commission européenne d'avoir « *programmé une nouvelle baisse du revenu paysan cette année* » en fixant le relèvement des prix agricoles pour la France à 12.2 % (*le Monde* du 3 avril). Il a réaffirmé l'opposition du P.C.F. à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E.

Le secrétaire général du P.C.F. a déclaré que, si M. Giscard d'Estaing est battu, il faudra « *constituer, sur la base du rassemblement populaire, un gouvernement d'union socialiste-communiste, capable de mettre en œuvre la politique nouvelle* ». M. Marchais a expliqué : « *La grande bourgeoisie française possède une vieille expérience : elle est habile à manœuvrer, à utiliser tous les moyens et tous les hommes. Soyez-en sûrs, elle ne perdra pas de temps. Le changement ne sera donc obtenu et garanti que si les capitalistes ont immédiatement en face d'eux un pouvoir fort qui ne leur laisse aucun répit, aucune pause, aucune trêve. La pire chose serait l'attentisme.* »

» *Il y aura nécessairement un gouvernement provisoire, en attendant de nouvelles élections législatives. Il serait catastrophique que ce gouvernement soit faible et hésitant, qu'il laisse les coudées franches aux capitalistes. Il faudra mettre en place, dès le début, un gouvernement d'union de la gauche réalisant les meilleures conditions d'efficacité et s'appuyant franchement sur le peuple. Un tel gouvernement est impensable sans ministres communistes. Sinon les forces du capital resteraient maîtresses de la situation malgré le vote des Français.*

» *Ce gouvernement devra prendre toutes les mesures de sa compétence pour satisfaire les premiers besoins sociaux importants et urgents, pour préserver et préparer la réalisation du changement dans les mois suivants. Ne serait-ce, par exemple, qu'en empêchant l'exportation des capitaux. Dès cette première phase, il serait inconcevable que le nouveau président de la République et le gouvernement ne s'engagent pas en mettant leur autorité et leurs pouvoirs dans la balance en faveur des travailleurs, comme en 1936.* »

Le candidat communiste a souligné que, s'il était élu et si les élections législatives qui suivraient la dissolution de l'Assemblée nationale donnaient la majorité à la droite, il rendrait son mandat au pays. « *Je l'annoncerais le cas échéant* » (avant les élections législatives), a-t-il dit. M. Marchais a ajouté : « *Il y a encore peu de temps, certains prétendaient, pour excuser leur attitude, que nous avions peur de prendre des responsabilités gouvernementales. C'était faux, absolument faux. Et aujourd'hui, nous voici en pleine bataille pour accéder à ces responsabilités : nous y sommes prêts, nous les revendiquons, nous sommes un parti de gouvernement pour que ça change enfin en France.*

» *Mais je vous dis aussi en toute franchise, et je suis le seul candidat à vous tenir ce langage : il faut et il faudra, en même temps, développer vos luttes. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire de France où un bond en avant social et national ait pu être accompli sans la poussée, sans l'intervention du peuple.* »

M. Marchais a déclaré que l'orientation de M. Mitterrand constitue un obstacle au rassemblement des forces populaires. Il a affirmé que le candidat socialiste est amené à parler un « *langage à coloration de gauche* », mais qu'il « *se réserve la possibilité de gouverner avec la droite* » et qu'il « *continue à se réclamer du changement tout en en refusant les moyens essentiels* ». « *L'union et le changement*, a dit M. Marchais, *ne peuvent se réaliser par des compromis obscurs et équivoques.* » Il a souligné la nécessité de « *l'intervention lucide et résolue des travailleurs* ». Il a ajouté : « *Je vous le redis avec toute l'énergie, toute la force de ma conviction : nous surmonterons les obstacles, nous ouvrirons la porte encore fermée, à condition que nous soyons assez nombreux, que nous réunissions assez de forces. Cela se joue au premier tour, le 26 avril.* »

M. SÉGUY : il y a convergence entre Giscard et Mitterrand.

Auparavant, M. Georges Séguy, membre du bureau politique du P.C.F., secrétaire général de la C.G.T., avait déclaré : « *Tous ceux qui sont prêts à se confondre dans le consensus social prôné par Giscard sous prétexte de la crise, les adeptes de la solidarité nationale au-dessus des classes, ont de sérieuses raisons de tenir la classe ouvrière à l'écart de l'exercice du pouvoir, bien qu'elle représente 37 % de la population. Sur ce point comme sur d'autres, il y a convergence entre Giscard et Mitterrand pour continuer à gérer la crise pour le compte des profits du grand capital. Et compte tenu du fait que le réformisme de collaboration de classes est minoritaire au sein du mouvement ouvrier français, l'un et l'autre ont absolument besoin de réduire la représentativité de la classe ouvrière, d'où les campagnes anticommunistes et anticégétistes, dont le contenu de classe est évident.* »

M. Séguy a affirmé que « *Giscard peut être battu* » et que « *l'idée d'un gouvernement où se retrouveraient le parti socialiste et la droite pour cautionner la même politique d'austérité peut être balayée* ». Il a déclaré : « *Les travailleurs français, forts d'un parti communiste expérimenté et influent, apte à assumer toutes ses responsabilités dans l'exercice du pouvoir ; d'un syndicat de classe puissant : la C.G.T., qu'il faut encore renforcer pour garantir l'avenir, peuvent créer une situation tout à fait nouvelle à l'occasion de l'élection présidentielle.* »

Le secrétaire général de la C.G.T. a expliqué que le vote communiste, au premier tour, « *n'est pas un vote de principe, dans l'attente de jours meilleurs pour l'union* ». Il a affirmé : « *Il s'agit d'un vote offensif, capable de battre Giscard et d'imposer une autre politique ; d'un vote stimulateur du vaste rassemblement populaire se prolongeant dans l'union de la gauche jusqu'au gouvernement commun où socialistes et communistes répondront aux aspirations des travailleurs et du peuple.* »

Selon l'agence Novosti

IL EXISTE DES DIVERGENCES ENTRE LES INTÉRÊTS A COURT TERME DU P.C.F. ET LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE SOVIÉTIQUE.

La politique étrangère du Kremlin ne coïncide pas forcément avec les intérêts à court terme du parti communiste français, estime le professeur Leibson, dans une brochure récemment publiée en plusieurs langues par l'agence Novosti.

Dans cette étude, datant de janvier, qui précède donc l'article de la « Pravda » sur la campagne présidentielle française (« le Monde » du 14 mars), le professeur Leibson se demande : « Que resterait-il de la coexistence pacifique si la politique étrangère des Etats socialistes à l'égard, par exemple, de la France était déterminée par les exigences actuelles du combat que mènent les communistes français ? »

Cette analyse du professeur Leibson exprime l'étroite marge de manœuvre qui existe entre le ménagement que l'U.R.S.S. doit au président de la République française, responsable de la politique étrangère de la France, et donc interlocuteur privilégié, et les liens fraternels qu'elle entretient avec le parti communiste français. Les intérêts à court et moyen terme de l'U.R.S.S. ne sont pas forcément ceux du P.C.F.

Polémique entre « le Nouvel Observateur » et le P.C.F.

Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*, préconise, dans le numéro daté 6-12 avril de cet hebdomadaire, un vote favorable à M. Mitterrand dès le premier tour. Il écrit :

« *L'évolution des événements, des idées et des hommes, surtout depuis cinq ans, nous a conduits à conclure que, pour battre Giscard, il fallait aussi, et en même temps, battre Marchais. Entre les deux, la convergence d'objectifs et d'intérêts peut bien faire l'objet de controverses byzantines, elle n'est discutable qu'aux yeux des fanatiques ou des sots.*

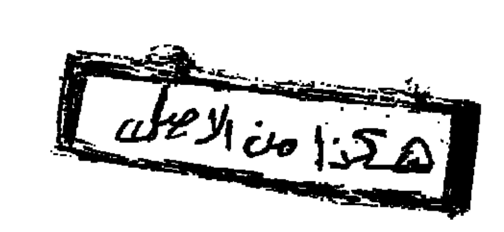
» *L'initiative de la désunion de la gauche, le déchaînement de la campagne contre les réformistes, les socialistes, les gauchistes, l'exigence tapageuse de ministres communistes et, pour finir, la menace — indécente, scandaleuse — d'une stratégie de débordement social en cas de victoire de la gauche, tout cela constitue des preuves sur lesquelles nous refusons de nous attarder.*

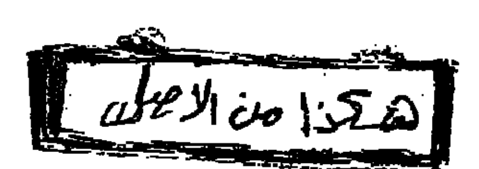
» *Donc la victoire sur Giscard passe par la défaite de Marchais. Il faut, en effet, dès le premier tour, diminuer le plus possible l'emprise du secrétaire général du P.C. sur son électorat ; il faut faciliter le report des voix de cet électorat sur le candidat socialiste au second tour ; il faut rendre dès que possible impopulaires les missions de sabotage que Marchais annonce contre une victoire populaire.* »

Dans l'Humanité-Dimanche du 5 avril, M. Roland Leroy, membre du bureau politique du P.C.F., écrit que « *à la lecture de l'article de Jean Daniel, tout est clair : il faut battre le parti communiste pour pouvoir se débarrasser définitivement de l'union, retourner aux ornières du passé, développer un parti social-démocrate prêt à gouverner avec la droite* ».

René Andrieu, directeur adjoint de *l'Humanité*, répond également à Jean Daniel, dans le numéro du 6 avril du quotidien du P.C.F., en se référant à un éditorial de juin 1980, dans lequel Jean Daniel relevait des « *convergences impressionnantes* » entre MM. Giscard d'Estaing et Mitterrand.

● *Le Nouveau Journal* daté du 7 avril publie un sondage réalisé par Public S.A. les 19 et 20 mars auprès d'un échantillon national de mille personnes représentatives des Français âgés de dix-huit ans et plus. 40 % des personnes interrogées déclarent que c'est par le chômage qu'elles se sentent personnellement le plus menacées ; 26 % nomment d'abord l'inflation, 19 % l'insécurité et 12 % les incertitudes politiques. Pour 60 % des personnes interrogées, si Mitterrand est élu, il y aura un changement de régime : 31 % ne le pensent pas.




هكذا من الأصل


LE PRESIDENT QU'IL NOUS FAUT.
JACQUES CHIRAC,
MAINTENANT.

POLITIQUE

La campagne de M. Mitterrand

Au « Club de la presse » d'Europe 1 : « Tout candidat devra, s'il est élu dissoudre l'Assemblée nationale »

M. François Mitterrand, qui était, dimanche soir 5 avril, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a continué le « face à face » à distance qui l'oppose à M. Valéry Giscard d'Estaing en attendant de l'affronter devant les caméras de télévision entre les deux tours de scrutin ; du moins est-ce là son souhait.

Au président sortant qui affirmait, le 1er avril à Pontoise, que « dissoudre l'Assemblée nationale équivaudrait à annuler le choix démocratique des Français », le candidat socialiste réplique que M. Giscard d'Estaing devra lui aussi, s'il est réélu, recourir à la dissolution, car il ne dispose plus au Palais-Bourbon de la majorité. A celui qui met en garde contre « la tentation de l'instabilité politique » (« le Monde » du 28 février), M. Mitterrand oppose le « grand élan national » que son élection ne manquerait pas, selon lui, de susciter et qui lui permettrait de gagner les élections législatives provoquées par la dissolution. A celui qui s'est défendu à Colmar, puis à Strasbourg, de ne rien faire « qui puisse compromettre l'unité de la majorité » (« le Monde » daté 5-6 avril), M. Mitterrand répond par un rappel : « Il suffit d'entendre le candidat R.P.R. pour savoir que le candidat U.D.F. ne lui plait pas. »

En insistant ainsi sur les divisions de la majorité, le candidat socialiste cherche non seulement à faire pièce aux arguments du président sortant (qui, lui, s'efforce d'exploiter la désunion de la gauche), mais aussi à se prémunir contre une éventuelle atténuation des critiques que le maire de Paris porte à l'encontre du chef de l'Etat. Il s'agit, en quelque sorte, de s'assurer que la règle du désistement en faveur du candidat de son camp le mieux placé posera au moins autant sinon plus de problèmes à droite qu'à gauche. M. Chirac oublierait-il entre les deux tours ces critiques qu'il serait alors considéré par M. Mitterrand comme un « pantin ».

La préoccupation essentielle du second tour et, donc, de l'échange avec M. Giscard d'Estaing ne saurait toutefois faire oublier les impératifs du premier tour, à savoir rassembler la gauche et creuser l'écart avec le P.C.F. C'est pourquoi, comme il l'avait fait le 31 mars au « Grand débat » de TF 1, M. Mitterrand a insisté sur sa fidélité aux engagements de la gauche et sur l'attention qu'il accorde aux revendications des couches populaires.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

Au début de l'émission, M. François Mitterrand réaffirme que *« le développement de la stratégie et de la diplomatie soviétiques ne va pas dans le sens »* d'une intervention en Pologne. Il ajoute : *« La raison qui pourrait pousser les Russes à intervenir serait le cas où le parti communiste polonais craquerait (...). Tant que ce parti sera en mesure de tenir la situation (...) et de rassurer sur le maintien de la Pologne dans le camp communiste, je ne pense pas que l'U.R.S.S. ait le moindre intérêt ni l'intention de procéder à une intervention militaire. »*

Dans l'hypothèse d'une telle intervention, le candidat socialiste souligne que, *« par rapport à la permanence du partage de Yalta, les Polonais savent qu'ils n'ont pas d'aide militaire à attendre de pays extérieurs »* et qu'il *« reste une série de mesures possibles qui marqueraient le refus des pays occidentaux de voir l'indépendance de la Pologne altérée plus gravement encore »*. Il indique : *« La France devrait alors renoncer à toute une série d'accords qui l'unissent à l'Union soviétique, parce que celle-ci doit savoir qu'elle ne peut pas, comme cela, tous les six mois, procéder à des opérations de gendarmerie dans le monde »*.

En ce qui concerne la réunion d'un *« sommet atlantique »* qu'il avait appelée de ses vœux en juillet 1980, il précise que, depuis, *« il y a eu l'élection de M. Reagan »*, lequel *« pourrait être tenté de passer d'un Yalta européen à un Yalta planétaire avec les Soviétiques »*. Il estime en outre qu'*« il n'est pas sage de parler de défense européenne dans l'état actuel de l'Europe et des traités issus de la seconde guerre mondiale »*, et qu'il y a contradiction entre la doctrine officielle de la France, qui repose sur la dissuasion nationale, et le *« devoir d'intervenir »* dans le cadre de l'alliance atlantique, dans une éventuelle *« bataille de l'avant »*, la France se portant au secours d'un allié en dehors de son propre territoire.

Après avoir approuvé l'envoi de secours alimentaires en Pologne, M. Mitterrand évoque la nouvelle politique extérieure américaine : *« Je n'approuve pas qu'une superpuissance additionne les poudrières dans toutes les dictatures du monde ; les superpuissances feraient mieux de se hâter vers le désarmement plutôt que de créer de multiples occasions de déclencher des guerres locales qu'elles se contenteront de regarder et d'entretenir. »*

Interrogé sur le contenu d'une proposition socialiste qui indique : *« Les appelés au service national auront la liberté de réunion et d'association »*, M. Mitterrand précise : *« Nous voulons simplement que les soldats continuent d'être des citoyens (...). Je pense que certaines mesures doivent être prises dans le cadre du service militaire pour permettre, à certaines heures et de façon tout à fait raisonnable, aux soldats d'être informés, de s'informer de la vie nationale, par exemple de lire la presse. »*

« Quand je serai élu... »

Après avoir rappelé qu'il n'a pas *« mis son drapeau dans sa poche, ni comme socialiste ni comme catholique de formation et d'origine familiale »*, M. Mitterrand explique pourquoi il compte gagner le 10 mai prochain : *« En 1965 c'était impossible (...), en 1974, à la mort du président Pompidou, c'était possible, mais très difficile, nous n'avions pas fait encore assez de progrès, nous la gauche (...). Eh bien, en* 1981... *il faut dire que nous sommes très sérieusement aidés par M. Giscard d'Estaing, que l'échec radical, systématique pourrait-on dire, de sa politique sur la plupart des terrains nous aide beaucoup à faire comprendre aux Français qu'ils se sont trompés en 1974. »*

Interrogé sur le souhait de M. Giscard d'Estaing de voir *« la défense, la politique étrangère et l'emploi (...) échapper à l'affrontement des partis »* (*le Monde* du 1er avril), le candidat socialiste répond : *« Il est bon pour un pays, pour une démocratie, qu'il y ait plusieurs politiques possibles (...). Demander, comme cela,* a priori, *une sorte de consentement national sur des politiques différentes, c'est véritablement abusif, car je ne vois pas ce que la France gagnerait soudain à n'avoir qu'une seule politique devant elle, celle qui dure depuis sept ans et plus et qu'il est très important pour elle de ne pas voir perpétuer pour sept ans encore. Il faut donc qu'il y ait une autre politique. (...) Il peut arriver de très grandes circonstances très graves pour la sécurité du pays, et dans lesquelles jamais je ne refuserai l'examen en commun des solutions utiles pour assurer tout simplement la survie, la grandeur de la France et de ses habitants. »*

M. Mitterrand relève au passage qu'il n'est rien résulté des rencontres qu'il a pu avoir avec le président sortant dans le cadre de la politique de *« décrispation »* affirmée par celui-ci. Il précise : *« Qu'en est-il ressorti ? Pas une seule malheureuse présidence de commission à l'Assemblée nationale, pas la moindre équité dans la façon dont sont tenus les moyens audiovisuels, dans la façon dont marche le Parlement (...). Les ponts et les passerelles, comme ça, à la faveur d'un discours électoral, ça ne fait pas très sérieux. »*

Après avoir évoqué *« le mur d'argent qui a toujours montré sa solidité chaque fois que la gauche a occupé le pouvoir »*, le candidat socialiste affirme : *« Quand je serai élu, le 10 mai au soir, dans le premier moment, ce sera une surprise pour beaucoup, mais aussi une immense joie pour le plus grand nombre, et ce sera le plus grand nombre puisqu'il m'aura élu. Cette joie, cet enthousiasme, suscitera très vite, à mon avis en quelques heures, un formidable élan national, cet élan national que j'appelle déjà — je dirais presque qui est le thème fondamental de ma campagne. »* M. Mitterrand souligne ensuite que les socialistes *« sont restés fidèles à eux-mêmes »* et que leur candidat *« souhaite pouvoir rassembler l'ensemble des forces de la gauche au deuxième tour, et beaucoup plus encore »*, puis il rappelle les grandes lignes de son programme économique (*le Monde* daté 5-6 avril) ainsi que les mesures qu'il préconise en faveur des personnes âgées.

> **SIX MESURES POUR LES PERSONNES AGÉES**
>
> **M. François Mitterrand a présenté six mesures en faveur des personnes âgées, qu'il appliquera s'il est élu :**
>
> **Le relèvement du minimum vieillesse à 1 700 francs par mois dès sa prise de fonction. Cette somme devrait passer à 2 000 francs au 1er janvier 1982, le but étant de rapprocher le minimum vieillesse du SMIC ;**
>
> ***Le droit à la retraite à « taux plein » à soixante ans (retraite volontaire) ;***
>
> **La revalorisation des rentes viagères ;**
>
> **La suppression des cotisations sur les retraites ;**
>
> **La fixation du taux de pension de reversion à 60 % (au lieu de 50 %) ;**
>
> **La création de vingt mille emplois pour l'aide ménagère à domicile (ce chiffre est compris dans les deux cent dix mille emplois publics que le candidat socialiste souhaite créer).**

Interrogé sur ses intentions immédiates, s'il est élu, et sur la date de prise de fonctions, M. Mitterrand indique que *« le plus simple »* pour lui sera *« d'aller à l'Elysée le jour où M. Giscard d'Estaing estimera qu'il n'y a plus sa place »*. *« Si MM. Giscard d'Estaing et Barre s'appliquent d'ici là à parachever leur politique, c'est-à-dire à parachever la ruine de la France, bien entendu je dirai mon mot,* explique-t-il ; *mais je n'irai pas occuper une place avant l'heure dite ; j'irai à l'Elysée selon les termes de la Constitution. »* Quant au gouvernement de transition, *« ce sera le gouvernement de la République et il saura lire la Constitution, il saura ce qui est du domaine réglementaire et ce qui est du domaine législatif »*.

M. Mitterrand ajoute : *« Aucun des candidats ne dispose d'une majorité à l'Assemblée nationale actuelle ; chaque candidat devra dissoudre ; je suis le seul à le dire. Car comment dissimuler, comme le fait le candidat sortant, qu'il a un différend avec son ancien premier ministre (...). Sur le plan de la politique intérieure il suffit d'entendre le candidat R.P.R. pour savoir que le candidat U.D.F. ne lui plait pas du tout. »* M. Mitterrand affirme également qu'en indiquant qu'il ne dissoudra pas l'Assemblée nationale s'il est réélu, M. Giscard d'Estaing *« trompe l'opinion »*. *« Comment voulez-vous qu'il fasse autrement ?*, demande-t-il. *Il n'a pas de majorité ; son ancien premier ministre, qui en plus dispose de la majorité dans la majorité, est en train de démontrer, du matin jusqu'au soir, l'inanité, les dangers de la politique de M. Giscard d'Estaing ! Je suppose que M. Chirac n'est pas un pantin : s'il dit cela, c'est qu'il ne veut pas que cette politique continue. Donc il n'y a plus de majorité pour M. Giscard d'Estaing. »*

Evoquant les élections qui suivront la dissolution qu'il prononcerait, il indique que si celles-ci donnent la victoire à une majorité qui lui est hostile, il *« exercera au maximum les capacités de sagesse et de raison qui permettent de dominer ce difficile problème »*. Il ajoute : *« Mais ces élections, je les gagnerai ! Je n'ai pas d'autre intention et j'en aurai les moyens. Ce moyen, il ne recourra pas à ce que l'on a vu jusqu'ici prévaloir : les petites influences sur la radio et sur la télé, les brochures qu'on envoie aux maires, la façon dont on recommence Napoléon III avec les candidatures officielles (...). Nous gagnerons les élections (...). Tous ceux qui auront assuré l'élection du candidat socialiste, ils se retrouveront là. »*

M. Mitterrand se déclare enfin favorable à tout référendum qui permettrait aux Français *« d'être traités comme des personnes majeures »*.

A Avignon : un « plan » en onze points en faveur des rapatriés

De notre correspondant régional

Avignon. — M. Mitterrand a présenté, le samedi 4 avril, à Avignon, un « plan » en faveur des rapatriés d'Afrique du Nord comportant onze mesures qu'il s'est engagé à mettre en œuvre s'il est élu. Ces mesures sont inspirées de la proposition de loi déposée en décembre 1977 par le parti socialiste *« dont les clés,* a rappelé M. Mitterrand, *sont la reconstitution intégrale des patrimoines familiaux dans un délai rapide (...), l'utilisation de l'indemnisation dans l'effort de relance de l'économie et la réinsertion morale et matérielle des rapatriés dans la communauté nationale »*.

Six de ces dispositions concernent le droit à l'indemnisation *« qui doit être étendu à tous les spoliés quelle que soit la date de la spoliation »*. La valeur de cette indemnisation *« sera établie selon des normes applicables en matière d'expropriation à l'aide de coefficients multiplicateurs forfaitaires »*. Quant à la preuve de la consistance des biens perdus, *« elle pourra être faite par tout moyen sous contrôle du président du tribunal de grande instance »*.

Un fonds spécial d'indemnisation

M. Mitterrand s'est également prononcé pour un plafond fixé à 2 millions de francs par ménage et à 1 million de francs pour les personnes seules. L'indemnisation sera versée *« en espèces et au comptant pour les cas sociaux et les personnes âgées »*. Pour les autres bénéficiaires, l'échelonnement prévu par la loi du 2 janvier 1978 sera supprimé. *« Je chercherai à réduire les délais,* a indiqué M. Mitterrand, *et pour cela nous créerons un fonds spécial d'indemnisation. »*

Le candidat socialiste a, d'autre part, précisé que l'instance arbitrale actuellement en vigueur disparaîtrait et que le contentieux serait confié aux tribunaux de l'aide judiciaire, et particulièrement à la procédure rapide du juge des référés.

Les autres mesures énoncées par M. Mitterrand se rapportent aux dettes de réinstallation, pour lesquelles *« un moratoire total devrait être institué jusqu'au règlement définitif du complément d'indemnisation »*, au réajustement du régime de retraite, au rattrapage des préjudices de carrière pour faits syndicaux ou politiques, à l'amnistie et à l'effort de promotion sociale des Français musulmans. *« Il ne s'agit pas de mesures ponctuelles,* a affirmé M. Mitterrand. *Aucun régime de faveur, une simple justice. »*

Auparavant le candidat socialiste avait critiqué les différents textes votés en faveur des rapatriés en reprenant la formule utilisée par M. Robert Bayou, député socialiste de l'Hérault qui avait reproché aux gouvernements successifs d'avoir misé *« sur le temps, l'oubli et la mort. L'histoire des relations entre les rapatriés et le candidat giscardien,* a-t-il ajouté, *est celle des illusions perdues »*.

Les dirigeants du mouvement du RECOURS, qui ont appelé à un *« vote de sanction »* contre le président sortant (*le Monde* du 21 mars) et qui tenaient une réunion publique le même jour à Avignon, ont réagi favorablement au discours du candidat socialiste. *« Les mesures annoncées,* a déclaré le porte-parole de l'association, M. Jacques Roseau, *couvrent l'intégralité des problèmes des rapatriés tant sur le plan moral que matériel et elles nous apportent une entière satisfaction. »* Le RECOURS n'appellera pas pour autant à voter nommément pour le candidat socialiste. Il estime, en effet, que *« les positions prises par les candidats les plus crédibles peuvent permettre aux rapatriés d'opérer un choix politique efficace, selon leurs propres sensibilités dans la mesure où ces positions, que ce soient celles de M. Mitterrand, de M. Crépeau ou de M. Chirac, laissent espérer un règlement définitif et global de leur problème. »*

GUY PORTE.

● *Les dirigeants de la Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie*, réunis samedi 4 avril à Paris, ont demandé la mise en liberté provisoire de leur président national, M. M'Hamed Laradji, détenu depuis le 24 février à la maison d'arrêt d'Avignon à la suite d'une rixe au cours de laquelle un citoyen algérien avait été tué, le 23 février, dans un bar de la ville (*le Monde* du 25 février). Souhaitant *« que toute la lumière soit faite sur cette affaire »*, ils ont indiqué que *« si cette mise en liberté n'intervenait pas »*, ils demanderaient *« aux Français musulmans et à leurs amis de tenir compte de ce refus dans le grave choix qu'ils auront prochainement à faire en ce qui concerne l'avenir du pays »*.

M. Laradji a été inculpé de recel de cadavre.

L'utopie socialiste

(Suite de la première page.)

Encore serait-il nécessaire d'ajouter à ce total le coût de l'aide à l'investissement. Le candidat socialiste — dont l'analyse économique apparaît de plus en plus comme en retard d'une crise — suggère, en effet, une politique systématique de grands travaux pour réduire le chômage. A quand les propositions d'un retour aux ateliers nationaux de 1848 ou la règle du travail obligatoire pour tous ?

M. Mitterrand n'est assurément pas aussi prodigue lorsqu'il traite des ressources susceptibles de financer ces dépenses extravagantes. La suppression de l'avoir fiscal, l'imposition des fortunes de plus de trois millions de francs, la majoration de l'impôt sur le revenu — notamment par la limitation des effets du quotient familial actuel, — ne pourraient guère procurer plus de 30 milliards. Et même cet apport serait-il aussitôt anéanti par les effets d'une nouvelle proposition, stupéfiante : affecter aux collectivités locales la taxe sur les produits pétroliers présentement perçue par l'Etat.

Des mesures non chiffrées

Face à une charge publique qui se trouverait ainsi majorée de près de 150 milliards, pour ce qui est dès maintenant chiffrable, il ne serait qu'une alternative : l'écrasement fiscal ou la faillite. Ou bien les impôts et les cotisations sociales devraient être accrus dans des proportions insupportables pour les entreprises et les particuliers (il faudrait, par exemple, doubler l'impôt sur le revenu de chacun, ou bien l'Etat, devenu exsangue, s'abandonnerait à la banqueroute.

Seconde contradiction : le « choc social » souhaité par M. Mitterrand ruinerait la compétitivité de nos entreprises. Il n'est que de songer à la baisse de la durée hebdomadaire du travail, ramenée brusquement de 40,8 à 35 heures. Certes, la réduction de la durée du travail est une orientation souhaitable, confirmée par toutes les tendances. Mais il faut savoir qu'à salaires inchangés, l'embauche des personnels supplémentaires entraînerait une augmentation de la masse salariale de 140 milliards environ.

Comment nos entreprises, qui sont confrontées à une concurrence toujours plus vive en cette période de crise, pourraient-elles encaisser, sans risque de rupture, un tel choc ? L'inévitable répercussion des nouveaux coûts salariaux sur les prix de vente nous contraindrait à la capitulation face aux firmes étrangères. Ce serait la brutale condamnation de notre compétitivité ; la concurrence internationale, pas plus que le parti communiste, ne se laisse séduire par l'« état de grâce » !

Troisième contradiction : la formidable inflation engendrée par le déficit budgétaire comme par la hausse des coûts de production sonnerait le glas des équilibres extérieurs français. Nous subirions à l'exportation un énorme manque à gagner, alors que la facture pétrolière resterait aussi pesante. Et que dire d'un marché intérieur que l'on prétend par ailleurs reconquérir ? La flambée des coûts de production laisserait la part belle aux entreprises étrangères concurrentes. Comme c'est la règle, la faillite extérieure s'ajouterait donc aussitôt au déficit interne. Ou alors il faut fermer les frontières, et le dire — sortir du Marché commun, et le dire. Avec toutes les conséquences.

Telles sont les trois contradictions insurmontables du programme économique et social de M. Mitterrand. Que l'on ne vienne pas prétendre qu'il y aurait à traverser seulement quelques mois difficiles, au terme desquels les équilibres parviendraient à se rétablir ! L'ampleur du désordre ne permettrait pas la reconstruction de notre économie. Que, s'apercevant de la bévue, l'on n'essaie pas maintenant de suggérer que certaines initiatives sociales seraient échelonnées dans le temps ; la machine aurait explosé bien avant. Voilà pourquoi les mesures socialistes ne sont pas chiffrées ; voilà pourquoi on cherche à dissimuler la vérité aux Français.

Telle est bien, au-delà d'une générosité de façade, l'utopie socialiste.

Les Français, eux, n'ont pas le temps de rêver. On ne gouverne pas un pays avec des incantations.

MICHEL DURAFOUR.

TRIBUNES ET DÉBATS RADIOTÉLÉVISÉS

LUNDI 6 AVRIL

— *M. Alain Krivine*, candidat de la Ligue communiste révolutionnaire à l'élection présidentielle, est reçu au journal sur R.T.L. à 18 heures.

— *M. Pierre Mauroy*, député, maire de Lille, porte-parole de M. Mitterrand pendant la campagne électorale, est l'invité de l'émission « Concret » sur R.M.-C. à 19 heures.

— *MM. Charles Fiterman*, membre du secrétariat du P.C., et *Jean Lecanuet*, président de l'U.D.F., sénateur de la Seine-Maritime, participent au « Face à face » sur TF 1, à 20 h. 30.

MARDI 7 AVRIL

— *M. Michel Debré*, candidat à l'élection présidentielle, est l'invité du journal d'Antenne 2, à 12 h. 45.

— *M. Georges Marchais*, candidat à l'élection présidentielle, participe à l'émission « Face au public » sur France-Inter, à 19 h. 15.

— *Mme Arlette Laguiller*, candidate de Lutte ouvrière à l'élection présidentielle, est reçue à l'émission « Spéciale présidentielle » sur Europe 1, à 19 h. 30.

En bref

● *M. Paul Marchelli*, secrétaire général adjoint de la C.G.C., a regretté, samedi 4 avril, que sa confédération ait décidé de ne pas présenter de candidat à l'élection présidentielle. Il a précisé que la C.G.C. avait recueilli alors quelque quatre cents promesses de parrainage et il a assuré qu'un candidat des cadres *« aurait permis de faire passer notre message et notre analyse des problèmes économiques et sociaux »*.

● *M. Maurice Papon*, ministre du budget, a déclaré le samedi 4 avril, que les propositions économiques exposées par M. François Mitterrand dans *l'Express* (*le Monde* daté 5-6 avril) correspondent à *« un coût pour l'Etat d'au moins 140 milliards de francs, sans compter les effets sur l'économie et notamment sur les entreprises »*. Pour sa part, M. René Monory, ministre de l'économie, a affirmé que *« le plan Mitterrand est un plan contre l'emploi des Français et contre l'indépendance de la France »*.

● *Les présidents de six comités économiques et sociaux régionaux* — MM. Arrighi de Casanova (Corse), Delatte (Bourgogne), Delmon (Nord-Pas-de-Calais), Esnault (Ile-de-France), Ferté (Picardie), Hervieu (Haute-Normandie) — ont fait savoir, dimanche 5 avril dans un texte rendu public par le service de presse de M. Giscard d'Estaing, que le programme économique et social du président sortant leur paraît *« le plus sérieux et le meilleur pour notre pays et pour l'avenir de ses habitants »*. Leur sentiment est partagé notamment par MM. Combe, président de l'assemblée permanente des chambres de métiers, et Delorozoy, président de l'assemblée des chambres de commerce et d'industrie.

● *Le Mouvement de libération des femmes (M.L.F.)* a appelé, le samedi 4 avril, *à voter pour* M. François Mitterrand. Il invite *« toutes les femmes victimes de la surexploitation et de la discrimination à tous les niveaux à prendre conscience que le programme de François Mitterrand crée les conditions objectives pour une réelle égalité sociale des femmes et donc à voter pour ce programme dès le premier tour »*.

● *Incident à Paris.* — Deux militants socialistes qui vendaient, dimanche 5 avril, vers 11 heures, l'hebdomadaire du P.S., *l'Unité*, sur le marché de la rue de Buci (6e), ont été agressés par une dizaine de jeunes gens casqués et armés de manches de pioches. Légèrement blessés, les deux vendeurs de journaux ont dû recevoir des soins à l'hôpital Laennec.

● *L'égalité d'accès des candidats à la radio et à la télévision.* — Soixante-douze signatures nouvelles se sont ajoutées aux soixante-neuf recueillies par les auteurs d'une pétition en faveur du *« respect du principe d'égalité dans l'accès à la radio et à la télévision des postulants à la candidature à l'élection présidentielle et en particulier de Coluche »*. Parmi les nouveaux signataire figurent MM. José Artur, animateur de radio, Jean-Pierre Faye, écrivain, et le dessinateur Wolinski.

● *« La Vie française »* du 6 avril publie un sondage réalisé par l'IFRES du 23 au 27 mars auprès d'un échantillon national de neuf cent quatre-vingt-quatorze personnes. 28 % des personnes interrogées pensent que les divergences entre R.P.R. et U.D.F. sont *« de plus en plus importantes »*, 34,2 % *« toujours aussi importantes »*, 18,8 % *« toujours aussi peu importantes »*, et 6,9 % *« de moins en moins importantes »*. A la même question concernant la gauche, les divergences entre P.C. et P.S. apparaissent de *« plus en plus importantes »* à 45,7 % des personnes interrogées, *« toujours aussi importantes »* à 35,7 %, *« toujours aussi peu importantes »* à 7,8 %, et de *« moins en moins importantes »* à 3,8 %.



BIBLIOGRAPHIE

"ATTENTION LA FRANCE !" de Maurice Druon

Les articles, discours, interventions, rapports réunis par Maurice Druon sous le titre *Attention la France !* reflètent d'abord l'activité politique du député de Paris et du parlementaire européen. L'écrivain s'y reconnaît au style. Le sens de la formule bien frappée avait valu quelques mécomptes au ministre des affaires culturelles, qui les traite ici avec sérénité. A Liège, l'académicien se montre à visage découvert, dans une défense et illustration de notre langue, plus qu'opportune dans une Belgique où les 20 % de flamingants sont tenus à Bruxelles pour une communauté égale aux 80 % de francophones.

Le rapprochement de ces éléments connus souligne la ligne directrice qui les unit. Elle prend tout son sens par une préface inédite, qui plonge le livre dans une lumière sombre. Comme on n'oublie jamais pendant *l'Or du Rhin* le mouvement lent et majestueux de l'admirable ouverture, on reste marqué jusqu'aux dernières pages d'*Attention la France !* par la longue et belle phrase d'un prélude où l'auteur rassemble avec force toutes ses raisons de passer du temps des inquiétudes au temps des certitudes. A ses yeux sont « *réunies, rassemblées, additionnées, combinées les conditions pour que survienne une gigantesque et universelle catastrophe* ». L'échéance en est proche : « *Il ne s'agit plus de la fin du siècle, même plus de la fin de la présente décennie, mais des années immédiates.* »

Un pessimisme si radical mérite qu'on le souligne, car il se trouve plus ou moins partagé par l'homme de la rue et par les experts en stratégie. Quarante d'entre eux, réunis à Leeds Castle en juin dernier, n'ont-ils pas conclu : « *We are approaching a dangerous time in world history. We are approaching a final cataclysm clash* » ? La plupart des politiques et des intellectuels restent plus optimistes, ce qui donne à Maurice Druon l'impression de « *sonner le tocsin pour les sourds* ».

Il faut du courage pour proclamer bien haut un *Mane, Thecel, Phares* aussi vigoureux, même en l'enveloppant ensuite de quelques réserves. La difficulté principale de prévisions si globales concerne le temps de leur accomplissement. Perçu d'abord à droite, comme il est naturel, le sentiment de la décadence se répand en Occident depuis la brillante synthèse qu'en a faite Spengler en 1916. Il a gagné la gauche dans les dernières décennies, où elle a pris conscience de l'échec du marxisme et des régimes issus de la révolution d'Octobre. A travers l'art, la culture, la pensée, la religion, l'éthique, tout porte à croire que cette impression d'un déclin correspond à la réalité.

Mais les décadences sont parfois très longues : celle de l'Empire romain a duré plusieurs siècles. On peut espérer que les deux empires d'aujourd'hui ne seront pas assez fous pour s'affronter directement, et qu'ils se battront seulement sur des champs extérieurs. Nos yeux ne verront pas de nouvelle Renaissance, après le cataclysme, brillamment décrite par Maurice Druon. Rien n'assure qu'ils verront le cataclysme lui-même. Cela ne dispense pas de prêter l'oreille aux sonneurs de tocsin.

MAURICE DUVERGER.

★ Maurice Druon, *Attention la France !*, 205 pages, Stock. Environ 45 F.

QUAND LES SOCIOLOGUES SE PENCHENT SUR LA POLITIQUE

La revue « Actes de la recherche en sciences sociales » publie dans son numéro de février-mars un dossier sur la représentation politique qui contient, notamment, les premiers résultats d'une étude sur le parti communiste. Mme Jeannine Verdès-Leroux analyse le mode d'organisation et de fonctionnement de ce parti dans les années 50 et, pour la période actuelle, l'affaire Fiszbin. Elle montre que le P.C.F continue de fonctionner, même après la phase stalinienne, comme « une institution totale autoperpétuée ». S'il y a des évolutions les invariants ne l'emportent pas moins sur les changements.

Les invariants du P.C.F. sont moins les dogmes qui peuvent changer, comme on l'a vu pour la dictature du prolétariat, que « son mode de fonctionnement, son caractère de secte, l'habitus populaire de ses militants et des principaux leaders ». Aussi la prise de conscience de M. Henri Fiszbin à l'égard de son parti, telle qu'elle s'exprime dans son livre « les Bouches s'ouvrent », apparaît-elle à Mme Verdès-Leroux comme « une déviation hérétique et non un banal différend politique ».

Dans la même revue, M. Pierre Bourdieu fournit des « éléments pour une théorie du champ politique ». Au passage le sociologue, qui a soutenu la candidature de Coluche, conteste que celle-ci puisse être qualifiée de « poujadiste » car elle ne présente aucun des traits qui caractérisent ce courant politique. « Les professionnels, hommes politiques et journalistes, tentent de refuser au « casseur de jeu » — écrit-il — le droit d'entrée que les profanes lui accordent massivement... Sans doute parce que, en entrant dans le jeu sans se prendre au sérieux, ce joueur extraordinaire menace le fondement même du jeu, c'est-à-dire la croyance et la crédibilité des joueurs ordinaires. »

★ *Actes de la recherche en sciences sociales*, 54, boulevard Raspail - 75270 Paris Cedex 06 et Editions de Minuit, 9, rue Bernard-Palissy, 75006 Paris. Environ 50 F.

LE SEPTENNAT EN PETITES PHRASES

Il y a plusieurs façons d'écrire l'histoire immédiate. Les journalistes y contribuent en racontant « à chaud » les événements, en reproduisant des propos échappés parfois par inadvertance, en restituant des dialogues impromptus. C'est pour retenir cet éphémère que Sophie Huet, journaliste au *Figaro*, a rassemblé les « *petites phrases du septennat* » sous un titre qui constitue une sorte d'avertissement sinon de menace pour leurs auteurs, puisqu'il est tiré du Code pénal : *Tout ce que vous direz pourra être retenu contre vous...* Au tribunal de la politique, sinon de l'histoire, notre consœur cite de nombreux témoins. D'une écriture rapide, elle brosse un panorama cursif du septennat afin de placer dans leur contexte les bons mots, drôles ou cruels, élogieux ou méchants, qui depuis 1974 ont émaillé le dialogue politique. On retiendra contre Sophie Huet de n'avoir pas daté précisément ses citations. — A.P.

★ *Tout ce que vous direz pourra être retenu contre vous*, par Sophie Huet. Edit. Jean Picollec. 146 pages, 37 F environ.

Les préfets sous Giscard

Comment le corps préfectoral a-t-il traversé le septennat qui s'achève ? Les préfets, hauts fonctionnaires dits « d'autorité », dépendant directement du pouvoir exécutif, nommés et révocables à merci, ont-ils davantage souffert sous M. Giscard d'Estaing que sous ses prédécesseurs ?

Un préfet, M. Roger Rabiniaux, qui a été écarté de ses fonctions en 1974 pour avoir été trop favorable à M. Jacques Chaban-Delmas, raconte en un récit romancé son exil intérieur. A travers une fresque de la République des gens du monde au « *siècle de Giscard* », il décrit le septennat entre deux réceptions où se côtoient hommes politiques, fonctionnaires et journalistes, la première au ministère de l'intérieur en décembre 1974, la seconde au Sénat en juin 1980. Il brosse un tableau du septennat et en profite surtout pour dresser une série de portraits souvent bienvenus, croqués avec talent et non sans parfois une certaine cruauté. Dans cette sorte de galerie des dirigeants de la Ve République, on devine aisément que M. Rabiniaux, à travers son héros, règle quelques comptes, tout en réécrivant l'histoire politique contemporaine avec une certaine objectivité. Dans ce panorama politique ne sont guère épargnés que M. Jacques Chirac ainsi que quelques gaullistes et de rares socialistes, alors que M. Giscard d'Estaing excite la verve vengeresse de l'auteur. Satire de la société politique et administrative contemporaine, *la Grande Réception* comporte un jugement tantôt lucide tantôt désabusé sur les hommes du pouvoir et constitue un peu un essai sur les mœurs de la classe dirigeante dans la lignée des œuvres romanesques que le préfet a déjà écrites, comme *l'Honneur de Pédonzigue* ou *Un jeune homme des années 30*. — A. P.

★ *La Grande Réception*, de Roger Rabiniaux. Nouvelles Editions Baudinière. 286 pages, 72 F environ.

● *Le jeu de l'Elysée.* — A l'occasion de l'élection présidentielle, voici un jeu de l'oie actualisé et politisé... en images d'Epinal. L'Imagerie Pellerin, à Epinal (*le Monde Dimanche* du 13 juillet 1980) a fait appel au dessinateur Claude Ponti et au « vice-champion du monde de Monopoly », Bernard Lutz, pour réaliser ce parcours présidentiel en quarante cases : de la réunion électorale initiale au fauteuil de la victoire, les « cinq cents signatures », les « petits cadeaux », la « visite aux prisonniers » et les « peaux de banane » ponctuent cette course quelque peu irrespectueuse Sans doute n'aura-t-on guère envie de faire une vraie partie : il faudrait découper les pions et trouver un dé. Et le jeu de l'oie est un peu simplet pour déclencher aujourd'hui les passions. Mais celui-ci, avec ses couleurs chaudes et ses noirs bien épais, quelle belle image d'Epinal !

★ *Imagerie Pellegrin et Cie*, 42 bis, quai de Dogneville, 88000 Epinal. 20 F environ.

● *Elysée-moi.* — Sous ce titre, deux passionnés professionnels de politique (dissimulés derrière le pseudonyme Suétone) présentent quatre-vingt-cinq photographies d'actualité politique dûment agrémentées de « bulles » irrévérencieuses ou impertinentes. « *J'attends qu'il tombe ou je le pousse tout de suite ?* », demande, dans le dos d'un Valéry Giscard d'Estaing apparemment accaparé par une cérémonie officielle un Jacques Chirac hilare. « *Ma grand-mère vous aimait déjà beaucoup* », dit une dame d'un âge certain en flattant de la main le menton de M. Mitterrand.

★ *Elysée-moi*, par « Suétone » Ed. Hachette-Gamma 90 pages 19 F environ

Un rapport décapant

"Anesthésie française" d'Aurélien Clément

Un émir a chargé un de ses compatriotes étudiant en France d'une « *mission d'espionnage sociologique* » : comment une classe dirigeante peut-elle, en temps de crise prolongée, accentuer son emprise sur la société, sans violence répressive, grâce à une vaste entreprise d'anesthésie ?

Il s'agit bien sûr d'un canular, et l'auteur du rapport — « *Aurélien Clément* » — force bien souvent le trait. L'auteur, ou les auteurs ? Quelqu'un, en tout cas, qui sait lire une étude du Plan et un tableau de l'INSEE, et ne se contente pas, pour éclairer son propos, d'une analyse hexagonale.

Le livre montre comment « *un bon usage de la crise économique est possible pour culpabiliser le corps social* ». « *La marchandisation générale de la société serait (...) rapidement contestée si les deux millions et demi de chômeurs prévus officiellement en France en 1985, n'étaient pas, au plus profond d'eux-mêmes, persuadés de leur intime responsabilité dans cette situation* » D'où, notamment, l'utilité de la remise en honneur de « *la théorie des inégalités génétiques, donc naturelles* ». D'où, aussi, « *l'importance qu'attache le rapport aux mises en scène idéologiques, aux mythes officiels, à l'ensemble des contre-vérités acceptées comme évidentes, qui sont nécessaires au bon ordre social* ».

Tout le rapport développe cette idée : il faut que « *les dominés participent à l'autogestion de leur domination* ». Pamphlet ? Sans doute, mais bourré de statistiques authentiques : sur le commerce extérieur, le pétrole, le tiers-monde, l'emploi, etc L'auteur connaît ses classiques de la « *nouvelle économie* » et de la « *droite élitiste et socio-biologique* », mais, dit-il, il faudra du temps à cette pensée pour s'imposer comme idéologie dominante En attendant, « *le projet de société duale ou d'économie duale* » est « *un bon médicament analgésique* » : « *le secteur « convivial » ou d'économie « informelle » servira (...) d'amortisseur social* » — un moyen de « *décrisper* » la société tout en assurant « *la reproduction des inégalités de génération en génération* ».

Un « *rapport* » qui se lit d'une traite et ouvre les yeux tout grands sur une œuvre maîtresse de décervelage en douceur. — J. D.

★ Aurélien Clément : *Anesthésie française, rapport Clément 1981*. Editions Jacques-Marie Laffont et Associés, à Lyon ; diffusion SIG, 116, rue du Cherche-Midi, Paris. 190 pages. Environ 56 F.

Les quatre « grands » candidats répondent à la revue « l'Arche »

La revue « l'Arche », éditée par le Fonds social juif unifié (F.S.J.U.), publie dans son numéro d'avril l'interview de quatre « grands candidats ». Les mêmes questions leur ont été posées, concernant la politique française au Proche-Orient, la renaissance du racisme et de l'antisémitisme et le rôle spécifique de la communauté juive. Ils ont notamment répondu :

M. JACQUES CHIRAC

« Mes réserves [à l'égard des accords de Camp David] tiennent au fait que les accords ne semblent pas déboucher sur une solution globale sans laquelle il ne peut y avoir un règlement définitif du conflit israélo-arabe. (...) Je ne pense pas qu'il puisse y avoir une solution globale sans que les Palestiniens aient une terre à eux, mais aussi sans que Israël voie son existence reconnue et garantie par ceux-ci comme par les Etats arabes. (...) Comme maire de Paris, et avant l'attentat de Copernic, j'avais, à maintes reprises, demandé au gouvernement de renforcer les effectifs de la police parisienne et d'assumer des protections. J'avais aussi demandé que soit mis fin à l'action de la FANE. Il a malheureusement fallu attendre Copernic pour que le gouvernement réagisse — avec retard et hésitation. (...) Je n'oublie pas, bien sûr, que, malgré des vicissitudes, des persécutions, des expulsions, le judaïsme a été présent sur tout ou partie du territoire de la France depuis plus de deux mille ans. »

M. GISCARD D'ESTAING

« La préoccupation majeure de la France au Proche-Orient, c'est la recherche d'un règlement global, qui permette à cette région du monde de retrouver enfin la paix à laquelle aspirent tous les peuples qui l'habitent. Ce règlement global implique — et la France l'a toujours hautement affirmé — la reconnaissance pleine et entière de l'Etat d'Israël par l'ensemble des Etats voisins, reconnaissance assortie de garanties incontestables pour sa sécurité. Mais cette situation de paix ne sera obtenue que si, parallèlement, une solution est trouvée au problème des droits du peuple palestinien. (...) A la suite de l'attentat de la rue Copernic, la réaction unanime de la communauté nationale, en écho aux déclarations du président de la République, ont confirmé, si c'était nécessaire, la solidarité du pays tout entier avec la communauté juive de France dans une opposition déterminée à l'antisémitisme sous toutes ses formes. (...) Comme je l'ai dit moi-même à Jacques Chancel, dans une « Radioscopie », après l'attentat de la rue Copernic, les Français juifs ont payé plus cher que les autres Français le droit d'être des Français comme les autres. »

M. GEORGES MARCHAIS

« Le problème palestinien n'a pas reçu un début de solution. Au contraire, dans les territoires occupés, la répression est quotidienne ; des maires élus sont expulsés, victimes d'attentats ; des colonies sont installées au détriment de la population locale. La situation dans la région demeure explosive comme le montrent les agressions continues contre le Sud-Liban.

Comme nous l'avions prévu, Camp David n'a pas apporté la paix. (...) Notre but, c'est d'en finir avec la société capitaliste dont la règle d'or est précisément l'inégalité, la discrimination, la ségrégation. Par conséquent, la lutte contre toutes ces formes d'oppression que sont les inégalités sociales, les discriminations fondées sur l'âge ou le sexe, la ségrégation religieuse ou raciale, est au cœur de notre combat.

Voilà pourquoi notre parti constitue dans notre pays un rempart solide, inébranlable, à l'antisémitisme comme à toute autre forme de racisme. »

M. FRANÇOIS MITTERRAND

« J'ai approuvé le processus qui devait conduire à la paix entre l'Egypte et Israël : la visite du président Sadate en Israël, les accords de Camp David (...). Le gouvernement français et M. Valéry Giscard d'Estaing ont eu une autre appréciation. Je le regrette (...). J'ai parlé à mes amis israéliens du droit des Palestiniens à disposer d'une patrie, alors qu'au Caire, en 1975, avec le président Sadate, et à Alger en 1977, avec le président Boumédienne, j'ai réaffirmé que rien ne serait possible sans la reconnaissance, par les pays arabes, du droit d'Israël d'exister dans des frontières sûres et reconnues. M. Giscard d'Estaing, quant à lui, s'est contenté de regarder Israël à la jumelle, d'un fortin militaire jordanien (...). En novembre 1980, j'ai longuement énuméré, lors de mon intervention à l'Assemblée nationale, après la tragédie de la rue Copernic, la liste impressionnante d'attentats racistes impunis : les malfaiteurs de droit commun sont arrêtés lorsque la police s'y emploie, alors que les crimes racistes ne sont pas traités avec la même exigence. Tout un climat s'est ainsi instauré au fil des ans. Une presse gouvernementale à grande diffusion véhicule impunément des thèmes racistes. Je crois que le silence de M. Giscard d'Estaing et une certaine absence du gouvernement après l'attentat exprimaient une gêne. »

Les autres candidats

Le président du Mouvement occitan V.V.A.P. déclare forfait

M. Alirol : « La gauche a joué un rôle dont elle n'a pas à être fière »

M. Gustave Alirol, assistant à la faculté de droit de l'université Jean-Moulin de Lyon, président du mouvement socialiste et autonomiste occitan Volem viure al païs (V.V.A.P. - Nous voulons vivre au pays »), a annoncé, samedi 4 avril, au Puy, qu'il renonce à se présenter à l'élection présidentielle. « Je déclare forfait dans la course à la candidature, n'ayant pu recueillir que deux cent quatre signatures », a-t-il expliqué. « Nous regrettons que, face au barrage des cinq cents signatures, le gauche française ait joué un rôle dont elle n'a pas à être fière en renforçant l'importance de ce barrage, conjuguant ses efforts avec les pressions des autorités en place. »

Dans un entretien qu'il nous avait accordé il y a quelques jours, avant de prendre sa décision de se retirer de la compétition, M. Alirol nous avait notamment déclaré, à propos des relations entre les partis de gauche et le mouvement occitan :

« Après une attitude essentiellement revendicative, il s'agit maintenant d'élever l'enjeu occitan au plan politique et de présenter un projet permettant une intervention directe dans le champ politique (...). Le parti communiste a parfaitement compris que l'aspiration occitane correspond à quelque chose de profond au plan social et politique. Mais il ne suffit pas d'arborer, en Languedoc, le drapeau occitan et de reprendre partout le mot d'ordre : « Vivre et travailler au pays ! » pour avoir une perspective occitane.

Le P.C. refuse des solutions spécifiques. Quand M. Marchais parle de « régions », nous disons « Occitanie ». La démarche du P.C. est fondamentalement ambiguë. Alors que la base militante est très sensible à tout ce qu'est le sentiment occitan, l'appareil parisien se préoccupe seulement d'adapter de manière formelle ses positions hexagonales aux différentes sensibilités « régionales », ce qui permet à M. Marchais de parler du « droit de vivre au pays », *indifféremment en Occitanie et en région parisienne, comme si les problèmes étaient de même nature* (...). *Que V.V.A.P. ait souligné — une fois en 1978 — certaines convergences avec le P.S. ne signifie ni alignement, ni accord sur le fond. L'attitude du P.S. sur la question européenne est une des divergences importantes* (...). *Face aux problèmes qui sont ceux de l'Occitanie tout entière, un projet global s'impose, que la gauche, majoritaire dans tous les conseils régionaux d'Occitanie et gérante du pays, pourrait impulser, s'appuyant sur le souffle populaire de l'aspiration occitane. Or elle ne le fait pas* (...). *Elle se sert de la question occitane comme d'un terrain de bataille où se répercutent ses divisions hexagonales. Le renforcement d'un pôle politique occitan autonome est donc plus que jamais indispensable pour montrer la voie à une union populaire autour d'un projet d'avenir pour ce pays. »*

M. MICHEL JOBERT : Georges Pompidou était contre l'idée d'un second septennat.

M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, écrit dans sa lettre mensuelle d'avril : *« Sans doute Giscard est-il passé à côté de ses responsabilités en s'obstinant à se représenter, allant ainsi vers un humiliant désaveu ou une douteuse victoire. En mai 1969, quelques heures avant de quitter le bureau d'où il avait mené sa campagne présidentielle pour s'installer à l'Elysée, Georges Pompidou me demandait : « Si dans sept ans, gagné par je » ne sais quelle raison, je pen- » chais à me représenter, je » compte sur vous pour venir me » rappeler que ce serait une folie, » et je vous le déclare aujour- » d'hui. »*

« *Pareille réflexion,* conclut M. Jobert, *n'a jamais dû effleurer l'esprit de Giscard. C'est là sans doute ce qu'il appelle son sang-froid. Je lui préfère la lucidité de son prédécesseur.* »

● *M. Michel Debré* a lancé, le samedi 4 avril, un appel aux habitants de la Réunion dont il est l'un des trois élus à l'Assemblée nationale. L'ancien premier ministre, qui ne se rendra pas dans l'île avant le premier tour, demande aux Réunionnais de lui accorder leurs suffrages et déclare : *« C'est pour m'opposer aux séparatistes qui voulaient votre malheur que je me suis présenté au suffrage des électeurs réunionnais et j'ai vaincu les séparatistes. »*

D'autre part, dans une interview publiée le lundi 6 avril par la *Lettre verte*, M. Debré déclare : *« Notre pays doit confirmer son attachement à la protection communautaire et à la solidarité financière. » « Il faut,* ajoute M. Debré, *généraliser le prélèvement douanier pour les produits importés, taxer les importations de produits qui fabriquent artificiellement des excédents européens (matières grasses et aliments du bétail), enfin négocier dans un sens plus restrictif les dérogations transitoires à la préférence communautaire. »*

● *M. Jacques Vendroux*, beau-frère du général de Gaulle, écrit dans le bulletin de l'association nationale d'action pour la fidélité au général de Gaulle : *« S'il existe un candidat à la présidence de la République qui ait le droit de se dire le vrai continuateur du général de Gaulle, c'est Michel Debré. »*

Mme Garaud : mes concurrents ne disent pas la vérité

Soucieuse de dire aux Français la « vérité », c'est-à-dire la sienne, Mme Marie-France Garaud continue de tenir des propos qui dérangent autant ses concurrents que certaines catégories d'électeurs. Devant ses « groupes de solidarité » (comités de soutien) réunis, samedi 4 avril à Paris, elle a dit son opposition à toute exonération d'impôt en faveur des revenus les plus modestes, après avoir demandé une nouvelle fois que l'on mette fin à l' « irresponsabilité » des fonctionnaires, et que l'on réduise la couverture sociale des Français. Dans la mesure où elle n'a aucune ambition électorale, Mme Garaud, qui entend poursuivre son action au-delà de l'élection présidentielle, peut se permettre d'effrayer la plus grande partie des électeurs. Elle ne manque pas de le faire.

L'ancienne conseillère de Georges Pompidou et de M. Jacques Chirac se prévaut, d'autre part, de la connaissance des dossiers politiques, qu'elle a acquise en exerçant ses fonctions, pour affirmer que deux des grands candidats, MM. Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, ne disent pas, pendant cette campagne électorale, ce qu'ils ont fait à l'Elysée et à Matignon, ou présentent aux électeurs des versions rectifiées de leur action. Faisant état, le 1er avril, d'une conversation privée, Mme Garaud avait laissé entendre que MM. Giscard d'Estaing et Chirac tenaient, à l'époque, la crise économique pour un phénomène passager. Samedi 4 avril, elle a remarqué que M. Jacques Chirac combat aujourd'hui des mesures — taxe professionnelle, impôt sur les plus-values — qu'il considérait, lorsqu'il était premier ministre, comme des lois d' « égalisation sociale ».

Emportée par la passion, Mme Garaud prend cependant quelque liberté avec la « vérité » qu'elle prétend défendre. Elle s'est laissée aller, samedi, à affirmer que les propos tenus par M. Giscard d'Estaing sur les attitudes « irresponsables » de certains de ses concurrents en matière de défense sont une critique de l'action engagée par le général de Gaulle et poursuivie par Georges Pompidou dans ce domaine. — J.-Y. L.

Devant ses « groupes de solidarité » (comités de soutien) réunis samedi 4 avril à Paris, Mme Marie-France Garaud a rappelé les trois grands thèmes de sa campagne : « Campagne de vérité, pour l'indépendance et la solidarité ».

Mme Garaud a le sentiment que la campagne présidentielle « *ne se passe pas dans la vérité* ». « *Le citoyen-candidat,* dit-elle, *n'est pas traité comme les autres candidats. Les moyens de la présidence sont mis au service de sa nouvelle virginité. Lorsqu'on a gouverné un pays pendant sept ans, on ne devrait pas avoir à faire campagne. On devrait être candidat pour penser que le pays vous réélira sur le bilan des sept années écoulées. C'est ainsi que Charles de Gaulle avait été candidat en 1965. Il n'avait pas fait campagne. Il avait utilisé le temps de la campagne officielle pour développer les objectifs de son nouveau septennat. Aujourd'hui, nous assistons à une entreprise dans laquelle on essaie de nous convaincre que tout ce qui a été fait résultait de la fatalité des choses et qu'à partir de maintenant, ayant enfin acquis l'expérience nécessaire, nous allons pouvoir affronter réellement les problèmes.* »

M. François Mitterrand, pour sa part, « *essaie de faire croire, dans le flou artistique, qu'il est le candidat du parti socialiste sans avoir le programme du parti socialiste et qu'il va être élu avec les voix de l'union de la gauche en étant séparé d'avec les communistes* ». Quant à M. Chirac, son attitude n'est pas non plus « *entièrement satisfaisante du point de vue de la vérité* », estime Mme Garaud. « *Il condamne la politique étrangère du chef de l'Etat,* remarque-t-elle, *alors que pendant des mois et des mois nous n'avons entendu que son silence. Au nom de l'antitechnocratie, il condamne des mesures, telles que la taxe professionnelle ou l'impôt sur les plus values. A l'époque* (M. Chirac étant premier ministre), *il les considérait comme des lois d'« égalisation sociale.* »

Après avoir regretté que les « petits » candidats remplissent « *le rôle des « domestiques » dans le Tour de France, de ceux qui ne sont pas là pour gagner mais pour empêcher les autres de gagner* », Mme Garaud a répondu à ses détracteurs qui lui reprochent d'avoir bénéficié de soutiens politiques pour obtenir ses parrainages et de soutiens financiers. « *Je ne dois les signatures que j'ai obtenues à personne d'autre qu'aux maires qui les ont données. Je ne dois rien à personne sur le plan financier et je crois être la seule dans cette élection à pouvoir m'exprimer ainsi* », a-t-elle dit. Mme Garaud juge « *ahurissant* » que des « *candidats, citoyens ou pas, dépensent 10 à 15 millions de centimes* » pour leurs campagnes. « *Ces sommes peuvent-elles venir de fonds avouables ? Je ne le crois pas* », a-t-elle dit.

Pas d'exonération d'impôts

Traitant ensuite de politique étrangère, Mme Garaud s'est déclarée « *surprise* » par les déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing, le 30 mars sur Antenne 2. « *Il a dit textuellement : « Je pourrais être très sévère à » l'égard de ceux qui me criti- » quent aujourd'hui et qui, au » cours de ces quinze dernières » années, ont eu des attitudes » irresponsables en matière de » défense nationale. » « Ceux » ne pouvaient être que le général de Gaulle et Georges Pompidou. Je trouve cela étonnant. (...) M. Valéry Giscard d'Estaing a vécu sur l'acquis de ses prédécesseurs.* » (1).

Opposée à l'exonération d'impôt pour les revenus les plus modestes, elle suggère la mise en place « *d'un système de timbres* » d'un montant très faible (10 francs par exemple) afin « *que chaque citoyen paie l'impôt* ». « *Il n'y a pas,* dit-elle, *des citoyens minables et des citoyens à part entière.* » Mme Garaud est, d'autre part, favorable à la restauration de la concurrence bancaire afin d'obtenir un abaissement des crédits d'investissements à long terme.

(1) M. Valéry Giscard d'Estaing avait déclaré, le 30 mars, au cours de l'émission « Cartes sur table » : « *Quand j'entends reprocher au président de la République d'avoir poursuivi un dialogue pour la paix et quand je pense aux attitudes qui ont été prises depuis quinze ans en ce qui concerne notre défense nationale, les moyens de cette défense nationale, je dis là qu'il y a un haut degré d'irresponsabilité.* » Cette déclaration devait être interprétée comme une réplique à MM. Georges Marchais et François Mitterrand, les parlementaires du P.S. et du P.C.F. ayant toujours voté contre les budgets de la défense.

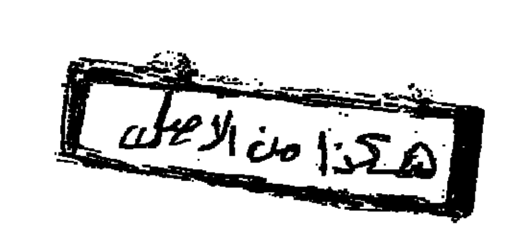
Le septennat « n'a pas réduit les inégalités »

estime le SGEN-C.F.D.T.

« *Les réformes giscardiennes auront surtout servi à tailler l'habit neuf de la sélection sociale* », a déclaré, jeudi 2 avril, à Paris, M. Patrice Béghain, secrétaire général du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN - C.F.D.T.). Dénonçant l'absence d'actions en profondeur contre l'échec scolaire dans l'enseignement pré-élémentaire, le renoncement à la préscolarisation des enfants de deux à trois ans, la réforme des C.A.P. et la mise en place « autoritaire » de la carte scolaire et universitaire, M. Béghain a critiqué un septennat qui, contrairement à ses prétentions, « *n'a pas réduit les inégalités* ».

Pour les personnels dépendant des ministères de l'éducation et des universités, le SGEN juge que « *globalement la situation de l'emploi se trouve aggravée en 1981 par rapport à 1974* ». Selon ce syndicat, les conditions de travail sont rendues plus difficiles par les restrictions du recrutement, l'inadaptation de la formation initiale et l'incapacité à assurer des solutions au problème du remplacement. « *L'objectif poursuivi depuis sept ans est de restaurer dans l'éducation un ordre qui fait songer aux périodes les plus autoritaires de notre histoire* », a expliqué M. Béghain, en soulignant le renforcement du contrôle hiérarchique et l'absence de débat et de concertation surtout sensibles pour les personnels dépendant du ministre des universités.

A propos de l'annonce de l'arrêt du recrutement des professeurs d'enseignement général des collèges (P.E.G.C.), le secrétaire général du SGEN a critiqué « *les opérations de nature politique auxquelles s'est livré le ministre de l'éducation en jouant sur les rivalités de tendances à l'intérieur de la FEN* » (*le Monde* du 2 avril). Le SGEN s'interroge aussi sur l'origine du financement qui doit permettre le recrutement supplémentaire de certifiés et d'agrégés et, surtout, sur les mesures envisagées pour intégrer les quelque quatre-vingt mille P.E.G.C. dans le corps des certifiés.



Le Monde

société

Dix mille homosexuels ont manifesté dans Paris

« Le droit à la différence »

Et le cortège se mit en route : dix mille, peut-être, de Maubert à Beaubourg, une vraie « manif » d'organisés. Des gros bras pour le S.O., des banderoles bien léchées avec ses trous en cas de vent. Voilà donc les homosexuels repartis à l'app du CUARH (Comité d'urgence anti-répression homosexuelle), bien en rang, pas « folles » du tout, sauf quelques-uns maquillés, emplumés pour marquer la différence — c'est qu'à la même heure, samedi 4 avril, les immigrés défilaient sur un autre circuit parisien autorisé. Donc des homosexuels plus convenables, apparemment moins provocateurs... à moins que le public ne s'habitue.

Leur marche pour *« les droits et libertés homosexuels »* devait se terminer sans embûches par des prises de parole sur le parvis glissant de Beaubourg : *« Anti-arabes, anti-sémites, anti-homosexuels même racisme »*, avaient-ils lancé aux porte-voix. *« Ils nous menacent, ils nous ramassent, ils nous tabassent, dissolution des brigades anti-homo »*, avaient-ils écrit sur une pancarte. Et sur une autre, ils avaient affirmé : *« Aucune loi ne passera sur nos corps »*. Dans un cœur, un grand Américain en pèlerinage avait dessiné *« San-Francisco »* tout en fleurs.

« Des malades mentaux »

Sous un écriteau *« parents de gay ! »* s'étaient abritées quelques jeunes gens aux lèvres rougies. Et pour en finir avec la couleur, on vit avancer, sous des airs de faux loubards appuyés et fragiles, un ou deux sado-masochistes bottés de cuir et bardés de décorations roses. Une poignée d'hommes habillés en femmes aussi. Sur les trottoirs, les bourgeois-à-épater regardaient paisiblement un couple de garçons qui poussait devant lui un landau où dormait « leur » enfant et plus loin deux lesbiennes qui traînaient par la main « leur » fillette fatiguée.

Ils manifestaient pour que l'homosexualité ne soit plus classée parmi les « troubles mentaux » par l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), ils exigeaient la suppression de l'article 331, alinéa 2, du code pénal qui maintient le délit d'homosexualité et la dissolution de ce qu'ils appellent le groupe de contrôle des homosexuels de la préfecture de police de Paris. Ils protestaient contre les interdictions professionnelles, et pour obtenir plus aisément la garde de leurs enfants. *« Nous avons vécu une journée historique »*, disaient-ils entre eux à l'issue de la manifestation. D'autant plus qu'ils avaient reçu de nombreux messages de sympathie : *« les frères et sœurs du Québec »* les avaient assurés de leur amour. D'autant plus que les partis politiques de gauche ne leur avaient pas ménagé leur soutien, même si, prudemment, ils ne s'étaient pas fait représenter. Le P.S. et le P.C. leur avaient reconnu le *« droit à la différence »*.

Sur le parcours, leur cause paraissait entendue. Des fêtards sortant d'un restaurant firent les « machos » devant leurs épouses. Une vieille dame piqua une sainte colère, mais, ces quelques bastions de vieille morale enlevés, il n'y eut plus que des spectateurs amusés. *« Ça a toujours existé, même au temps des rois et des reines »*, philosophait une marchande de journaux. Devant l'église Saint-Paul, les enfants qui sortaient, en aube blanche, de la fête de la foi ne parurent pas étonnés. Aux côtés de leurs parents endimanchés, pas peu fiers de leurs communiants, ils durent assister au spectacle de ces pratiquants de la *« contre-nature »*. *« Alleluia, allez-luia ! »*, *« Mineurs, majeurs dans un même lit ! »*, jusqu'à la banderole du *« Christ libérateur » : « Aimons-nous les uns les autres ! »*. Stoïques, tolérants — pas une main de parents ne tomba sur les yeux des chérubins, — ils ont subi tout le défilé. Une mère enchapeautée a bien hasardé : *« Si ça continue, je retourne dans l'église »*, mais les autres n'ont pas lancé un anathème, il n'y eut pas une convulsion. Pour ceux-là aussi, désormais, le scandale est ailleurs.

CHRISTIAN COLOMBANI.

« BATTRE LES CANDIDATS DE LA DROITE »

A l'issue de la manifestation, la Coordination nationale des homosexuels, qui regroupait les organisations homosexuelles d'une trentaine de villes de France, excepté les homophiles du mouvement modéré Arcadie, a appelé samedi 4 avril ses militants à voter au premier tour de l'élection présidentielle en fonction des réponses apportées par les candidats aux revendications du CUARH. Le R.P.R. et l'U.D.F., contrairement aux partis de gauche, n'ayant pas défini leur politique à l'égard des homosexuels, le CUARH a incité ses membres et ses sympathisants à battre au second tour les candidats de la droite.

Au cours du gala qui avait lieu le soir à la Mutualité, à Paris, plusieurs milliers de personnes ont fait un triomphe à Juliette Gréco venue les soutenir, puis les homosexuels ont décerné le prix 1981 de l'homophobie au « groupe de contrôle des homosexuels de la préfecture de police de Paris ».

ÉDUCATION

UN SÉMINAIRE SUR LA RÉUSSITE A L'ÉCOLE

M. Beullac se déclare favorable à un « enseignement de plus en plus personnalisé »

M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, a clôturé, vendredi 3 avril à Paris, les travaux d'un séminaire sur le thème : « Réussir à l'école ». Cette rencontre, organisée par l'Institut national de la recherche pédagogique (I.N.R.P.), a réuni pendant deux jours cent cinquante-cinq experts — hauts fonctionnaires de l'éducation, universitaires, chercheurs, médecins, sociologues — chargés de préparer un colloque international prévu pour le mois de novembre prochain à Paris.

Le ministre de l'éducation a répété les deux raisons qui justifient, à ses yeux, l'effort pour promouvoir la réussite scolaire et qu'il avait énoncées le 16 octobre dernier en présentant ce thème comme l'une de ses priorités pour l'année en cours (*le Monde* du 18 octobre 1980) : « La justice sociale » et « L'efficacité économique ». Il a fixé pour ambition aux participants de mettre l'accent sur la vie de l'enfant *« dans sa globalité »*. Les conditions matérielles qui retentissent sur sa résistance physique et sur sa capacité d'attention doivent être prises en compte, comme les difficultés affectives et psychologiques. Il faut échapper, estime M. Beullac, aux contradictions entre *« l'enfant des parents, l'enfant du pédagogue, l'enfant des psychologues et des psychiatres »*.

Enfin, le ministre de l'éducation a insisté sur l'importance de la *« pédagogie différenciée »*, d'un *« enseignement de plus en plus personnalisé »*. S'il n'est pas question de revenir aux anciennes filières, le *« droit à la différence »*, l' *« hétérogénéité des élèves dans la diversité des aptitudes, des compétences et des attitudes »* doivent être pris en charge. *« Quel est le rapport qui s'établit*, s'est interrogé M. Beullac, *entre le droit à la différence (et) une conception égalitaire de l'éducation ? Il semble que nous nous dirigions vers une personnalisation de l'enseignement, vers des pédagogies de maîtrise, vers le développement d'une autonomie. Mais cela remet en cause les rapports entre les différents partenaires. Leurs intérêts peuvent être contradictoires. »*

Ce séminaire préparatoire au colloque souhaité par le ministre de l'éducation a, de fait, agité une multitude de thèmes dont on présume la corrélation avec la réussite et l'échec scolaires. Le ministre de l'éducation a invité les experts à *« ne pas se donner d'interdits »*.

[Les conclusions présentées au colloque ont estompé certains aspects évoqués au cours des discussions, et non des moindres : l'entrée à l'école, par exemple, des langages, des valeurs, des comportements, liés aux sociaux-cultures ouvrières, régionales ou étrangères. D'ailleurs, dès les premières interventions, il avait été indiqué que le rôle des déterminants sociologiques de l'échec scolaire ne serait pas envisagé afin « de ne pas démobiliser les enseignants » en les plaçant devant des facteurs sur lesquels ils n'auraient pas de prise immédiate.

Ce choix pose un double problème, politique et scientifique. Il révèle aussi une stratégie du court terme qui n'est pas sans pertinence et se résume par la formule : que peut-on faire, ici et maintenant, pour réduire l'échec de centaines de milliers d'élèves ? Mais qui laisse subsister la question : où et quand conduira-t-on enfin une recherche fondamentale sur la réussite et l'échec scolaires ?]

CHARLES VIAL.

● *M. Daniel Levier*, professeur spécialiste de civilisation anglaise, a été réélu, le 26 mars, président de l'université de Pau et des pays de l'Adour.

● *M. Daniel Delrez*, conseiller général socialiste de Moselle, s'inquiète de la qualité réelle de trente étudiants syriens, inscrits à l'université de Metz, et qui, selon lui, sont en fait des militaires. Lors de la signature d'une convention avec l'Institut universitaire de technologie (I.U.T.), en vue de la formation en génie mécanique et électrique de trente étudiants syriens, *« il avait été caché de tous*, affirme M. Delrez, *que ces étudiants étaient en fait des militaires »*. S'il a confirmé la présence de ces trente Syriens depuis le 11 mars dernier, le directeur de l'I.U.T. de Metz a ajouté que rien ne permettait d'affirmer qu'il s'agissait de militaires.

DÉFENSE

DEUX FORTS DE LA LIGNE MAGINOT SERVIRONT DE P.C. A LA Ire ARMÉE

Le commandement de la VIe région militaire, à Metz, a décidé de remettre en état deux des quatre-vingt-treize fortins de la ligne Maginot dans l'est de la France : les ouvrages de Rochonvillers et de Molvange, qui sont déjà en cours de rénovation.

En février dernier, lors de l'exercice « Marceau » de la Ire armée, dont le commandement est à Strasbourg, ces deux forts ont été utilisés comme P.C. de manœuvre. L'état-major, ayant retenu cette formule, a décidé de transformer les deux ouvrages de Rochonvillers et de Molvange en postes permanents de commandement.

Au siège de la VIe région militaire, on dément les rumeurs locales selon lesquelles il pourrait s'agir de créer des laboratoires d'expérimentation des gaz de combat dans les deux fortins choisis pour servir de postes de commandement de la Ire armée.

RELIGION

L'INSTALLATION DU GRAND RABBIN DE FRANCE

« Notre communauté est en danger » estime M. René Sirat

La cérémonie d'installation de M. René Sirat comme grand rabbin de France, dix mois après son élection (le 8 juin 1980) à la tête de six cent cinquante mille juifs français, a eu lieu le dimanche 5 avril à la synagogue de la rue de la Victoire, à Paris (9e). Cette date, le 1er Nissan 5741 selon le calendrier juif, correspond au Nouvel An puisque c'était la date à partir de laquelle on comptait les années de règne des anciens rois d'Israël.

Lui-même issu de la tradition sépharade, puisque né en Algérie, le grand rabbin Sirat, âgé de cinquante et un ans, a voulu souligner l'unité de la communauté juive française par le choix des chants aussi bien ashkénazes que sépharades pour la cérémonie d'installation. Devant de nombreuses personnalités politiques et religieuses — M. Jean Serisé, qui représentait le président de la République ; M. Alain Poher, président du Sénat ; Mme Simone Weil, présidente de l'Assemblée européenne ; MM. Christian Bonnet ; Jean Mattéoli, Jacques Chirac, maire de Paris ; Michel Debré, Lionel Jospin, le Père Bernard Dupuy, secrétaire du comité épiscopal pour les relations avec le judaïsme ; le pasteur Bernard Nicolas, représentant de la Fédération protestante de France, et Si Hamza Boubakeur, recteur de l'institut musulman de la mosquée de Paris, — le grand rabbin Sirat a prononcé un long discours sur les grands problèmes d'actualité auxquels est confrontée la communauté juive de France. En voici quelques extraits :

Le discours vigoureux du grand rabbin René Sirat a été scandé par la phrase *« Oui, notre communauté est en danger »*, répétée sept fois. Les dangers auxquels le grand rabbin a fait allusion sont de divers ordres. Tout d'abord, en ce qui concerne les violences physiques, M. Sirat a rappelé les événements de la rue Copernic. Après avoir salué les manifestations de sympathie dont ont fait preuve à cette occasion les autorités publiques, les chrétiens et la grande majorité des Français, il a néanmoins ajouté : *« Le fait que, malgré les efforts de la police, aucun responsable n'ait été arrêté à ce jour, prouve la complexité et l'étendue du mal qui risque de porter atteinte au corps sain de notre pays. »*

Danger, ensuite, représenté par *« des pseudo-scientifiques* [qui] *veulent nous voler jusqu'au souvenir des disparus du génocide nazi »* ainsi que par ceux qui voudraient *« nous empêcher de clamer notre solidarité avec Israël, porteur d'espérance pour le peuple juif et l'humanité tout entière »*.

En abordant les dangers *« sur le plan spirituel »*, le grand rabbin a évoqué les relations entre juifs et chrétiens pour dire : *« Si on peut légitimement parler d'amitié entre juifs et chrétiens, on ne saurait, sans abus de langage, parler de religion judéo-chrétienne. On est juif ou on est chrétien. Personne au monde n'a le droit de se proclamer à la fois juif et chrétien. Nos ancêtres aux onzième et douzième siècles sont morts par milliers sur le bûcher aux temps des croisades parce qu'ils avaient refusé un tel amalgame. Nos ancêtres sont morts sur les bûchers de Torquemada parce que, après avoir accepté sous la contrainte d'acquiescer au baptême forcé, ils étaient revenus à la foi pure et idéale de leurs pères.*

» Oui, notre communauté est en danger, a poursuivi M. Sirat, *puisque, à nouveau réapparaissent des accusations dont on a fait justice depuis longtemps et que l'on croyait définitivement mortes et enterrées à Auschwitz : la conception que l'on attribue faussement au judaïsme d'une justice basée sur la loi du talion opposée à la loi d'amour pourtant révélée au monde par la Torah de Moïse, donnant ainsi du judaïsme une image dénaturée et contraire à la vérité. »*

Une perte dramatique de spiritualité

Le plus grave de tous les dangers énumérés par le grand rabbin est, selon lui, *« le danger de perdre son âme par une déjudaïsation lente, mais dramatique »*. Et M. Sirat a encouragé ses auditeurs à apprendre l'hébreu, à pratiquer leur religion et à développer le système d'éducation juif.

Les deux derniers dangers dénoncés par le grand rabbin visent d'abord la société française — *« La perte de spiritualité qui caractérise la civilisation occidentale de cette fin de siècle risque d'être dramatique pour toutes les familles religieuses ou philosophiques de notre pays »*. — et ensuite l'humanité tout entière. Et le grand rabbin de citer : la faim dans le monde, la négation des droits de l'homme, le peu de cas fait par les Nations unies des accords de Camp David, et les points chauds : Afghanistan, Pologne et Liban.

Pour terminer, le grand rabbin a souhaité que se poursuive le dialogue entre juifs et chrétiens et entre juifs et musulmans, mais un dialogue *« sincère, loyal, dépourvu d'arrière-pensées »*. *« Qu'il me soit permis en ce jour solennel*, a-t-il dit en conclusion, *de lancer un appel aux autorités morales et religieuses de ce pays pour que, conscientes les unes et les autres des dangers qui guettent notre société, nous réfléchissions ensemble aux besoins spirituels et moraux de notre jeunesse et de la population adulte, et, au nom du monothéisme biblique qui nous est commun, nous puissions envisager des modalités d'intervention dans le domaine qui est le nôtre, c'est-à-dire dans le domaine de la spiritualité et de la religion. »*

JUSTICE

Une réorganisation du ministère de la justice provoque un préavis de grève de la C.F.D.T.

L'administration pénitentiaire a retrouvé la maîtrise de l'équipement et de la construction des prisons. Un décret paru au *Journal officiel* du 31 mars précise qu'elle a désormais *« la responsabilité de l'équipement mobilier et immobilier de l'ensemble des services extérieurs pénitentiaires »*. A ce titre, ajoute le décret, *« elle établit le programme général d'équipement de ces services et assure la conduite des opérations de construction tant sur le plan technique que financier »*. La responsabilité de ces opérations incombait depuis 1964 au service de l'administration générale et de l'équipement du ministère de la justice.

Cette réorganisation était souhaitée par la fédération F.O. de la justice, qui, après la tentative d'évasion de Philippe Maurice de la prison de Fresnes se demandait *« dans quelles conditions les services de l'équipement de la chancellerie ont ou n'ont pas déféré aux demandes de la direction locale et celles de la direction générale pour la fourniture et la pose rapide de portiques de sécurité »*, auxquels seraient notamment soumis sans exception les avocats rendant visite à un détenu (*le Monde* du 28 mars). Lors de sa tentative d'évasion, Philippe Maurice avait blessé grièvement un surveillant avec un pistolet apporté par Me Brigitte Hemmerlin.

Le transfert de la responsabilité de l'équipement des prisons à l'administration pénitentiaire est également approuvé par la Fédération nationale justice C.G.T. Mais il est contesté par le syndicat C.F.D.T. de l'administration centrale du ministère de la justice, qui y voit un *« repli »* et qui proteste contre une réorganisation *« décidée sans aucune concertation et affectant brutalement des agents »*. Ce syndicat, ainsi que le syndicat C.F.D.T. des personnels médico-socio-éducatifs, a déposé un préavis de grève de vingt-quatre heures reconductible pour le mardi 7 avril. Ce mot d'ordre a aussi pour origine le licenciement de trois agents contractuels : un ingénieur affecté depuis onze ans à l'administration pénitentiaire, pour suppression d'emploi ; une assistante sociale de Fleury-Mérogis à qui on reproche d'avoir transmis sans autorisation une lettre d'une détenue à son employeur ; une psychologue de Fresnes, licenciée, selon la C.F.D.T., *« sans motif sérieux »* après son retour de congé maternité.

● *Condamnation pour menaces téléphoniques.* — MM. Jean-Claude Lemoine, trente ans, et Patrice Métais, vingt-trois ans, agents d'une société de surveillance, ont été condamnés à six mois d'emprisonnement avec sursis, le 2 avril, par la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris pour violences avec préméditation. Ils avaient adressé au gardien de la synagogue de la rue Copernic, le 1er mars, une série d'appels téléphoniques annonçant un nouvel attentat encore plus grave que celui du 3 octobre 1980. Le gardien de la synagogue, M. Illouz, sérieusement traumatisé par ces menaces a obtenu 1 franc de dommages et intérêts.

Plusieurs syndicats réclament la libération de Mlle Colette Meynard

Bien que le pourvoi en cassation de Mme Colette Meynard ait été rejeté (*le Monde* du 20 mars) ses amis ne désarment pas et intensifient leur campagne pour sa libération. Agée de trente-trois ans, institutrice à Pierrefitte (Seine-Saint-Denis), militante du S.G.E.N.-C.F.D.T., Mlle Meynard a été condamnée le 9 juillet 1980 à cinq années de détention, dont la moitié assortie du sursis. La Cour de sûreté de l'Etat l'a jugée coupable de s'être rendue au Liban au mois de mars 1978, en compagnie de MM. Pantaléon Alessandri, vingt-six ans, et Laurent Covili, trente-sept ans, pour le compte du Front de libération nationale de la Corse et d'avoir pris contact avec l'organisation palestinienne El Fath afin d'obtenir des armes et un entraînement.

Selon le S.G.E.N.-C.F.D.T., l'U.R.P.-C.F.D.T., la FEN et la C.F.D.T. nationale qui ont réuni une conférence de presse le 1er avril, l'institutrice a été condamnée par la Cour de sûreté de l'Etat sur la base d'un dossier vide, pour délit d'opinion *« Elle n'a dissimulé ni l'intérêt qu'elle porte à la Corse et aux Palestiniens, ni la fréquence de ses séjours dans l'île, mais elle a toujours affirmé qu'elle n'était pas membre du F.L.N.C. »* Quant au rapport sur lequel repose essentiellement l'accusation, les syndicats et le comité national pour la libération et la réintégration professionnelle de Colette Meynard affirment *« qu'il a été « perdu » et n'a jamais fait l'objet d'une expertise... »*

Les organisations syndicales et le comité demandent donc la libération de l'institutrice et sa réintégration dans l'enseignement. Elle ne doit pas, expliquent-ils, être privée d'un emploi pour une condamnation qui n'a rien à voir avec ses activités professionnelles. Ils se proposent d'intervenir auprès de tous les candidats à la présidence de la République, de continuer la campagne de signatures et l'envoi de cartes-pétition au chef de l'Etat.

Saisissant le cas de Mlle Meynard, les syndicats ont réclamé à nouveau la disparition de la Cour de sûreté de l'Etat et la révision des arrêts qu'elle a prononcés. Selon eux, cette Cour est *« un outil gouvernemental »*. Les juges sont nommés et révoqués par décret en conseil des ministres et certains d'entre eux sont des militaires.

FAITS DIVERS

● *Deux vieillards assassinés.* — Cinq personnes âgées ont été attaquées dans la nuit du 30 au 31 mars, lors de deux agressions commises près de Nancy (Meurthe-et-Moselle). Deux d'entre elles, Mme Denise Miermont (quatre-vingt-neuf ans) et M. Michel Drahon (quatre-vingt-cinq ans), résidant respectivement à Dieulouard et à Choloy-Menillot, sont décédées, la première le 5 avril et la seconde le 31 mars, des suites de leurs blessures.

Faits et jugements

Les Jeunes Avocats de Paris veulent faire la grève du zèle.

Réunie en assemblée générale au palais de justice de Paris, l'Union des jeunes avocats (U.J.A.) a protesté, vendredi 3 avril, contre les conséquences de la procédure de saisine directe instituée par la loi « sécurité et liberté », particulièrement pour les avocats stagiaires, et envisagé une grève du zèle. Cette grève consisterait à plaider de manière approfondie chaque dossier, ce qui aboutirait à une paralysie de l'institution.

« La saisine directe, c'est le T.G.V. de la justice pénale », a indiqué Me Philippe Sarfati, président de l'U.J.A. de Paris. Loin d'avoir supprimé les flagrants délits, comme l'affirmait le garde des sceaux, la loi « sécurité et liberté » les a multipliés par cinq, disent les Jeunes Avocats. De plus, la loi n'est pas vraiment respectée. *« Le substitut devant lequel est déféré le délinquant sitôt son arrestation ne doit l'interroger, la loi est formelle, que si ce dernier en fait la demande*, a précisé M. Sarfati. *Mais, pour aller plus vite et éviter l'embouteillage, on n'informe jamais les personnes de ce droit. Tout est réglé pratiquement quand la personne arrêtée est présentée à un défenseur de permanence, dont, contrairement à tous les principes, la personne déférée n'a pas le libre choix. Si elle a un avocat habituel, on ne lui laisse même pas le temps de l'appeler. »*

« On ne prévient pas non plus les victimes, qui ne sont donc pas représentées à l'audience et perdent leurs drots à être dédommagées, a conclu M. Sarfati. *Or, l'un des buts de « sécurité et liberté » était la protection des victimes. »*

Pas de poursuites contre le gendarme de Molsheim.

Le parquet du tribunal de Saverne (Bas-Rhin) n'envisage pour l'instant aucune poursuite contre le gendarme de la brigade de Molsheim qui a mortellement blessé, jeudi 2 avril, le sergent Gabriel Karleskind, vingt-trois ans, alors que celui-ci essayait de s'enfuir avec cinq camarades après avoir volé une voiture (*le Monde* du 3 avril). Les autorités judiciaires ont précisé qu'il n'y avait pas lieu d'ouvrir une information mais que celle-ci pourrait l'être s'il y avait, dans les prochains jours, constitution de partie civile. Le gendarme avait indiqué qu'il avait fait feu *« réglementairement, après les sommations d'usage »*.

Quatre des compagnons de la victime, MM Antoine Duquenet, vingt et un ans, Christian Stawniak, dix-neuf ans, Maurice Brument, dix-neuf ans également, et Eric Martin, vingt ans, ont été inculpés, vendredi 3 avril, de vol, tentative de vol et complicité de vol. Les deux premiers d'entre eux ont été écroués en raison de leurs antécédents judiciaires. Quant à M. Pascal Maroni, blessé à la hanche par les coups de feu tirés par le gendarme, il sera entendu ultérieurement. Tous appartenaient au 153e régiment d'infanterie stationné à Mutzig.

RELIGION

En 1995, un prêtre français sur deux aura moins de soixante-cinq ans

La période des vaches maigres en fait de vocations sacerdotales n'est pas près de se terminer en France. Les statistiques le disent clairement. Etant donné le nombre de candidats à la prêtrise actuellement en cours de formation, les ordinations seront proches d'une centaine par an pendant plusieurs années. Les chiffres les plus impressionnants concernent les prêtres de moins de soixante-cinq ans. En 1975 : 27 731 sur un total de 36 014 ; en 1985 : 17 984 sur 28 099 ; en 1995 : 9 530 sur 20 671.

Il en est pour supposer que, en deçà d'un certain seuil, il sera expédient d'augmenter nettement le nombre des évêques, à titre de compensation et de resserrement de la communauté. Pourquoi pas ?

Pour l'instant, l'Eglise attend des jours meilleurs, sans pessimisme outrancier et sans se croiser les bras. Mais il n'est pas de remède miracle. Les vocations dépendent d'une série de facteurs complexes qui sont loin d'être tous de nature religieuse. Même si demain Rome acceptait d'ordonner des hommes mariés et, à la limite, des femmes, la remontée des vocations ne serait pas foudroyante. Les partisans les plus convaincus de cet élargissement, qui prouverait que l'Eglise marche avec son temps et refuse toute discrimination, le savent parfaitement.

En tout cas, 1981 sera marqué par deux grandes manifestations internationales. La première a trait directement aux vocations. Sur le thème « Eglises particulières et vocations », des évêques délégués par les conférences épiscopales, des supérieurs et supérieures religieux, des responsables d'instituts séculiers et des experts se réuniront à Rome du 10 au 16 mai.

En second lieu, le pape présidera lui-même, à Lourdes en juillet, le congrès eucharistique sur le thème « Jésus-Christ, pain rompu pour un monde nouveau », ou, sous une forme interrogative retenue par le service français des vocations, « Pour un monde nouveau, qui va rompre le pain ? », assortie de cette réponse : « Tous ensemble et pour toutes les nations. » La formule n'est pas équivoque, elle ne dit pas que les laïcs peuvent célébrer l'eucharistie en l'absence de prêtre, mais elle sous-entend que le prêtre n'est pas autosuffisant à l'intérieur de l'Eglise : *« Chaque membre de la communauté est indispensable. L'Eglise a besoin de prêtres, mais ceux-ci ne peuvent remplir leur ministère que dans la mesure où la communauté tout entière répond à sa vocation. »*

L'accent est ainsi déplacé ou plutôt replacé au bon endroit après une longue période où les clercs occupaient une place excessive au détriment des laïcs. Cette articulation prêtre-laïc implique, comme le dit le pape dans son message, que *« le devoir de promouvoir les vocations appartient à toute la communauté chrétienne (...). Il y a là un problème de conscience. Personne ne peut dire : que les autres y pensent ! »*

Il importe donc de ressouder la communauté entre ceux qui la composent et occupent des rôles très divers. Mais il convient de le faire aussi horizontalement ou, si l'on veut, géographiquement. Un slogan affirme : *« Une Eglise diocésaine qui ne pense qu'à survivre ne peut pas vivre. »* Entendons : les Eglises locales ont le devoir de songer à toutes celles qui, à travers le monde, sont plus démunies qu'elles. La France envoie certes moins de « missionnaires » qu'autrefois, mais pour le seul compte de l'organisation dite *Fidei Donum* on compte encore 326 prêtres envoyés par les diocèses de notre pays. Cette circulation sans frontières permet dans les deux sens un enrichissement et un renouvellement pastoral liturgique et spirituel.

HENRI FESQUET.

LA MORT DE MARTHE ROBIN
Une lettre de la famille

Nous avons reçu de la famille de Marthe Robin, la stigmatisée de Châteauneuf - de - Galaure (Drôme), la lettre suivante:

Nous avons trop bien connu Marthe Robin, qui était notre tante, pour ne pas contester l'article d'Anne Gallois dans *le Monde* du 17 février.

Non ! Marthe n'était ni une voyante ni une recluse à l'écart de la vie quotidienne et ne sachant répéter qu'une leçon apprise. Non ! Marthe ne balbutiait pas, mais répondait avec netteté aux questions, suivant leur intérêt, dans un langage pur où les mots étaient à prendre dans leur sens plein.

En 1926, après avoir eu plusieurs méningites, elle est atteinte d'une paralysie progressive l'immobilisant complètement deux ans plus tard. Stigmatisée en 1930, elle devient progressivement aveugle. Elle l'est complètement en 1940. Elle ne dormait plus. Chaque vendredi, dans une offrande totale d'elle-même, elle revivait la Passion du Christ. Elle demeurait comme elle le désirait dans cette maison familiale laissée dans son authenticité campagnarde, telle qu'elle l'avait toujours connue et aimée. Aucun autel dans sa chambre, simplement une commode sur *laquelle* étaient disposées les fleurs qu'elle aimait tant et quelques objets religieux. Une lampe, derrière un rideau, éclairait faiblement la pièce car toute lumière vive aurait provoqué de violentes douleurs à ses yeux. Toute personne venue pour la rencontrer pouvait ainsi la découvrir au bout de quelques instants.

Marthe voulait la discrétion, elle ne lui a jamais été imposée. Il n'a jamais été interdit aux villageois de parler de Marthe ; simplement, ceux-ci ont respecté son bon vouloir. Ne refusant pas de rencontrer les gens, bien au contraire, elle écoutait tous ceux qui lui confiaient leurs douleurs et leurs espoirs, tous ceux qui cherchaient une lumière spirituelle. A tous ceux-là elle répondait d'une voix merveilleusement jeune et claire et non d'une voix chevrotante et lasse. Comment ne pas avoir été frappé par son intuition ? Elle s'apercevait vite de la qualité de son interlocuteur et des raisons qu'il avait d'être là. Ceux qui l'ont approchée ne peuvent que rendre témoignage de son parfait équilibre, de la robustesse de son bon sens et de son réalisme concret. Ils savent aussi la profondeur de son amour pour Dieu et de son attachement à la Vierge Marie.

Marthe n'a été l'instrument de personne. Les Foyers de Charité ont été créés à la suite de l'inspiration qu'elle avait reçue. Ils ont pris corps par la formation progressive de communautés de laïcs autour d'un prêtre. Celles-ci sont avant tout des lieux de ressourcement spirituel ouverts à tous. Enfin, si Marthe est à l'origine de cette grande œuvre, elle ne s'est jamais vu investie d'une mission plus ou moins officielle, elle voulait rester à sa place, chargée de la prière et de l'offrande. Elle disait souvent : « Ne parlez pas de moi, mon rôle est de prier et d'offrir. » Là est son âme.

Mais ce que nous retiendrons le plus d'elle, c'est sa grande intériorité et ses immenses qualités humaines. Débordante de sensibilité et de bonté, elle apportait beaucoup de tendresse aux enfants, les gâtait beaucoup et disait d'eux : « Il faut surtout les aimer. » Des colis pleins de jouets, de nourriture, de médicaments partaient de « La Plaine » pour les pauvres, les malades, les enfants ou les prisonniers. Elle ne jugeait ni ne condamnait personne. Elle comprenait toujours. Les mots Amour et Vie jailliront *de notre cœur pour exprimer toute* la force et la joie que nous allions puiser souvent chez notre tante. Sa mort n'est qu'apparente, sa vie continue à travers la richesse de l'œuvre née en son cœur.

FAMILLE FOULON-GAILLARD.

Une authenticité irréductible

Certains de nos lecteurs n'ont pas trouvé notre article assez respectueux de la vie hors série de Marthe Robin. Voici quelques extraits des réflexions et du témoignage de M. et Mme P. Gille, de Sarville qui ont été avec leurs enfants, voici quatre ans, admis à pénétrer dans la chambre de la stigmatisée :

Nulle existence, assurément, ne fut davantage dépossédée d'elle-même, au point de s'être totalement abîmée dans un holocauste d'un demi-siècle, seconde après seconde. Quel vide, et quelle densité ! Une telle existence, comment la *réduire ?* (...)

Le terme même de « saint », de « petite sainte » ne convient guère à celle dont nous parlons. Elle n'a jamais visé si haut ! Elle s'est seulement acquittée d'une fonction qui lui était comme imposée. Si surnature il y a, au sens exceptionnel du terme, elle l'a vécue à ras de terre, au plus près d'une nature crucifiée, mais nullement miraculeuse (sauf peut-être en ce qui concerne l'absence de nourriture), nullement retirée de cet ordre naturel au sein duquel elle était, de tous ses sens, enfouie. Est-ce pour cela, précisément, parce qu'elle est restée recluse et éloignée du regard des hommes, qu'on lui reproche le mystère dans lequel elle s'est tenue ? Ou est-ce parce qu'elle était disponible à tous — hormis les curieux — que l'on fait grief à ses proches, à mots couverts, de la publicité exercée par son intermédiaire ?

Toutes ces contradictions, que déguisent mal les textes ingénieux des sceptiques et des détracteurs, attestent au contraire l'authenticité irréductible de la stigmatisée de Châteauneuf. C'est celle d'une femme qui un jour, vers l'âge de vingt-cinq ans, déjà atteinte par les premiers accès, encore intermittents, de paralysie, fit librement l'acte d'abandon plénier de son être à la volonté divine — et fut prise au mot. Donné à Dieu, vouée à l'homme son prochain, comme une cible non défendue. Rien de plus. Marthe n'appartient ni à son village ni à la communauté qu'elle a inspirée. Elle appartient, comme chaque fidèle, à l'Eglise.

Nous avons connu Marthe. L'occasion nous a été donnée, il y a quatre ans, de la rencontrer en tête à tête, avec nos enfants. Nous fûmes introduits dans le recueillement et la simplicité, sans *« pincement au cœur »*. Nous n'avons pas vu ses formes. Nous avons entendu sa voix jeune. Nous avons connu son bon sens paysan et proche de la nature. Elle s'inquiétait en souriant de ses petites chèvres qu'on entendait bêler dans le pré. Nous avons parlé à bâtons rompus des événements quotidiens, banals, concernant la vie des foyers (pèlerinage, fondations nouvelles...). Elle était gaie et pleine d'humour. Elle parlait avec beaucoup de tendresse à notre dernière-née. Mais cette petite chambre était immense et cette petite heure devait déborder sur notre vie, sur celle de nos enfants, comme un espace à jamais ouvert. Nous lui devions, sans doute, ce témoignage.

SCIENCES

Une déclaration des ministres de la recherche de l'O.C.D.E.

Les politiques de la science et de la technologie doivent s'intégrer à la stratégie économique

Les ministres responsables des politiques de la science et de la technologie des pays membres de l'O.C.D.E. et de la Yougoslavie, récemment réunis à Paris, ont adopté une « déclaration sur les politiques futures en matière de science et de technologie ». Celle-ci estime notamment qu'il est nécessaire « d'intégrer les politiques de la science et de la technologie et les autres aspects de l'action gouvernementale, en particulier les politiques économique, industrielle, énergétique et sociale, ainsi que les politiques de l'éducation et de la main-d'œuvre ».

Ce n'est certes pas la première fois que les ministres de la recherche affirment l'importance de la science et de l'innovation pour le développement économique et social ; mais, devait préciser, au cours d'une conférence de presse, M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, et coprésident de la réunion, c'est la première fois que cette nécessité est soulignée avec tant de solennité, à l'heure même où les économies des pays industrialisés sont si vivement atteintes par la crise.

Dans leur déclaration, les ministres insistent notamment sur l'importance du soutien à apporter à la recherche fondamentale, et souhaitent que les gouvernements facilitent « la participation du public à la définition des grandes orientations technologiques » et renforcent la coopération internationale. L'O.C.D.E. est en particulier invitée à développer son action sur ce dernier point.

L'unanimité du discours ministériel ne saurait cependant faire illusion : certaines divergences sont aujourd'hui nettement perceptibles entre pays membres. L'administration Reagan, en particulier, représentée à la réunion à un niveau modeste, paraît aujourd'hui se démarquer complètement de la politique de soutien délibéré à la recherche et à l'innovation que d'autres pays, dont la France, ont adoptée depuis quelque temps.

Un nouveau complexe américain

Il y a quelques années, il était de bon ton, dans de nombreux pays, en particulier européens, de gémir sur le « gap » technologique qui les séparait des Etats-Unis. Aujourd'hui, la situation paraît inversée : les Etats-Unis, à leur tour, découvrent l'inconvénient de n'être pas les premiers dans une situation de concurrence. Ils ont pratiquement renoncé à être présents dans certains secteurs industriels « porteurs », comme l'électronique grand public. Avant d'autres, ils ont poussé des cris d'alarme à propos de la concurrence japonaise en matière d'automobile. Et aujourd'hui, ils s'inquiètent vivement de l'avance que semblent prendre ces mêmes Japonais dans des secteurs aussi stratégiques que les composants électroniques.

Un certain complexe d'infériorité était déjà sensible depuis quelques années de la part des scientifiques américains, face à la concurrence croissante de la science européenne et japonaise. Et le déclin de la productivité américaine, l'un des thèmes de la campagne présidentielle américaine de l'année dernière, a alerté à leur tour les responsables économiques et politiques outre-Atlantique. Mais tout se passe aujourd'hui comme si les nouveaux responsables américains avaient, dès la campagne achevée, oublié ce message : l'administration Reagan a très nettement annoncé la couleur dans son premier projet de budget. Le soutien à la recherche publique est faible, et, surtout, de nombreux programmes de la National Science Foundation destinés à accroître les liens entre la recherche universitaire et l'industrie ont été délibérément gommés.

Avant les ministres, les experts de l'O.C.D.E., dans leur rapport intitulé « Changement technique et politique économique », publié l'été dernier, avaient vivement souligné les liens entre les problèmes économiques et les politiques d'innovation et de recherche : la santé future des économies industrialisées, affirmaient-ils notamment, ne saurait découler seulement de bonnes politiques financières ou monétaires. Celles-ci tendent, en effet, en particulier en limitant l'inflation, à freiner les investissements, et parmi ceux-ci la recherche. Alors que c'est de la recherche et de l'innovation que peuvent venir, à moyen et long terme, une relance de la productivité et un soulagement des tensions sur les marchés de l'emploi. Ils appelaient donc les gouvernements à mieux intégrer les nécessités de la recherche et de l'innovation aux politiques économiques et sociales globales.

Un soutien réduit

Les Etats-Unis semblent, en fait, prendre aujourd'hui une direction opposée : au nom du retour à l'initiative privée et de la diminution des dépenses publiques, le gouvernement fédéral réduit son soutien à la recherche, estimant que c'est une tâche qui doit revenir aux entreprises. Le seul secteur sauvegardé est celui de la recherche militaire, mais on sait que les retombées de celle-ci sont lentes, et qu'elles ne bénéficient qu'à des secteurs bien particuliers, à l'exclusion de ceux (automobile ou textile par exemple) où la concurrence internationale est aujourd'hui la plus dure.

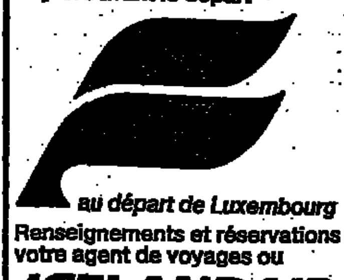
Le « complexe américain », qui s'exprime ainsi, mais dont les responsables ne tirent apparemment pas les conséquences au plan de l'action, a au moins une retombée curieuse, qui s'est largement manifestée au cours des travaux préparatoires à la réunion des ministres de l'O.C.D.E.. Pour la première fois, les Américains, surtout favorables jusqu'ici à des échanges scientifiques et techniques presque exclusivement bilatéraux, en ont appelé à la coopération multinationale : comme par hasard, les thèmes avancés pour une telle coopération, en particulier l'automobile, sont justement ceux sur lesquels les Etats-Unis se sentent manifestement en difficulté. Il va sans dire qu'Européens et Japonais, sans doute non sans plaisir, ont omis de répondre favorablement à la demande de leur partenaire. Celui-ci, dans le même temps, ne décide-t-il pas de sacrifier des programmes internationaux dans des domaines où leur supériorité est incontestée, comme l'espace (1) ?

Le « gap » technologique va-t-il un jour s'inverser ?

XAVIER WEEGER.

(1) Une mission spatiale scientifique américano-européenne est aujourd'hui menacée du fait d'un retrait unilatéral de la NASA, qui a provoqué une vive réaction des pays membres de l'Agence spatiale européenne.





SCIENCES

Une nouvelle mission pour l'Institut géographique : établir les cartes de la « France en devenir »

Un décret doit prochainement préciser les nouvelles missions de l'Institut géographique national (I.G.N.). Créé en 1940, l'I.G.N. est, depuis le 1er janvier 1967, un établissement public de l'Etat à caractère administratif, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, dont la mission première est d'établir les cartes de base du territoire français et leurs dérivés, avec tous les travaux de géodésie, de nivellement, de photographie aérienne, de recherches en cartographie et de formation des personnels de tous niveaux (à l'Ecole nationale des sciences géographiques) que cela suppose.

La dernière des quatre mille deux cents feuilles de la carte de base 1/25 000 a été publiée en juin 1980. Cette série, commencée en 1922, continuera à être révisée périodiquement, ainsi que ses dérivés au 1/50 000, au 1/100 000, au 1/250 000... Mais l'I.G.N. va entreprendre une carte au 1/5 000 pour les régions côtières, les principales zones urbaines et les grandes vallées (soit 10 % du territoire) où se concentre l'essentiel de l'activité du pays et où les besoins des « aménageurs » et des « décideurs » sont évidents. Dans le passé, les cartes à grande échelle avaient suscité une querelle avec l'ordre des géomètres-experts, auquel elles sont traditionnellement réservées. Un protocole va permettre bientôt d'aplanir le différend : l'I.G.N. ne fera les feuilles au 1/5 000 que pour les régions *« de la France en devenir »*, selon l'expression de son directeur général, M. Jean-Antoine Winghart.

L'I.G.N. subit, en outre, une profonde mutation en raison des nouvelles et vastes possibilités que donnent la télédétection aérienne et spatiale, la numérisation de toutes les données géographiques et socio-économiques, l'automatisation de la traduction graphique de ces données en cartes thématiques. Ce qui suscite parmi les deux mille quatre cent soixante-dix personnes travaillant à l'I.G.N. une inquiétude « compréhensible » pour M. Winghart, qui se félicite de l'attachement du personnel à la notion de service public.

L'I.G.N. est et restera un service public. Mais la dotation de l'Etat ne couvre que 53 % du budget (326 millions de francs en 1980) et cette proportion ne sera pas augmentée dans l'avenir. Depuis longtemps, il doit trouver le reste dans les ressources propres apportées par des contrats passés, notamment, avec des pays étrangers. L'I.G.N., dans le passé, a beaucoup travaillé pour les pays francophones d'Afrique. Il est très actif, désormais, dans les pays du golfe Persique, en particulier, en Arabie Saoudite. Il espère développer prochainement ses activités en Amérique du Sud. Le nouveau décret lui donnera la possibilité de prendre des participations dans des sociétés étrangères, ce qui lui permettra de mieux résister à la concurrence d'organismes, publics ou privés, américains, ouest-allemands, japonais, sud-coréens... — Y. R.

LES DÉPENSES DE RECHERCHE ONT ATTEINT EN 1979 1,81 % DE LA PRODUCTION INTÉRIEURE BRUTE

Les dépenses de recherche et développement en France ont atteint, en 1979, 1,81 % de la production intérieure brute (P.I.B.). C'est ce qui ressort des derniers chiffres calculés par la délégation générale à la recherche scientifique (D.G.R.S.T.), à partir des budgets publics de recherche, connus depuis 1979, et des données supr la recherche privée, dont le recueil vient de s'achever et qui sont en cours d'exploitation.

Ce chiffre de 1,81 % est une relativement bonne surprise pour les pouvoirs publics, qui estimaient généralement que ce taux, en 1979, avait été inférieur à 1,80 %. Ce résultat positif, indique la D.G.R.S.T., a pour origine des dépenses de recherche supérieures à ce que l'on attendait, ce qui tend à faire croire que le rétablissement des marges bénéficiaires a conduit les entreprises à accroître leur effort de recherche.

En 1979, la *« dépense nationale brute de recherche et de développement »* a atteint 44,4 milliards de francs (contre 37,7 en 1978), dont 19 milliards (contre 16 milliards) ont été financés par les entreprises ; les dépenses de recherche de celles-ci ont crû de 7,7 % entre 1978 et 1979, contre 3 à 4 % pour les années précédentes. La part des entreprises dans le financement de la recherche s'est élevée, en 1979, à 43,2 % des dépenses totales.

Le palmarès du deuxième « concours micro »

M. André Giraud, ministre de l'industrie, a remis, vendredi 3 avril, les prix du deuxième *« Concours micro »*, organisé par l'Agence de l'informatique et destiné à encourager l'utilisation des micro-ordinateurs dans la vie quotidienne. Vingt-trois prix, d'une valeur de 328.000 francs, ont été remis à dix-huit lauréats. Cent quarante-huit dossiers avaient été retenus par le jury, que présidait le professeur Jean Bernard.

Dans la catégorie « réalisations », le premier prix (30 000 francs) a été attribué à MM. Alain et Claude Decalf, cardiologues à Villeneuve-d'Ascq (Nord), qui ont réalisé un analyseur graphique de tracés d'électrocardiogrammes ; leur travail a aussi reçu le prix du *Quotidien du médecin* (3 000 francs).

Trois deuxièmes prix (25 000 F) ont été attribués à MM. Ernest Rouge, de Cornebarrieu (Haute-Garonne) (emploi d'un micro-ordinateur dans une classe primaire) ; Dominique Laurent, du Creusot (Saône-et-Loire) (système de régulation d'une micro-centrale hydraulique), et Gilbert Guyot, de Vaucresson (Hauts-de-Seine) (utilisation d'un magnétoscope pour stocker de grandes quantités d'information, images et texte). M. Gérard Bornon, de Sainte-Austreberthe (Seine-Maritime), reçoit le troisième prix (10 000 F), ainsi que le prix spécial Vie collective (10 000 F) pour l'utilisation d'un micro-ordinateur pour la gestion des finances d'une commune rurale et l'enseignement de la grammaire à l'école.

Dans la catégorie « projets », un premier prix (30 000 francs) a été remis à M. Jean-Michel Bourdon, de La Celle-Saint-Clould (Yvelines) (traducteur portable permettant à un aveugle de lire en braille un texte imprimé). Parmi les autres prix attribués, on peut noter un prix de 30 000 francs, dans la catégorie *« jeunes »*, à M. Christian Poulain (dix-sept ans), de Gagny (Seine-Saint-Denis) (logiciel d'aide à la conception de dessins géométriques), et un prix spécial du jury de 20 000 francs à M. René Dutheil (soixante-douze ans), de Billière (Pyrénées-Atlantiques) (projet d'appareil pour appeler automatiquement, par simple pression sur un bouton, un médecin ou le SAMU).

Le premier vol de la navette spatiale

LE COMPTE A REBOURS A COMMENCÉ

Le compte à rebours précédant le lancement de la navette spatiale américaine « Columbia » a débuté lundi 6 avril à 6 h. 30 (heure française) à Cap-Canaveral (Floride). Il devrait durer soixante-treize heures et donner lieu, après six arrêts programmés pour différentes vérifications, à la la mise à feu des moteurs de la navette, le vendredi 10 avril, à 13 h. 50. Les responsables du programme vont donc s'efforcer désormais de respecter cette chronologie, tâche d'autant plus ardue qu'il s'agit du premier vol expérimental de la navette spatiale.

Il est bien rare en effet, dans de telles conditions, que des incidents mineurs ne viennent pas perturber le bon déroulement du compte à rebours. Ainsi, avant même qu'il ne commence, un court-circuit a, dimanche 5 avril, déclenché l'ouverture inopinée d'une valve chargée de régulariser l'alimentation en oxygène liquide de l'engin. Fort heureusement une réparation put être rapidement effectuée, ce qui a évité de changer entièrement le système de commande électrique. Selon le porte-parole de la NASA, une telle opération aurait retardé de trente-deux heures le début du compte à rebours.

LA NORVÈGE DEVIENT MEMBRE ASSOCIÉ DE L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE

La Norvège est devenue membre associé de l'Agence spatiale européenne (ESA). Par un accord signé le 2 avril — et sous réserve d'approbation par son Parlement — la Norvège passe du statut d'observateur, qu'elle partageait avec le Canada, à celui de membre associé, qui est déjà celui de l'Autriche. La Norvège participera donc aux activités de base comme le programme Earthnet (réalisation d'un réseau de stations réceptrices pour les satellites d'observation de la Terre) et aux études générales concernant les projets.

L'ESA comprend onze Etats membres : l'Allemagne fédérale, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grande-Bretagne, la France, l'Italie, l'Irlande, les Pays-Bas, la Suisse et la Suède.

MÉDECINE

LE 7 AVRIL, JOURNÉE MONDIALE DE L'O.M.S.

« La santé pour tous en l'an 2000 »

« La santé pour tous en l'an 2000 », tel est le thème qu'a choisi l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) pour la Journée mondiale de la santé qu'elle organise chaque année le 7 avril, jour anniversaire de la constitution de l'O.M.S., en 1948.

En choisissant ce thème, l'O.M.S. souhaite élargir la prise de concience de l'inégalité dans l'accès aux soins entre les différentes populations de la planète. *« Comment peut-on parler de progrès,* écrit le docteur Halfdan Mahler, directeur général de l'Organisation, *si, dans certains pays d'Afrique, un nouveau-né n'a que 50 % de chances de parvenir à l'âge de l'adolescence ? Si les quatre cinquièmes de la population du globe, vivant dans des taudis et dans des zones rurales, n'ont accès à aucune forme organisée de soins de santé ? Si une personne sur trois seulement, dans les pays en voie de développement bénéficie d'une eau sans danger et d'un assainissement adéquat ? »*

A l'occasion de cette journée, l'O.M.S. rappelle un certain nombre de données épidémiologiques mondiales : quelque deux cent quatre-vingts millions de personnes dans le monde souffrent de filarioses (infections par des vers ou filaires) ; y compris l'onchocercose, qui provoque la cécité, deux cents millions de personnes souffrent de bilharziose. Chaque année se déclarent cent cinquante millions de nouveaux cas de paludisme et, tous les ans, meurent cinq millions d'enfants atteints de maladies diarrhéiques...

Pour lutter contre des affections qui tiennent autant à l'agent infectieux lui-même qu'à la pollution du milieu, l'O.M.S. et l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) préconisent la mise en œuvre d'une nouvelle politique qui permette la mise en place, par la communauté elle-même, de *« soins de santé primaires »*. Il s'agit de rompre avec la trop coûteuse médecine curative et la technologie de pointe, au profit de mesures sanitaires simples, applicables par la population elle-même et des officiers de santé brièvement formés, sur le modèle chinois. Dans de nombreux pays du tiers-monde, rappelle l'O.M.S., un hôpital universitaire, généralement situé dans la capitale, *« engloutit près de la moitié du budget national de la santé »*.

Cette Journée mondiale de la santé, ne signifie pas, indique l'O.M.S., qu' *« en l'an 2000 les médecins et le personnel infirmier pourront réparer toutes les « pannes » de l'organisme humain »*... Elle signifie que la majorité des êtres humains disposeront des moyens *« de grandir, de vieillir et de mourir dignement »*...

● *Le* Journal officiel *du 2 avril publie un décret* « portant statut des attachés et des attachés associés » des établissements hospitaliers publics. Le texte définit dans le détail les fonctions, les devoirs et les droits de ces médecins, ainsi que leur mode de rémunération.

UN NOUVEAU TEST DE GROSSESSE EN VENTE DANS LES PHARMACIES

Dans quelques jours, on pourra se procurer, en pharmacie, un nouveau dispositif permettant à la femme de faire, elle-même, un diagnostic de grossesse. La nouveauté de ce dispositif — baptisé *« test réponse bêta »* — réside dans la rapidité du diagnostic. Les fabricants indiquent, en effet, que le résultat peut être obtenu après un retard de règles de deux jours seulement, ce qui représente un « gain » de trois à sept jours par rapport au délai jusqu'alors nécessaire.

Le principe du *« test réponse bêta »* n'est pas différent de celui des tests qui existent en France depuis plus de huit ans : mettre en évidence, par méthode immunologique, l'hormone gonadotrophine chorionique sécrétée par l'œuf fécondé et éliminée dans les urines. L'amélioration apportée est que la réaction immunologique porte sur une sous-unité spécifique (sous-unité bêta) de cette hormone, ce qui devrait conférer, à l'examen, une plus grande fiabilité. La rapidité du diagnostic n'intéresse que des femmes normalement réglées. Les écarts, mêmes très minimes, de menstruation, relativement fréquents chez un grand nombre de femmes, rendent, en effet, ce dispositif inopérant. Son prix public sera de 76 francs.

ARCHITECTURE

Berlin : raccommoder la ville

Berlin achète ! Le bruit s'est répandu comme une traînée de poudre dans l'univers des architectes en mal de mécènes. Berlin, comme un financier qui se constituerait une galerie de tableaux, a décidé de s'offrir la plus belle collection d'architecture de l'époque : des dizaines d'œuvres seront construites, quarante à cinquante concours organisés pour un total de sept mille logements. Alors, de toutes parts accourent les vedettes de l'avant-garde : les néo-métaphysiciens japonais, les post-modernes américains, les vieux brutalistes anglais, les ruinistes français, les néo-rationalistes de Milan ou de Venise. Berlin, la ville encerclée, est en passe de devenir la Mecque des architectes modernes.

Cette Internationale Bauaustellung, dit Iba 84, est une grosse affaire : entreprise urbanistique de grande taille, mais aussi spectaculaire opération culturelle, avec la tenue de multiples expositions et congrès, primitivement prévus pour 1984. Primitivement, car, après la démission du bourgmestre Dietrich Stobbe, l'Internationale Bauaustellung vient d'être officiellement reportée de deux ans, et devra, en outre, réduire certaines de ses ambitions (1). Mais une cinquantaine de personnes travaillent déjà à sa préparation dans un immeuble noirci de la Lindenstrasse, à deux pas du mur.

La ville a deux objectifs : continuer la réparation de ses quartiers dévastés par la guerre et, parallèlement, devenir le *« forum international des controverses théoriques »*. Berlin va ouvrir le grand laboratoire où s'expérimenteront ces nouvelles doctrines qui se font jour dans le monde entier, avec une certaine confusion, depuis le déclin général de la pensée moderniste.

En fait, la vieille capitale ne fait que reprendre le fil d'une longue tradition d'expositions d'urbanisme. Elle en organisa de semblables en 1911, 1931 et 1957, dates charnières dans l'histoire des théories urbaines. La première, liée au concours international pour l'établissement du plan régulateur de la Gross-Stadt, marqua le début de l'« urbanisme » moderne en Allemagne : le mot venait d'apparaître. Il s'agissait de gagner la *« tragique bataille » de la métropole* affolée par sa croissance sauvage. Une *« structuration fonctionnelle »* et une *« systématisation opportune »* de la ville devaient permettre d'enrayer la crise du logement et la congestion de l'espace.

L'exposition de 1931 couronnait l'œuvre de la municipalité social-démocrate, qui avait doté Berlin d'une vaste couronne de cités ouvrières aérées, conçues selon les nouveaux critères de l'urbanisme rationaliste : « zoning », verdure, lumière à profusion. C'étaient les grands quartiers du Britz, de l'Onkel-Tom Siedlung et de la Siemensstadt, qu'avaient construits les frères Taut, Gropius, Häring, Bartning, Scharoun, grandes figures de la modernité, et Tessenow, plus traditionaliste, qui devait être ensuite, à son corps défendant, un des modèles de l'urbanisme nazi.

Enfin, dernière en date, l'exposition Interbau coïncidait avec l'édification du célèbre Hansaviertel, quartier moderne dans cette ville en ruine. Vingt et un architectes furent invités à participer à l'opération, dont *Aalto, Niemeyer*, Jacobsen, Van den Broek et Bakema, et les Français Beaudouin, Lopez et Vago. Le Corbusier, lui, construisait à l'écart, sur une colline de Charlottenburg, une de ses cinq *« unités d'habitation de grandeur conforme »*, hélas fort altérée malgré ses protestations.

Aujourd'hui, la situation de l'architecture est différente ; plus éclectique, cette discipline a perdu une *part de son ancienne cohésion*. Au combat commun pour un monde plus moderne a succédé l'affrontement de créateurs soucieux de développer une esthétique personnelle. Les architectes d'avant-garde sont redevenus des artistes, avec ce que cela implique de coquetteries, de gratuité stylistique, de spectacle et de complaisance à la mode. Comme il existe un marché de l'art, il s'est créé un marché international de l'architecture, dont Iba est aujourd'hui le principal acteur : Berlin se paye toutes les grandes stars du moment, en veillant à ce qu'aucune n'échappe.

Haute couture

Ainsi Robert Krier achève l'ensemble fragile et sensuel de la Ritterstrasse tandis que son frère Léon dirigera l'opération de la Rauchstrasse dans le quartier de Tiergarten, où il devra faire une place à Mario Botta ; Charles Moore, le maître ironique du post-modernisme américain, réalisera les abords du port de Tegel, où il l'a emporté devant Ralph Erskine et Arata Isosaki : Vittorio Gregotti est demi-lauréat de la Lutzowstrasse, devant Rem Koolhaas et les Smithson ; quant au Français Antoine Grumbach, il n'a pour le moment obtenu qu'une mention dans la compétition, récemment jugée, de la Magdeburgerplatz.

Mais que nul ne s'inquiète ! La collection des avant-gardes sera complète : Bohigas, Rossi, Eisenman, Kurokawa, Abraham, Venturi, Hejduk, Portoghesi, Ungers et bien d'autres encore trouveront leur place dans cette Iba spécialement faite pour eux. Et, ces jours derniers, de nombreuses équipes françaises ont fourbi tés et équerres pour le concours de la Lutzowplatz qui leur était ouvert.

Douze compétitions ont été jugées à cette date, huit ont été ou vont être lancées, vingt à trente sont en préparation. Pour chacune est édité un petit livre exposant les caractéristiques de l'îlot et son histoire détaillée : un ouvrage sans équivalent pour les quartiers de Paris, qui serait à la fois Hillairet et le schéma directeur.

Car l'Iba, si elle est le grand défilé de mode de la haute couture architecturale dans ce qu'elle a de plus chic, est aussi une ambitieuse tentative de raccommodage urbain. Elle concerne essentiellement une vaste zone de 7 kilomètres de long, de part et d'autre du Landwehrkanal le sud de Tiergarten et de Friedrichstadt, largement détruits à la fin de la guerre : terrains nus et aplanis, chicots urbains qui évoquent le *Bronx, voies absurdes butant sur le mur et*, plus à l'est, Kreutzberg, quartier populaire dans lequel, depuis le début de l'année, punks et squatters affrontent la police.

Les organisateurs de l'Internationale Bauaustellung veulent *« mobiliser l'héritage de la ville »*, ou du moins ce qu'il en reste, même si ce n'est souvent plus que la trame fantomatique des rues anciennes, parfaitement tracées *parmi* les terrains vagues.

Cette ville c'ose, à la façon d'une île, est restée très diverse : elle possède encore des quartiers ouvriers denses sur sa périphérie, notamment autour des usines Siemens, des quartiers luxueux, des jardins, des pans de forêts et des lacs, un centre moderne et même des fragments de demi-campagnes, cabanons et jardins ouvriers. *« Berlin est plusieurs villes »* ; on veut prolonger ce polycentrisme en renforçant les quartiers défavorisés, en régénérant les vieux tissus urbains, en y réintroduisant de l'habitat alors que le zoning qui régnait jusque-là avait favorisé les activités tertiaires dans le centre.

A Kreutzberg, peu détruite et pauvrement habitée, cela se fera par des procédures complexes de participation ; ailleurs, par la construction de bâtiment neufs au sein du vieux tracé. Pour les animateurs de l'Iba, la ville redeviendra alors le *« synopsis des styles architecturaux »*.

FRANÇOIS CHASLIN.

(1) *L'annonce en a été faite par* le nouveau maire, Hans-Jochen Vogel, ministre fédéral de la justice et ancien bourgmestre de Munich. Si la coalition *socialiste-libérale* actuellement au pouvoir devait ne pas être reconduite après les élections anticipées du 10 mai, le sort de l'Iba pourrait être plus gravement compromis. La crise municipale qui secoue Berlin est née d'un scandale financier retentissant qui entraîna la démission collective du Sénat le 15 janvier dernier : un architecte avait fui à l'étranger après avoir obtenu des garanties de prêts bancaires de plus de 100 millions de deutschemarks pour financer des opérations de construction en Arabie Saoudite et au Proche-Orient, garanties *que* la ville est aujourd'hui contrainte d'assumer (*le Monde* des 17 janvier et 9 février).

« TERRE A PATIR » de Raymond Nicolas

Raymond Nicolas ne s'est pas remis du spasme de mai 68. Don Quichotte de l'architecture, anarchiste véhément, pourfendeur de l'ordre et de ceux de ses confrères qui ont réussi une carrière rémunératrice, il écrit, comme on crie, sa colère, son dégoût d'un monde de la construction qui lui est cher.

Personne ne sort indemne de ce grand lessivage où il veut dénoncer la mégalomanie des architectes et le mépris des habitants, qui expliquent, selon lui, l'échec de l'architecture.

Ce poème torrentueux est malheureusement très difficile à décrypter, car il est écrit dans une langue désarticulée, truffée de jeux de mots et d'admonestations jaculatoires. On discerne la fureur qui anime l'auteur, mais ses motifs restent obscurs : il est vrai que cette délivrance brouillonne se veut le complément du dossier *A comme Architectes*, publié l'an dernier chez Alain Moreau, avec le journaliste Marc de Leusse. Mais ce nouvel ouvrage ne *risque-t-il pas d'ajouter* la confusion à un procès où manquaient déjà bien des pièces ?

M. Ch.

★ Editions Syros, 69 F environ.

Incertitudes

(Suite de la première page.)

Pour sa part, l'Italie est dans ce « document » huit fois représentée, l'Angleterre cinq fois et la Hollande trois fois. Pour subjectif et même, à certains égards, contestable que soit un tel palmarès, il n'en est pas moins révélateur du rayonnement de l'architecture française dans le monde, seize ans après la mort de Le Corbusier.

La seconde publication est le numéro de février de *l'Architecture d'aujourd'hui* (n° 213). Prudemment parce qu'il ne s'agit pas d'un aléatoire bilan, et imprudemment, *« parce que, dit-on, les modèles inquiètent »* (souligne l'éditorial), ce numéro est intitulé *Modèles d'architecture 1970-1980...* Au caractère spectaculaire de la décennie vue par *G.A., A.A.* oppose une vingtaine de démarches *divergentes et variablement séduisantes* : tous les modèles ne sont pas bons à suivre. En tout cas, s'il faut se fier au choix de la revue, la France n'est pas, ici non plus, à l'avant-garde de l'invention : Beaubourg, dont l'avenir semble ainsi assuré, un projet pour La Roquette, de Portzamparc, architecte qui inquiétait encore un peu en 1974, et la rénovation du Centre d'Ivry, par *Jean Renaudie, grand prix d'architecture...*

Alors, est-ce tout pour l'Hexagone ? La prudence, l'éclectisme et l'internationalisme (pour ne pas parler d'exotisme) des revues ne masquent-ils pas une part plus suave de la réalité ? Tournons-nous vers les architectes qui, au début de l'hiver dernier, ont eu le loisir de s'exprimer dans les *Cahiers de la recherche architecturale*. Le titre de cet ensemble de points de vue et de professions de foi ? *Doctrines et incertitudes*, c'est tout dire. Désespérant, *malgré les espoirs souvent formulés*, repentant, malgré la haute estime dans laquelle les hommes de l'art tiennent encore leur profession, ce numéro suggère qu'à la crise française existerait en premier lieu un remède politique. Voici le tour des candidats à l'élection présidentielle puisque les architectes vont avoir l'occasion de choisir un projet...

Là encore, hélas, règne l'incerti*tude. Au caractère indécis de la poli*tique du président sortant dont la gourmandise architecturale largement exprimée n'a suscité jusqu'à présent que des fruits sans passion, les autres candidats opposent au mieux des goûts convenus, pas de goûts du tout au pis, ou ceux de leurs amis (*le Monde* daté 3-4 avril). Des goûts incertains, mais pas de politique. L'éclectisme des jeunes *architectes trouve là de quoi s'alimenter.*

FRÉDÉRIC ÉDELMANN.

PEINTURE

Dans la pinacothèque rénovée

Portraits à Milan

A sa réouverture, l'année dernière, la pinacothèque du palais Sforzesco, qui était fermée depuis huit ans, a été saluée par la presse italienne comme une des meilleures réussites muséographiques en Europe. Une première exposition temporaire, consacrée au portrait, devait durer jusqu'en décembre 1980, mais se poursuit en attendant, peut-être, la parution du catalogue...

D'un coup d'œil, dès l'entrée, on comprend le parti adopté pour l'ensemble de la pinacothèque. Ils sont des dizaines, de tous âges, des physionomies de toute espèce, rassemblés par-delà les siècles, peints par Titien, Palma, Lotto, Corrège, Moroni, mais aussi Van Dyck, et jusqu'au dix-huitième siècle avec Fra Galgario, qui supporte facilement la proximité de Nattier, de Greuze

Ce qui est extraordinaire, c'est la foule des visages, suspendus à hauteur d'homme, qu'impose la perspective des panneaux en enfilade, transparents, dans une lumière savamment composée. La mobilité du regard a été voulue, et, dans l'ensemble de la galerie qui expose le quart de sa collection (mille quatre cents pièces), les tableaux peuvent facilement tourner, changer de place. Pour le moment, les conservateurs ont mis l'accent sur l'école lombarde, habilement confrontée, dans la plus grande des salles (dix-septième et dix-huitième siècles), à d'autres écoles italiennes comme Venise et Naples. Pour une bonne part, les œuvres exposées ont été récupérées dans des dépôts.

Désormais, il faut compter une après-midi supplémentaire pour visiter la capitale lombarde. Lors de l'ouverture de la pinacothèque, le quotidien *la Repubblica* sous-titrait : *« Milan devient enfin une ville à regarder »*.

JEAN-FRANÇOIS CHEVRIER.

CINÉMA

« Les Malheurs de Sophie » de Jean-Claude Brialy

A en juger par les réflexions entendues, samedi dernier, dans une salle comble où s'agitaient beaucoup de jeunes enfants qui semblaient y avoir amené leurs parents, le roman de la comtesse de Ségur garde, de nos jours, une étonnante popularité auprès des moins de dix ans. Les poissons rouges coupés en morceaux, la boîte à ouvrage, la poupée de cire abîmée, les cheveux trempés sous la gouttière, l'âne aiguillonné par une épingle, ils attendaient, ils réclamaient, ces petits, les épisodes du livre.

L'adaptation ne les a pas conservés tous, ni laissés dans l'ordre où ils furent écrits. Mais qu'importe. Le film, agrémenté d'une chanson de Jean-Jacques Debout qu'interprète Chantal Goya, semble bien avoir trouvé son public, être promis au succès. Jean-Claude Brialy a réalisé une illustration en costumes d'époque où les adultes sont caricaturés. Il a pris le parti de Sophie, la désobéissante, celle qui fait des bêtises au nez des familles guindées et des domestiques. Il n'a pas infligé les leçons de morale (ni les fessées !) chères à Mme de Ségur. Ce monde n'a, sur l'écran, qu'une existence ludique.

Foin de la bonne éducation ! Jean-Claude Brialy exalte les jeux de la première enfance comme un désordre nécessaire. Paprika Bommenel est une gamine charmante et Frédéric Mestre (le cousin Paul), un joli petit garçon, témoin et parfois victime des frasques de l'incorrigible Sophie.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

« Fifty-fifty » de Pascal Vidal

Ils ont à peine vingt ans et jamais d'argent, ils vivent à six, garçons et filles, dans une grande maison, ils mangent les nouilles que Jean-Luc gagne (s'il gagne) à la force de ses mollets de coureur cycliste. Patrick et Jean-Luc décident un jour de faire « fifty-fifty » sur les bénéfices, le premier sera l'entraîneur du second. Ça rate, tout rate, le film aussi, qui peut tenir tout entier dans une bande-annonce.

Les acteurs sont sympathiques, le ton et l'idée aussi, ce n'est donc pas entièrement du temps perdu. Il y a des réalisateurs, comme ça, qui inspirent confiance. Il faut attendre à présent le troisième *film de Pascal* Vidal. — Cl. D.

Voir les films nouveaux.

DANSE

MAKAROVA CHEZ ROLAND PETIT

Une héroïne de Pouchkine interprète Carmen

Roland Petit a un flair sans pareil pour distribuer les rôles les plus insolites aux grandes vedettes de la danse. Chez les hommes, il engagea Noureev, puis Baryshnikoff. Chez les femmes — et quelles femmes ! — il fit danser Margot Fonteyn, puis Maïa Plissetskaïa. Le 5 avril, au Théâtre musical de Paris, qui, sous le nom de Châtelet, accueillit les Ballets russes de Diaghilev au début du siècle, c'est Natalia Makarova à qui il a confié — en alternance avec Dominique Khalfouni — le rôle de sa Carmen ressuscitée par l'excellent Ballet national de Marseille (*le Monde* du 31 mars).

A première vue, la Carmen de Bizet héritée de Mérimée, cette gitane jeteuse de sorts, sèche comme un sarment, les cheveux de *jais, la peau cuivrée, « l'œil noir qui regarde »*, était à l'opposé du type physique de Natalia Makarova. Mais il y a de puissantes résonances entre les rhapsodies russes et le *romancero* ibérique. Née à Leningrad, ointe de sève slave, formée au Kirov, ouverte à toutes les formes de la danse moderne depuis son passage à l'Occident en 1970, éprise de littérature, parlant cinq langues, dont le français à sa naissance comme au temps de l'aristocratie russe, Makarova, au fond du cœur, est une romanesque. Or une étrange intimité d'inspiration et d'époque — le romantisme — relie le Pouchkine des *Tziganes* au Mérimée de *Carmen*. Offrez le rôle de Carmen à celle qui est l'héroïne sépulcrale de *Giselle* — la plus grande interprétation actuelle — et vous allez voir ce qu'une artiste dévorée de passion, stimulée par Roland Petit, est capable d'en faire

Quand je vis s'avancer l'étoile blonde sur le devant de la scène après qu'elle eut descendu à coups d'éventail l'escalier de la taverne de Lillas Pastia, magiquement reconstitué par le décor d'Antoni Clavé, j'envisageai le pire. Cetté sirène prise dans sa guêpière, avec ses frisons follets sur la nuque, les yeux stridents *et la bouche saignante des* figures préraphaélites, outrageusement maquillée, n'avait plus aucun rapport avec l'inoubliable gavroche aux cheveux à la garçonne créé par Zizi Jeanmaire.

Et puis le sortilège de la présence, ces ondes que seules les grandes charmeuses sont capables de communiquer au spectateur, commença à agir. La ligne de jambes unique, la cambrure des reins sans égale, la rectitude d'un dos rompu depuis l'enfance aux disciplines de la barre, soutinrent de ce moment, comme aucune autre, une chorégraphie où Roland Petit s'est montré magistral et qui n'a pas pris une ride. Le sommet de l'envoûtement fut atteint au tableau de la chambre avec le pas de deux de la passion, universellement célébré depuis la création, à Marigny, en 1949.

Rarement, il m'a été donné de voir *sur une scène de danse la lascivité*, voire l'érotisme exprimés avec une telle intensité. Makarova alors réincarnait le pouvoir féminin, meurtrier et éternel, qui fond les moelles des mortels que nous sommes et le drame de don José, sous les traits figés du beau Denys Ganio se lisait à l'œil nu. Au cours de longues nuits andalouses, il m'est arrivé d'assister au déballage échevelé des magiciennes *noiraudes de Triana ou de* Camas. Aucune pour atteindre à la sensualité translucide que projette la Carmen blonde interprétée par Natalia Makarova. Rendons grâces à à Roland Petit d'avoir deviné cet extraordinaire transfert de personnalité, captivant mystère du théâtre.

Makarova danse encore *Carmen* cinq fois, dans un spectacle lyrique de la plus grande qualité, où les libertés *prises* avec Bizet *ne* peuvent choquer que les puristes racornis. A ne pas manquer.

OLIVIER MERLIN.

Marguerite Duras et « le Réel »

Marguerite Duras, dont le magnifique portrait, style western, peint par la société Publidécor, orne la façade de l'Escurial, a tenu, le 1er avril, une conférence de presse dans ce cinéma, après une projection du film « Si c'est ça le destin », d'Helga Reidmeister.

« Si c'est ça le destin » est un documentaire en noir et blanc, sur une famille allemande : la mère parle, les *enfants parlent d'elle* avec haine. Il a remporté, en 1980, le grand prix du Festival Cinéma du réel, dont la troisième édition a lieu actuellement au centre Georges-Pompidou (« le Monde » du 4 avril).

Désormais, en France, il y a beaucoup de distributeurs prêts à assumer les risques de la sortie commerciale d'un tel film. Pourtant, Roger Diamantis pense le passer au Saint-André-des-Arts. De son côté, la jeune équipe de l'Escurial aimerait bien le programmer aussi, mais elle n'a pas, pour le moment, les structures qui le lui permettraient.

Marguerite Duras aime « Si c'est ça le destin ». Elle le défend — elle avait convoqué les journalistes pour le dire — et pas parce que c'est un film de femme. Elle trouve notamment qu'il apporte « la preuve que la caméra provoque la parole ». « Moi, a-t-elle dit, j'aurais appelé le film « le réel ». Le réel, dans sa véracité, est plus fabuleux, délirant, onirique, que la fiction. »

Cl. D.

■ Soixante-quatre députés (23 U.D.F., 31 R.P.R., 4 P.C., 4 P.S. et 2 non-inscrits) ont constitué, jeudi 2 avril, un groupe d'études sur la musique et l'art lyrique. M. René Pailler, député R.P.R. de la Sarthe, qui est à l'origine de cette initiative, a expliqué qu'après un « spectaculaire renouveau » dans notre pays, grâce au plan Landowski, la vie musicale connaît actuellement un « essoufflement ». « Des réformes de structures sont nécessaires », a-t-il ajouté. »

SERGE KEUTEN ET PLATON

Avec l'aide du ministère de la culture et de la communication et de la *municipalité*, Serge Keuten s'est implanté à Argenteuil avec une compagnie permanente de six danseurs. Au Théâtre Jean-Vilar, il dispose d'un studio de répétitions, d'un vaste plateau bien équipé et d'une salle de mille huit cents places. Il compte y travailler notamment en direction de l'enfance et inviter d'autres chorégraphes.

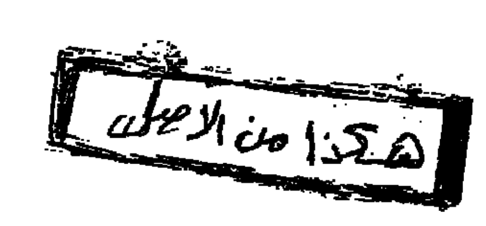
Serge Keuten, qui a fait toutes ses classes à l'Opéra de Paris, en est parti, comme Jacques Garnier ou Brigitte Lefebvre, pour chercher un langage plus contemporain. Sa prédilection pour une formule de ballet-théâtre l'a conduit avec plus ou moins de bonheur à des spectacles construits à partir de textes littéraires. « L'Eloge de l'amour » d'après « le Banquet » de Platon, qu'il présente actuellement, déconcerte. A une époque où les barrières entre les mots, les sons, les gestes, sont tombées, Serge Keuten se révèle incapable de mêler la danse et la parole. Il les juxtapose, les fait alterner, mais ne crée pas une forme théâtrale originale.

Le dialogue de Platon, rigoureusement adapté par Jacqueline Hubrecht, dit en voix « off », est illustré par des séquences dansées qui font penser à des explications de textes scolaires. Le premier tableau — l'Age d'Or — le plus réussi, avec des personnages « bibendum » masqués, rappelle *quelque peu Nikolais*. Le reste n'est que mouvements vagues et vocabulaire conventionnel. La chorégraphie est molle, pudibonde, elle manque d'invention. C'est dommage, car le décor — une antichambre de couleur fraise écrasée, — la musique de Jose Berghmans, pleine d'humour, et la sonorisation, créent un environnement intéressant. La compagnie a peut-être du talent, mais comment en juger ?

MARCELLE MICHEL.

★ Salle Jean-Vilar, promenades Gabriel-Péri, 95100 Argenteuil.

Les solistes de l'Orchestre National de France : F. CAMBRELING, harpe ; M. CANTIN, cor ; R. POULAIN, basson, donneront un concert avec quatuor à cordes en l'Eglise St-Séverin, le mardi 7 avril, à 21 h., dans des œuvres de Devienne, Mozart, Caplet...



SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES

La Locandiera, Comédie-Française (296-10-20), 20 h. 30.

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20), 19 h. 30 : Spectacle de l'École de danse.
Centre Pompidou (277-12-33), Cinéma : Festival du réel.
Carré Silvia Monfort (531-28-34), 21 h. : Petit déjeuner chez Desdémone.
Théâtre musical de Paris (261-19-83), 18 h. 30 : Concert H. Szeryng, G. Moutier (piano) ; 20 h. 30 : E. Tchakarov, M. Freni.

Les autres salles

Comédie-Caumartin (742-43-41), 21 h. : Reviens dormir à l'Elysée.
Croq' Diamants (272-20-60), Séances de bronzage, 22 h. 15 : passage Jouffroy.
Daunou (261-69-14), 21 h. : Si ta sœur !
Espace Gaîté (327-95-94), 21 h. 45 : Ivres pour vivre.
Essaïon (278-46-42), I, 21 h. : la Vie en douce.
Fontaine (874-74-40), 20 h. 30 : J'aimerais bien aller à Nevers ; 22 h. : les Aviateurs.
Huchette (326-38-99), 20 h. 15 : la Cantatrice chauve ; 21 h. 30 : la Leçon.
Lucernaire (544-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : Où donc est-elle ma lumière ? 20 h. 30 : Mollybloom ; 22 h. 15 : la Chambre de Marguerite. — Théâtre rouge, 18 h. 30 : Pardon, M'sieur Prévert ; 20 h. 30 : Jafabule. — Petite salle, 18 h. 15 : Parlons français.
Marigny (256-04-41), 21 h. : Domino. Salle Gabriel (225-20-74), 21 h. : le Garçon d'appartement.
Montparnasse (320-89-90), 21 h. : l'Évangile selon saint Marc.
Nouveautés (770-52-76), 21 h. : Ferme les yeux et pense à l'Angleterre.
TAI Théâtre d'Essai (278-10-79), 19 h. : Saison en enfer ; 20 h. 45 : l'Écume des jours.
Théâtre d'Edgar (322-11-02), 20 h. 30 : Y'en a marre ; 22 h. : la Chambre infernale.
Théâtre du Marais (278-03-53), 20 h. 30 : le Pique-Assiette.
Théâtre de Paris (281-25-10), 20 h. 30 : Vu du pont.
Variétés (233-09-92), 20 h. 45 : l'Intoxe.

Les cafés-théâtres

Au Bec fin (296-29-35), 20 h. 30 : Jamais deux sans moi ; 21 h. 30 : Des phantasmes dans le caviar ; 22 h. 45 : la Revanche de Nana.
Café d'Edgar (320-85-11), I, 20 h. 30 : Sœurs siamoises cherchent frères siamois ; 21 h. 30 : Super, cravate et tricot de peau ; 22 h. 30 : la Jacassière.
Le Connétable (227-41-40), 20 h. 30 : F. Valmore ; 22 h. : Kassagi.
La Fanal (233-91-17), 20 h. : La chasse est ouverte ; 21 h. 15 : le Président.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : C. Sauvolle.
Petit Casino (278-36-50), I. 21 h. : Phèdre à repasser ; 22 h. 15 : le Concerto déconcertant. I. 21 h. : Poupette Pompon ; 22 h. : Des bigoudis à l'intérieur de la tête.
Sélénite (354-53-14), 20 h. 15 : les Vautours ; 21 h. 30 : A. Tome.
Théâtre de Dix-Heures (606-07-48), 20 h. 30 : Un polichinelle dans le tiroir.
Théâtre des Quatre-Cents-Coups (329-39-69), 20 h. 15 : les Jumelles ; 21 h. 30 : la Grande Shirley ; 22 h. 30 : l'Amour en visite.

Le music-hall

Bobino (322-37-35), 20 h. 45 : F. Thibeault.
Centre d'Art celtique (258-97-62), 20 h. 30 : Benoit Group.

Lundi 6 avril

Le Connétable (277-41-40), 21 h. 30 : F. Marten, D. Val.
Espace Gaîté (327-95-94), 20 h. 15 : Riou-Pouchain.
Essaïon (278-46-42), 20 h. 30 : Jacinta.
Gaîté-Montparnasse (322-16-18), 20 h. 15 : L. Coppaloni.
Lucernaire (544-57-34), 22 h. 30 : Sylvie Joly.
Olympia (742-25-49), 21 h. : J. Debronckart.
Palais des Glaces (607-49-93), 20 h. 30 : Bidon 4.
Point Virgule (278-67-03), 21 h. 30 : Trio Rolandis.
Théâtre La Bruyère (874-76-99), 21 h. : Popeck.

Les chansonniers

Caveau de la République (278-44-45), 21 h. : Sept ans de bail, bye bye.
Deux-Ânes (606-10-26), 21 h. : Quand les ânes voteront.

La danse

Théâtre Plaisance (320-00-06), 20 h. 30 : Groupo Malambo Latino.

Les concerts

Radio-France, Grand Auditorium, 20 h. 30 : E. Pasquier, H. Darrien, G. Pludermacher (Mendelssohn, Ravel, Brahms).
Musée Guimet, 21 h. : J. Tamamdjieva (Succari, Jammes, Poot, Babadjanian).
Athénée, 21 h. : H. Hagegard, Th. Schuback (Schumann, Duparc, Wolf, Rossini).
Point Virgule, 21 h. : le Petit Collège de musique (Dowland, Couperin, Encina, Caccini).

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette (326-65-05), 22 h. : M. Saury.
Caveau de la Montagne (354-82-39), 21 h. 30 : J.-F. Canapé, F. Mechali, M. Nissim.
Chapelle des Lombards (357-24-24), 23 h. : Salsa.
Dreher (233-48-44), 20 h. : P. Caratini, M. Posset.
Dunois (584-72-00), 21 h. : G. Leich, C. McClure, J. Valster, L. Van Sans, G.V. Setars.
Patio (758-12-30), 22 h. : Eddie Clehead Winson.
Petit Journal (326-28-59), 21 h. 30 : Vsop Ragtime.
Petit Opportun (236-05-36), 22 h. : E. Urtreger Trio.
Théâtre 18 (226-47-47), 20 h. 30 : Lobella.
Slow Club (233-84-30), 21 h. 30 : Cl. Luter Sextet.

Dans la région parisienne

Vincennes, Théâtre D.-Sorano (374-73-74), 21 h. : Instructions aux domestiques.

cinémas

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)
15 h. : les Étrangleurs de Bombay, de T. Fisher ; 17 h. : The Caretaker, de C. Donner ; 19 h. : Mutter Krausens fahrt ins glück, de P. Jutzi.

Les exclusivités

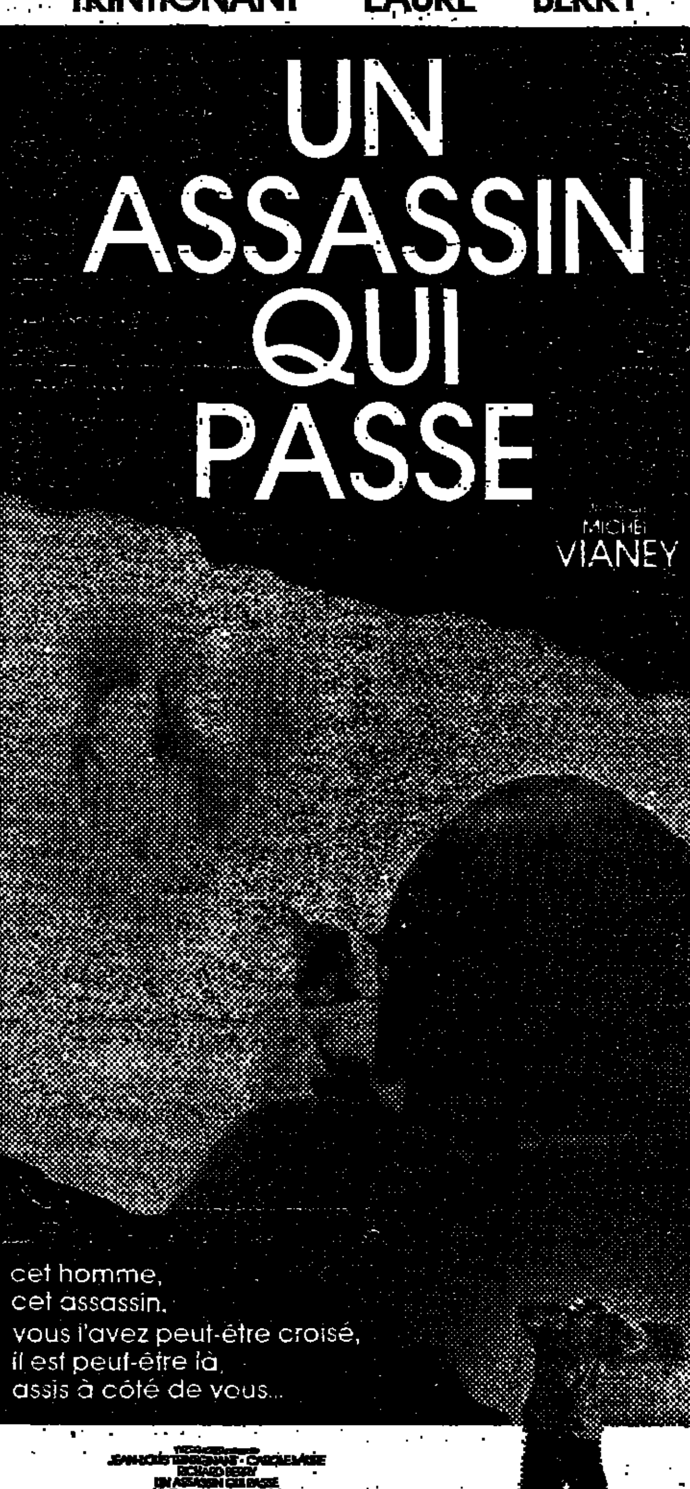
ALICE DANS L'ESPAGNE DES MERVEILLES (Esp., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
ALLONS Z'ENFANTS (Fr.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Concorde, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
L'AMOUR HANDICAPÉ (Suis.) : Marais, 4e (278-47-86).
ANNA MAGNANI, UN FILM D'AMOUR (Belg.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LA BIDASSE (A., v.o.) : Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23). — V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
BIENVENUE Mr CHANCE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
BLUE BROTHERS (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA BOUM (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).
BRUBAKER (A., v.o.) (**) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnos, 14e (327-52-37).
CAFE EXPRESS (It., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).
LA CAGE AUX FOLLES N° 2 (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
ÇA VA COGNER (A., v.o.) : Publicis-Élysées, 8e (720-76-23), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03), Convention-St-Charles, 15e (579-33-00), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25), Secrétans, 19e (206-71-33).
CELLES QU'ON N'A PAS EUES (Fr.) : Paramount-City, 8e (562-45-76), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
C'EST LA VIE (Fr.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16), h. sp.
CHANGEMENT DE SAISONS (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LE CHEF D'ORCHESTRE (Pol., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (354-34-83).
LE CHÊNE D'ALLOUVILLE (Fr.) : Ermitage, 8e (359-15-71), Rex, 2e (236-83-93), Montparnos, 14e (327-52-37), Mistral, 14e (539-52-43), Tourelles, 20e (364-51-98).
LE CHINOIS (A., v.o./v.f.) : Miramar, 14e (320-89-52).
LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Palais des Arts, 3e (272-62-98).
LA COCCINELLE A MEXICO (A., v.f.) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54).
LE CONCOURS (A., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40), Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Impérial, 2e (742-72-52).
LE CONTRAT (Pol., v.o.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74), St-Germain Huchette, 5e (634-13-26), Parnassiens, 14e (329-83-11).
LA DAME AUX CAMÉLIAS (Fr.-It.) (*) v.f. : Quintette, 5e (354-35-40), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Publicis St-Germain, 6e (222-72-80), Colisée, 8e (359-29-46), Paramount-Opéra, 9e (742-56-31), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Gaumont-Sud, 14e (327-84-50).
LE DERNIER MÉTRO (Fr.) : Forum-Ciné, 1er (297-53-74), Ambassade, 8e (359-19-08), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
DES GENS COMME LES AUTRES (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67), PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42), 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52), Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

LES FILMS NOUVEAUX

C'EST MA CHANCE, film américain de Claudia Weill. — V.O. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Village, 5e (634-13-26) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.F. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LA CHAMPIONNE DU COLLÈGE, film italien de G. Carmino. — V.F. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
COMMENT SE DÉBARRASSER DE SON PATRON, film américain de Colin Higgins. — V.O. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Studio de la Harpe, 5e (354-34-83) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Élysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (579-33-00). — V.F. : Rex, 2e (236-83-93) ; Helder, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Bienvenue-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
FAIS GAFFE À LA GAFFE, film français de Paul Boujenah. — U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (544-25-02) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).
FEMME, film américain de John Derek. — V.O. : George-V, 8e (562-41-46) — V.F : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Eldorado, 10e (208-18-76) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Secrétan, 19e (206-71-33).
FIFTY-FIFTY, film français de Pascal Vidal. — St-Germain-Studio, 5e (634-13-26) ; Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
JUSTE UN GIGOLO, film italien de L. Salce. — V.O. : Paramount-City, 8e (562-45-76). — V.F : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
LES MALHEURS DE SOPHIE, film français de Jean-Claude Brialy. — ABC, 2e (236-55-54) ; France-Élysées, 8e (723-71-11) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), mat.
NASHVILLE LADY, film américain de Michael Apted. — V.O. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (354-35-40) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) — V.F : Impérial, 2e (742-72-52).
ON N'EST PAS DES ANGES... ELLES NON PLUS, film français de Michel Lang. — Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Paris, 8e (359-53-99) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
QUELQUES JOURS DANS LA VIE D'OBLOMOV, film soviétique de Nikita Mikhalkov. — V.O. : Cosmos, 6e (544-28-80).
SIGNÉ FURAX, film français de Marc Simenon. — U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Caméo, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43)) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (561-99-75) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (206-71-33).



MERCREDI



MERCREDI

MERCREDI



SPECTACLES

DIVA (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70). Quintette, 5e (354-35-40). Berlitz, 2e (742-60-33). Concorde, 8e (359-92-82). Nation, 12e (343-04-67). Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23). Gaumont-Convention, 15e (828-42-27). Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
DIVINE MADNESS (A.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38). Ambassade, 8e (359-19-08). Français, 9e (770-33-88). Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23).
DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).
LE DOS AU MUR (Fr.) : St-Séverin, 5e (354-50-91).
EST-CE BIEN RAISONNABLE ? (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70). Richelieu, 2e (233-56-70). Quintette, 5e (354-35-40). Ambassade, 8e (359-19-08). Français, 9e (770-33-88). Athéna, 12e (343-00-65). Fauvette, 13e (331-60-74). Gaumont-Sud, 14e (327-84-50). Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23). Victor-Hugo, 16e (727-49-75). Wepler, 18e (522-46-01). Convention-St-Charles, 15e (579-33-00). Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
EUGENIO (It., v.o.) : Quintette, 5e (354-35-40). Colisée, 8e (359-29-46). Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Nation, 12e (343-04-67). Passy, 16e (288-62-34).
FAME (A., v.o.) : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
LA FEMME DE L'AVIATEUR (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38). Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic-14e (542-67-42).
LA FILLE PRODIGUE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33). U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08). Pagode, 7e (705-12-15). Biarritz, 8e (723-69-23). Forum-Halles, 1er (297-53-74). St-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43). U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22). 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).
FLASH GORDON (A., v.f.) : Berlitz, 2e (742-60-33).
LES FOURBERIES DE SCAPIN (Fr.) : Athéna, 12e (343-00-65). H. Sp. Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLORIA (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
HISTOIRE D'ADRIEN (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) (mat.).
KAGEMUSHA (Jap., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).
LES LONGUES VACANCES DE 36 (Esp., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).
LE MIROIR SE BRISA (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31). Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
MON ONCLE D'AMERIQUE (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82).
PALERMO (All., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47), soirée.
LES PARENTS DU DIMANCHE (Hong., v.o.) : Forum-Halles, 1er (297-53-74). Studio Cujas, 5e (354-89-22). Olympic-Balzac, 8e (561-10-60). Olympic, 14e (542-67-42).
POINT FINAL A LA LIGNE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).
PSYCHOTRONIC MAN (A., v.f.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).
LA PUCE ET LE PRIVE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).
RAGING BULL (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08). Biarritz, 8e (723-69-23). Montparnos, 14e (327-52-37). v.f. : UGC Opéra, 2e (261-50-32).
LE RISQUE DE VIVRE (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).
LE ROI DES CONS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33). Marignan, 8e (359-92-82). UGC Gobelins, 13e (336-23-44). Gaumont-Sud, 14e (327-84-50). Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23). Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93). Grand Pavois, 15e (554-46-85).
RUDE BOY (Ang., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (320-99-34).
LE SALON DE MUSIQUE (Ind., v.o.) : 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00). Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18). Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).
SAUVE QUI PEUT (LA VIE) (Fr.-Suiss.) (XX). 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
SUPERMAN II (A.), v.f. : Napoléon, 17e (380-41-46).
LA TERRASSE (It.), v.o. : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
THE ROSE (A.), v.o. : Elysées Point Show, 8e (225-67-29). Kinopanorama, 15e (306-50-50).
LE TROUPEAU (Turc), v.o. : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).
UN ETRANGE VOYAGE (Fr.). Studio Raspail, 14e (320-38-98).
UNE ROBE NOIRE POUR UN TUEUR (Fr.). Caméo, 9e (246-66-44).
UNE SALE AFFAIRE (Fr.) : Bretagne, 6e (222-57-97). Normandie, 8e (359-41-18). Caméo, 9e (246-66-44). Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
UN PETIT CERCLE D'AMIS (A.), v.o. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40). Paramount-Odéon, 6e (325-59-83). Paramount-City, 8e (562-45-76).
UN MAUVAIS FILS (Fr.) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31).
VENDREDI 13 (A.) (XX). v.f. : Maxéville, 9e (770-72-86). Montparnos, 14e (327-52-37).
LA VIE DE BRIAN (Ang.), v.o. : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
VIENS CHEZ MOI, J'HABITE CHEZ UNE COPINE (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70). U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32). Montparnasse 83, 6e (544-14-27). Colisée, 8e (359-29-46). Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).
VIVRE VITE (Esp.) (XX), v.o. : Forum-Halles, 1er (297-53-74). Studio de la Harpe, 5e (354-34-83). Hautefeuille, 6e (633-79-38). Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14). Marignan, 8e (359-92-82). v.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43). Montparnasse 83, 6e (544-14-27). Français, 9e (770-33-88). Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
Y A-T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A.), v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).

Les grandes reprises

ALIEN (A.), v.o. : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
AMERICA AMERICA (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34), h. sp.
BABY DOLL (A.), v.o. : Noctambules, 5e (354-42-34), h. sp.
LE BAL DES VAMPIRES (A.), (*). v.o. : Saint-Michel, 5e (326-79-17). U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32). Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).
BAMBI (A.), v.f. : Elysées Point Show, 8e (225-67-29).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A.). v.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93). Danton, 6e (329-42-62). Ermitage 8e (359-15-71). La Royale, 8e (265-82-66). U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44). Miramar, 14e (320-89-52). Mistral, 14e (539-52-43). Magic-Convention, 15e (828-20-64). Murat, 16e (651-99-75). Napoléon, 17e (380-41-46).
BONAPARTE ET LA REVOLUTION (Fr.), Escurial, 13e (707-28-04).
CARABINE NATIONALE (Esp.), v.o. : Denfert, 14e (321-41-01).
LES 101 DALMATIENS (A.), (Fr.). v.f. : Napoléon, 17e (380-41-46). Grand-Pavois, 15e (554-46-85).
LES CHASSES DU COMTE ZAROFF (A.), v.o. : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37). Olympic, 14e (542-67-42), h. sp.
LES CHEVAUX DE FEU (sov., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).
LE CHRIST S'EST ARRETE A EBOLI (It., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LA CONSEQUENCE (all., v.o.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
COUP DE TETE (fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
DELIVRANCE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
DERSOU OUZALA (sov., v.o.) : Jean Cocteau, 5e (354-47-62).
LE DIBBOUK (pol., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
EASY RIDER (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).
LES ENFANTS DU PARADIS (fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LA FEMME A ABATTRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
HARLAN COUNTY U.S.A. (A., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
L'HOMME DE MARBRE (pol., v.o.) : Olympic, 6e (222-87-23).
L'IDIOT (Jap., v.o.) : Racine, 6e (633-43-71).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
PAIN ET CHOCOLAT (It., v.o.) : Actua-Champo, 5e (354-51-60).
LE PARRAIN I (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42).
QUAND LA VILLE DORT (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
RENCONTRES DU TROISIEME TYPE, EDITION SPECIALE (A., v.o.) : Broadway, 16e (527-41-16) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).
LE ROMAN DE MARGUERITE GAUTIER (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) ; Action-La Fayette, 9e (878-80-50).
LA RUE SANS JOIE (All., muet) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

CARNET

Naissances

— Marie-Claude et Hermann HARDER ont la joie d'annoncer la naissance de

Marie-Pierre,

sœur de Mathilde, de Camille et d'Hélène, le 25 mars 1981.
Maison H. Heine,
27 c, boul. Jourdan, 75014 Paris.

— Hubert et Laurence de QUATREBARBES, ainsi que Yolande et Mathilde, sont heureux de faire part de la naissance de

Christian,

le 28 mars 1981, à Paris.

Mariages

— M. et Mme Bernard ROCHER, Mme Jean-Claude SYLVAIN, ont le plaisir de faire part du mariage de leurs enfants

Brigitte et Franck,

célébré dans l'intimité le jeudi 2 avril 1981.

Décès

— Dieu a rappelé à Lui le 1er avril 1981 le

Père Roger BRAUN s.j.,
chevalier de la Légion d'honneur,
président de la LICRA Ile-de-France,
directeur
de « Rencontres, chrétiens et juifs »,
âgé de soixante-dix ans.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 8 avril, à 10 h. 30, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sèvres.
De la part du Père provincial de la Compagnie de Jésus et de la communauté du 42, rue de Grenelle.

— M. Pierre-Bloch, président de la LICRA, et le comité central, ont la douleur de faire part du décès du

Révérend Père BRAUN,
président
de la fédération de Paris de la LICRA
et membre du comité central.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 8 avril 1981, à 10 h. 30, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sèvres, 75007 Paris.
L'inhumation aura lieu après la cérémonie religieuse au cimetière du Montparnasse.
(*Le Monde* du 5 avril.)

— M. et Mme Alex. Cardoulis,
M. et Mme Georges Cardoulis,
Mme Fotica Cardoulis,
M. Costantin Cardoulis,
M. et Mme Vassili Tsalpatouros,
ont l'immense douleur de faire part du décès de leur très chère et regrettée fille unique, petite-fille et nièce,

Olga CARDOULIS,
architecte D.P.L.G.,

survenu le 30 mars 1981, à Paris, à l'âge de vingt-neuf ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 7 avril 1981, à 10 h. 30, en l'église orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet, 75116 Paris.
L'inhumation aura lieu à Athènes.

— Mme Jean Gros,
M. et Mme Daniel Lienhard et leur fils,
M. et Mme Georges Gouyen, leurs filles et petits-enfants,
M. et Mme Gaston Gouyen, leur fils et petit-fils,
Mlle Irma Lavergne,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu, muni des sacrements de l'Eglise, de

M. Jean GROS,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier
de l'ordre du Mérite maritime,
capitaine au long cours,

survenu brusquement le 25 mars 1981, dans sa soixante-seizième année.
Le service religieux et l'inhumation ont eu lieu à Tence (Haute-Loire).

— Monistrol-sur-Loire, Saint-Maurice-de-Lignon, Paris, Ecully, Lyon.
M. Alphonse Proriol,
M. et Mme Henri Proriol et leurs enfants,
M. et Mme Henri Leour et leurs enfants,
M. et Mme René Proriol et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Jamet,
ont la douleur de faire part du décès de leur épouse et mère,

Mme Alphonse PRORIOL,
née Marguerite-Jeanne Ovillon,

survenu le 27 mars 1981.
Les obsèques ont eu lieu le 30 mars en l'église paroissiale de Monistrol-sur-Loire.

Remerciements

— Ajaccio, Ota.
Mme Joseph Duchaud,
Et toute la famille,
Dans l'impossibilité de répondre aux nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Joseph DUCHAUD,

prient tous ceux qui se sont associés à leur peine de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

— Pour le troisième anniversaire de la mort de

Georges LERMINIER,

une pensée toute particulière est demandée à ceux qui l'ont connu et gardent son souvenir.

— Il y a trois ans,

Henri de RIOLS de FONCLARE,
pilote d'essai,

disparaissait brutalement. Ayez une pieuse pensée pour lui !

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT

— Université de Clermont-I, jeudi 9 avril, à 14 h. 30, salle des actes, faculté de droit et de sciences politiques, M. François Berger : « La Communauté économique européenne et les Etats voisins du nord et du sud : élargissement et coopération. »

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 6 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Grand débat : Face à Face.
M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., sénateur de Seine-Maritime, et Charles Fiterman, membre du secrétariat du P.C.



21 h 30 Cinéma : Picpus.
Film français de R. Pottier (1942), avec A. Préjean, J. Tissier, Gabriello, N. Roquevert, J. Faber, R. Delmont (N.).
Le commissaire Maigret interrompt ses vacances pour enquêter sur le meurtre d'une voyante installée rue de Picpus. Il découvre une étrange affaire. Un film policier médiocre — d'après Simenon — tourné sous l'occupation. Le plus curieux est d'y voir Albert Préjean — qui ne correspond pas du tout au personnage — en Maigret.

23 h Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Magazine : Question de temps.
La violence aux Etats-Unis.

21 h 55 Document : Les enthousiastes.
De J. Frapat, réal. : H. Glaeser.
« Le Radeau de la Méduse », de T. Géricault.
Une femme et sa fille, seules, dans la salle rouge du Louvre, parlent et se parlent. Une approche subjective — et convaincante — d'une œuvre très mal accueillie à l'époque.

22 h 20 Introduction à la musique contemporaine : Musique et récit.
De M. Fano et D. Jameux.
Michel Lonsdale, dans le rôle du metteur en scène de « Lulu », nous fait pénétrer dans les problèmes du récit musical.

23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 30 Cinéma public : Terreur sur le « Britannic ».
Film anglais de R. Lester (1974), avec R. Harris, O. Sharif, D. Hemmings, A. Hopkins, I. Holm, S. Knight, M. Burns.
Une équipe de déminage est parachutée sur un paquebot de luxe, parti en croisière avec 1 200 passagers et dans lequel un terroriste a placé des engins explosifs pour obtenir une rançon. Richard Lester a traité avec ironie, humour noir, les clichés du « film-catastrophe, tout en conduisant habilement, brillamment, le suspense.

22 h 15 Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h, Le mystère de la Mary Celeste, de P. Clay : Avec B. Baip, M. Bourbon, M. Bozzufi, etc.
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : Le cantique spirituel de saint Jean de la Croix.
22 h 30, Nuits magnétiques : D'un ghetto l'autre.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct du Grand Auditorium) : « Trio pour piano, violon et violoncelle n° 1 en ré mineur » de Mendelssohn ; « Trio pour piano, violon et violoncelle en la mineur », de Ravel, « Trio pour piano, violon et violoncelle n° 2 en ut majeur », de Brahms, avec G. Pludermacher, piano, R. Pasquier, violon, H. Derrien, violoncelle.
23 h 5, Ouvert la Nuit : Solistes français d'aujourd'hui (d'Andrieu, Barrière, de Saint-Georges) ; 0 h 5, *Domaines de la musique électroacoustique* (Bayle).

Mardi 7 avril

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h 15 Réponse à tout.
12 h 25 Une minute pour les femmes.
Un laboratoire d'idées.
12 h 30 Midi première.
13 h Journal.
13 h 45 Les après-midis de TF 1 : Féminin Présent.
Elles en question ; 14 h 5, Tout feu, tout femmes ; 14 h 10, Feuilleton : Les yeux bleus ; 15 h. 5, Mémoire en fête ; 15 h 30, Les recettes de mon village ; 15 h 55 Dossier ; 16 h 20, Le pour et le contre ; 16 h 30, Le jardin d'Anita ; 16 h 40, A tire d'elles ; 16 h 45, Coup de cœur ; 17 h 15, Mini show.
17 h 20 Croque vacances.
Joe chez les mouches ; 17 h 30, Bricolage (et à 17 h 45) ; 17 h 40, Isidore le lapin ; 17 h 50, Atomas, la fourmie atomique.
18 h C'est à vous.
18 h 20 L'île aux enfants.
18 h 45 Avis de recherche.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Les paris de TF 1.
20 h Journal.
20 h 35 Grand débat : Face à Face.
21 h 35 Caméra Une Première : Dans quelques instants.
De M. Parbot. Avec D. Mesguich, Ch. Ludot.
L'histoire d'un amour impossible entre un ancien correspondant de guerre devenu metteur en scène et sa femme qui est danseuse.
22 h 30 Questionnaire.
De J.-L. Servan-Schreiber.
Avec Alain Lancelot, professeur de sociologie politique à l'I.E.P. : Psychanalyse de l'électeur français.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 5 Passez donc me voir.
12 h 30 Série : La vie des autres.
12 h 45 Journal.
13 h 35 Emissions régionales.
13 h 50 Face à vous.
14 h Aujourd'hui madame.
Jour de gloire.
15 h Document : Les chrétiens.
2. — L'empire chrétien, de P. Gascoigne.
Réal. : C. Robrini.
15 h 55 Itinéraires.
Christine, musique pour une reine de Suède.
16 h 55 Histoires courtes.
« Détournement mineur » ; « La vengeance d'une orpheline russe ».
17 h 20 Fenêtre sur... l'Australie.
Une goutte dans l'océan.
17 h 50 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
(I.N.C.).
20 h 40 Les dossiers de l'écran : Autopsie d'un sacrifice.
Une enquête de A. Bougrain-Dubourg. Réal. : R. Cappa.
La télévision française aborde enfin l'épineuse question de l'expérimentation sur l'animal. Sans détours ni atermoiements. Plus de cinq millions d'animaux sont sacrifiés chaque année dans les laboratoires français lors des travaux de recherche fondamentale appliquée ou pour tester l'innocuité des substances pharmaceutiques avant leur mise sur le marché.
22 h Débat : La science pourrait-elle s'en passer ?
Avec Mme Cornec, chirurgienne, les docteurs J. Benveniste, P. Tambourin et Kalmar ; et M. A. Bougrain-Dubourg, journaliste, J.-J. Barloy, ancien chercheur et docteur ès sciences, le professeur J. Bernard, membre de l'académie de médecine, et Mme Brigitte Bardot.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
Les couleurs du temps.
18 h 55 Tribune libre.
Rassemblement pour la République.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Dessin animé.
20 h Les Jeux.
20 h 30 Cinéma : David et Bethsabée.
Film américain de H. King (1951), avec G. Peck, S. Hayward, R. Massey, K. Moore, J. Robertson Justice, J. Meadows.
David, roi d'Israël, devient l'amant de la femme d'un de ses officiers, qu'il fait tuer dans une opération militaire pour éviter la lapidation à l'épouse adultère, enceinte de lui. Drame sentimental et psychologique dans une époque biblique reconstituée avec soin, vraisemblance. Belle interprétation de Gregory Peck et Susan Hayward.
22 h 20 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales : Au Japon.
8 h, Les chemins de la connaissance : Autour d'Elias Canetti (Vienne, années 30) ; à 8 h 32, L'espace rural aujourd'hui : Economie ou idéologie.
8 h 50, Le lys et la tourbe.
9 h 7, La matinée des autres : La jajouka.
10 h 45, Etranger mon ami.
11 h 2, Musiciens provinciaux au Siècle des Lumières (et 17 h 32).
12 h 5, Agora : Son théâtre, avec C. Guidecelli.
12 h 45, Panorama : Les livres sur la musique ; actualité de la province.
13 h 30, Libre parcours variétés.
14 h, Sons : En Normandie.
14 h 5, Un livre, des voix : La sirène du jardin des Plantes, d'Y. Gaillard.
14 h 47, Magazine international.
16 h 20, Actualité : Le Pacifique, clé économique mondiale.
20 h, Dialogues : Mariage et relation du couple, avec J.-L. Flandrin et A. Barbara.
21 h 15, Musique de notre temps : Stravinski toujours, dix ans après.
22 h 30, Nuits magnétiques : D'un ghetto l'autre.

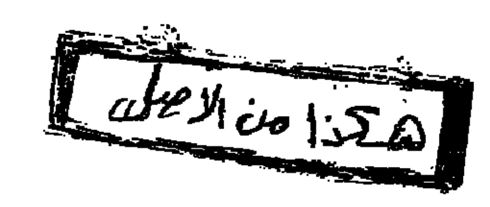
FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Quotidien-Musique : Œuvres de Bach, Debussy, Roussel ; 7 h 5, L'intégrale de la semaine : Beethoven ; 7 h 30, Informations culturelles.
9 h 2, Le Matin des Musiciens : Les wagnériens viennois (Mahler, Wolf, Brückner).
12 h 2, Midi-Deux : Magazine de la vie musicale ; 12 h 30, Jazz classique ; 14 h, Musique légère (Lecocq, Van Parys, Offenbach, Walberg).
14 h 30, Musiques : Les enfants d'Orphée ; 15 h, Inventaire pour demain : œuvres de Jolas, Boucourechliev, Malec ; 16 h, Les poètes de demain (Debussy, Ravel) ; 17 h, Pierres blanches : Ramuz et Stravinski tels qu'en eux-mêmes.
18 h 2, Le Club du Jazz.
18 h 30, Quotidien-Concert : « Lieder pour voix de femmes », de Schumann, par la maîtrise de Radio-France ; 18 h 45, Récital de piano, par G. Pludermacher (Schumann, Brahms) (en direct du studio 106) ; 20 h 5, Premières loges : œuvres de Verdi et Tchaïkovski, par Ljuba Welitsch, soprano.
20 h 30, Concert (échanges internationaux) : « Concerto pour violon et orchestre n° 5 en la majeur K 219 » de Mozart, « Symphonie n° 5 en mi mineur opus 64 » de Tchaïkovski, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. H. Stein, avec S. Mintz, violon (Journée des Nations unies, Genève, 24-10-80).
22 h 30, Ouvert la Nuit : Intermezzo ; 23 h, La revue de presse et de l'édition musicale internationale (Bartok, Penderecki, Stockhausen).



● *Le vingt-sixième concours Eurovision de la chanson,* qui a eu lieu le samedi 4 avril à Dublin, a été gagné par le Royaume-Uni pour la chanson *Making your mind up* interprétée par le groupe Bucky Fizz.

● TF 1 et Radio-France ont signé un accord en vue de la réalisation d'émissions communes, les soirs du premier et du deuxième tour de l'élection présidentielle, le 26 avril et le 10 mai.



Le Monde DE L'ÉCONOMIE

Europa

SUPPLÉMENT ÉCONOMIQUE RÉALISÉ EN COLLABORATION AVEC LA STAMPA, THE TIMES ET DIE WELT

UN ENTRETIEN AVEC LE MINISTRE ITALIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

« Il faut adresser à l'U.R.S.S. des signaux très clairs pour redonner un sens à la détente »

nous déclare M. Emilio Colombo

La crise de la détente, la recherche d'un nouvel équilibre entre le dialogue et la fermeté avec l'Union soviétique, la condamnation des sommets occidentaux du genre « Guadeloupe » et de toute forme de « directoire » en Europe, la relance de la Communauté européenne qui a déçu les raisons idéales pour lesquelles elle était née. Ce sont là les points cruciaux qu'Emilio Colombo, un des hommes politiques italiens qui ont le plus de pratique du gouvernement et d'expérience internationale, a examiné dans son entretien à « Europa ». En plus de vingt-cinq ans d'activité politique, M. Colombo, qui aura soixante et un ans dans quelques jours, a été ministre de l'agriculture, du commerce extérieur, de l'industrie, du Trésor, des finances, et des rapports avec l'ONU (un ministère qui n'existe plus aujourd'hui). Il a été premier ministre de 1970 à 1972, président de l'Assemblée européenne de 1977 à 1980, avant de devenir chef de la diplomatie italienne dans le second gouvernement Cossiga, le 4 avril 1980.

— Les rapports Est-Ouest sont au niveau le plus bas depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie, il y a treize ans. Monsieur le ministre, sommes-nous à nouveau dans une phase de guerre froide ?

— Il est toujours difficile de définir une période de notre histoire dans les termes qui ont été employés en des périodes précédentes. Au point où nous en sommes aujourd'hui, je ne pense pas qu'on puisse parler à nouveau de guerre froide. Nous vivons plutôt une situation internationale instable, c'est pourquoi les risques sont nombreux.

— Comment peut-on en sortir ?

— Sans aucun doute, le dialogue est le seul moyen que nous devons essayer d'utiliser, un dialogue qui remplace cette phase d'instabilité par une stabilisation des rapports Est-Ouest. Ce qui demande un attitude de modération et de sens des responsabilités de la part de tout le monde. Au cours de cette période, il est apparu clairement à tous que l'Union soviétique entendait la détente dans un sens unilatéral. Alors que, selon Moscou, l'Occident devait rester immobile par rapport aux pactes, des initiatives visant à modifier les équilibres existants étaient permises à l'U.R.S.S.

— Mais les Soviétiques ont toujours dit, dès les premiers temps de la rencontre Brejnev-Nixon en 1972, que détente ne signifiait pas « fin de la compétition idéologique ». La politique d'expansion de l'U.R.S.S. n'est donc pas une surprise, même si l'Occident la perçoit différemment maintenant. Pourquoi ?

— Parce que deux choses ont changé depuis. Tout d'abord des opérations de soutien extérieur à des pays divers se sont greffées sur la « compétition idéologique ». On pense bien sûr à des opérations à caractère militaire, dont l'exemple le plus évident est l'Afghanistan. Mais ce n'est pas le seul, si on songe aux interventions directes ou indirectes comme le coup de main que les Cubains donnent en Afrique ou les menaces qui pèsent continuellement sur la Pologne. Je ne crois pas que tout cela soit réductible à la donnée pure et simple de la « compétition idéologique ».

» En deuxième lieu, le monde occidental, parce qu'il vivait justement une phase de détente, s'est moins préoccupé que par le passé de garantir un équilibre des forces, surtout des forces militaires, en plus d'un équilibre d'influence dans le monde.

— A propos de l'équilibre des forces, considérez-vous que la proposition de M. Leonid Brejnev d'établir un moratoire de l'installation des forces nucléaires sur le théâtre européen est acceptable ?

Le moratoire proposé aujourd'hui par M. Brejnev est très différent de celui suggéré il y a dix mois par le chancelier Schmidt. La proposition soviétique vise à instaurer une disparité substantielle qui touche particulièrement l'Europe, en dehors du rapport Est-Ouest dans son ensemble. Aujourd'hui, les demandes de M. Brejnev sont valables, dans la mesure où elles expriment le souhait, le désir de discuter et de négocier. Mais elles ne sont pas acceptables en soi. Le dialogue doit partir de positions plus raisonnables et plus égales.

— Monsieur le ministre, vous avez été le premier homme d'Etat européen à rencontrer le président Reagan et le secrétaire d'Etat Haig. Puis vous avez eu des entretiens avec tous vos collègues européens. Partagez-vous l'analyse de la situation internationale faite par la nouvelle administration américaine ? Existe-t-il une position européenne commune ?

— Oui, nous avons les mêmes appréciations et nous considérons que la position de fermeté adoptée par les Etats-Unis est positive. Il est clair que nous considérons que cette attitude est bien fondée, orientée vers le dialogue. Il est important que le dialogue soit mené sur des bases raisonnables et équitables.

— L'Italie est particulièrement touchée par le terrorisme. Partagez-vous aussi l'analyse du général Haig quand il dit que l'U.R.S.S. est la « marraine » du terrorisme dans le monde ?

— Je crois que l'analyse américaine va au-delà du phénomène du terrorisme tel que nous l'entendons nous en Italie, et en Europe aussi. Elle recouvre des phénomènes d'origine diverse, en particulier les mouvements révolutionnaires intérieurs soutenus par des interventions extérieures. C'est une interprétation beaucoup plus extensive du concept de terrorisme lui-même.

Propos recueillis par PAOLO GARIMBERTI.

(Lire la suite page 23.)

L'affrontement États-Unis — Europe

La crise ne pourra pas manquer de traduire en affrontements économiques les rapports Etats-Unis - Europe. L'arrivée de M. Reagan avec son dollar fort, sa volonté de rétablir l'équilibre de la balance commerciale, de ne pas réduire l'opposition des intérêts agricoles et de faire plus payer à l'Europe l'« assurance » atomique, risque de semer quelque trouble de ce côté-ci de l'Atlantique. Il est vrai que le dialogue économique se coule peu à peu dans un moule institutionnel, alors que sur le registre politique on demeure en plein archaïsme. Ce ne sont pas seulement les Etats européens mais les organisations internationales qui craignent les nouvelles mesures de restrictions budgétaires américaines.

Tous ces thèmes seront développés dans le dossier que nous présentons sur l'affrontement Etats-Unis - Europe et qui s'ouvre avec l'article de *Jacqueline Grapin*.

Trois changements qui intéressent le Vieux Monde

QUELLES peuvent être, pour l'Europe, les conséquences d'une nouvelle politique économique aux Etats-Unis ? L'influence américaine s'annonce, directement et indirectement, à travers trois séries de faits qui pourront être liés, mais pas nécessairement : la réussite ou non du plan Reagan de rétablissement de l'équilibre économique intérieur, la disparition ou non du déficit extérieur du pays, l'usage ou non du levier économique dans une optique plus stricte de défense des intérêts nationaux américains.

Le plan, annoncé par l'administration Reagan, de réduction des dépenses de l'Etat et de relance simultanée de l'économie par des diminutions d'impôts, alors que l'inflation menace, réussira-t-il ? Ce n'est pas être grand clerc que de dire qu'il a suscité tant d'espérances, qu'il entraînera forcément des déceptions, même s'il réussit en partie, ce qui ne serait déjà pas si mal. Mais le fait est que la hausse du dollar, explicable par les hauts taux d'intérêt américains, mais aucunement justifiée par quelque changement que ce soit dans les indices économiques, a d'ores et déjà produit un effet psychologique indiscutable, qui a entraîné comme par hasard un effet inverse en Allemagne fédérale.

En réalité, ce plan, qu'il réussisse en partie ou non, est le signe que l'Amérique a pris conscience de la nécessité de mettre de l'ordre dans ses affaires intérieures. Elle abandonne l'approche essentiellement politique et sociale en vigueur depuis la présidence de J.-F. Kennedy pour revenir à plus de rigueur économique, et elle opère — dans un sens bien différent — un virage comparable seulement à celui que fit le président Roosevelt au moment du « New Deal ». Cette manière de soudain balayer devant sa porte, avec la tentation toujours présente d'expédier quelques difficultés du côté du Vieux Monde (on l'a bien vu lorsque Washington a découragé le Japon de s'engager à une autolimitation de ses exportations de voitures vers l'Europe), implique nécessairement l'obligation plus ou moins symétrique pour les Européens de balayer aussi devant la leur.

JACQUELINE GRAPIN.

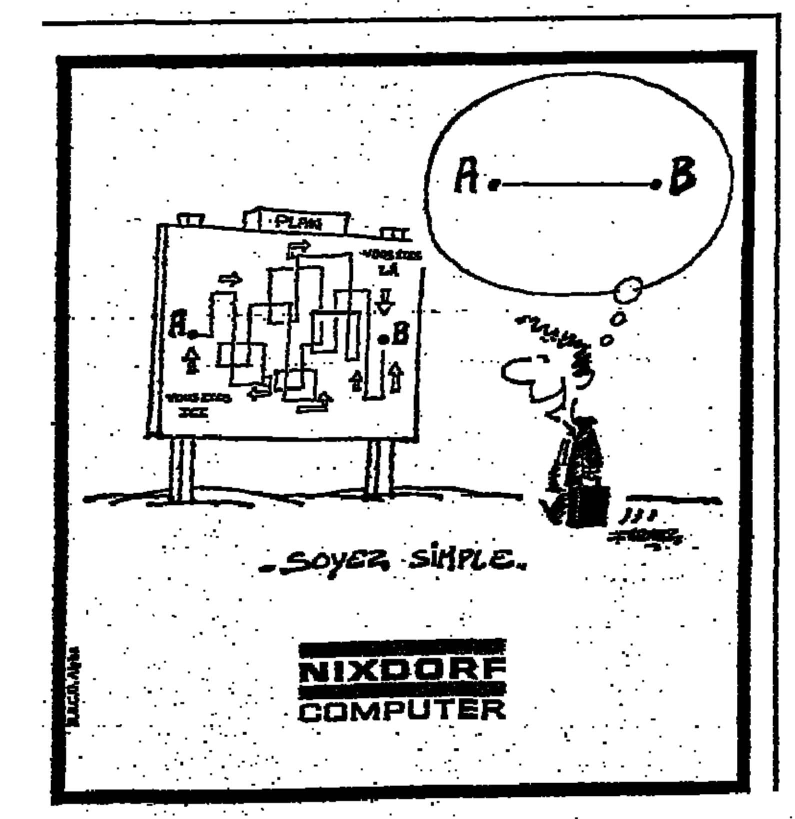
(Lire la suite page 24.)

Soyons sérieux

Weather Forecast

YESTERDAY'S unsettled conditions, especially in sea areas Sole, Fisher, German Bight, Finisterre, Biscay, Irish Sea, and South-East Iceland, seem likely to go on affecting the weather round our coasts. Further inland, visibility remains poor to moderate, with haze over prospects for E.M.S., and fog patches over high unemployment figures. Regional, social and industrial policies will continue wet, with scattered showers and heavy rain at times, but the possibility of bright intervals later. Spending will remain steady, despite a ridge of high pressure over C.A.P. reform, still affected by a blocking anticyclone. Further squalls can be expected over the budget, with temperatures rising, winds reaching storm force 10, severe funnelling at times and the depression slowly backing and filling. Under the influence of westerly airstreams, particularly affecting the Trades, gales force 8 to 9 may be imminent in sea areas Rockall, Bailey, and Reagan. No icing is expected. Further outlook: continuing depression, with thunder at times, the poor conditions on the Left of the chart possibly leading to local disturbances, with similar outbreaks due to associated fronts crossing on the far Right.

PANGLOSS.



Une vague libérale de quelle hauteur ?

ON avait d'abord cru à une mode. Les keynésiens étant défraîchis, il fallait redonner vie à « l'école classique ». Loi du pendule, nécessité du changement dans une intelligentsia versatile, etc. Puis, on avait mis plus sérieusement sur le compte de la crise, révélée sinon ouverte par l'augmentation brutale des prix du pétrole, la modification du climat dans lequel évoluaient les économistes. Mais lorsqu'on vit peu à peu le public, à travers le monde occidental, se plaindre des interventions trop tatillonnes de l'Etat, de la lourdeur des impôts, des cotisations de sécurité sociale, et porter aux gouvernements des hommes qui soutenaient les mêmes thèses, il fallut bien admettre qu'un courant profond se manifestait.

C'est un véritable raz de marée libéral auquel on assiste avec l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison Blanche. Son programme économique, dominé par les vigoureux coups de hache dans les dépenses publiques, a impressionné le monde entier. Le nouveau président des Etats-Unis s'est présenté ainsi non seulement comme un champion de la lutte contre l'inflation, mais comme le disciple d'un retournement complet des doctrines économiques qui avaient prévalu jusqu'alors dans l'administration américaine. Le « surgouvernement », ce fantôme que l'on croyait ne plus pouvoir empêcher de grandir, s'effondre dans un grand fracas.

Le bruit fait ainsi outre-Atlantique ne doit pas recouvrir les échos des brutaux changements de cap opérés dans d'autres pays depuis un certain temps. C'est Mme Thatcher qui, la première, rompit sans souplesse excessive avec les façons de mener une politique économique en Grande-Bretagne. Bien sûr, un parti conservateur s'emploie toujours à lancer un programme très différent du gouvernement travailliste qu'il a chassé. Mais il y a la manière, et l'accession au pouvoir colore parfois de teintes moins vives les grandes lignes des manifestes électoraux. On n'attendit pas longtemps, après le 3 mai 1979, pour s'apercevoir que Mme Thatcher n'entendait pas édulcorer son programme.

C'est une libérale de choc qui proposa l'abandon de la politique des revenus, du contrôle des prix, la diminution des impôts, l'arrêt des nationalisations, la réduction des dépenses publiques, un « monétarisme » digne de l'école de Chicago, et la suppression de tous les contrôles des changes. Elle était aidée, il est vrai, par la poussée des électeurs : la plus forte majorité obtenue depuis la fin de la guerre par les conservateurs. Très influencée aussi, selon Hugh Stephenson (1) par les économistes Friedrich Hayek et Milton Friedman, qu'elle avait rencontrés en 1977, et dont on sait le rôle dans la diffusion des idées d'une « nouvelle droite » radicale.

L'État se défend

Le succès des libéraux allemands aux dernières élections participe également de ce mouvement d'opinion, mais leur influence va bien au-delà du poids politique réel du F.D.P. Le comte Otto Lambsdorff, ministre de l'économie, est bien décidé à défendre ses doctrines libérales contre les ferments contraires que la crise pourrait déclencher. Il ne trouvera pas au reste du côté du chancelier Schmidt de frein sérieux à l'expansion de ses idées, bien que les amateurs d'anecdotes désireux de les opposer rappellent que le premier travaille sous le regard sévère de Bismarck alors que le second a orné son bureau du portrait du socialiste Bebel (2).

En France, comme toujours, le mélange conceptuel est plus complexe. M. Giscard d'Estaing s'est fait expressément l'apôtre du libéralisme, et même du « libéralisme avancé », signifiant ainsi qu'il ne voulait pas en rester aux vieilles idées des « manchesteriens ». Et son gouvernement a bien pratiqué quelques-uns des enseignements des néo-libéraux en supprimant le contrôle des prix, en tournant le dos à une « politique des revenus » pour favoriser les discussions entre patrons et salariés, en soutenant une politique qui aidait les entreprises à reconstituer leurs profits.

Cela dit, la puissance de l'Etat reste très forte. Le total des « prélèvements » obligatoires, fiscaux et sociaux est de plus en plus lourd. Au début du septennat de M. Giscard d'Estaing, ils représentaient 36,3 % du produit national. Ils atteignent 42 % aujourd'hui.

D'autre part, l'Etat intervient sous le gouvernement Barre dans des secteurs privés de plus en plus nombreux soit pour avoriser des fusions, des implantations d'entreprises, soit pour contrôler la marche de tous les secteurs technologiques essentiels.

Curieusement, le raz de marée libéral a atteint surtout M. Chirac, qui apparaît tout à fait aujourd'hui — dans la majorité mais contre M. Giscard d'Estaing — comme un disciple de M. Reagan, critiquant l'Etat centralisateur, interventionniste et écrasant les contribuables.

L'effervescence intellectuelle libérale est forte aujourd'hui dans la plupart des pays occidentaux, notamment dans les universités. Citons en France MM. J.-J. Rosa, Pascal Salin, Christian Morrisson, Alain Wolfelsperger ; en Grande-Bretagne : Alain Peacock, John Burton, Ralph Harris; en Allemagne fédérale l'équipe du professeur Giersch ; en Italie : Antonio Martino, Sergio Ricossa.

Cependant, il est bien difficile de savoir si ce renouveau du libéralisme a des chances de se prolonger pendant de longues années. Tout dépend des résultats des politiques entreprises sous cette étiquette. Sans doute les programmes économiques des travaillistes en Grande-Bretagne ou des démocrates aux Etats-Unis n'ont pas répondu à l'attente de leurs inspirateurs. Mais si Mme Thatcher maîtrise peu à peu l'inflation et si elle a su redonner à la livre un statut enviable, le ratage est complet du côté de l'emploi (les chômeurs représentent 10 % de la population active) et des coups de griffes aux thèses libérales ont dû être donnés : soutien de l'Etat à British Leyland et à British Steel, abandon du plan de restructuration des charbonnages, et surtout augmentation de la pression fiscale dans le dernier budget. Les Allemands s'attendent, eux, à une baisse absolue de la production en 1981, et leur déficit extérieur atteint tous les records.

Tous les yeux se tournent maintenant vers les Etats-Unis. S'ils repartent du bon pied et maintiennent une croissance moyenne sans trop d'inflation, le flambeau du libéralisme a des chances de briller encore. Sinon...

PIERRE DROUIN.

(1) *Mrs Thatcher's First Year*, Jill Norman ltd. Londres 1980. Cité par *le Monde diplomatique* de février 1981.

(2) *Journal de Genève* du 7 janvier 1981.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

1978

Commission paritaire n° 57 437.

LE panorama des gestions à court terme comparées de l'Allemagne de l'Ouest, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie est réalisé par une équipe de conjoncturistes européens avec la participation de Cégos-Économie.

Ont été sélectionnés six *indicateurs (taux de croissance* de la production industrielle, prix à la consommation, taux de chômage, équilibre des échanges commerciaux, goulets de production et investissement, degré de sensibilité au marché international). Les quatre premiers font l'objet de graphiques, de manière à montrer la position relative de chaque pays. Ce qui permet, ensuite, de les noter (pour les deux derniers indicateurs, *on se limitera à ces notes*).

Ces appréciations seront obtenues par le regroupement des résultats autour des trois objectifs majeurs d'une bonne gestion à court terme : a) croissance la plus forte possible ; b) croissance de bonne qualité (inflation et taux de chômage limités) ; c) croissance pouvant être maintenue (rythme d'investissement suffisant, échanges équilibrés, degré de sensibilité au marché international *limité*).

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

Le casse-tête de l'emploi

PLUS que jamais, les gouvernements des pays industriels *s'évertuent* à courir après les quatre grands objectifs du fameux « carré magique » : la production, l'emploi, les prix et l'équilibre extérieur. Contrairement à ce qui s'était passé après le premier choc pétrolier, où la balance a pu être assez rapidement rétablie et l'inflation calmée, avec quelque retour à la croissance, la tâche apparaît maintenant beaucoup plus rude. S'il est possible, à la rigueur, de s'accommoder de prix élevés et d'un déficit, grâce à un endet*tement auquel se résignent plus* ou moins tous les gouvernements, même lorsqu'ils disent le contraire, il y a un objectif qui apparaît sans espoir, du moins dans l'immédiat : l'emploi. Celui-ci subit en effet actuellement le double handicap conjoncturel de la récession et structurel d'une transformation profonde du tissu industriel forcée par l'acharnement de la concurrence internationale. Chaque pays doit passer cette période difficile en évitant tout à la fois l'explosion de *sans-emploi* et les mesures défensives irréfléchies hypothéquant un avenir qui, avec la reprise attendue en 1982, devrait ramener l'espoir.

Les chiffres du chômage sont toujours discutés, sinon contestés. C'est qu'ils recouvrent des réalités démographiques, sociales et économiques différentes suivant les pays, sans compter les moyens de mesurer eux-mêmes variables et les présentations politiques qui peuvent en être faites. Cependant, si on ne regarde pas seulement le niveau, mais aussi le taux de croissance, les résultats sont plus nets. Le record peu enviable appartient *sans conteste* à la Grande-Bretagne, où l'effectif des chômeurs a véritablement explosé au cours des douze derniers mois, comme le montre notre graphique. Un dixième de la population est sans emploi. Comme l'a souligné un bulletin publié par le groupe financier Charterhouse, l'indemnisation des trois millions de chômeurs prévus pour 1982 va absorber intégralement les 15 milliards de livres que représente pour le Trésor la manne du pétrole de la mer du Nord. Autrement dit, ces revenus vont être utilisés pour des mesures sociales défensives, alors qu'ils devraient servir en priorité à donner à la Grande-Bretagne des chances de renouveau en fournissant aux industriels les moyens d'investir.

Comme le fait d'ailleurs remarquer le même bulletin, la réduction des effectifs ne permet même pas aux entreprises d'améliorer leur compétitivité, car leur activité baisse plus vite encore. Si une augmentation du chômage apparaît inévitable, encore faut-il qu'elle ne soit pas aggravée par les effets d'une politique monétaire et budgétaire excessive. Sinon, c'est le cercle vicieux de la dépression profonde et les trois millions et demi de chômeurs prévus par le C.B.I. (le patronat) en 1985, et que celui-ci aurait souhaité ramener à un peu plus de deux millions en proposant son plan de relance quadriennal, financé par les ressources pétrolières. Las ! le budget présenté le 10 mars et voté de justesse a montré que l'austérité continue inexorablement.

Ainsi, il faut éviter le double irréalisme d'une rigueur monétaire excessive et celui d'une relance irréfléchie qui aggrave le déficit et favorise surtout les emplois étrangers via les importations. Si la France a apparemment choisi cette voie moyenne, elle n'a pourtant pas réussi à bloquer une augmentation régulière des chômeurs, qui, comme l'a montré une enqute de l'Institut des statistiques, traumatise les Français et devient le thème majeur de l'actuelle campagne présidentielle. Le président sortant, M. Valéry Giscard d'Estaing, questionné par les journalistes au cours d'un débat télévisé, a bien reconnu que le chômage a été le point noir de son septennat. Tout en s'appliquant immédiatement après à démontrer, en choisissant les chiffres favorables, que la France a fait relativement moins mal que les autres, et que l'avenir pourrait être meilleur... en 1985.

L'idée est dès lors de faire comme pour l'équilibre extérieur quand on s'endette. Il faut tirer en quelque sorte des « traites d'emplois » sur l'avenir. D'où des mesures qui permettent d'acheter du temps : favoriser, avec l'aide financière de l'Etat, le travail à temps partiel, les préretraites... Le tout est de ne ne pas trop charger le « bateau social » au point de faire sombrer la compétitivité. D'autres proposent de réduire fortement les horaires, ou d'accélérer vigoureusement la croissance, en en récupérant le maximum pour l'emploi et en rendant le passage des frontières plus difficile aux produits étrangers, ou encore d'augmenter le rendement en taxant plus les machines et moins les hommes. Solution qui risque de bloquer la « robotisation », pourtant indispensable pour permettre à des industries comme l'automobile de relever le défi japonais. Ainsi, les joutes électorales actuelles font fleurir les solutions, mais les réalités économiques et sociales se chargeraient malheureusement très vite d'en montrer les limites.

L'Allemagne, quelles que soient l'interprétation des chiffres et les comparaisons parfois désavantageuses pour elle, dispose d'une marge de manœuvre nettement plus importante que la France et, bien entendu, que la Grande-Bretagne. Le côté du « carré magique » qui, ici, donne le plus de soucis est celui de l'équilibre extérieur, qui, par un jeu de cercle vicieux, accélère la détérioration des termes de l'échange. Les dernières mesures monétaires ont bien montré cette priorité, qui risque d'aggraver encore plus la récession et le sous-emploi. Déjà psychologiquement, le dépassement du fatidique chiffre du million de chômeurs joue ici le même rôle que l'approche des deux millions en France et des trois millions en Grande-Bretagne. Il a provoqué un choc d'autant plus net que l'opinion a été longtemps bercée par la célèbre phrase du chancelier Schmidt : « *Les bénéfices d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain.* »

« Travaillez dur et serrez la ceinture »

Ces objectifs, qui paraissaient bien près d'être atteints il y a peu, sont maintenant menacés. Pis même : le sens de la célèbre phrase risque d'être complètement modifié, par les investissements accélérés de productivité auxquels les concurrences japonaise et américaine vont forcer l'industrie allemande, sans que l'activité en atténue les effets, au contraire ! Les syndicats, ne *croyant plus dans les seules ver*tus de la modération salariale, prévoient maintenant des moyens d'action plus directs : ainsi, la D.G.B. envisage un plan qui permettrait la création de deux cent mille à trois cent mille emplois dans cinq secteurs sélectionnés, moyennant crédits. Mais aussi bien M. Matthoefer, le ministre des finances, que M. Lambsdorf, le ministre de l'économie, refusent toute idée de relance. Ce dernier a par ailleurs conseillé : « *Travaillez dur et serrez la ceinture.* » *Encore faut*-il *que* tout le monde puisse rester au travail. Il est *vrai* qu'en Allemagne le chômage partiel ou technique, qui est largement utilisé, peut constituer une solution d'attente.

S'il faut en croire les chiffres, l'Italie a cédé, au cours des douze derniers mois, sa place de pays à taux record de chômage à la Grande-Bretagne. Il faut noter que l'activité y a été forte pendant une bonne partie de l'année 1980, ce qui a entraîné une baisse de ce taux. Mais, avec le retournement de conjoncture, il pourrait remonter sensiblement. Le chômage est un problème prioritaire au même titre que l'énorme *déficit extérieur. C'était bien là* l'idée du plan de M. Manca, le ministre du commerce extérieur, qui envisageait de développer simultanément exportations et emploi par des facilités de crédit, jusqu'à ce que le gouvernement finisse par être acculé à la dévaluation de la lire. Certes, en Italie plus qu'ailleurs, il y a aussi le travail au noir qui intervient comme un régulateur dans l'« économie souterraine » d'une foule de petites sociétés performantes. Leur situation contraste *avec celle des énormes entre*prises, comme celles de la chimie, qui sont en quasi-faillite et ne peuvent maintenir leurs centaines de milliers d'emplois qu'avec l'aide de l'Etat.

MAURICE BOMMENSATH.

NOTATION DES GESTIONS À COURT TERME COMPARÉES

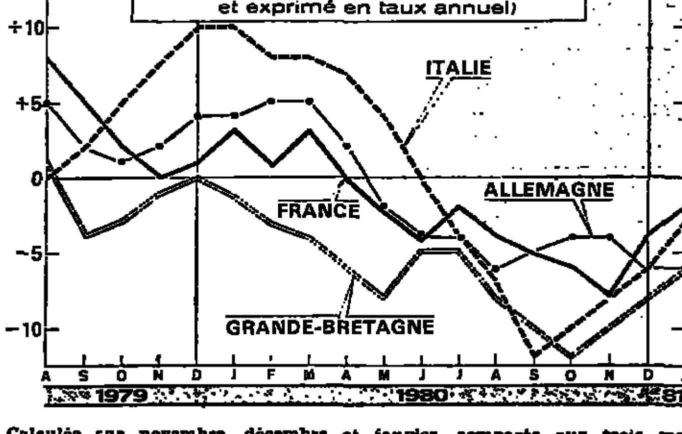
(Dans chaque case : notation, puis tendance précédente en dessous.)

	TAUX DE CROISSANCE	QUALITÉ DE LA CROISSANCE		MAINTIEN DE LA CROISSANCE		
		Prix	Emploi	Capacite de production	Echanges	Sensibilité (1) internationale
ALLEMAGNE	— — / — —	— / —	— / —	— / —	+ / +	— / — —
FRANCE	— / — —	— — / — —	— — / — —	— / —	— — / — —	+ / +
ITALIE	— / — —	— — — / — — —	— — / — —	— — / — —	— — / — —	— — / —
GRANDE-BRETAGNE	— — / — —	— / —	— — — / — — —	— — — / — — —	+ / ++	++ / ++

+++ excellent ++ bon + assez bien — médiocre — — mauvais — — — très mauvais + tendance précédente

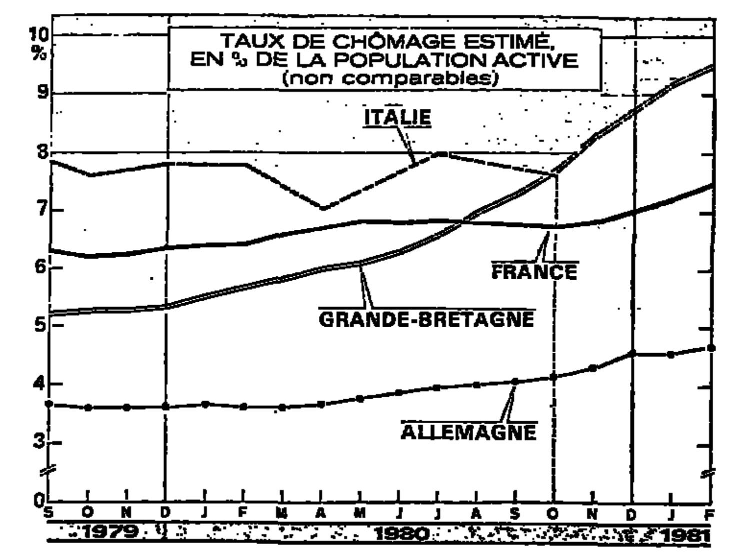
(1) La sensibilité internationale, appréciée par rapport à la structure des échanges, n'est pas comparable d'un pays à l'autre. Plus elle est élevée, plus elle constitue un handicap pour la gestion à court terme.

TAUX DE CROISSANCE



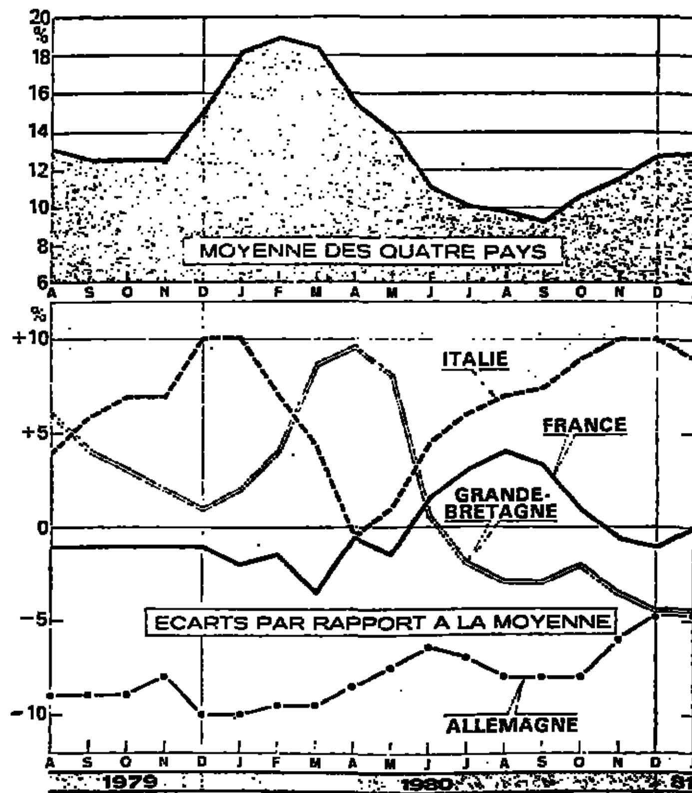
Calculée sur novembre, décembre et janvier, comparée aux trois mois précédents, la production industrielle voit sa baisse se ralentir en France (— 2 %), en Italie (— 3 %) et en Grande-Bretagne (— 6 %), mais non en Allemagne (— 6 %).

NIVEAU DE CHOMAGE



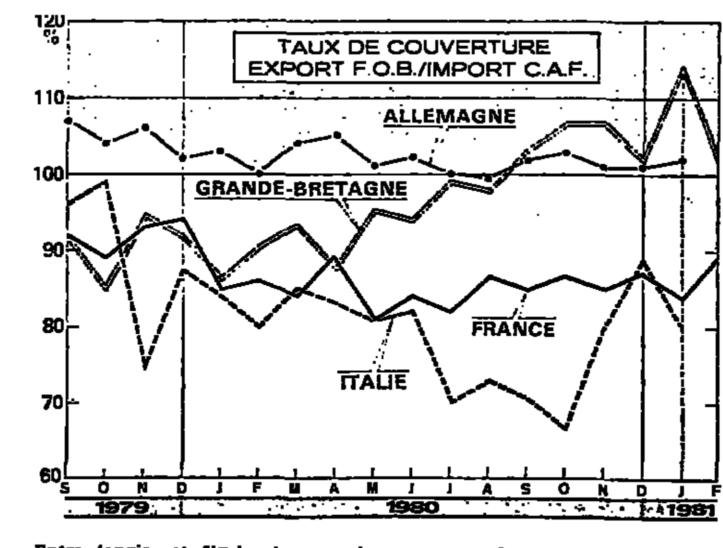
Entre janvier et février le taux de chômage par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a augmenté de 4,55 % à 4,65 % en Allemagne, de 7,25 % à 7,45 % en France et de 9,20 % à 9,50 % en Grande-Bretagne.

EVOLUTION DES PRIX



Entre janvier et février l'inflation moyenne des quatre pays est restée stable à 12,8 %. Le rythme des prix allemands s'est un peu accéléré de 8,3 % à 8,7 %, de même que celui des prix anglais de 7,9 % à 8,3 % et des prix français de 11,8 % à 12,7 %. En revanche on a constaté une légère décélération des prix italiens de 23,3 % à 21,9 %. Rappelons que ces chiffres sont calculés sur les trois derniers mois. Evalués sur douze mois ils sont de 5,4 % pour l'Allemagne, 12,5 % pour la Grande-Bretagne, 12,6 % pour la France et 20 % pour l'Italie.

ECHANGES EXTÉRIEURS



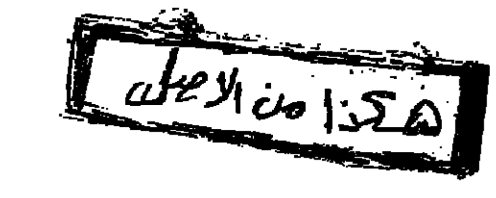
Entre janvier et février le taux de couverture des importations par les exportations, calculé Fob-Caf et corrigé des variations saisonnières, a reculé de 113 % à 102 % en Grande-Bretagne et a augmenté de 84 % à 89 % en France. Entre décembre et janvier ce taux est resté inchangé à 102 % en Allemagne, mais a augmenté à 104 % en février et a diminué de 89 % à 80 % en Italie.

SITUATION AU JAPON...

CROISSANCE + (+)	La *production industrielle a continué à augmenter* de 0,6 % en janvier et de 2,5 % en février. Cependant les dépenses de consommation stagnent.
PRIX + (+)	L'inflation calculée sur décembre, janvier et février a été ramenée au rythme annuel de 2,8 %. Calculée sur douze mois, elle est de 6,5 %.
CHOMAGE + (+)	Le taux de chômage, par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, est de 2,20 %.
ECHANGES + (+)	La balance commerciale, calculée Fob-Caf et corrigée des variations saisonnières, a été excédentaire de 0,47 milliard de dollars en janvier et de 0,17 milliard en février.

... ET AUX ÉTATS-UNIS

CROISSANCE + (++)	L'activité américaine garde du tonus, surtout grâce à une forte consommation : les ventes au détail ont augmenté de 2,9 % en janvier et de 0,9 % en février. Cependant les commandes à l'industrie ont fléchi, pour la première fois, de 0,3 % en janvier et la production industrielle de 0,5 % en février.
PRIX — — (— —)	Calculé sur décembre, janvier et février, le rythme annuel des prix de gros s'est accéléré à 9,2 % et celui des prix de détail reste de 11,5 %.
CHOMAGE — — (— —)	*Entre janvier et février* le taux de chômage, par rapport à la population active, corrigé des variations saisonnières, a légèrement reculé de 7,4 % à 7,3 %. Si la baisse de ce taux a été faible au cours des derniers mois (— 0,3 %), en revanche l'effectif au travail a sensiblement augmenté (+ 500 000).
ECHANGES — — — (— —)	Le déficit commercial, calculé en Fob-Caf, a augmenté fortement à 3,11 milliards en décembre et 5,44 milliards en janvier, mais a reculé à 3,15 milliards en février.
MONETAIRE ET FINANCIER	Le prime rate a continué à baisser de 19 % à 18 %, puis à 17,5 % et même à 17%.





Un entretien avec M. Emilio Colombo

(Suite de la page 21.)

— Il est certes difficile, en l'état actuel des choses, de traduire, concrètement, c'est-à-dire en actions diplomatiques, la nécessité et la volonté de dialogue à laquelle vous avez fait allusion plusieurs fois. Mais que peut-on faire aujourd'hui, en pratique ?

— On peut, en attendant, adresser à l'U.R.S.S. des signaux très clairs pour lui faire comprendre que la détente serait irrémédiablement compromise : 1) si d'autres faits tendant à modifier les équilibres existants avaient lieu ; 2) si elle demandait d'accepter comme un fait acquis des situations comme celle de l'Afghanistan et si on ne cherchait pas de solutions politiques. Il me semble que cette attitude serait déjà très importante. D'autre part, je crois que le monde occidental doit restaurer les équilibres qui ont été altérés.

— Comment l'Occident doit-il concentrer ses actions, et à travers quelle instance ? Il y a eu des polémiques récentes à propos de l'hypothèse — qui a été abandonnée ensuite — d'un sommet restreint à la Martinique. Un rapport de quatre instituts de relations internationales a formulé différentes propositions pour la gestion de la crise et souligné un rôle spécial pour les « nations dites » principales », dont l'Italie était exclue. Quelle est votre opinion à ce propos ?

— Dans ce rapport, il y a une série d'appréciations de la politique occidentale avec lesquelles on peut globalement être d'accord. Mais ensuite, on cherche une instance pour l'élaboration d'une politique commune et, à mon avis, c'est une erreur. Il y a déjà des « supports » de consultation européenne et occidentale qui fonctionnent très bien. Sous notre présidence, précisément, le sommet des sept pays les plus industrialisés qui était une rencontre purement économique s'est transformé en rencontre aussi politique. Donc, il y a la réunion des Sept comme instance de consultation occidentale qui comprend aussi une grande puissance asiatique comme le Japon.

» Nous ne croyons pas du tout à l'utilité de sommets du type Guadeloupe. L'expérience nous dit qu'ils font plus de mal que de bien, et qu'il vaut mieux ne pas les répéter. L'Italie a montré qu'elle voulait assumer ses propres responsabilités dans le cadre de l'alliance entre les pays occidentaux, mais elle ne voudrait sûrement pas remplir des devoirs et appliquer des choix qu'elle n'ait pas été appelée à examiner.

— La politique extérieure d'un pays est la projection de sa politique intérieure. Et l'Italie projette à l'étranger une image de crises de gouvernement continuelles, de faiblesse économique permanente. Comment peut-elle prétendre avoir autorité en matière de politique extérieure ?

— En parlant avec les responsables d'autres pays, je me suis trouvé amené à développer deux raisonnements contradictoires en apparence. Sous l'angle de l'orientation internationale, l'Italie est certainement le pays le plus stable de l'après-guerre ; elle a fait ses choix, les a maintenus, et, à l'intérieur, même des forces politiques qui y avaient été hostiles ont ensuite déclaré vouloir soutenir ces choix.

» Mais il y a l'envers de la médaille. Il me faut à chaque fois répéter que cette continuité sera maintenue malgré l'instabilité et l'incertitude de la politique intérieure, les faiblesses de notre politique économique et l'imperméabilité presque absolue de toute une partie de notre opinion publique et des forces politiques et sociales à la conviction qu'il existe un rapport direct entre la solidité et la cohérence en politique intérieure et l'efficacité et le prestige en politique extérieure.

— Dans un passé récent, la Communauté européenne a été souvent un des motifs de désaccord entre les partenaires européens. Quel est votre diagnostic de l'état de santé de la C.E.E. ?

— Nous sommes conscients d'avoir pour le moment beaucoup acquis, et non sans difficultés, mais ne sommes pas satisfaits. Non seulement parce que certains intérêts italiens essentiels ne semblent pas pris en compte parfois dans le développement des politiques communautaires, mais surtout parce que nous pensons que l'Europe a perdu son élan, qu'elle a déçu l'idéal pour lequel elle était née, et qu'elle est devenue aujourd'hui un terrain de compromis fragiles, lents à atteindre et pas toujours équitables pour tous.

» On peut demander des sacrifices à tel ou tel pays, dans tel ou tel secteur, à condition que l'objectif final reste le même, c'est-à-dire l'union européenne, donc une responsabilité commune aussi bien par rapport aux autres protagonistes de la politique mondiale qu'en vue d'un développement harmonieux de tous les pays membres et de toutes les composantes de la Communauté. »

Propos recueillis par
PAOLO GARIMBERTI.

« Inventer la vie » en Grande-Bretagne

Aménager, améliorer la vie, ici et tout de suite, sans trop compter sur les pouvoirs publics, tel est le rêve de nombreux citoyens qui abordent avec appréhension la dernière ligne droite du siècle.

En Grande-Bretagne, les initiatives individuelles foisonnent dans tous les domaines de la vie sociale, et ce bouillonnement est tout aussi frappant que l'efficacité avec laquelle il est sécrété, stimulé, canalisé. Depuis octobre 1977, un catalyseur de ces initiatives fonctionne : le Mutual Aid Center (MAC).

« *NOUS voulons encourager et promouvoir les expériences de coopération à petite échelle,* disent les fondateurs du MAC, dont Michael Young, devenu ensuite député, *contre le sentiment d'impuissance et d'aliénation en face des bureaucraties de l'Etat moderne. Nous avons la certitude qu'il y a de nombreux domaines où il vaut mieux se débrouiller soi-même et aider ses voisins que compter sur un Etat lointain et surchargé.*

» Nous pistons les projets novateurs, conseillons et aidons leurs promoteurs, à la fois sur le plan méthodologique et sur le plan de la recherche de financements, favorisons des rencontres, essayons d'éviter les doubles emplois et d'étendre les expériences fructueuses. Notre domaine n'est pas celui du discours, mais celui de l'expérience concrète. Si une quelconque des initiatives que nous avons encouragées peut constituer une nouvelle forme de coopération, nous avons gagné. »

Un exemple parmi des dizaines d'interventions du MAC depuis sa naissance : un centre d'aide mutuelle dans une tour de Birmingham, cité industrielle, besogneuse, surpeuplée. Princethorpe Towery est une tour comme beaucoup d'autres, neuve, impersonnelle, emplie de locataires affairés. Quelques anciens amis se retrouvent par hasard, se parlent, rêvent ensemble d'un espace, d'une vie moins inhumaine, de créer des liens entre tous les anonymes de l'immeuble. Ils creusent l'idée et vont trouver les permanents du MAC. Une stratégie est élaborée collectivement et, grâce à l'intervention du centre, une subvention est accordée par le département de l'environnement. L'ensemble de l'opération est placé sous la responsabilité de Glenys Thornton, directeur de projets à plein temps au MAC.

Une large enquête est lancée au début de 1978 auprès des habitants de la tour : *« Quels sont vos principaux griefs à l'égard de votre type d'habitat et du mode de vie qui en découle ? » « Quelles sont vos suggestions pour y remédier ? »* Les réponses pleuvent. Principalement de la part des mères de jeunes enfants et des personnes âgées.

L'ensemble des habitants réclament la circulation d'informations à l'intérieur de la communauté et la mise en place d'un système d'accueil pour les nouveaux arrivants. Un couple précise notamment que depuis son installation (trois mois) il n'a rencontré aucun voisin ! Beaucoup mentionnent qu'ils ont surchargé leurs portes de verrous et qu'ils ont toujours peur d'être cambriolés.

Les résultats de l'enquête sont commentés au cours de réunions organisées par le MAC et les volontaires. Des décisions sont votées, des responsables sont nommés, un planning de démarches à faire est élaboré. Le MAC prend en charge les contacts extérieurs et décide d'embaucher à mi-temps une femme, Diane Steingart, qui va préparer l'infrastructure nécessaire à la mise en œuvre des activités communautaires.

Le champ du MAC

Un an après, la vie a changé à Princethorpe. Les locataires se rencontrent. Une série d'activités fonctionnent et font le plein, depuis des classes de rattrapage jusqu'à des cours sur l'argent. La police locale débarque de temps en temps pour discuter avec les habitants (et la fréquence de ses interventions a baissé de façon spectaculaire). Les conseillers locaux sont invités à des soirées et l'immeuble devient un lieu de rencontres de toute la communauté locale et des bénévoles.

Enfin, le MAC a obtenu une licence de six mois du ministère de l'intérieur qui permet à la tour de mettre sur pied sa propre station de radio. Les programmes seront réalisés par les résidents qui y travaillent avec enthousiasme. L'expérience commence à faire école et s'étend à d'autres immeubles en 1980, pour la zone de Highgate dans laquelle est située la tour pionnière, un programme du même type a démarré en 1979 à Hackney, à l'est de Londres.

Le champ des interventions du MAC est vaste, autant que l'imagination des citoyens britanniques. On peut citer à son actif, et de façon très arbitraire :

● Le « Braintrain » où les voyageurs de quelques lignes de chemin de fer (dix lignes actuellement) ont transformé la corvée du transport quotidien en rencontres amicales et culturelles. Ils se rassemblent par petits groupes pour discuter de sujets d'intérêt commun, sous l'aile d'un « tuteur » bénévole qualifié. Dans certains cas des professionnels peuvent être engagés et rémunérés pour une série de prestations. Le British Rail coopère en offrant la possibilité de réserver des wagons.

● De multiples *workshops* ou ateliers édifiés dans des locaux de fortune où on répare de l'électroménager, des voitures et des cycles. Les avantages sont multiples : lutte contre le gaspillage (entretien et récupération), gain de sécurité (on répare ses appareils avant qu'ils ne soient complètement déglingués), éducation sous la tutelle de volontaires professionnels (bénévoles et éventuellement rémunérés) d'un large public qui acquiert ainsi la maîtrise de ses outils quotidiens.

● La transformation de petites épiceries au bord de la faillite en magasins de vente en semi-gros dans les campagnes : peu de produits, des emballages consignés, des prix modérés, et vente en grande quantité ; livraison aux personnes âgées ou isolées.

● La création de groupes de crédit et d'épargne à partir d'une communauté de travail, d'églises, de clubs ou d'organisations professionnelles. Ces groupes arrivent à négocier des emprunts à des taux extrêmement bas alors que, compte tenu des situations financières individuelles, leurs membres ne pourraient même pas emprunter ou seraient contraints de payer des taux très élevés.

● La mise sur pied d'un circuit de distribution pour les ouvrages sur le mouvement d'aide mutuelle. Sont déjà parus : *Go to work on the braintrain* et *Mutuel Aid in a selfish society*.

La Grande-Bretagne n'aurait-elle pas inventé un mode de vie particulièrement bien adapté à la crise, à la nouvelle pénurie et aussi à ses propres difficultés économiques ? Les structures mentales des Anglais s'y prêtent : sens civique, de la collectivité, de la solidarité, des réalités, que les jeunes apprennent dès l'école — en participant à des actions concrètes dans la communauté, dans le cadre d'un service scolaire volontaire.

Peut-on penser que fleuriront un jour aux fenêtres d'autres pays de petits écriteaux accrochés par les personnes en difficulté pour demander de l'aide, des courses, une visite, comme au cours d'une campagne britannique de « bon voisinage », que l'on verra, le long des lignes de chemin de fer, des « jardins communautaires », espaces libres entre les rails et la ville, cultivés, transformés en potagers, appartenant à ceux qui le désirent et les entretiennent, et imaginer des élus locaux débordés par les propositions d'aides bénévoles en tout genre. Il y a actuellement en Angleterre 6 millions de bénévoles, et l'annuaire des fondations et associations à buts sociaux, qui distribuent des fonds dans ce pays, compte trois cents pages !

ANNIE BATLLE.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.	222 F	371 F	521 F	670 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE	387 F	781 F	1 016 F	1 330 F
ETRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	254 F	436 F	618 F	800 F
II. — SUISSE, TUNISIE	324 F	576 F	828 F	1 080 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Les barrières artificielles

MALGRE maints serments sur le libre-échange, les Etats-Unis sont encore livrés aux vagues protectionnistes, notamment chaque fois que leur propre industrie fait fausse route, et quand la conjoncture est à la baisse. Actuellement, ce sont les automobiles d'importation japonaise qui sont clouées au pilori. Il n'y a pas si longtemps, Washington avait érigé des barrières artificielles pour l'importation du textile, de la confection, des métaux précieux, des appareils de télévision, des articles électroniques, des chaussures en cuir, du sucre et de l'acier à base de carbone.

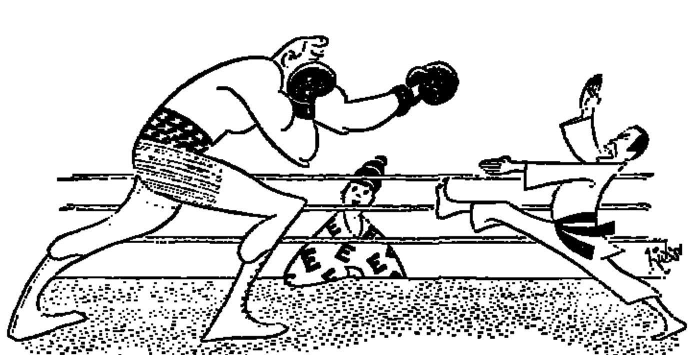
L'appel à l'arrêt des importations est traditionnel aux Etats-Unis. L'industrie de transformation de ce pays géant a été construite derrière les murs d'importantes taxes douanières. Aujourd'hui, il est bien connu que le Smoot-Hawley Tariff Act, signé par le président Hoover en 1929, avait jeté l'Amérique et le reste du monde dans la grande dépression. Face à la concurrence étrangère inexistante, après 1945, les Etats-Unis avaient pu tranquillement mener à nouveau une politique de marché ouvert. Elle s'est poursuivie jusqu'au 15 août 1971, lorsque Richard Nixon, du jour au lendemain, avait institué une taxe d'importation de 10 %.

Dans les « cafés du commerce » de Washington, on parie, à 10 contre 1, que les dispositions pour une attaque frontale contre le flot des automobiles japonaises sont déjà prises. Il ne s'agit plus que de l'emballage. Etant donné que l'accord général dans le domaine commercial et douanier (GATT) interdit des interventions unilatérales dans la circulation des marchandises, l'administration Reagan penche en faveur d'un « Orderly Market Agreement » (OMA). Dans ce dernier, Tokyo s'engagerait à diminuer volontairement les livraisons vers les Etats-Unis à un certain volume pour une durée déterminée.

Washington a fait de bonnes expériences avec de tels accords auto-restrictifs, d'ailleurs une invention américaine. Lorsque la pression est suffisamment forte, tous les gouvernements étrangers suivent. Le Japon l'a déjà subi à plusieurs reprises.

Le Congrès insiste pour une démarche plus ferme, car le stade où les programmes défectueux de Detroit étaient rendus responsables de la situation misérable des ventes est depuis longtemps dépassé. Tous les hommes politiques concernés sont effrayés, ce qui n'est pas étonnant devant l'ampleur du chômage et les pertes énormes des quatre trusts d'automobile (en 1980, globalement 4,2 milliards de dollars). Chrysler est l'épouvantail. Cette société a déjà fait appel à 1,2 milliard de dollars de crédit garanti par l'Etat.

Deux projets de loi, rivalisant mutuellement en fermeté, sont proposés à l'appareil législatif des Etats-Unis. L'un vient des sénateurs Danforth et Detsen, un attelage démocrate-républicain, et il tend vers une limitation des importations d'automobiles du Japon, dont le volume serait uniquement déterminé par les Etats-Unis. Selon le projet, l'empire insulaire d'Extrême-Orient devra diminuer ses livraisons de 15 % au cours des prochaines trois années. C'est-à-dire que 1,6 million de voitures seulement traverseraient le Pacifique chaque année (contre 1,9 million en 1980).



L'autre projet de loi, qui porte la signature des députés Brodhead et Hillis, prévoit de 1981 à 1983 un contingent annuel d'exportation de 1,2 million d'unités. Par la suite, les Japonais pourraient y ajouter 5 %, ainsi leurs exportations vers les Etats-Unis atteindraient en 1984 environ 1,26 million de voitures et en 1985 plus de 1,32 million. Avec un tel contingentement, il y a un risque que des livraisons européennes soient également limitées. Tout dépend toutefois de l'année de référence.

Lors du dépôt des projets, les auteurs ont fait valoir que l'état d'exception dans lequel se trouve Detroit exige des mesures extraordinaires. Pour la reconversion vers de petites voitures économes en essence, l'industrie automobile des Etats-Unis, jusqu'à 1985, a besoin de 80 milliards de dollars et il lui faut s'adapter aux conditions modifiées de la compétition. De plus, une crainte se développe : l'augmentation permanente du prix de l'essence en Amérique pourrait bien renforcer la course vers les petites voitures rapides nippones. Rien qu'au mois de janvier le Japon a livré 531 539 voitures aux Etats-Unis, soit 33 % de plus qu'un an auparavant.

A cela, s'ajoute encore le fait que les membres du Congrès regardent avec inquiétude vers l'Europe. Ils croient — et ils ne sont pas les seuls — à une avalanche de voitures japonaises sur le marché américain, si la C.E.E. décidait des restrictions officielles. Dès maintenant, M. Philip Caldwell, chef de la Ford, chauffe les esprits en indiquant que l'Angleterre, l'Italie et la France limitent dès maintenant unilatéralement les importations de l'Asie de l'Est. De plus, les taxes d'importation de la Communauté sont trois fois plus élevées que les américaines.

Deux membres du cabinet Reagan, MM. Baldrige et Lewis, respectivement ministre du commerce et ministre des transports, poussent ce dossier au sein du Congrès en utilisant notamment l'argument que les programmes d'amortissement de l'administration n'aideront Detroit que dans trois ans. Mais le président, M. Wiesenbaum, son économiste en chef, M. Stockman, directeur du budget, et M. Reagan, ministre des finances, agissent en libre-échangiste, mettant en garde contre les conséquences inflationnistes d'une suspension des importations. Ils craignent également une nette réaction en chaîne à l'intérieur de l'Amérique.

Probablement, Washington et Tokyo conviendront d'un accord de régulation du marché, avant que le Congrès ne se réunisse. Le document qui limitera la livraison des voitures japonaises, à probablement 1,7 million par an, sera signé lors de la visite officielle du premier ministre, M. Zenko Suzuki au mois de mai.

HORST ALEXANDER SIEBERT.

INVESTISSEMENTS DIRECTS DES ÉTATS-UNIS DANS LA C.E.E.

Solde net des investissements à la fin de l'année (en milliards de dollars)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978
C. E. E.	30,9	35,4	39,1	43,2	47,9	55,2
dont : Belg./Luxem.	2,5	2,9	3,3	3,6	4,3	4,7
France	4,3	4,9	5,8	5,9	6,1	6,8
Allemagne	7,7	8,0	8,8	10,5	11,1	12,7
Italie	2,2	2,7	2,6	2,9	3,0	3,6
Pays-Bas	2,4	3,3	3,4	3,5	4,0	4,7
Royaume-Uni	11,0	12,5	13,9	15,1	17,4	20,3
Danemark	0,5	0,7	0,6	0,7	0,7	1,6
Irlande	0,3	0,5	0,6	0,9	1,1	0,9

Source : U.S. Department of Commerce : Survey of Current Business.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA COMMUNAUTÉ AVEC LE MONDE ET LES ÉTATS-UNIS

(Millions de dollars)

	1975	1976	1977	1978	1979
IMPORTATIONS (cif)					
Monde (ex-C.E.E.)	155 660	178 174	197 608	227 165	298 967
Etats-Unis	25 558	28 286	29 432	35 554	47 098
EXPORTATIONS (fob)					
Monde (ex-C.E.E.)	150 400	157 748	189 884	221 617	266 129
Etats-Unis	16 380	18 149	23 429	29 432	34 321
BALANCE					
Monde (ex-C.E.E.)	— 5 260	— 20 425	— 7 724	— 5 548	— 32 838
Etats-Unis	— 9 179	— 10 137	— 6 003	— 6 122	— 12 777

Source. — Eurostat : bulletin mensuel des relations commerciales Numéro spécial : 1958-1979.



Conseil de rédaction : Pierre Drouin, Jacqueline Grapin (« le Monde »), Piero de Garzarolli, Mario Fasanotti (« la Stampa »), John Greig, David Spanier (« The Times »), Ingeborg Schawohl, Walter Spiegel (« Die Welt »).

Rédaction en chef : Jacqueline Grapin.

Publicité : Yves Morvan (« le Monde »), Dante Secchio (« la Stampa »), Spencer Lee (« The Times »), Dietrich Windberg (« Die Welt »).

La vive opposition des intérêts agricoles

LA récente prorogation de l'accord international sur le blé de 1971, pour la sixième fois et pour deux ans, traduit bien l'incapacité des grands producteurs agricoles à s'entendre pour administrer les marchés. L'arrivée au pouvoir d'une nouvelle équipe à la Maison *Blanche* ajoute à l'incertitude qui règne quant à la conclusion de nouveaux accords. Pour ce qui regarde les Etats-Unis, d'une part, et la Communauté économique européenne, d'autre part, l'exemple du blé est intéressant, car il illustre l'opposition d'intérêts de fond entre les deux puissances économiques. A la tête chacune d'un volume de production et d'exportations, elles ne veulent pas d'un accord qui contraindrait l'autre.

Les Etats-Unis sont les premiers exportateurs mondiaux de produits agricoles et alimentaires, suivis par la France et les Pays-Bas. Ils sont aussi le second importateur de ces produits derrière l'Allemagne fédérale et devant la Grande-Bretagne et le Japon. Mais la C.E.E. prise dans son ensemble est à la fois le premier client des Etats-Unis et en situation d'exportateur permanent pour certains produits (sucre, céréales et produits laitiers) sur les marchés où les Etats-Unis entendent également être présents.

Si ce jeu commercial ressemble à une lutte d'influence entre deux puissances, la C.E.E. est en réalité dépendante par la nature de ses achats aux Etats-Unis, qui sont essentiellement des protéines (maïs et soja) dont dépend l'élevage européen.

Une stratégie simple

Quand, en 1973, l'administration Nixon, décréta l'embargo sur les exportations de soja, les conséquences pour l'Europe furent plus psychologiques qu'économiques : les clients prirent conscience de leur faiblesse, mais l'embargo, lui-même de deux mois, ne se traduisit pas par une importante diminution des exportations de graines et de tourteaux.

C'est que, dès cette époque, l'exportation de produits agro-alimentaires était devenue pour les Etats-Unis un devoir national, un outil de stratégie mondiale, alors que, auparavant, elle servait davantage à réguler les cours intérieurs. Plutôt que de décréter des embargos aux effets incertains, les Etats-Unis ont mené une action permanente en faveur de l'abaissement des barrières tarifaires et non tarifaires. Ils y ont assez bien réussi puisque, aux dernières négociations commerciales multilatérales Tokyo Round), ils ont obtenu de conserver leurs mesures protectionnistes pour les produits laitiers, de maintenir également la consolidation des droits de douane (au taux zéro) sur les importations de soja, et sont parvenus à percer une brèche dans les barrières douanières de la C.E.E., pour exporter de la viande bovine « de haute qualité », montrant ainsi le chemin à d'autres pays producteurs de viande.

En fait, la stratégie des Etats-Unis à l'égard de l'Europe est assez simple : il faut gêner les exportations de la C.E.E. et favoriser celles des Etats-Unis, mais cette simplicité-là se camoufle sous le voile du langage diplomatique. De part et d'autre de l'Atlantique, on joue sur les mots. Certes, les systèmes agricoles ne sont pas comparables, mais les Américains appellent subventions à l'exportation et barrières douanières ce que les Européens considèrent comme un régime de protection communautaire des producteurs et des consommateurs. La Communauté appelle aides à l'exportation et subventions aux producteurs ce que les Etats-Unis considèrent comme une activité normale de crédit et de régulation des marchés, en assurant le maintien des cours, sinon le revenu.

A cet égard, les divergences entre les administrations Carter et Reagan sont sans doute moins grandes que ce que la campagne électorale avait laissé prévoir. Le rôle du gouvernement, selon M. Reagan, est d'« *assurer la libre concurrence* ». Réticente aux accords bilatéraux, sauf pour les pays à économie centralisée, ce qui représente une large part des marchés, l'équipe gouvernementale républicaine a maintenu le credo de l'exportation.

Les moyens de la Commodity Credy Corporation ont été renforcés, et le maintien de l'embargo sur les céréales à destination de l'U.R.S.S. lui-même continue, semble-t-il, de gêner plus les Européens, qui y sont associés, que les Etats-Unis. En quittant son poste, le secrétaire à l'agriculture de M. Carter, M. Bob Bergland ne reconnaissait-il pas que les exportations des Etats-Unis vers l'Europe de l'Est avaient augmenté, notamment en R.D.A. et en Tchécoslovaquie ?

Le relatif rapprochement enfin des cours mondiaux et des cours européens pourrait atténuer les critiques américaines contre le protectionnisme de l'Europe. A moins que le rétrécissement des marges n'attise en réalité la concurrence commerciale mondiale.

JACQUES GRALL.

Les autres points noirs

LE déficit de la C.E.E. avec les Etats-Unis a plus que doublé de 1979 à 1980, passant de 13 à 28 milliards de dollars (signalons qu'en 1980 le déficit de la Communauté avec le Japon s'est élevé à 10,7 milliards de dollars).

A l'arrivée de M. Reagan au pouvoir, les divergences entre la C.E.E. et les Etats-Unis ont porté notamment sur :

— *Le dollar*. — La remontée de son cours a été largement due à une politique de hausse des taux d'intérêt. Celle-ci se modifie actuellement, les taux d'intérêt ayant commencé leur désescalade.

— *Les crédits à l'exportation*. La C.E.E. et les Etats-Unis, à la fin de l'administration Carter, s'étaient livrés dans le cadre de l'O.C.D.E. à une véritable guerre des crédits à l'exportation. Les Américains reprochaient aux Européens de fixer des taux d'intérêt beaucoup trop bas pour ces crédits afin de s'approprier les marchés des pays du tiers-monde. Cette querelle n'est toujours pas réglée et la décision du président Reagan d'abaisser de 410 millions de dollars les crédits affectés à l'Export-Import Bank ne va pas faciliter sa solution.

— *Les textiles*. — Les fabricants de la C.E.E. s'inquiètent de la part que les Etats-Unis prennent sur les marchés des Dix pour le velours côtelé et le tissu des blue-jeans. Elle représente respectivement 23 à 30 % du marché européen contre 10 et 24 % en 1977.

En outre, on a constaté une augmentation des droits de douane américains par le biais d'une modification de la classification douanière sur des produits de confection européenne.

— *Les produits sidérurgiques*. Les Etats-Unis viennent de décider d'élever de 4,4 % en moyenne, à partir du 1er mars, les « trigger prices » (c'est-à-dire les prix minimaux) pour les importations de produits sidérurgiques.

Le fait apparaît d'autant plus regrettable que les exportations de produits sidérurgiques de la C.E.E. vers les Etats-Unis ont baissé de 7,4 millions de tonnes en 1978 à 5,4 en 1979 et 3,9 en 1980.

Trois changements qui intéressent le Vieux Monde

(Suite de la page 21.)

Deuxième perspective de changement : le rétablissement de l'équilibre de la balance commerciale des Etats-Unis n'est peut être pas aussi éloigné ni aussi improbable qu'on veut le croire. En tout cas, après s'être plaints pendant plus de deux décennies du déficit « chronique » de leur grand allié et de la faiblesse du dollar, les pays européens auraient intérêt à envisager ce que serait leur situation dans le cas... d'un excédent extérieur américain et d'un dollar fort. La réalisation de cette hypothèse est presque indépendante de la réussite du plan Reagan (bien qu'elle risque évidemment d'être affectée dans le cas où celui-ci se terminerait par un fiasco grave du type relance de l'inflation avec dépression économique, mais cette hypothèse de « krack » est loin d'être la plus probable). Les importations de pétrole américaines ont représenté 78 milliards de dollars en 1980, alors que le déficit de la balance commerciale était de 32 milliards.

En sens inverse, les exportations américaines sont traditionnellement assez faibles à cause de la tendance qui a poussé dans l'après-guerre les firmes d'outre-Atlantique à investir directement à l'étranger plutôt que d'y exporter. Bien que les exportations aient considérablement augmenté (+ 21 % en 1980) elles ne représentent encore que 10 % du produit national brut américain, contre 20 % à 25 % dans les autres pays industrialisés. La marge de manœuvre est donc très large.

Les dispositions mises en œuvre pour favoriser les exportations sous l'administration précédente commencent à porter leurs fruits. S'en ajoutent maintenant d'autres, surtout à partir d'assouplissements réglementaires, malgré la réduction des facilités de l'Eximbank. Si les exportations continuent d'augmenter plus ou moins au même rythme (la hausse du dollar qui les rend plus difficiles ne semble pas un obstacle majeur), et si la production américaine de pétrole s'accroît spectaculairement du fait de la libération des prix du brut annoncée dès son arrivée par M. Reagan, le déficit de la balance commerciale américaine peut disparaître assez rapidement.

Les Etats européens risquent alors de se retrouver dans l'ensemble pénalisés par la hausse du dollar sur leurs importations (notamment le pétrole), et en face d'un adversaire commercial beaucoup plus acharné à défendre ses intérêts, sans compter une possible inversion des flux financiers internationaux.

Ces hypothèses méritent d'autant plus d'être envisagées qu'un troisième volet de l'action américaine risque d'apparaître au grand jour : l'utilisation systématique du levier économique comme instrument de puissance ou, plus exactement, de défense stricte des intérêts américains. Le concept de liaison « linking » lancé dès le jour de son élection par le président Reagan comme base des relations avec les Etats-Unis n'est évidemment pas annoncé comme tel dans les relations avec l'Europe et ses constituants. Ce serait une évidente maladresse diplomatique que de claironner : nous vous protégeons militairement, mais il faut que vous en payez le prix, et que nous en retirions quelques avantages. Il n'en reste pas moins, qu'il y a fort à parier que cette idée directrice ne régira pas seulement les rapports des Etats-Unis avec l'Union soviétique, mais avec tous les autres Etats.

Elle est d'ailleurs conforme à la diplomatie républicaine récente : on se souvient que, en 1973, les alliés européens de l'OTAN ont dû affronter durement MM. Nixon et Kissinger pour éviter la « globalisation » des questions dans la négociation d'une « nouvelle charte atlantique » (qui ne vit jamais le jour) Les pays d'Europe préféraient traiter séparément des questions monétaires au F.M.I., des questions commerciales au GATT, des questions militaires à l'OTAN, etc.

L'Europe paiera...

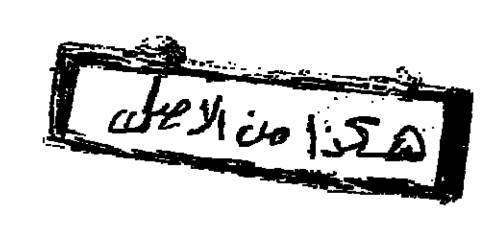
Il n'est pas certain qu'ils réussiront à défendre cette division des genres dans les importantes conversations qui doivent avoir lieu entre alliés avant le sommet occidental d'Ottawa, avant l'été, en préalable aux rencontres américano-soviétiques envisagées pour la rentrée. Il est d'ailleurs d'ores et déjà annoncé que les « sommets » ne traiteront plus seulement des questions économiques, mais probablement aussi des questions de défense. La stratégie de la région européenne risque d'y gagner... mais son économie beaucoup moins.

En supposant même que l'Amérique fasse feu de tout bois, y compris par exemple de sa capacité de déclencher une guerre du soja ou d'utiliser quelques autres armes dissuasives pour obtenir le démantèlement du marché commun agricole qui lui déplaît de plus en plus, il restera aux Européens la consolation de se dire que... renforcer son grand allié, c'est se renforcer soi-même.

Il leur faudra aussi se demander si l'ordre économique annoncé par l'O.C.D.E. dans le tableau des revenus par habitants en 1979 correspondait bien à l'ordre politique existant : nombreux sont les journaux des Etats-Unis qui ont relevé sans satisfaction le fait que l'Américain n'arrivait plus premier, mais dixième, au palmarès des revenus moyens individuels, après le Suisse, le Danois, l'Allemand de l'Ouest, le Suédois, le Luxembourgeois, le Norvégien, le Belge, l'Islandais et le le Français...

En conclusion : l'Europe paiera... Le critère collectif de réussite de la politique américaine sera seulement de savoir si, en définitive, l'ensemble des pays occidentaux se retrouveront tous comptes faits, même dans un ordre différent, en meilleur état ou non...

JACQUELINE GRAPIN.



ÉTATS-UNIS — EUROPE

Dialogue économique et archaïsme politique

LES relations entre les Etats-Unis et l'Europe sont étrangement déséquilibrées. Les rapports sont permanents et largement « institutionnalisés » dans les affaires économiques. Mais ils sont traditionnels et presque entièrement non structurés dans le domaine politique. L'Amérique dispose d'une puissante mission permanente à Bruxelles, qui s'occupe des nombreux problèmes économiques surgissant constamment entre la Communauté européenne et les Etats-Unis. En outre, une fois par an, une réunion au sommet des Sept, comprenant les Etats-Unis, le Canada et le Japon, ainsi que les quatre principales puissances européennes et le président de la Commission européenne, examine la gamme complète des problèmes économiques mondiaux et définit une stratégie occidentale commune et coordonnée pour les douze mois suivants.

Le sommet des Sept permet également une discussion générale plus informelle sur les principaux problèmes du jour, mais la préparation des deux moitiés du sommet est étrangement inégale. Alors que le sommet économique « officiel » est préparé par une équipe de représentants spéciaux des sept chefs d'Etat et de gouvernement au moyen d'une série de réunions et de consultations, auxquelles sont mêlées de diverses façons, pendant de nombreux mois, les puissantes institutions communes (la C.E.E., l'O.C.D.E., l'A.I.E., le réseau de communications permanentes des banques centrales), le sommet politique « officieux » est laissé à une improvisation de dernière minute des ministères des affaires étrangères, par leurs voies diplomatiques habituelles, principalement fondées (la coopération politique européenne étant l'exception) sur les relations bilatérales.

Une coordination imparfaite

Nous savons tous combien la coordination des politiques économiques européennes demeure imparfaite, en dépit de l'existence de ces énormes institutions dont le but est, depuis de nombreuses années, de rendre cette coopération possible et presque inévitable. La force de l'Etat national reste immense.

Par exemple, la nouvelle politique économique de l'administration Reagan, résultat d'une évolution politique et économique purement américaine, exerce une énorme influence sur le cycle économique européen et sur les décisions économiques envisagées par les gouvernements européens. Par conséquent, la préparation, dans les quelques mois qui viennent, du prochain sommet des Sept à Ottawa provoquera une étude générale des questions ainsi soulevées (comme celle du niveau des taux d'intérêt américains) et préparera le terrain pour la reconstruction d'ensemble de l'économie occidentale. Elle devrait permettre, du moins on l'espère, de définir une stratégie économique générale acceptée par tous.

Toute cette entreprise produira probablement des résultats imparfaits, mais le fait même qu'elle doive avoir lieu et qu'un certain nombre d'institutions aient pour tâche de dégager des politiques économiques acceptées d'un commun accord agira certainement comme un frein puissant contre les tendances nationales antagonistes.

Si l'on passe du domaine de l'économie à celui des affaires politiques, le tableau est entièrement différent. Bien entendu, les Etats-Unis continuent à planifier leur politique étrangère comme un exercice unifié : l'Amérique a, par définition, une seule politique européenne (encore que, à l'occasion, il puisse y en avoir deux, l'une émanant de la Maison Blanche, l'autre du département d'Etat, et parfois même des soupçons d'une troisième, en provenance du Pentagone), mais il n'y a pas de politique européenne unique envers l'Amérique, et, même lorsque la coopération politique européenne et les contacts officieux entre les principales puissances européennes produisent une stratégie politique commune ou coordonnée, il n'y a pas d'individu, pas d'organe politique, institutionnellement chargé de la tâche de « négocier avec les Américains ».

L'absence d'un forum reconnu où se déroule une telle coordination, en dehors de l'OTAN, dont les limitations régionales et « militaires » sont bien connues, laisse les relations entre l'Europe et l'Amérique dans une catégorie différente, si on les compare aux relations économiques.

D'un côté, nous avons donc une diplomatie multilatérale et institutionnalisée adaptée à l'âge de l'avion à réaction et de l'électronique, et, de l'autre, existe une diplomatie bilatérale *ad hoc* enracinées dans des traditions antiques qui n'ont, hélas ! plus aucun rapport avec le monde dans lequel nous vivons.

Les inconvénients d'une telle situation deviennent particulièrement évidents chaque fois que s'installe une nouvelle équipe dirigeante américaine, souvent avec une nouvelle « philosophie » et une nouvelle liste de priorités.

Malentendus et soupçons

Le résultat n'est pas nécessairement harmonieux. Les réunions bilatérales de Washington, qui font l'objet d'une grande publicité, soulignent inévitablement les différences qui subsistent entre les puissances européennes, en concurrence apparente pour la faveur du président des Etats-Unis. Lorsque les Sept se rencontrent finalement à leur sommet annuel, précédé d'une réunion des ministres des affaires étrangères lors d'un conseil de l'OTAN, la plus grande partie du dommage est déjà fait : les opinions publiques américaine et européenne se sont un peu plus éloignées, dans un pot-pourri de malentendus et de soupçons réciproques.

Tout cela montre combien la structure de la coopération politique européenne est encore imparfaite, en dépit du progrès effectué pendant la dernière décennie. Elle ne permet pas à l'Europe de présenter une politique et une image communes à notre plus grande amie et alliée, l'Amérique.

Il est également évident que la coordination des politiques entre l'Europe et les Etats-Unis est encore plus en retard, car il lui manque les mécanismes institutionnels de base qui sont indispensables pour contenir les désaccords inévitables qui surgissent souvent dans les humeurs et les politiques des sociétés américaine et européenne.

Très souvent, les contradictions pourraient être prévenues et les malentendus évités par des consultations permanentes menées à temps. Malheureusement, les hommes d'Etat de notre époque répugnent à inventer de nouvelles institutions. Ils s'en remettent toujours à celles qui ont été mises sur pied dans la grande ère créatrice de la diplomatie occidentale, après la guerre, *il y a une génération*. Depuis, le monde a subi des changements révolutionnaires.

Les Européens peuvent être fiers d'être les seuls à avoir inventé quelque chose de nouveau dans la coopération politique et le conseil européen. Mais nous ne pouvons nous bercer de l'illusion que cela suffit. Une tentative pour créer, avec les Américains, un nouveau type d'alliance ne peut plus être repoussée à plus tard.

Les Européens doivent s'adapter à ces changements, qui affectent d'une manière différente chacun de leurs gouvernements : certains d'entre eux peuvent soudain se trouver davantage en accord avec la nouvelle humeur et la nouvelle politique américaines et d'autres moins.

Même lorsque les mécanismes de la coopération politique européenne réussissent à aplanir les différends entre nations et à produire une « approche commune » raisonnablement coordonnée, celle-ci est présentée à la nouvelle équipe dirigeante américaine dans une série de « pèlerinages » séparés des dirigeants politiques de l'Europe à travers l'Atlantique.

ARRIGO LEVI.

Le budget des organisations internationales

Le coup de hache américain pourrait être amorti

LORSQUE le président Ronald Reagan eut annoncé les coupes sombres qu'il prévoyait d'opérer *dans le budget* des contributions américaines aux organismes internationaux, un souffle — sinon un vent — de panique s'est répandu à travers la Genève internationale. Il en fut de même lorsqu'il marqua la priorité que son pays comptait accorder à la lutte contre le « terrorisme international » au détriment de la défense des droits de l'homme et des droits économiques et sociaux. On ne tarda d'ailleurs pas à constater, chez certains diplomates américains, des signes avant-coureurs — encore que policés — d'un style du genre « gardes rouges » avec pour mot d'ordre « Balayons tout ! »

Cependant, tout en restant préoccupée par la nouvelle administration américaine l' « Onusie » comprit bientôt que tout n'était pas joué. Les nouveaux représentants américains réussissaient mal à masquer leur inexpérience des organismes internationaux, ce qui eut pour effet d'inciter l'administration Reagan à se montrer plus circonspecte. Il lui apparut que les directives politiques ne coïncidaient pas forcément avec les réalités internationales et qu'à Genève notamment des dossiers existaient et des résolutions avaient été adoptées dont il n'était pas facile de nier l'acquis. Au surplus, la force d'inertie de la machinerie internationale est un obstacle que les Etats-Unis ne pouvaient négliger. La politique du « coup de balai » fut, petit à petit, remplacée par celle du « réexamen ».

Alors qu'aucune évolution n'a été enregistrée à la conférence du désarmement, il est un domaine où la nouvelle politique américaine, bien que floue quelquefois, a changé : c'est celui des droits de l'homme. Notons ici que tout champions de droits de l'homme qu'ils se voulaient, les représentants de l'administration Carter avaient superbement *ignoré, à la commission* des droits de l'homme de l'ONU — comme tous ses autres membres d'ailleurs — les excès de la SAVAK du chah d'Iran, de même que les violations des droits humains dans les pays producteurs de pétrole. Du moins avaient-ils manifesté leur solidarité envers les victimes des dictateurs d'Amérique latine.

Or, cette année, les Etats-Unis se sont abstenus, lors du vote d'une résolution demandant la cessation des ventes d'armes au régime salvadorien, ce qui illustre la crainte que leur inspire le « terrorisme international » et le communisme, surtout quand celui-ci n'est pas au pouvoir.

Ni les pays de l'Est ni surtout Cuba ne furent ménagés pour autant par les délégués américains à cette commission. L'un d'eux, M. Novak, produisit une sensation certaine en dénonçant avec vigueur la violence des condamnations rituelles, dont seul d'Etat d'Israël fait l'objet et n'hésita pas, à cette occasion, à *parler d'antisémitisme* et de « haine meurtrière ».

Les institutions qui vivent des contributions volontaires, et avant tout de celles des Etats-Unis, ne se découragent pas. Ainsi M. Hardling, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, estime-t-il que son récent entretien avec M. Busch était « bon, utile et encourageant », bien qu'il n'ait pas obtenu de promesses chiffrées. Il semble que les Etats-Unis soient bien disposés à soutenir financièrement la conférence sur les réfugiés africains qui s'ouvre le 9 avril, à Genève, et à ne pas abandonner les quelque deux millions de réfugiés afghans non plus que les centaines de réfugiés asiatiques. A Genève, les mauvaises langues font remarquer que les réfugiés sont, aux yeux des Américains, des personnes à ne pas dédaigner, surtout quand ils ont fui les pays plus ou moins communistes.

Encourager la politique des marchés

Pour sa part l'UNICEF (Fonds des Nations unies pour l'enfance) demeure préoccupée. M. Grant, son directeur exécutif, nous a déclaré que *« les réductions proposées constitueraient un coup sérieux porté à l'effort mondial pour atteindre des normes minimales de nutrition, de soins de santé, d'hygiène et de perspectives économiques pour près d'un million d'enfants qui souffrent actuellement de pauvreté absolue sous ses pires aspects »*.

M. Blanchard, directeur général du Bureau international du travail, ne nous a pas caché non plus son inquiétude, bien que, lors du dernier conseil d'administration du B.I.T. (Bureau international du travail), les Etats-Unis aient accepté une augmentation de 9 % du budget de l'organisation.

A *l'Organisation mondiale* de la santé, à l'Union internationale des télécommunications, à l'Organisation météorologique mondiale, on attend les prochaines grandes conférences pour estimer les changements qui pourraient se produire.

L'activité du P.N.U.D. (Programme des Nations unies pour le développement), qui dépend dans une grande mesure de l'aide américaine, a besoin, pour le cycle 1982-1986, de 6 milliards et demi de dollars, soit une augmentation de 14 % par an par rapport à 1981. Les Etats-Unis proposent une contribution légèrement supérieure à celle de cette année, mais nettement insuffisante en regard des besoins et des espoirs.

Aux travaux de la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), les Etats-Unis se sont déjà montrés particulièrement durs — mais ils n'étaient guère tendres précédemment — lors des négociations sur l'étain, et ont déclaré qu'ils ne se rendraient pas à La Havane si la sixième CNUCED devait s'y dérouler.

La CNUCED, qui est en fait une tribune pour les revendications du tiers-monde, a pour objet principalement la stabilisation des prix des matières premières alors que les Etats-Unis désirent encourager la politique des marchés. Ils ne semblent prêts à aucune concession, que ce soit dans le domaine du transfert des techniques ou dans celui des négociations globales sur les produits de base, et marquent leur préférence pour les relations bilatérales, ce qui, soit dit en passant, est aussi bien le cas de l'U.R.S.S., laquelle joue un rôle restreint au sein de la CNUCED et pratique une aide sélective en faveur des pays qui l'intéressent politiquement.

A la Commission économique pour l'Europe des Nations unies, qui s'efforce de se cantonner dans les secteurs techniques — ce qui lui a permis d'être le seul organisme Est-Ouest qui fonctionne en dépit des vicissitudes de la politique, — on ne s'attend pas à de grands changements. Certes, les Etats-Unis ne manifestent aucun enthousiasme pour les initiatives de M. Brejnev de réunir des « conférences à haut niveau », mais cela ne constitue pas une nouveauté.

Que la politique américaine évolue en zigzag et que, une fois tout le personnel nouveau mis en place, elle se durcisse davantage, une seule certitude apparaît à Genève : son peu d'intérêt pour le développement du tiers-monde met l'Europe face à des responsabilités accrues dans le domaine des négociations internationales.

ISABELLE VICHNIAC.







Au service de la Communauté

Les machines à traduire commencent à fonctionner

« Seul grand projet du genre dans le monde, le projet Eurotra se situe aux frontières des connaissances humaines actuelles. » Cette présentation du futur système européen de traduction sur ordinateur n'émane pas de ses promoteurs. Elle est tirée du rapport Patterson rédigé à l'initiative de l'Assemblée européenne sur les « problèmes nés du multilinguisme dans la Communauté ». Pour financer Eurotra, la Commission européenne est à la recherche de 65 millions de francs qu'elle espère obtenir des institutions communautaires et des gouvernements. La somme est modeste si on la compare aux coûts de ce « multilinguisme » de la C.E.E., tout à fait unique en son genre, et aux investissements consacrés dans le monde à la traduction par machine.

LA C.E.E. compte actuellement sept langues officielles, soit deux de plus que les Nations unies. Toutes sont égales. Selon le traité de Rome, la législation et les documents importants doivent apparaître dans chacune des sept langues et parfois même en irlandais. Les dépenses liées à cette exigence — traduction, interprétariat et services annexes — représentent plus de 40 % des coûts administratifs de la Communauté (60 % dans le cas du Conseil et de l'Assemblée). Elles atteignaient 775 millions de francs en 1979 et augmentent constamment du fait de l'accroissement annuel de 10 % des textes à traduire et du bond en avant qui accompagne chaque nouvelle adhésion.

L'année dernière, chacune des six langues utilisées a été traduite et interprétée dans les cinq autres, ce qui représente trente opérations différentes (ou couplages). Avec la Grèce aujourd'hui, il faut multiplier le chiffre de sept par six. L'Espagne et le Portugal devraient bientôt porter de quarante-deux à soixante-douze le nombre des opérations. Pour beaucoup d'entre elles — le passage du danois au grec, par exemple. — il n'existe même pas suffisamment de spécialistes compétents.

La raison de ce multilinguisme au sein de la Communauté européenne a été excellemment exposée par le responsable hollandais des traducteurs de la Commission à Luxembourg, M. Albert Bachrach. Reconnaissez la langue d'un pays, et vous respecterez peut-être ce pays, au lieu de l'envahir ; mais imposez-lui votre langue, et vous l'envahirez sans même vous en rendre compte.

Le coût et l'incommodité d'un tel idéal sont atterrants. Pourtant, presque toutes les autres solutions donneraient l'avantage à deux ou plus des quatre grands (le français, l'anglais, l'allemand, l'italien) au dépens des autres. (Avec une exception cependant : en admettant que tout le monde parle le français et l'anglais, la justice serait sauve si l'on exigeait des Français qu'ils s'expriment en anglais et des Anglais qu'ils le fassent en français.) La commission a donc été obligée de chercher d'autres voies acceptables et a prospecté dans le domaine des solutions pratiques, notamment l'utilisation de la machine.

La traduction par machine a une triste notoriété. Ainsi « *Nous exigeons la paix* » fut un jour traduit du russe par « *Nous réclamons le monde* ». Un rapport gouvernemental défavorable faillit, en 1966, mettre fin à la recherche américaine dans la traduction automatique de qualité. Des poches d'expérimentations cependant ont subsisté, avec des budgets généralement modestes, mais entretenues par le besoin d'information scientifique ou technique — la demande québécoise de français, ou la traduction des textes mormons en centaines de langues.

Plusieurs systèmes en sont nés, parmi lesquels le Systran (voir encadré ci-dessous) que la Commission européenne a acquis en 1976. Seule parmi les utilisateurs de Systran, la Commission a réalisé un travail de perfectionnement. En 1977, cependant, elle décidait de mettre à profit son expérience de la traduction par machine auprès des universités européennes (Grenoble, Sarrebruck, Essex, Pise et d'autres) dans le cadre d'un projet plus élaboré, aujourd'hui connu sous le nom d'Eurotra.

Pas de craintes pour les bons traducteurs

Quelque soixante académies réparties dans les huit pays de la C.E.E. travaillent sur Eurotra depuis 1978. Au sein même de la Commission, M. Serge Perschke dirige la traduction en machine ; à l'extérieur, à Genève, territoire neutre, Maggie King coordonne. Le groupe a réalisé un certain nombre de progrès malgré la modicité des fonds qui lui sont alloués ; et si le budget de 65 millions de francs est rapidement adopté, on espère mettre au point pour 1983 un plan pilote, et dès 1986 un prototype opérationnel. Le projet pilote vise à la traduction des textes de dix mille mots de la Commission en un nombre limité de langues et dans un domaine déterminé. Plus tard, Eurotra, comme Systran, devrait pouvoir être relié au réseau d'information Euronet-Diane et être utilisé par les organismes gouvernementaux de la C.E.E. et les universités.

L'originalité d'Eurotra réside dans la présence d'un « module de transfert » adapté à chaque couplage linguistique, avec un seul module d'entrée (l' « analyse ») et de sortie (la « synthèse ») pour chaque langue (une fois branché le module de transfert requis). Le travail à ce jour s'est concentré sur la coordination des structures entre les différentes faces des modules.

Systran, cependant, s'il ne donne pas des résultats comparables au travail du traducteur traditionnel, est opérationnel et en progrès. Pourquoi, dans ce cas, avoir voulu Eurotra ? Maggie King a récemment fourni une réponse : Systran n'est pas suffisamment satisfaisant, et risque de ne jamais le devenir ; ses éléments, statiques aussi bien que dynamiques — les informations et les opérations réalisées à partir de ces informations, — sont confus, et les fautes difficiles à localiser et à éliminer sans effets secondaires fâcheux. Eurotra est, quant à lui, modulaire, c'est-à-dire divisé en sections bien définies, assurant chacune une tâche clairement connue. Les erreurs y sont faciles à détecter ; et le système devrait permettre relativement facilement l'annexion de modules nouveaux, pour d'autres langues auxquelles on ne songe pas actuellement au sein de la C.E.E.

Systran n'opère que d'une langue de départ vers une langue d'arrivée, de sorte que les quarante-deux couplages actuellement nécessaires dans la Communauté exigent un grand nombre de ces systèmes « individuels », là où un seul système Eurotra serait nécessaire. Le projet proposé sera plus facilement adaptable d'un ordinateur à l'autre. Il aura intégré tous les progrès réalisés au cours de la décennie qui s'est écoulée depuis l'apparition de Systran. Mieux, sa modularité plus grande lui permettra d'assimiler le fruit des recherches futures — ce qui, estime-t-on à la Commission, stimulera à son tour la recherche et contribuera à conserver à l'Europe sa première place dans ce secteur.

La concurrence est âpre, surtout en Asie, en U.R.S.S. et aux Etats-Unis. La recherche d'ailleurs ne se limite pas aux systèmes donnés dans les encadrés ci-contre. Beaucoup d'autres investissements sont réalisés dans le domaine de la traduction par machine, et dans tous ceux qui lui sont liés (linguistique, intelligence artificielle, ordinateur). Il est probablement significatif que le Japon, qui travaille actuellement beaucoup sur la technologie de l'information, envoie, au mois d'avril, dix industriels qui étudieront les machines à traduire européennes.

Qu'adviendra-t-il alors de la traduction humaine ? « *L'ordinateur menace les traducteurs dans leur emploi* », lisait-on l'an dernier dans un hebdomadaire scientifique, à propos d'un système qui a, depuis, disparu du marché. Ceux d'entre nous qui sont aux prises avec l'ordinateur découvrent vite que les bons traducteurs ont peu de craintes à avoir. La traduction en machine, telle qu'Eurotra pourra l'assurer, réalisera des traductions rapides et sans grand intérêt, au profit, souvent, de gens qui n'auraient autrement pas eu de traduction. En éliminant la besogne ingrate et la routine, la machine devrait libérer les traducteurs, leur laissant le travail difficile et intéressant dont ils sont seuls capables.

VERONICA LAWSON,
traductrice et expert-conseil.

LES UTILISATEURS

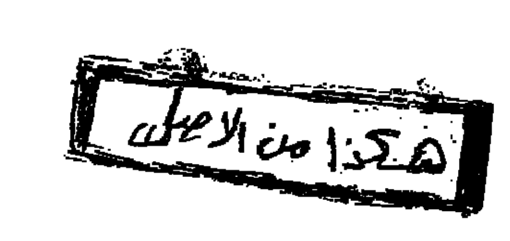
Les installations actuelles portent sur des systèmes Systran et Weidner, parmi lesquels certains sont encore à l'état expérimental, mais sont exclus ceux qui n'ont pas dépassé le stade des tests préliminaires. (Pour les autres systèmes de traduction en machine, voir encadré ci-dessous.)

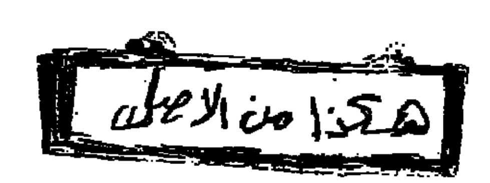
- **LUXEMBOURG. — Commission européenne ; Informalux (nouvelle agence de services pour les bureaux, installée également en Belgique).**
- **ALLEMAGNE. — Bots (agence de traduction, Munich).**
- **ÉTATS-UNIS. — Agences gouvernementales (armée, force aérienne) ; Xerox Corp. (Webster) ; Banque interaméricaine de développement (Washington) ; Princeton International (agence de traduction, Boston) ; Siemens (Floride) ; Computer Science Corp. (temps partagé, Los Angeles).**
- **CANADA. — General Motors ; Bell-Northestern Research ; Computrans (service d'offres pour les bureaux) ; Simpson Sears (grands magasins) ; Mitel Ltd. (télécommunications, Ottawa, système électronique de publication).**
- **JAPON. — Bravice International (agence de traduction, Tokyo).**

LES PRODUCTEURS

Les systèmes eux-mêmes ou leurs traductions sont commercialisés par :

- **GEORGETOWN (Etats-Unis) : Première traduction en machine (Washington, D.C., 1954). La version 1969 est aujourd'hui encore utilisée par la Commission à l'énergie atomique et l'a été jusqu'en 1976 par Euratom, à Ispra, en Italie.**
- **SYSTRAN (Etats-Unis) : Mis au point après Georgetown pour les gros ordinateurs IBM 360/70. Relative sophistication linguistique. Sièges en Amérique du Nord et du Sud, à Munich et au Japon. Location : 16 000 dollars annuels.**
- **LOGOS (Etats-Unis) : Prometteur. Débuts malheureux en vietnamien et en farsi. Travaille aujourd'hui sur le français. Allemand en préparation.**
- **CULT (Hongkong) : Traduit les comptes rendus mathématiques chinois. Les textes en sont vendus aux bibliothèques du monde entier.**
- **VINITI/VCN-TIID (U.R.S.S.) : Traduit les brevets d'invention. Un des divers systèmes soviétiques.**
- **WEIDNER (Etats-Unis) : Présenté comme assistance aux traducteurs. Vente (à partir de 80 000 livres), location-vente ou location, en Amérique du Nord, en Europe et au Japon. Vient seulement d'être commercialisé.**
- **ALPS (Etats-Unis) : Nouveau produit commercial de l'Université de Brigham-Young. Des ressemblances avec Weidner mais avec pré-annotation du texte.**
- **TITUS (France) : Traduction simultanée en plusieurs langues, de textes sommaires utilisant une syntaxe limitée. Exploité par l'Institut textile de France, utilisé par de nombreux pays.**
- **METEO (Canada) : Traduit 85 % des bulletins météorologiques.**





“Avez-vous jamais souhaité être mieux informé?”

Ceci est une lettre ouverte aux personnes suivantes

Avez-vous jamais souhaité une division ordinateurs qui puisse offrir les mêmes services que les plus grands ?

Avez-vous jamais exigé une division ordinateurs qui puisse commercialiser une vaste gamme d'équipement en informatique, à grande et moyenne échelle, compatible avec I.B.M. ?

Avez-vous jamais demandé des délais de livraison plus rapides et des prix plus avantageux ?

Avez-vous jamais considéré une société pourvue de la solidité financière et de la technique de fabrication d'une organisation telle que National Semiconductor ?

Avez-vous jamais désiré un ensemble de services auxiliaires qui a permis à Datrapo Research de la compter parmi les trois premières divisions ordinateurs au monde ?

Parce qu'il existe une telle société – dynamique – offrant des produits techniquement supérieurs du point de vue fabrication, vous assurant une assistance complète – totalement engagée dans la recherche et l'évolution.

Parce qu'il existe National Advanced Systems.

ABEILLE-PAIX
M. Soleil

AEROSPATIALE
M. Derai

AGF-GENERAL INFORMATIQUE
M. Thibaudeau

AIR FRANCE
M. Maitreherry

AIR INTER
M. Lescop, M. Bigot

ALLIANCE INFORMATIQUE
M. Moriock,M. Levencq

ALSTHOM ATLANTIQUE
M. Thienpont

APIC-APIRS
M. Dronard

ARTEMIS
M. Ronsini

ASSEDIC DE PARIS
M. Carbon

ASSURANCES LA POPULAIRE
M. Barbe

AUCHAN
M. Bernard Motte

AUTOMOBILES CITROEN
M. Cabart.M. Pamelard
M. Regnier

AUTOMOBILES PEUGEOT/TALBOT
M. Bertoncini
M. Aymonnier
M. Lafaurie

AVIONS MARCEL DASSAULT
M. Georges

BANQUE CORPORATIVE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS
M. Mandikian

BANQUE DE FRANCE
M. Cruble

BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS
M. Morel

BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE
M. Hars

BANQUE EUROPEENE DE FINANCEMENT
M. Bernard

BANQUE FRANCAISE DU COMMERCE EXTERIEUR
M. Egensberger

BANQUE LOUIS DREYFUS
M. Pirez

BANQUE POPULAIRE
M. Jolibois

BANQUE POPULAIRE DE BRETAGNE ATLANTIQUE
M. de Baynast

BANQUE VERNES ET COMMERCIALE DE PARIS
M. Chatelain

BNP
M. Tardy

BRED
M. Bihan

BSN GERVAIS DANONE
M. Cagnard

BAYARD-PRESSE
M. Michon

C.A.M.
M. Soty

CAISSE ALLOCATIONS FAMILIALES
M. Courtes

CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES
M. Fourniols

CAISSE DE CONGES PAYES DU BATIMENT
M. Bonneau

CAISSE DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE INTER-ENTREPRISE
M. Zawada

COMPAGNIE FRANCAISE DE RAFFINAGE
M. Farineau

COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
M. Francisci

CCMC
M. Sirodot

CENTRE HOSPITALIER DE BORDEAUX
M. Laffitte

CENTRE TECHNIQUE DES CAISSES D'EPARGNE
M. Deconninck

C.G.C.T.
M. Bredel,M. Simon

C.G.I.B.
M. Messant

CHAMBRE SYNDICALE DES AGENTS DE CHANGE
M. Dubroeucq

CHANTIERS FRANCE DUNKERQUE
M. Hutin

CHANTIERS NAVALS DE LA CIOTAT
M. Pfeiffer

CHARBONNAGES DE FRANCE OGIP
M. Gallois

CIRCE
M. Salzedo

CISI-SACLAY
M. Galland

CLUB MEDITERRANEE
M. Benacin

CNAV-CRAM
M. Tapie

CNPBTP
M. Martin-Prevel

CNRO
M. Maman

CODEC UNA
M. Lemaitre

COMPTOIR INDUSTRIEL ET COMMERCIAL
M. Reliquet

COMMUNAUTE URBAINE
M. Dubuissez

C.R.C.A. DE L'ILE DE FRANCE
M. Jacquet

CRCAM
M. Gaillard

CRCAM DU SUD EST
M. Lefebvre, M. Longin

CREDIT AGRICOLE DU GERS
M. Lary

CREDIT AGRICOLE DE GIRONDE
M. Fialon

CREDIT AGRICOLE DE L'ISERE
M. Ganglophe

CREDIT AGRICOLE DU LOIRET
M. de Mersan

CREDIT AGRICOLE DES PYRENEES ATLANTIQUES
M. Moron

CREDIT COMMERCIAL DE FRANCE
M. de Segonzac

CREDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST
M. Prat

CREG
M. Nuttin

CREUSOT LOIRE
M. Ramsayer

DAMART SERVIPOSTE
M. Dumont

DAMART SERVIPOSTE
M. Loens

EDF CENTRE DE RECHERCHE
M. Daubert

EDF-GPI
M. Cazaux

EDF STI
M. Garff

ERAM
M. Dupont

EUROCONTROL
M. Warns

FRAMATOME
M. Bourgain

FILATURES PROUVOST MASUREL
M. Jules Parent

GAN IARD
M. Perrotin
M. Jean-Paul Faure

GAN VIE
M. Langumier

GIRATEV
M. de Maneville

GROUPE DROUOT
M. Bennasouli

G.T.I.I.
Melle Pot

HACHETTE
M. Worms

IMPACT
M. Manou

INSTITUT PHYSIQUE NUCLEAIRE
M. Picard

INTERNATIONAL HARVESTER
M. Zahn

I.S.T.A.
M. Dierick

KODAK
M. Millot

LABORATOIRES YVES ROCHER-SECTA
M. Sejourne

LA HENIN COGEFIMO SOGECIM
M. Cousin

LA REDOUTE A ROUBAIX
M. Ducoulombier

LES TROIS SUISSES
M. Devos

LISTE UNION
M. Boulenguiez

MACIF
M. Lesigne

MAIRIE DE NIORT
M. Figari

MERLIN GERIN
M. Gay

MGFA
M. Cosson

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
M. Pinet

MINISTERE DE L'INTERIEUR COMMISSION INFORMATIQUE
M. Germain

MINNESOTA FRANCE - 3M
M. Sachet

MUTUALITE INDUSTRIELLE
Mme Leblond

N M P P
M. Audouin

PARIS FRANCE (PARUNDIS)
M. Baer

PCUK
M. Boyer

PETROLE ESSO
M. Benabes

PEUGEOT S.A.
M. Krauter
M. Frion

PHILIPS D.I.T.
M. Bottemanne

RANK XEROX
M. Amar

REGIE RENAULT
M. Rameil,M. Perthuiset,M. Montlucon,
M. Jaguenet,M. Tassin

RHONE POULENC
M. Perard

ROUSSEL UCLAF
M. Fozzi

R V I
M. Colson

SAGEM
M. Camus

SAINT-GOBAIN/PONT A MOUSSON
M. Mouly. M. Dantonel

SECRETARIAT D'ETAT AUX P.T.T.
M. Guetat,M. Camio,M. Le Lohe

SFENA
M. Ughetto

S.G.2
M. Laigle, M. Bourely

SICLI
M. Bede

S.I.T.B.
M. P. Arthauld

SLIGOS
M. Guy Joly

SNECMA
M. Eidelmann

SNIAS
M. Benoit

SOCEA
M. Cazalta

SOCIETE GENERALE
M. Lhermitte,M. Gastinel

SOCIETE MARSEILLAISE DE CREDIT
M. Decazale

SOCIETE MATRA
M. Douellou,M. Poiret,M. Frances

SOCIETE OLIVETTI
M. Cougniot

SOCIETE POUR L'INFORMATIQUE
M. Colson

SOFINCO LA HENIN
M. Demerciere

SOFRAGEM
M. Le Deley

SOGENAL
M. Wache

SOLVAY
M. Gindre

THOMSON CSF
M. Chaussedoux,M. Gout

U A P
M. Lejart

UNION FRANCAISE DE BANQUE
M. Uliana

USINE CHAUSSON
M. Blanc

U.T.A.
M. Scylowitch

U.T.I. SERVICES
M. Godefroy. M. Louvain

VIA ASSURANCES
M. Gouat Brunin

VILLE DE PARIS
M. Bremard

National Semiconductor France S.A.
Division Ordinateurs
11 Boulevard Pershing, 75017 Paris
Tél. 757.31.65

National Advanced Systems

Téléphonez-nous au 757.31.65 parce que vous avez besoin, particulièrement aujourd'hui, d'être mieux informé.

sports

JUDO

Le cas Nowak

D'un niveau technique élevé, les championnats de France par catégories de poids, qui se sont disputés les samedi 4 et dimanche 5 avril au stade Pierre-de-Coubertin à Paris, selon la formule des éliminations directes avec repêchage au niveau des demi-finalistes, ont été marqués par les succès de Thierry Rey qui a tenté sa chance en mi-légers (moins de 65 kilos) après avoir été champion du monde et champion olympique en super-légers (moins de 60 kilos), et de Bernard Tchoullouyan qui, lui aussi, a réussi son passage dans la catégorie supérieure (moins de 86 kilos) après avoir été vice-champion du monde et médaillé de bronze aux championnats d'Europe et aux Jeux olympiques en mi-moyens (moins de 78 kilos).

Roger Vachon, qui avait gagné le titre toutes catégories ces deux dernières années, s'est imposé en mi-lourds (moins de 95 kilos) où, depuis la retraite de Jean-Luc Rougé, il n'a plus d'adversaire à sa mesure. Chez les lourds (plus de 95 kilos), Laurent Del Colombo a bénéficié de l'indisponibilité sur blessure du champion olympique Angelo Parisi pour gagner le titre. Aprement disputées, les catégories super-légers (moins de 60 kilos) et légers (moins de 71 kilos) sont revenues respectivement à Maurel et Danieli. Le « cas » de ces championnats aura été le junior Michel Nowak qui a triomphé, pour la seconde année consécutive, chez les seniors, en mi-moyens (moins de 78 kilos).

Conciliabules, « pstt » et « hep » discrets, chuchotements dans les couloirs du stade de Coubertin. Les huit membres de la commission de sélection de la Fédération française de judo qui se réunissent, aussitôt la dernière coupe des championnats remise au léger Désiré Danieli, pour désigner les membres de l'équipe nationale aux prochains championnats d'Europe à Debrecen (Hongrie), ont manifestement un problème.

Mais pourquoi ? Ils devraient avoir tout lieu de se réjouir. Le niveau des compétitions a été particulièrement relevé. Non seulement les combattants ont manifesté une santé qui a laissé rêveurs tous les anciens, mais encore, le nombre de victoires par « ippon » (projections franches) a été important, comme dans la catégorie des mi-lourds où, sans tenir compte des repêchages, il y en a eu quinze sur trente et un combats.

Quant aux lauréats de la cuvée 81, pourquoi feraient-ils la fine bouche ? Thierry Rey, Bernard Tchoullouyan, Roger Vachon et Laurent Del Colombo sont des judokas que n'importe quel entraîneur souhaiterait pouvoir aligner dans une compétition européenne. Certes, la situation des supers-légers et des légers est moins nette, en raison des aléas de l'arbitrage qui ont laissé planer un doute sur le bon choix. Mais, finalement, Eric Maurel et Désiré Danieli ont assez belle figure pour faire partie du voyage hongrois.

Pourquoi, dès lors, cette manière de complot dans les coulisses du vieux stade ? A cause de Michel Nowak. Un cas, ce garçon, un oiseau rare, une bête de compétitions, comme on n'en trouve qu'un par génération. Un junior qui fait la nique aux seniors pour la deuxième année consécutive. Il pourrait jouer au rugby, au tennis, ou sauter en longueur avec un égal bonheur. Il appartient à l'espèce exceptionnelle des « battants ».

Déjà champion de France de la catégorie des mi-moyens l'an passé, il a gagné, depuis lors, le titre européen juniors et le tournoi de Paris où il avait notamment dominé de belle manière le Japonais Kobayashi. Il a forgé ses succès sur la technique peu orthodoxe de la « *main lourde* ». *A priori*, cela paraît rudimentaire, sommaire ou brutal. En pratique, c'est un jeu sur l'équilibre des masses aussi génial que le levier d'Archimède : de toutes ses forces, Nowak appuie son bras droit sur l'épaule gauche de son adversaire jusqu'à ce qu'il plie l'échine. c'est la faille dans laquelle il se lance pour crocheter avec la jambe droite l'intérieur de la jambe gauche du rival qui ne peut pas faire autrement que tomber, but de l'opération.

Théoriquement, il suffirait d'être aussi costaud que le Laurentin pour se sortir d'affaire, ne pas plier. S'il y en avait bien un dans ce cas, c'était Louis Draghi. Pourtant, dimanche, en demi-finale, ce colosse du Perreux se fit renverser cinq fois, ne parvenant qu'à limiter les dégâts. Quant au finaliste Jacques Bourgeois, lui aussi robuste étudiant en éducation physique, il avoua avoir subi pendant sept minutes la pression irrésistible de Nowak, qui ne lui laissa pas un instant la possibilité d'attaquer.

Etudes et compétition

Jean-Paul Coche, qui régna au début des années 70 sur la catégorie, a eu des qualités identiques à celles de Nowak. Toutefois, alors qu'il paraît encore largement perfectible techniquement, celui-ci a déjà un palmarès bien supérieur. Autrement dit, en cette année de transition où la blessure d'Angelo Parisi risque de coûter cher dans le bilan des médailles, les sélectionneurs n'ont pas du tout envie de se passer d'une telle merveille, qui vaut assurément son pesant d'or.

Mais lui, Nowak, qu'en pense-t-il ? Dans sa caboche de jeune champion, il a beaucoup gambergé. Et il s'est dit que le judo ça ne faisait pas toute une vie. Alors il a décidé de consacrer cette année aux études pour réussir l'examen de l'INSEP (Institut national du sport et de l'éducation physique), qui lui permettra ensuite de préparer le professorat adjoint d'éducation physique. D'origine très modeste, l'avenir l'inquiète dans un pays où les jeunes sont malades du chômage. Priorité donc aux diplômes. Quant aux médailles, il a reporté toutes ses ambitions sur les championnats du monde juniors de Brasilia, début juillet. Parce qu'un titre mondial, fût-il junior, c'est toujours bon à prendre.

Que répondre à cela, quand on n'a pas les moyens de garantir l'avenir à un garçon de dix-neuf ans ? La direction technique de la Fédération s'était inclinée. Difficile de forcer un jeune à négliger ses études pour batailler sur les tatamis. Après le stage d'un mois au Japon, au début de l'année, il a repris tranquillement le chemin des salles de classe. Aussi n'était-il pas vraiment attendu dimanche à Coubertin. Or, sans entraînement spécifique, il vient et il fait comme César. Emoi dans les rangs de . sélectionneurs. Tractations.

Nowak accepterait-il malgré tout de tenter sa chance à Debrecen ? Il doit préparer un examen, qui a lieu une semaine après les championnats d'Europe. Dilemme des dirigeants : chaque championnat est précédé d'un stage obligatoire de préparation de quinze jours. Faut-il l'en dispenser ?

Acceptera-t-il ? Nowak prend conseil auprès de son professeur, José Allari. Il est d'accord. Il sera de l'expédition hongroise. En plus, il a la promesse de signer, en priorité, un plan de carrière de la commission du sport de haut niveau. Commentaire du président du comité de sélection, M. Jean-Claude Brondani : « *Nous lui laisserons organiser son emploi du temps de manière à ne pas gêner la préparation de son examen. Lui seul actuellement est capable de faire un résultat en mi-moyens au niveau européen.* »

ALAIN GIRAUDO.

SPORTS DE GLACE

Les kamikazes de la « courte piste »

Le Canadien Benoit Barlin et la Japonaise Miyoshi Kato ont remporté, dimanche 5 avril à Meudon-la-Forêt (Hauts-de-Seine), les titres de champion du monde de « courte piste » attribués au classement général de quatre épreuves : 500, 1 000, 1 500 et 3 000 mètres.

Soixante et onze concurrents, représentant onze nations occidentales, participaient à cette compétition très spectaculaire, disputée sur une piste de 111,12 mètres de long. Encore trop inexpérimentés, les six Français engagés ont eu un comportement beaucoup plus modeste.

« *Tabernacle !* », jurait le Québécois Gaëtan Boucher après les deux chutes dont il venait d'être victime samedi en fin d'après-midi. Si le triple champion du monde et tenant du titre manifestait haut et fort son désappointement, c'est qu'il n'avait pas été épargné par le mauvais sort. Sur 500 m, pas de regrets : il avait effectué une faute de carre qui l'avait projeté contre les protections en mousse. En revanche, dans le 1 500 m, c'est le Japonais Toda Hiroshi tombé devant lui, qui avait causé sa perte. « *A la différence du patinage de vitesse olympique, la courte piste réclame beaucoup de chance*, expliquait Gaëtan Boucher. *Les départs sont donnés par groupes, et un champion peut à tout moment se faire accrocher par un autre.* »

Déçu, mais nullement abattu, le jeune Québécois (vingt-deux ans) se remit en piste, déterminé à tenter le tout pour le tout pour combler son retard sur ses distances de prédilection (les 1 000 et 3 000 m). Jugée impossible pour le commun des patineurs de haut niveau, l'entreprise faillit pourtant être couronnée de succès. Au final, Gaëtan Boucher se classait à la deuxième place derrière son compatriote Benoît Baril. Un rang qu'il avait déjà occupé en 1980, aux Jeux olympiques de Lake-Placid, aux Etats-Unis, où, sur l'anneau traditionnel (400 m), il ne fut devancé que par l'invincible Américain Eric Heiden.

Bricolage

Pour Gaëtan Boucher, l'honneur était sauf. Après un départ catastrophique, il avait une fois de plus démontré qu'en toutes circonstances son talent trouvait matière à s'exprimer. Sur ce plan, il fait d'ailleurs un peu figure d'exception. Car rares sont les patineurs de vitesse qui s'aventurent sur la courte piste. Pourquoi cette prudence ? Tout simplement parce qu'il faut une bonne dose d'inconscience pour se frotter aux concurrents rivaux, recevoir des coups de coude, en donner, doubler le corps au ras de la glace, et le tout à près de 45 km à l'heure de moyenne.

C'est cependant cette formule kamikaze que la Fédération française des sports de glace (F.F.S.G.) cherche à développer à travers l'Hexagone. En réalité, elle n'a pas tellement le choix. La France ne dispose, en effet, que d'un seul anneau olympique pour un total de cent dix patinoires ! Situé à Grenoble, dans le parc Paul-Mistral, il n'a été ouvert que durant trente jours au cours du dernier hiver. Les raisons de cette utilisation limitée dans le temps sont essentiellement financières. Pour un fonctionnement de quatre-vingt-cinq jours, l'opération avait coûté à la municipalité la bagatelle de 475 000 F au cours du précédent exercice. « *Les contribuables grenoblois n'avaient aucune raison de supporter les frais engagés pour l'ensemble des patineurs français* », reconnaît M. Serge Bocquet, vice-président de la F.F.S.G. et président du comité de patinage.

Faute d'installation et de crédits en nombre suffisant — la subvention ministérielle est toutefois passée de 75 000 à 200 000 F cette année, — les quatre cent cinquante patineurs français de vitesse risquaient donc d'être condamnés au chômage technique. Pour sortir de cette impasse, il n'y avait pas trente-six solutions.

La seule valable consistait à importer la « courte piste », discipline très en vogue en Amérique du Nord. Pour l'installer, c'est l'enfance de l'art. Il suffit de quelques balises et l'entraînement peut commencer. C'est du moins l'opinion des néophytes. Car bien d'autres difficultés freinent l'expansion de cette spécialité. D'abord les Français ne disposent pas encore de patins bien adaptés. Or, à cause du croisé rapide des pieds, la lame doit être plus courte que celle des patins de vitesse traditionnels. Elle doit aussi être excentrée pour que la chaussure ne touche pas la glace lors de virages serrés. En comparaison des meilleurs étrangers dans ce domaine, les Français en sont encore au stade du bricolage. Leur salut, ils devraient néanmoins le trouver dans l'arrivée, à partir d'octobre prochain, de patins manufacturés d'origine canadienne.

De plus, force est de reconnaître que le budget annuel alloué à la courte piste (20 000 francs) est beaucoup trop restreint pour autoriser les plus représentatifs des deux cent cinquante spécialistes français à se « frotter » régulièrement aux champions étrangers. Dans ces conditions, il est naturellement vain d'espérer une progression spectaculaire. Pour cette même raison d'ordre financier, M. Serge Bocquet a également remis à une date ultérieure l'effort de promotion à base de démonstrations spectaculaires qu'il envisageait de mener dans toutes les patinoires.

Ainsi, la bouée de sauvetage du patinage de vitesse paraît singulièrement manquer d'air pour remplir sa mission. Faudra-t-il attendre que la courte piste devienne discipline olympique (le projet est à l'étude) pour que la double barrière de la peur et de l'argent soit enfin levée ?

JEAN-MARIE SAFRA.

CYCLISME

Kuiper gagne... enfin

C'est pour protester contre l'excessive difficulté du Koppenberg, une côte étroite et pavée comportant des passages à près de 20 %, que Bernard Hinault a renoncé, dimanche 5 avril, au Tour des Flandres. Un tel obstacle peut-il raisonnablement s'inscrire dans le parcours d'une grande classique internationale ? Les avis sont partagés, mais si le Koppenberg a provoqué une fois de plus de nombreuses chutes, dont celle de Zoetelmek, il faut admettre qu'il a contribué à sélectionner quelques-uns des meilleurs hommes de la course, Kuiper, Pirard, Van den Broucke, Roger de Vlaeminck et le Français Bossis, toujours aux avant-postes, parvenant à distancer les autres favoris. La victoire est revenue au Néerlandais Hennie Kuiper, deuxième du Tour de France 1980, qui n'avait pas obtenu de succès majeur depuis le championnat du monde 1975, et Jacques Bossis a confirmé sa bonne condition en se classant quatrième.

L'absence de Bernard Hinault paraît d'autant plus regrettable que le Breton possédait certainement les moyens de s'imposer, au terme de cette très dure épreuve, ainsi qu'il l'avait fait le jeudi précédent à l'Amstel Gold Race. En la circonstance, Hinault avait battu au sprint Roger de Vlaeminck, Raas et de Wolf, le vainqueur de Milan-San-Remo, réalisant une remarquable performance qui étoffe un palmarès déjà très fourni et donne une nouvelle dimension à son registre. La preuve est faite désormais qu'il peut gagner sur tous les terrains en adoptant les styles et les tactiques les plus divers. Il retrouvera d'ailleurs les concurrents du Tour des Flandres dimanche 12 avril dans Paris-Roubaix.

TENNIS

Apartheid : un joueur yougoslave exclu de sa fédération

Les Internationaux d'Afrique du Sud, qui commencent mardi 7 avril à Johannesburg, s'annoncent une fois de plus troublés par la politique raciale. Six des onze étrangers primitivement engagés ont en effet déclaré forfait. La publication par le comité d'organisation des Nations unies d'une liste de sportifs entretenant des relations avec l'Afrique du Sud a eu une influence certaine sur les joueurs qui dans leur cœur condamnent l'apartheid.

Sur cette liste, accusatrice aux yeux des démocraties populaires, figure le joueur yougoslave Marko Ostoja, qui poursuit actuellement des études aux Etats-Unis. La fédération yougoslave, aussitôt informée, a décidé samedi de suspendre Ostoja, qui est officiellement inscrit à un club de son pays. En revanche, Davor Tomazic, un autre joueur yougoslave cité par le comité de l'ONU, n'a pas subi les foudres de sa fédération, résidant depuis dix ans en Allemagne fédérale.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

Les Allemands de Mayence ont gagné le relais à travers Paris en 1 h. 1 min. 54 sec. Ils ont précédé Viry-Châtillon de 51 sec. et le Racing-Club de France, vainqueur l'an dernier, de 1 min. 29 sec.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
POULE DES AS
(Premier tour retour.)

Tours b. *Villeurbanne 76-72
*Orthez b. Le Mans 94-89

Classement. — 1. Villeurbanne, 10 points ; 2. Le Mans, 8 pts ; Tours, 8 pts ; 4. Orthez, 6 pts.

Hand-ball

Le Paris Université-Club a conservé son titre de champion de France féminin en battant Conflans par 18 à 16 à l'occasion de la dernière journée de la poule finale.

Judo

CHAMPIONNATS DE FRANCE PAR CATEGORIE DE POIDS

● Moins de 60 kilos : 1. Maurel ; 2. Babelnic ; 3. Nolin et Leleu-Ménassier.

● Moins de 65 kg. : 1. Rey ; 2. Delvingt Guy ; 3. Guiseppi et Alexandre.

● Moins de 71 kg. : 1. Danieli ; 2. Dyot Serge ; 3. Berthet et Pietri.

● Moins de 78 kg. : 1. Nowak ; 2. Bourgeois ; 3 Porcher et Gibert.

● Moins de 86 kg. : 1. Tchoullouyan ; 2. Sanchis Michel ; 3 Janicot et Fournier

● Moins de 95 kg. : 1. Vachon Roger ; 2 Mermet ; 3 Sanchis Frédéric et Joly

● Plus de 95 kg. : 1. Del Colombo ; 2. Oukoloff ; 3. Robert et Lebrun.

Natation

A La Rochelle, six records nationaux ont été battus les 3, 4 et 5 avril au cours des championnats de France . 50 mètres nage libre (23 sec. 70) par Ivan Boutteville : 200 et 400 mètres quatre nages par Frédéric Delcourt (2 min. 9 sec. 2 et 4 min. 37 sec. 49) ; 400 mètres nage libre par Sandra Lacour (4 min 25 sec. 88) . 200 et 400 mètres quatre nages par Corinne Buron (2 min 25 sec. 13 et 5 min. 5 sec. 19).

Rugby

CHALLENGE DU-MANOIR
(Huitième de finale.)

A Lourdes, Béziers bat Pau : 25-15 ; à Perpignan, Toulon bat Dax : 16-14 ; à Angoulême, Toulouse et La Rochelle : 7-7 (Toulouse qualifié au bénéfice de la pénalité) ; à Grenoble, Narbonne bat Brive : 34-9 ; à Clermont-Ferrand, Romans bat Mont-de-Marsan : 36-15 ; à Béziers, Perpignan bat Carcassonne : 18-6 ; à Bayonne, Lourdes bat Agen : 15-12 ; à Agen, Graulhet bat Angoulême : 17-15

Quarts de finale (26 avril) : Toulon - Perpignan ; Béziers - Toulouse ; Lourdes - Graulhet ; Narbonne - Romans.

Sports équestres

L'Autrichien Ugo Simon, sur Gladstone (0 pt, 36 sec. 6) a gagné à Göteborg la dernière épreuve qualificative pour la coupe du monde, dont la finale aura lieu à Birmingham du 23 au 27 avril. Il a devancé le Français Gilles Bertrand de Balanda (Fr.), qui termine en tête des dix-sept cavaliers qualifiés avec 98 points ; 2. Thomas Fruehmann (Aut.), 76 ; 3. Frédéric Cottier (Fr.) et Caroline Bradley (G.-B.), 66 ; 5. Franke Sloothaak (R.F.A.), 62 ; 6. David Broome (G.-B.), 60 ; 7. John Withaker (G.-B.) et Hugo Simon (Aut.), 55 ; 9. Paul Darragh (Irl.), 52 ; 10. Fritz Ligges (R.F.A.), 51 ; 11. Water Gabathuler (Suis.), 49 ; 12. Derek Ricketts (G.-B.), 48 ; 13 Nick Skelton (G.-B.) et Johan Heins (P.-B.), 46 ; 15. Hervé Godignon (Fr.), Gerd Wilfang (R.F.A.) et Nelson Pessoa (Brés.), 45.

Tennis

TOURNOI DE FRANCFORT
(175 000 dollars)
Demi-finales

Smid (Tch.) b. Gunthardt (Suis.), 6-0, 6-4.
McEnroe (E.-U.) b. Smith (E.-U.), 6-2, 6-1

Finale

McEnroe b. Smid, 6-3, 6-2.

TOURNOI DE LINZ
(50 000 dollars)
(Demi-finales)

Edmondson (Aust.) b. Saviano (E.-U.), 6-1, 7-6
Ocleppo (It.) b. Simpson (N.-Z.), 6-4, 6-4

Finale

Ocleppo b. Edmondson, 7-5, 6-1.







هكذا من الأصل

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	65,00	76,44
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,00
IMMOBILIER	43,00	50,57
AUTOMOBILES	43,00	50,57
AGENDA	43,00	50,57
PROP. COMM. CAPITAUX	120,00	141,12

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.	Le mm/col. T.C.
OFFRES D'EMPLOI	37,00	43,52
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,76
IMMOBILIER	28,00	32,93
AUTOMOBILES	28,00	32,93
AGENDA	28,00	32,93



emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

ETPM

LEADER EUROPEEN DE L'OFFSHORE PETROLIER
C.A. : 1,7 milliard de FF
Oscar à l'exportation.

Recherche

comptables expérimentés

LE POSTE A POURVOIR :
Après une brève période de formation au Siège Social à Paris, vous serez affecté *dans une de nos régions d'activité (Moyen-Orient, Afrique, Extrême-Orient).* Vous prendrez en charge, sous l'autorité du Responsable Administratif de la Région, l'ensemble des questions ayant trait à la comptabilité et à la trésorerie liées à la réalisation d'importants chantiers (nombreux avantages liés à l'expatriation).

VOTRE PROFIL :
Vous avez environ 30 ans, vous possédez une bonne formation comptable, niveau DECS, et vous avez acquis une expérience solide en comptabilité, de préférence dans une entreprise possédant des chantiers ou des succursales situés à l'étranger.

La pratique courante de l'anglais est impérative.

Envoyez C.V., photo et prétentions sous la référence 1272 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

FUTURS MANAGERS DE GRANDS CHANTIERS

Nous sommes l'un des grands de la réalisation d'ensembles industriels «clés en main». Les installations complexes dont nous assurons la maîtrise d'oeuvre dans le monde entier concernent des secteurs d'activité diversifiés (pétrole, gaz, centrales énergétiques, engrais, pétrochimie, agro-alimentaire, etc).

Nous offrons à de jeunes ingénieurs de rejoindre nos grands chantiers à l'étranger ; d'y exercer leurs compétences techniques, économiques et d'animation ; d'évoluer vers des responsabilités croissantes à la mesure de leurs capacités et de leurs ambitions.

INGENIEURS DE CHANTIER

Réf. M5457B
Diplômés d'une grande école, ils désirent valoriser les 2 ou 3 années de leur première expérience professionnelle dans un domaine tel que la mécanique, l'électro-mécanique ou la tuyauterie industrielle. Ils apprendront notre métier en prenant en charge un secteur de travaux d'un de nos chantiers. Ils en assureront tous les aspects : technique, économique, humain.

RESPONSABLES DE TRAVAUX

Réf. M5457E
Agés d'environ 32 ans, ces ingénieurs diplômés ont une expérience confirmée en montage d'ensembles industriels sur des chantiers multidisciplinaires. Nous leur confierons la responsabilité de travaux importants, d'équipes nombreuses (plusieurs centaines de personnes), la gestion de contrats, la coordination de sous-traitants... La réussite dans ces fonctions débouche sur la responsabilité d'affaires de plusieurs centaines de millions de francs.

Nous souhaitons rencontrer des ingénieurs ayant une personnalité d'entrepreneur. Ils peuvent envisager des affectations dans divers pays étrangers et parlent anglais. Les conditions de rémunération et d'expatriation sont attractives.

Nous remercions les ingénieurs intéressés, auxquels notre Conseil Guy DESCHAMPS garantit le secret des candidatures, d'adresser sous la référence choisie un dossier complet, en précisant leur rémunération actuelle.

egor international
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

Pour suivre la constante expansion de notre société, nous recherchons des candidats dynamiques pour travailler dans le domaine intéressant du

management consulting

Nous comptons parmi nos clients un grand nombre de sociétés internationales les plus connues en Europe.

- Nous ne recherchons que des collaborateurs ambitieux, sachant faire preuve d'initiatives, possédant une grande facilité de communication. L'âge idéal serait entre 25 et 30 ans environ et nous ne voyons pas d'inconvénient à rencontrer des candidats en début de carrière.
- Nous vous apprendrons nos techniques qui permettent d'exceptionnelles améliorations dans tous les domaines de la rentabilité des sociétés, techniques qui ont fait leurs preuves dans des activités aussi diverses que le management, la fabrication, l'administration, les ventes et la formation du personnel. Vous devez être de ceux qui apprécient les progrès tangibles et qui aiment voir le succès couronner leurs efforts.
- Ceci concerne principalement ceux qui considèrent qu'une solide formation sur le tas a plus de valeur qu'un haut salaire de départ, mais pour les éléments les plus dynamiques nous offrons la possibilité d'une carrière à évolution rapide tant soit sous l'aspect responsabilités que salaire.
- Les déplacements fréquents imposent d'être domicilié près d'un aéroport à grand trafic (Paris, Lyon).
- La pratique courante de l'anglais est indispensable, la connaissance d'une autre langue (italien ou allemand) constituerait un atout supplémentaire. Si vous êtes intéressé par cette opportunité, envoyez votre curriculum vitae (en mentionnant votre salaire actuel et, de préférence, le numéro de téléphone où l'on peut vous joindre aux heures de travail).

INSIGHT PUBLICATIONS S.A.
boulevard de la Cambre 42, boîte 13, 1050 Bruxelles (BELGIQUE)
sous la référence LM 6/4/81, qui transmettra.

TRAVAUX PUBLICS – MOYEN-ORIENT

CHEF DU PERSONNEL

Grande entreprise française de travaux publics, nous réalisons d'importants ouvrages dans le monde entier.

Nous recherchons un Chef du Personnel «grande pointure» pour lui confier le management et l'administration du Personnel d'un important chantier (environ 1 500 personnes dont 150 ingénieurs et techniciens français expatriés).

Nous souhaitons rencontrer un homme de Personnel, de formation supérieure. Il a nécessairement une expérience similaire sur chantier à l'étranger et parle couramment anglais. La réussite dans cette première affectation débouche sur la poursuite d'une carrière dans un Groupe en constante expansion.

Nous remercions les cadres intéressés, auxquels nous garantissons le secret des candidatures, d'adresser sous référence M5441 E, un dossier complet en précisant leur rémunération actuelle, à

egor international
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

CONTROLEUR FINANCIER
AFRIQUE FRANCOPHONE

Installée à Pointe Noire (Congo) la Société a une activité industrielle liée à l'exploitation forestière. Elle emploie plus de 800 personnes.
Le Controleur Financier recherché aura la responsabilité des comptabilités générales et analytiques, du contrôle des stocks et des comptes de tiers, du calcul du prix de revient.
Logement. Congés 2/10 mois. CRE. ASSEDIC. Avantages habituels expatriés.
Adresser CV détaillé sous réf. 212/10 M à

France Cadres
22 rue St Augustin 75002 PARIS

Société internationale de contrôle et d'assistance technique
recherche

UN INGENIEUR

ayant 3 ans d'expérience entreprise de gros oeuvre dans domaine Génie Civil et Bâtiment.

Résidence permanente à Ryadh (Arabie Saoudite)

Langues parlées : Anglais et Français.

Contrat base France et avantages expatriation.

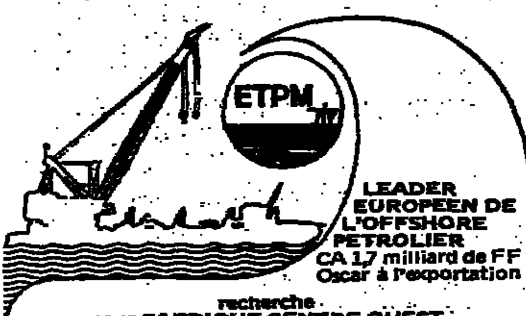
Ecrire avec CV, photo, prétentions sous référence n° 16 à
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS.

ENTREPRENEURIAL
FRANCE/BENELUX

MARKETING MANAGER

Medium-size, American, multi-national HBA company with excellent 30-year growth record seeks outstanding Marketing Manager for established France/Benelux f.m.c.g. business offering fine opportunities for personal and business growth. Pre-requisites are solid marketing and sales experience in advertised, consumer package goods together with perfect English, French and a good working knowledge of Dutch. The candidate, must be a hard-working, self-starter who is tired of bureaucracy and limited responsability of giant, consumer package goods companies. Age 30 years minimum.

Compensation commensurate with experience will include annual bonus, car and usual extra legal advantages. CV and career details to be sent to Combe international Ltd, 20, av. des Arts, Boîte 6, 1040 Brussels.



LEADER EUROPEEN DE L'OFFSHORE PETROLIER
CA 1,7 milliard de FF
Oscar à l'exportation

recherche
pour l'AFRIQUE CENTRE OUEST

1 INGENIEUR MATERIEL

(Réf. 1170)

Il devra assurer sous l'autorité du Responsable Matériel local, la gestion et la maintenance du Matériel travaux offshore lié à l'exécution d'importants contrats au GABON.

Pour le MOYEN-ORIENT :

2 INGENIEURS MATERIEL

(Réf. 1171)

- l'un sera chargé du suivi des Unités Navales et du Matériel Marine (entretien courant, dépannage).
- l'autre assurera la gestion et l'entretien du Matériel TP à terre.

Pour ces 3 postes, vous êtes soit ingénieur TP de formation (AM, TP ou équivalent), soit OM1 ou OM2 et vous devez faire état d'une expérience confirmée d'environ 5 ans du Matériel TP et Marine.
De plus, une connaissance de l'anglais est indispensable.
Vous bénéficierez de conditions d'expatriation particulièrement attractives.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence à P. LICHAU SA - BP 220 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Organisation intergouvernementale
recrute
pour poste permanent

TRADUCTEUR

de langue maternelle française, connaissance approfondie de l'anglais et bonne connaissance de l'espagnol.

Les candidats, âgés de moins de 35 ans, devront être titulaires d'une licence et avoir acquis une certaine expérience professionnelle.
Il ne sera répondu qu'aux candidats susceptibles d'être retenus.

Adresser curr. vitae au Chef du service linguistique.
Conseil de coopération douanière,
rue de l'Industrie, 26-38,
B - 1040 BRUXELLES - Belgique.

GROUPE IMPORTANT
recherche pour ses Filiales en AFRIQUE
(statut d'expatrié)

CADRE
de COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
DECS ou équivalent.

3 à 4 ans d'expérience.
Anglais souhaité.

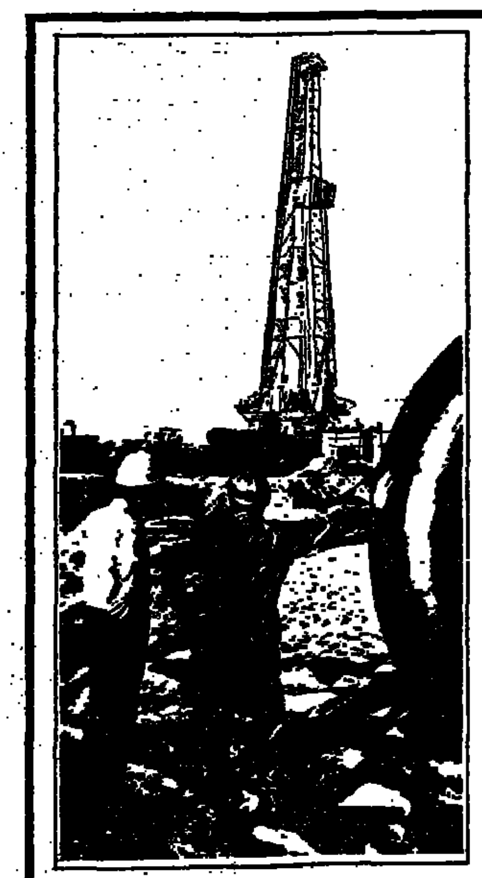
Adr. C.V. et prét. à n° 93.320
CONTESSE Publicité
20, av. de l'Opéra, 75050 Paris
Cedex 01 qui transmettra.

NOUS CHERCHONS
Professeurs
Mathématiques/Sciences
(niveau secondaire)
pour l'Afrique francophone
Exigences :
formation universitaire.
au moins deux ans d'expérience
Contrat :
deux ans (dès sept. 81)
Conditions : Indemnités mensuelles permettant niveau de vie modeste. Logement gratuit. Primes d'installation et de réinstallation. Assurance maladie et vie. Voyage aller-retour.
Prière d'envoyer curriculum vitae aux Volontaires de Nations unies,
Palais des Nations,
1211 Genève 10 Suisse.

INGÉNIEURS T.P.

pour DIRECTION AGENCE au MOYEN-ORIENT

Tél. pour rvs CRIT intérim 337-90-01
20 bis, boul. Arago, PARIS 13e.



FOREX NEPTUNE

SOCIETE DE SERVICES SPECIALISEE dans le
FORAGE PETROLIER
filiale du GROUPE SCHLUMBERGER
nous occupons une position de leader dans ce domaine.
Pour nos différents CHANTIERS à l'ETRANGER, dans le monde entier, nous recherchons des

INGENIEURS DEBUTANTS
ENSAM, ENSM, ECAM, ICAM, INSA . . .

Après une formation de 2 ans, ils prendront en tant qu'
INGENIEURS de FORAGE
la responsabilité humaine et technique d'une équipe complète sur un site de forage (50 à 100 personnes).
Le goût des contacts, le sens des décisions, un attrait marqué pour l'expatriation, de la rigueur dans le commandement et l'organisation sont vos qualités.
Vous devez être dégagé des O.M. *et avoir* une bonne connaissance de l'Anglais.
Nous vous offrons de nombreuses perspectives de carrière, de réelles responsa*bilités dès votre première affectation, un salaire et des avantages motivants.*
Une carrière et un métier passionnants sur le terrain.

Adresser votre candidature à :
FOREX NEPTUNE - 20, avenue Rapp - 75007 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



emplois internationaux emplois internationaux

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

AUDIT

Cabinet international d'audit et d'expertise comptable et financière, propose pour son BUREAU DE LYON plusieurs postes

Permettant de bénéficier :

- d'une FORMATION permanente approfondie,
- d'un PLAN DE CARRIERE fondé sur une évolution rapide des responsabilités et de la rémunération.

Ces postes impliquent une aptitude à intervenir auprès d'interlocuteurs de haut niveau, le sens du contact et du travail en équipe. Connaissance de l'anglais souhaitée.
Déplacements fréquents dans le Sud-Est.

Ils s'adressent à des candidats à fort potentiel ayant une FORMATION DE GRANDE ECOLE et possédant une expérience préalable d'une ou deux années dans le domaine de l'expertise comptable ou de l'audit.

Adresser CV manuscrit détaillé avec photo, sous référence 3008 à INTER PA BP 508 - 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

MATERIEL T.P. — BOURGOGNE

La filiale d'un puissant Groupe industriel, fabriquant du gros matériel de T.P. recherche un

ingénieur d'affaires
débutant

Le candidat aura une excellente formation de base en mécanique (Arts et Métiers). Il sera chargé de CONCEVOIR à partir d'un matériel de série des adaptations spéciales et sera responsable des liaisons entre les services techniques et commerciaux.
Ce poste qui fait appel à la créativité et à la persévérance requiert également une grande disponibilité pour des déplacements fréquents en France et à l'Etranger, un sens commercial développé, des capacités de contacts à tous les niveaux et une excellente maîtrise de l'Anglais.
Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions en précisant la référence RA 106 M sur l'enveloppe au :



Cabinet J.C.M. Rhône-Alpes
"La Belle Cordière"
63, rue Baraban - 69003 LYON

CABINET INTERNATIONAL DE CONSEILS EN ORGANISATION LYON

Dans le cadre du développement de notre bureau de Lyon, nous recherchons de jeunes diplômés de grandes écoles commerciales ou d'ingénieurs désirant faire carrière dans l'informatique ou le conseil.
Vous participerez en équipe à la promotion, la conception et la réalisation de systèmes de gestion dans des domaines variés, tout en recevant une formation permanente en France et aux Etats-Unis.
Vous exercerez vos activités dans un cadre jeune et motivant.
Votre promotion sera rapide si vous savez démontrer vos aptitudes.

Adresser C.V. manuscrit détaillé avec photo, sous référence 3013 à INTER PA - B.P. 508 - 75066 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
recherche pour son usine de TOURAINE

UN PHARMACIEN

chargé du contrôle physico-chimique des médicaments.

Ce pharmacien sera placé sous l'autorité du Directeur du Laboratoire de Contrôle.
Une préférence sera donnée à un candidat ayant déjà 4 à 5 ans d'expérience dans ce domaine.

Adresser curriculum vitae et prétentions s référence 3492 à: Pal — Publicité Alain LITAS, 27, avenue de Lattre de Tassigny, 94220 CHARENTON

COMPAGNIE D'ASSURANCES
spécialisée en protection juridique
cherche

SON FUTUR COLLABORATEUR
de haut niveau pour son Service Juridique.

- Age : 35/45 ans.
- Avocat pendant au moins 7 ans.
- Lieu de travail : région RHONE-ALPES.
- Des notions d'anglais seraient appréciées.
- Libre très rapidement.

Adresser C.V. avec photo et prétentions.
Ecrire sous n° 8213 *le Monde* Publicité, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

SOCIETE recherche pour son USINE 140km EST PARIS :

INGENIEUR

ORDONNANCEMENT
CONTROLE DE PRODUCTION

Formation : AM, INSA, IDN ou similaire.

Expérience de la fonction indispensable.

La fonction offerte dépend directement de la Direction Générale, intégration aisée dans une équipe jeune et dynamique.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétent. à No 93265, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

VILLAGES VAC. ATLANTIQUE 600 lits, rech. juin-septembre RESPBLES ANIMAT. SOIREES RESPONSABLE RESTAURAT. Exp. similaire indispensable. Ecr. av. C.V. et photo. AGERESO 15, bd Bourdon, 75004 Paris.

Importante société d'expertise comptable recherche

Collaborateurs expérimentés
(cabinet ou entreprise)
pour ses bureaux de : FLERS, ALENÇON, CHERBOURG, VIRE, LISIEUX. Travail direct en clientèle pour surveillance et établissement des états financiers annuels ou périodiques.

Rémunération selon compétence.

Adresser C.V. avec références et prétentions.

Ecrire AGENCE HAVAS 14000 CAEN 8415.

Recherche PROGRAMMATEUR I.U.T. ou B.T.S. expérience DOS/VES/CICS/GAP Connaiss. IBM appréciées. Ecr. SAIE, 85, rue Jean-Perrin, Z.I. d'AIX-EN-PROVENCE 13763 LES MILLES

SAUTELMA - B.P. 24 13607 Aix-en-Provence, rech.

TECHNICO-COMMERCIAUX

Pour :
- suivre clientèle existante et potentielle dans secteurs alimentaire, cimenterie, engrais, mines ;
- formation technique appréciée ;
- expérience en manutention ou en pesage est un atout supplémentaire ;
- fonction variée et attrayante par déplacements de courte durée ;
- évolution possible vers animation réseau ;
- rémunération motivante qui tiendra compte de la valeur des candidats.

Adresser C.V. et prétentions à SAUTELMA

RÉGION RHONE ALPES

La Filiale d'un puissant Groupe Industriel Français

recherche son

directeur d'usine

(700 personnes)

Ce poste conviendrait à Ingénieur diplômé 40 ans minimum ayant solide compétence en métallurgie

Des connaissances en frappe à froid et usinage de précision seraient appréciées

Expérience gestion du personnel indispensable

LA RÉMUNÉRATION SERA A LA MESURE DES CAPACITÉS DU CANDIDAT

Confortable villa disponible
Le titulaire actuel se chargera de la mise au courant de son successeur
L'entrée en fonction est à convenir

Il sera répondu à toute lettre manuscrite, accompagnée du curriculum vitae détaillé indiquant derniers émoluments perçus, adressée sous la référence 7957 à :

B.E.O., 3, rue de Téhéran, 75008 PARIS
DISCRÉTION ABSOLUE ASSURÉE

OPPORTUNITE DE CARRIERE

UNE STE INDUSTRIELLE DU SUD-OUEST *EN EXPANSION*, ayant plusieurs filiales (GAZ INDUSTRIELS - MATERIELS DE SOUDAGE ET MEDICAUX)
750 PERSONNES - 250 MILLIONS F/an

rech. pour TOULOUSE
avec mobilité poss. à terme SUD-FRANCE

JEUNE INGENIEUR GRANDES ECOLES

POUR AFFECTATION ET CARRIERE TECHNIQUE (PRODUCTION)
Autre possibilité de promotion
— *selon résultats et affinités* —
en changeant de file

- INGENIEUR polyvalent à dominante ELECTROMECANIQUE ou Génie Chimique
- EXPERIENCE D'HOMME DE PRODUCTION (B.E. et Méthodes s'abstenir) et de commandement
- DEBUTANT seulement si forte personnalité et potentiel certain

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4650 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

ETBS
recherche

Ingénieur Méthode

Type ENI ou équivalent

(nationalité française obligatoire)
pour coordination et synthèse des actions de normalisation et de préparation du travail.
Une première expérience en fabrication sera appréciée.

Adresser curriculum vitae avec photo et *prétentions sous la référence 81/11 à :*
Monsieur le Directeur de l'Etablissement Technique de Bourges
Carrefour de Zéro-Nord / Route de Guerry
B.P. 712 - 18015 BOURGES CEDEX

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER BORDEAUX
recherche

ANALYSTE CHEF DE PROJET CONFIRMÉ

- Diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur, Miage).
- 4 à 5 ans expérience dans l'analyse et la programmation d'application de gestion sur moyens ou grands systèmes.
- Connaissance pratique des langages d'analyses PAC ou PROTEE très souhaitable ainsi que des systèmes de bases de données.
- Il sera appelé à conduire le développement de projets *concernant les activités immobilières* sur UNIVAC 1100/60 (temps réel, bases de données).

Lieu de travail : BORDEAUX.

Envoyer C.V. et photo s/n° T 028.428 M. Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

MONTEURS D'OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES EN NORMANDIE

recherché pour importante société à Rouen,
Il sera chargé de :
- La prospection des terrains
- La définition des programmes
- L'étude de faisabilité
- L'animation des équipes d'ingénierie.

Les diplômes souhaités sont :
Sciences Eco, Sup. de Co., Sciences Po.

Expérience indispensable dans le montage des opérations immobilières.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à JD/371 Havas (B.P. 907) 76023 ROUEN CEDEX

ESC, DROIT, SCIENCES ECO.

Vendre, c'est bien... mais encadrer une force de vente, c'est encore mieux !

Devenez notre Chef des Ventes *sur les régions :* NORMANDIE - PICARDIE, CENTRE-BOURGOGNE, EST, OUEST, NORD et RÉGION PARISIENNE.

Vous recruterez, formerez, et animerez 25 agents généraux chargés de la vente et du S.A.V d'une gamme complète de contrats d'assurances. Responsable d'un C.A de 34 MF sur un à 3 départements, vous serez formé aux techniques de vente, de recrutement et d'animation de vendeurs, et prendrez rapidement des responsabilités sur le terrain.
Rémunération fixe de première année : 74.000 F à 85.000 F, en fonction de votre expérience. Progression motivante pour élément de valeur. Voiture fournie. Assurance Auto et frais professionnels pris en charge. Réduction pour contrat personnel.
Nous sommes un des premiers groupe privé d'assurances. C.A. + 21% en 1980, 2 000 salariés + 1600 agents généraux et leurs 2 000 collaborateurs.



Adressez C.V, photo et lettre manuscrite sous réf. M 1 à Claude BERGES - Chargé de Recrutement GROUPE DROUOT - 1, place Victorien Sardou - 78161 MARLY LE ROI en précisant la région de votre choix.

rsog carrières

RESPONSABLE COMMERCIAL EXPORT

Cette société, un des leaders du secteur de l'agro fourniture, à la gamme de produits très complète, est en constant développement.

Elle recherche aujourd'hui son responsable Export. Sous l'autorité du Directeur Commercial, il définit et propose la politique commerciale à mettre en oeuvre sur les marchés européens, principalement l'Allemagne, dans un environnement concurrentiel à l'évolution continue. Dans le cadre de son budget, il organise les moyens nécessaires à l'étude et à la connaissance des marchés. Il met en oeuvre les actions commerciales adaptées à chaque pays. Il conçoit et négocie de nouvelles structures d'intervention.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement commercial supérieur, justifiant d'une expérience de plusieurs années à l'export. Il possède parfaitement l'allemand et maîtrise l'anglais.

Le poste est basé au Siège, proche d'une grande ville du littoral Sud-Ouest. La dimension humaine de l'entreprise, les conditions offertes, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M14470 A, à

egor 8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL EQUIPEMENTS AUTOMOBILE
recherche pour ses unités de production situées en province

INGENIEURS FABRICATION

- Vous êtes diplômés d'une école d'ingénieur mécanique (AM, INSA, ENI).
- Vous avez acquis en usine une première expérience même de courte durée des méthodes ou des fabrications de moyennes et grandes séries mécaniques.
- Vous avez une bonne connaissance de l'anglais.

Nous vous offrons :
- de réelles responsabilités
- une rémunération motivante en fonction de votre expérience
- des perspectives de développement et d'évolution au sein du Groupe.

Envoyer C.V. et lettre manuscrite, photo et prétentions à No 93.545 CONTESSE Publicité, 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

SOCIETE BIENS D'EQUIPEMENTS
(C.A. › 1 million)
recherche

pour développer son informatique de gestion :

•ingénieur-informaticien
•analyste-programmeur

Ils participeront à la réalisation de chaînes informatiques traitant des problèmes de gestion.

Expérience requise : connaissance du COBOL, bases de données et temps réel.

Lieu de travail : VALENCIENNOIS.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à N. 972 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.



emplois régionaux

OFFRES D'EMPLOIS   OFFRES D'EMPLOIS





Au premier rang européen des sociétés d'études et de réalisation de systèmes d'automatisation «clés en mains» utilisant la mini et micro informatique

SODETEG T.A.I.

Transmissions . Automatique . Informatique

filiale de SODETEG - GROUPE THOMSON, recrute pour renforcer ou constituer ses équipes de conception, des

INGENIEURS-ANALYSTES

Ingénieurs diplômé(e)s, Universitaires à fort potentiel de développement, ayant une bonne pratique professionnelle *(certains peuvent être débutants) en informatique temps réel* sur des applications industrielles ou scientifiques utilisant des mini-calculateurs (SOLAR, MITRA, PDP, VAX,...).

Spécialiste de la conception sur mesure de systèmes spécifiques complets (matériels et logiciels), T.A.I. offre :
- une activité passionnante, à la pointe de la technique,
- une excellente ambiance de travail au sein de petites équipes responsables par projet,
- une participation complète à un projet, du démarrage des études à la mise en exploitation,
- la possibilité d'installer des systèmes dans la plupart des pays industrialisés ou en voie de développement industriel,
- quelques stages pouvant déboucher sur un emploi sont également offerts.

Implantation «au vert» en proche banlieue sud.

Candidatures à adresser sous référence 7106 à SODETEG T.A.I. - M. V. GUIU - 283, rue de la Minière Boite Postale 11 - 78530 BUC. Téléphone (3) 956.80.60.

LE TEMPS REEL

Notre première caractéristique, c'est notre jeunesse !

32 ans, c'est la moyenne d'âge des 5 100 collaborateurs de **RANK XEROX.**

De cette particularité, découle nécessairement un certain style de comportement.

Une grande équipe homogène animée par un goût évident pour la réussite et qui n'a pas peur de se remettre en cause, c'est cela la synergie **RANK XEROX !**

Cette volonté d'aller de l'avant se traduit par une croissance exemplaire (volume d'activités presque doublé depuis 3 ans) et une position de leader dans le domaine de la reprographie et l'utilisation des technologies les plus avancées.

Le système de traitement de l'information XEROX 860, l'imprimante à laser XEROX 9 700 et le réseau local de **transmission de données à très haute vitesse «ETHERNET»** en sont la preuve.

Pour répondre à ce dynamisme, **RANK XEROX** recherche des **collaborateurs (trices) de haut niveau**, débutants ou confirmés (formation grande école ou universitaire), pour les fonctions **Marketing, Vente, Finance** et plus particulièrement pour l'**INFORMATIQUE** (cette direction équipée de deux IBM 370/158/168 et de minis compte actuellement 140 personnes).

Avec de nouvelles perspectives de développement, tant au niveau de l'équipement qu'à celui des études à mener (à l'échelon national et européen), l'informatique chez **RANK XEROX** connaît, en effet, une importance accrue.

Si vous désirez vous informer sur les carrières offertes par **RANK XEROX**, Contactez sous référence LM 200, Mireille DIAZ au Service Orientation *Recrutement* de **RANK XEROX** 4, *rue Nicolas Robert* 93607 AULNAY-SOUS-BOIS Cedex.

de 18 à 24 ans 15 %
de 25 à 29 ans 28 %
de 30 à 34 ans 29 %
de 35 à 39 ans 15 %
de 40 à 45 ans 7 %
+ de 45 ans : 6 %

Répartition du personnel Rank Xerox par tranche d'âge

RANK XEROX
L'AVANCE TECHNOLOGIQUE

MEDIA PA

Bouygues crée des emplois. Bouygues recrute.

Faire fi de la morosité. Aider au développement des individualités dans un climat de consensus voulu et pensé. Relever le défi international. Organiser des chantiers. Gagner des marchés difficiles. Monter des financements pour nos clients. Gérer un potentiel humain. Réussir. C'est le pont que Bouygues construit aujourd'hui vers vous.

Notre *réussite actuelle, fondation de nos succès de demain,* nous *incite à ouvrir les portes de notre* groupe à des gagneurs. En 1980 notre taux d'expansion a été de 35 %. En 81, il dépassera 30 %. En 81, nous fêtons le trentenaire de Bouygues dans le monde. En 81, notre chiffre d'affaires dépassera 10 milliards de francs. En 81, nous accueillerons 200 nouveaux cadres, des hommes et des femmes, des débutants ambitieux, des talents confirmés, des responsables de travaux à l'étroit dans leur entreprise actuelle, des commerciaux manquant d'ouverture là où ils sont, des gestionnaires fiables, des financiers en mal d'expansion, des psychologues dans le siècle, des hommes de méthodes et d'études voulant élargir leur horizon, des responsables de programmes immobiliers en veine de promotion, des hommes de pétrole et d'idées.

C'est donc pour faire face à une réelle expansion que nous recrutons. L'an dernier nous avons promu des ouvriers, des employés, des cadres. Nous le ferons aussi en 81. Pourtant notre rayonnement national, bien ancré dans le terroir de nos régions et notre activité internationale en Arabie Saoudite, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, en Irak, au Koweit, au Maroc, au Mexique, au Nigéria et au Venezuela, nous amènent à publier cette offre large.

CONSTRUISEZ AVEC NOUS VOTRE CARRIERE.
UN HOMME DE VALEUR A SA PLACE CHEZ BOUYGUES.

Bouygues crée des emplois. Bouygues recrute. Des annonces spécifiques pour les différents postes paraîtront prochainement dans la presse, mais vous pouvez d'ores *et déjà nous contacter. Thierry* Pique, Directeur du Personnel, et ses collaborateurs examineront avec attention votre candidature adressée sous référence 3312 - BOUYGUES - B.P. 204 - 92142 CLAMART CEDEX.



Fondé de pouvoir clientèle privée

L'offre : vous aurez à mener une action commerciale afin d'étoffer un portefeuille de **clientèle privée.**

Vous devrez assumer également la gestion du portefeuille de l'agence à laquelle vous serez affecté.

Vous serez directement sous la responsabilité du Directeur de cette Agence.

Le poste est à pourvoir à **Paris**

La rémunération de départ ne sera pas inférieure à 120 000 F.

Vous êtes : diplômé de l'enseignement supérieur. Vous avez entre 3 et 5 ans de pratique bancaire sur le terrain en clientèle privée.

Vous possédez un ***tempérament de vendeur*** *et connaissez bien aussi* les mécanismes boursiers et les problèmes de gestion de portefeuille - titres.

Nous sommes : une banque de dépôts privée, de taille importante. Nous connaissons *une expansion régulière et soutenue. Les perspectives de carrière* que nous offrons à nos collaborateurs sont directement liées à leurs performances.

Merci d'adresser votre C.V., photo récente et rémunération *actuelle* sous la référence 8177 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06

TOTAL AFRIQUE

offre à

JEUNE INGENIEUR

diplômé A.M., T.P., E.N.S.I.

débutant ou ayant 1/2 ans d'expérience.

UN POSTE A LA DIRECTION TECHNIQUE DE SON SIEGE SOCIAL A PARIS.

Il participera aux études techniques concernant la construction et l'entretien des réseaux de stations-service, l'exploitation des dépôts d'hydrocarbures, l'organisation des transports terrestres et du cabotage en Afrique ainsi qu'à la définition des matériels nécessaires à la construction et à l'exploitation de ces stations et dépôts.

Après quelques années d'affectation au Siège Social, cet ingénieur sera appelé à poursuivre sa carrière en Afrique.

Anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. avec photo (retournée) à TOTAL AFRIQUE, Service Administration du Personnel 26, rue de la Pépinière - 75008 PARIS.

CGR Ultrasonic

9, Chaussée de Paris, 77100 MEAUX

Société spécialisée dans l'étude et la réalisation de matériel de diagnostic médical à ultrasons, recherche pour renforcer son service études à MEAUX

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS DIPLOMÉS

formation ESE, ENSI, INSA, etc.

Une expérience de 2 à 3 ans dans un laboratoire d'études et développement est exigée. Les connaissances requises doivent être approfondies dans l'une des spécialités suivantes : circuits analogiques HF, circuits logiques rapides, traitement numérique du signal.

Une expér. pratique en microprocesseurs sera appréciée. Le poste proposé est rattaché au Service Études et concerne l'étude et le développement de matériels électroniques de haute technicité.

Envoyer curriculum vitae à Monsieur PRUD'HON.

informatique de gestion

de formation grande école, DEA ou MIAGE, vous avez une première expérience (environ 3 ans) des applications de gestion et vous parlez l'anglais.

L'Équipe informatique de notre usine de Notre-Dame-de-Gravenchon (Région du Havre) développe de nombreux projets sur ordinateurs *IBM et DATA GENERAL;* nous vous proposons de venir la renforcer.

La variété des opérations et des interlocuteurs sera pour vous l'occasion d'élargir vos compétences dans un environnement industriel.

Esso Chimie c'est aussi la dimension internationale.

Votre évolution pourra ainsi se faire tant en France qu'à l'étranger.

Les dossiers de candidature sont à adresser, sous réf. *M/6*, à

Département des Relations sociales



BP 52 - 76330 Notre-Dame-de-Gravenchon

HAVAS CONTACT

THOMSON-CSF TELEPHONE

recherche pour sa

«DIRECTION QUALITE»

un ingénieur fiabiliste

ayant une bonne formation mathématiques, et une *connaissance des Composants électroniques.* Expérience en milieu industriel indispensable.

Envoyer CV et prétentions *sous réf. DCP 81.7* à

Mme CHATAIGNON
THOMSON-CSF TELEPHONE
Division Commutation Publique
146, Bd de Valmy - 92700 COLOMBES

ÉTS FINANCIER FRANCO-AMÉRICAIN

TOUR MAINE-MONTPARNASSE

recherche

GESTIONNAIRES ADMINISTRATIFS et FINANCIERS

(Diplôme d'enseignement supérieur ou École de commerce *complété par une solide formation* comptable, si possible D.E.C.S.)

Capables :
- de gérer les contrats conclus avec une clientèle de grosses P.M.E. tous secteurs d'activité ;
- de proposer à cet effet toute initiative de nature à garantir la sécurité des engagements contractuels et à assurer la bonne qualité des services rendus à la clientèle.

Ces postes seront en conséquence confiés à des candidats maîtrisant les techniques d'analyse financière et de contrôle comptable pour les avoir pratiquées plusieurs années en entreprise, en cabinet ou au sein d'une banque.

Les candidats retenus devront avoir un sens aigu du risque et des responsabilités et allier la rigueur du gestionnaire à la qualité du contact commercial.

Des déplacements de très courte durée sont à prévoir.

POSTES A POURVOIR IMMEDIATEMENT

Ecrire avec C.V. à FACTOFRANCE-HELLER
Service du Personnel
33, avenue du Maine - 75734 PARIS Cedex 15

TITN

Société d'engineering en informatique
Filiale **THOMSON CSF INFORMATIQUE**

Notre expansion rapide dans les domaines de la téléinformatique, de la gestion *interactive temps réel et des microprocesseurs, nous conduit à renforcer largement* nos équipes techniques et à rechercher :

Ingénieurs Chef de Projet

GRANDE ECOLE, pour la conception et la réalisation de systèmes (téléinformatique, base de données). (réf. 1 M)

Ingénieurs Système

GRANDE ECOLE, connaissances matériels INTEL et MOTOROLA appréciées. (réf. 2 M)

Ingénieurs d'Application

GRANDE ECOLE, MIAGE, DEA, même débutants, pour logiciel système de gestion interactive sur mini-ordinateur. (réf. 3 M)

Analystes Programmeurs

IUT informatique, même débutants. (réf. 4 M)

Support Produits Logiciel

Ce poste s'adresse à de jeunes ingénieurs possédant une première expérience des systèmes de gestion en temps réel et des bases de données. (réf. 5 M)

Envoyez C.V., photo et prétentions en précisant les références choisies à **T.I.T.N** - 1 à 5 rue Gustave Eiffel - 91420 MORANGIS.

MEDIA PA

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Responsable Système

180 000 F +

Notre société offre au groupe de presse dont elle fait partie des services liés à la gestion informatisée de ses activités. 10 unités constituent le groupe, le centre de développement et de traitement équipé d'un 43 41, répond aux besoins des utilisateurs au moyen de terminaux de capacités diverses.

Les équipes d'étude et d'exploitation ressentent la nécessité d'avoir à leur côté, **UN INGENIEUR CONFIRME** dans la connaissance des systèmes, et qui pourra faire face à l'évolution de la configuration du matériel, au développement du réseau et à la mise en place de bases de données.

Ceci implique de sa part, une expérience d'environ 7 ou 8 années avec des responsabilités système, lui conférant la maîtrise de l'environnement IBM (DOS/VSE) et du télétraitement (CICS/DL1).

Le rôle de cet ingénieur sera d'étudier les possibilités existantes en matériels et logiciels en fonction de l'évolution prévisible, de choisir les options les mieux adaptées, d'informer et de former les différents responsables informatiques à ces nouvelles techniques. Homme de dialogue, capable de devancer les besoins et de forger son choix en tenant compte des impératifs techniques, stratégiques et financiers : telles se définissent les qualités attendues chez ce responsable qui disposera d'une équipe et de l'appui de sa direction.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence GF 28 à notre conseil qui traitera toutes les candidatures avec la meilleure attention.

INFRAPLAN Conseil en Recrutement
83, Bld Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA PA

cadre financier

IBM France recherche un cadre financier de formation

HEC, ESSEC, ESCP

pour le contrôle de gestion de son usine de composants électroniques à CORBEIL-ESSONNES.

Débutant ou ayant une courte expérience, il sera chargé de la comptabilité analytique, des plans et contrôles financiers.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est nécessaire.

Ce poste permettra à un candidat de valeur de réaliser un intéressant développement de carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé à :

IBM France - Service du Recrutement
224, boulevard John Kennedy - B.P. 58 - 91102 CORBEIL-ESSONNES

IBM

PARIS

INGENIEURS COMMERCIAUX EN INFORMATIQUE
AIDEZ-NOUS A INFORMATISER LE TERTIAIRE

Notre société fait partie du premier groupe européen de sociétés de services en informatique.
Notre renommée et notre solidité financière, nous les devons au rôle actif que nous jouons dans les progrès de la technique et à notre structure décentralisée.
Chaque agence est très autonome, afin de préserver sa propre personnalité et la connaissance de chaque client.
Nous vous proposons d'intégrer une de nos agences parisiennes et de prendre en charge une clientèle constituée d'entreprises du secteur tertiaire.
Vous êtes diplômé grande école, vous avez une solide expérience commerciale en informatique (5 ans minimum), la volonté et la capacité de prendre rapidement de plus larges responsabilités.
Pour vendre nos services, nous vous donnerons les plus larges possibilités de vous exprimer et de vous réaliser. Les conditions financières sont très intéressantes pour des candidats ambitieux.
Si vous êtes intéressé, adressez votre C.V. sous référence 817 à Madame MULLER
CAP SOGETI SYSTEMES, 92, bd Montparnasse - 75682 Paris Cedex 14.

CAP SOGETI SYSTEMES

média-system



Importante société d'Ingénierie Informatique
du Groupe CISI, GIXI
offre à ses collaborateurs :

— un métier dans lequel interviennent : diversité, responsabilité, créativité, haute technique, vie en équipe, contacts nombreux, etc ;
— une formation solide sur les techniques de pointe qu'elle utilise telles que : microprocesseurs, télématique, base de données, évaluation de performances, sécurité des systèmes, etc.

Nous recherchons :

- **des INGÉNIEURS CHEF DE PROJET**
- **des INGÉNIEURS ou TECHNICIENS SUPÉRIEURS EN ÉLECTRONIQUE**
- **des SPÉCIALISTES DU LANGAGE APL**
- **des INGÉNIEURS DÉBUTANTS**
  ou disposant de 1 à 2 ANS D'EXPÉRIENCE, grande école ou équivalent,

pour la réalisation de systèmes d'automation sur mini-ordinateurs et microprocesseurs ainsi que de systèmes intéractifs de gestion sur mini et grands ordinateurs.

Ces ingénieurs devront avoir ou acquérir la maîtrise des techniques les plus évoluées associant les aspects fonctionnels, architecture, méthodologie, systèmes et langages.

— **Formation assurée pour les débutants.**
— **Lieu de travail** : Région parisienne et déplacements éventuels.

Nous étudierons toutes les candidatures avec le plus grand intérêt.

Adresser Curriculum vitae, photo, numéro de téléphone à :

GIXI Ingénierie Informatique,
Z.A. d'Orsay - B.P. n° 110,
91944 LES ULIS CEDEX

ingénierie informatique

Emplois et Carrières

INSPECTEURS
RISQUES INDUSTRIELS

INGENIEURS ENSAM CENTRALE Lyon - ENSI - IDN - INSA, option chimie appréciée.

Les Assurances du Groupe Drouot - 3ème groupe français - C.A + 21% en 80
2.000 salariés et 1.600 Agents Généraux exclusifs recherchent

- UN INSPECTEUR RISQUES INDUSTRIELS
  4-5 ANS D'EXPERIENCE (rapidement opérationnel) et
- UN INSPECTEUR RISQUES INDUSTRIELS DEBUTANT
  (formation assurée).

Vos missions :

Vous visiterez, évaluerez et souscrirez les risques industriels apportés par nos Agents Généraux.
Vous élaborerez et négocierez avec les décideurs des entreprises-clientes, les contrats à mettre en place ainsi que les mesures de prévention et de protection pouvant s'avérer nécessaires.
Vous formerez et animerez les Agents Généraux à la démarche des risques d'entreprise.

Vous bénéficierez de l'appui d'une rédactrice-secrétaire.

Votre rémunération attractive sera fonction de votre expérience et de vos résultats commerciaux et techniques dans le poste. Véhicule de fonction, frais professionnels pris en charge. Statut Inspecteur du Cadre.

Adressez votre lettre manuscrite avec C.V, photo récente et prétentions sous réf. IRI à Claude Bergès - Chargé de Recrutement -
GROUPE DROUOT - 1, place Victorien Sardou -
78161 MARLY LE ROI — Tél. 958.62.14 Poste 3533.



rscg carrières

EI — L'Entreprise Industrielle

RECHERCHE

UN INGÉNIEUR DÉBUTANT

FORMATION T.P. ou A. et M.

pour son département **CONSTRUCTION de LIGNES à TRÈS HAUTE TENSION.**

Le poste à pourvoir exige une grande vivacité d'esprit et une grande capacité de travail.

Débuts à Paris. Le candidat devra ensuite accepter la vie de chantier et les contraintes liées aux déplacements.

Adresser curriculum vitae avec photo d'identité à l'attention de M. PERRIN - L'ENTREPRISE INDUSTRIELLE,
29, rue de Rome, 75008 PARIS.

PIÈCES DÉTACHÉES AUTOMOBILE

DIRECTEUR DES VENTES, FRANCE

Notre client est la filiale allemande d'une importante multinationale américaine et l'un des fournisseurs principaux de pièces détachées de l'industrie automobile européenne. Ils ont une excellente réputation et contribuent largement aux développements techniques dans leur secteur.

Le directeur des ventes France aura la responsabilité totale de toute l'exportation actuelle de la société (avec priorité sur le marché français bien que les ventes soient aussi importantes en Angleterre et en Suède). Il supervisera aussi l'introduction de nouveaux produits et développera de nouveaux marchés internationaux. Lieu de travail : **FRANCFORT.**

Nous recherchons un commerçant jeune et ambitieux qui peut travailler de sa propre initiative. Son expérience sera soit technique soit commerciale, mais il est très important que le candidat possède un réseau étroit de relations personnelles avec le monde de l'automobile. Il reste essentiel de parler couramment français et anglais, et le fait d'avoir travaillé précédemment dans une société américaine serait un avantage.

Il y a de grandes possibilités de développement personnel au sein de cette organisation internationale très performante. Le salaire offert est en fonction de l'importance du travail.

Merci d'adresser le résumé de votre expérience à la Klaus Wille à l'adresse ci-dessous. Votre nom se sera pas révélé à notre client sans votre autorisation.

Consulting partners GmbH.
Westendstrasse 9, D - 6000 FRANKFURT-AM/MAIN
Téléphone : 0611/752011.

SERI RENAULT INGENIERIE

INGENIEUR
organisateur informaticien

- Ingénieur diplômé (Centrale, A.M., I.N.S.A., Mines...), ayant pratiqué l'informatique de gestion (Bases de données, temps réel),
  Lire parfaitement l'Anglais.
- Il aura pour mission de CONCEVOIR LES SYSTEMES D'INFORMATION des différentes populations de la société (Responsables d'affaires, Spécialistes bâtiment, Spécialistes industrie...).
- Ce poste à responsabilités suppose une grande autonomie, une aptitude naturelle aux contacts, une réelle capacité de synthèse.
  La rémunération tiendra compte de la personnalité et du savoir-faire du candidat.

Réf. M 20-04

Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à

Séri Renault Ingénierie

Direction du Personnel
Séri Renault Ingénierie
2, Avenue du Vieil Etang - B.P. 19
F-78390 BOIS D'ARCY

informatique

sema informatique

L'une des unités de Sema Metra, groupe européen de conseil, d'étude et d'ingénierie - 1800 personnes - 600 MF de CA, recherche :

chef de projet — réf 10285A

Il a pour mission la conception et la mise en œuvre de systèmes informatiques de gestion. Le candidat souhaité a une formation d'ingénieur et 5 ans au moins d'expérience sur des applications transactionnelles utilisant les bases de données (Mini 6 apprécié).

analyste — réf. 10285B

Sous la responsabilité du chef de projet, il sera chargé de la conception et du suivi de la réalisation d'applications de gestion. Le candidat souhaité a une formation supérieure, 3 ans d'expérience et une bonne connaissance de CICS et DL1.

Adresser votre CV avec une courte lettre manuscrite, en précisant la référence à J. Hajage, Sema-Selection: Centre Metra, 16 - 18, rue Barbès 92126 MONTROUGE

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection — Paris · Lille · Lyon · Marseille · Toulouse

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Service Technique des
PROGRAMMES AÉRONAUTIQUES

recherche

INGÉNIEUR

POUR SUIVI DES SYSTÈMES HYDRAULIQUES DE COMMANDE DE VOL ET TRAIN D'ATTERRISSAGE.

Connaissances en électronique demandées.

Ecrire avec curriculum vitae à Service Technique des Programmes Aéronautiques - Bureau du Personnel
4, avenue de la Porte d'Issy, 75996 PARIS ARMÉES.

MDS
MDS FRANCE S.A

Si vous souhaitez :
- Travailler chez un constructeur
- Evoluer sur les mini-ordinateurs
- Valoriser vos connaissances systèmes
- Connaître une série de A à Z
- Etre responsable de votre travail

Nous recherchons :

INGENIEUR (S) INFORMATICIEN (S)

chargé (s) au sein du Service Promotion, de valoriser nos différents produits auprès de nos forces de vente et de nos clients.

Toute expérience nous intéresse tant en informatique de gestion qu'en système.

Adresser C.V. manuscrit et photo à :
La Direction Technico-Commerciale
MDS FRANCE S.A. 197, rue de Bercy - 75582 PARIS Cédex 12.

sous-directeur d'agence

BANQUE DE DEPOT PRIVEE **PARIS**

Nous sommes encore une banque de taille moyenne, avec 10 agences et 700 M de total de bilan, mais il y quelques années nous étions une très petite banque. Notre développement rapide mais bien maîtrisé nous conduit à renforcer les structures de notre agence principale qui représente la moitié de notre fonds de commerce. Nous souhaitons confier à un homme jeune, diplômé d'enseignement supérieur, ayant 5 ans d'expérience d'exploitation, la gestion et le développement d'un portefeuille de clientèle d'entreprises. Nous donnons une grande autonomie à nos collaborateurs, mais nous attendons beaucoup d'eux ; notre Directeur Général est facilement accessible mais il est très exigeant ; nos structures sont légères mais il faut aller vite. A terme, il existe des perspectives de développement de carrière au sein de nos agences de province.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 65080 M à notre conseil - 61, bd Haussmann 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

VOUS JOUEZ AU LOTO? VENEZ Y TRAVAILLER!

Notre équipe systèmes est jeune et très performante.
Elle souhaite s'adjoindre le concours d'un

JEUNE PROGRAMMEUR SYSTEMES

Vous avez une formation IUT ou AFPA.
Un première expérience : 2 ans environ, au cours de laquelle vous avez acquis, c'est indispensable, de bonnes connaissances assembleur et C.I.C.S IBM.
Nous vous offrons de venir travailler avec nous à Moussy le Vieux (la campagne à 25 mm de la Gare du Nord par Roissy Rail).

Si vous êtes curieux, adaptable, si vous avez envie de découvrir de nouveaux langages et matériels, adressez vite votre CV

à Madame GOURNAY - Domaine des Gueules Cassées - Moussy le Vieux 77230 DAMMARTIN EN GOELLE.



rscg carrières

NUMERO 2 DE LA COMPTABILITÉ

... qui comme le patron du Département, saura prouver de réelles compétences. Vous connaissez toutes les facettes du métier et votre DECS vous y prédestinait.

Vous maîtrisez bien sûr les travaux de comptabilité courante. Mais vous devez également vous investir dans la fonction d'AUDIT pour le compte de la maison-mère (500 personnes, CA 200 MF), 4 filiales et 2 usines de production.

Le service dans lequel vous devrez vous intégrer compte une quinzaine de personnes. Quinze personnes qui aimeraient découvrir chez vous la trempe d'un véritable Manager, car vous devriez, à long terme, prendre des responsabilités plus importantes. Paris. Ecrire avec CV détaillé et rémunération actuelle sous référence 454 au

CNPG 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

Ingénieur Système CAO

GIERS Schlumberger — Centre de recherche du groupe SCHLUMBERGER pour son activité MESURE ET REGULATION EUROPE

Chargé d'un système multi-applications important (circuits imprimés, hybrides, intégrés-mécanique), il assurera la gestion des problèmes techniques, administratifs et humains.

Il organisera la sous-traitance et devra optimiser l'utilisation du système, ce qui implique la création de logiciels complémentaires.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur diplômé Grande Ecole, expérimenté (2 à 3 ans) et ayant une bonne connaissance de l'informatique.

Il saura s'intégrer à une équipe de haut niveau et travaillera en rapport étroit avec les différentes unités du groupe.

Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre candidature à Marie-José Villoing - GIERS, 12 place des Etats-Unis - B.P. 121 92124 Montrouge Cedex.

média-system

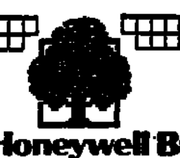
IMPORTANT GROUPE DE PRESSE
recherche

responsable ETUDES MEDIA

Au sein de notre groupe de presse, vous êtes le Responsable des Etudes pour plusieurs titres.
En liaison directe avec les responsables des revues, vous êtes chargé de la conception et du suivi des études (études de marché, d'audience, d'impact de la publicité . . .). Vous assurez également la rédaction de notes de synthèse et vous participez à l'élaboration de documents promotionnels.
Vos qualités principales sont l'esprit de synthèse et de rigueur et le sens de la communication.
Une première expérience, acquise dans un support, un service média d'agence ou un cabinet d'études, est appréciée.
Disponibilité rapide souhaitée.

Envoyez votre dossier de candidature avec photo et prétentions sous référence 3400 à :

OP organisation et publicité 2 RUE MARENGO 75001 PARIS/QUI TRANS.



Cii Honeywell Bull

recherche pour le développement de ses futurs systèmes des

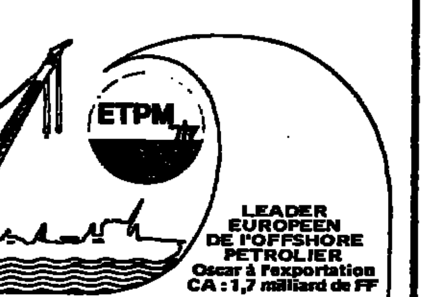
INGENIEURS LOGICIEL

C'est dans le domaine spécifique du LOGICIEL DE BASE qu'ils exerceront leur activité : Systèmes, Télécommunications, Bases de Données, Compilateurs ...

Les candidats seront diplômés Grandes Ecoles et posséderont des connaissances de base en informatique acquises lors de leurs études ou au cours d'une première expérience professionnelle.

Lieu de travail : Paris 20ème puis Louveciennes 78.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 130 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull PC 0G 021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20



LEADER EUROPEEN DE l'OFFSHORE PETROLIER
Oscar à l'exportation
CA : 1,7 milliard de FF

recherche pour participer à la conception et à la réalisation de son plan informatique

JEUNE INGENIEUR ANALYSTE

(débutant ou 1ère expérience)

souhaitant travailler dans un environnement temps réel et base de données.

Le Plan Informatique couvre la comptabilité, le contrôle de gestion, la gestion des achats et du matériel, la gestion du personnel, la trésorerie.

Vous devrez posséder une formation MIAGE ou écoles d'ingénieurs option informatique. La formation aux logiciels temps réel et base de données sera assurée par l'entreprise.

Le poste est à pourvoir à PARIS.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/réf. 1260 à P.LICHAU SA- BP 220, 75063 Paris cédex 02 qui transmettra.



recherche
POUR SA DIVISION MESURES

1 Ingénieur chef de projets

diplômé d'une grande école d'électronique E.S.E., I.R.G., E.N.S.I.E.T., etc...
Il aura acquis quelques années d'expérience dans l'électronique bas niveau, et l'utilisation des microprocesseurs (6.800).
Il sera chargé avec une équipe d'Ingénieurs et de techniciens de l'étude et du développement d'appareils de mesures destinés aux télécommunications. (Référence A)

1 Ingénieur d'études expérimenté

diplômé d'une grande école d'électronique.
Il aura acquis une expérience de quelques années dans le domaine des microprocesseurs.
Sous l'autorité d'un chef de projets, il participera à l'étude d'appareils de mesures utilisant des microprocesseurs.
Il devra avoir de bonnes connaissances en programmation (6.800) et en circuits logiques et analogiques. (Référence B)

2 Ingénieurs d'études débutants

diplômés d'une grande école.
Ils participeront à la conception d'appareils de mesures analogiques et numériques, sous la responsabilité d'un chef de projets. Des connaissances complémentaires en microprocesseurs seraient appréciées. (Référence C)

Envoyer C.V. et prétentions en précisant la référence à A.O.I.P. à l'attention de Mr J.F. PINLAUD B.P. 301 - 75624 PARIS CEDEX 13

P.M.E. textiles et prêt à porter féminin dynamique et saine, 50 salariés,
recherche

cadre

EXPERIENCE GESTION ET COMMERCIAL

Homme de terrain, ambitieux et travailleur pour seconder efficacement le Président.

Salaire en fonction de la compétence.
Age minimum 32 ans.

C.V. avec lettre manuscrite STRAUSS 43, rue Greneta - 75002 Paris

Publ. Réun.



Pharmacien directeur général

L'offre : la direction générale et technique de notre laboratoire.

Vos missions :
- la résolution des problèmes techniques se rapportant à l'importation de nos produits,
- les relations avec les autorités de tutelle au plus haut niveau,
- bien sûr, la prise en charge des obligations légales de cette fonction,
- l'établissement de contacts réguliers avec les autres dirigeants du groupe.

Nous vous proposons : un salaire attractif en fonction de votre expérience.

Vous avez évolué dans le cadre d'une société multinationale commercialisant des produits pharmaceutiques. Votre formation (pharmacien) et votre expérience professionnelle vous ont permis d'acquérir les connaissances et la maturité nécessaire pour remplir avec succès cette mission.

Vous utiliserez quotidiennement l'anglais.

Nous sommes : la jeune filiale française d'un groupe pharmaceutique multinational. Nous commercialisons en France une gamme de matériel médico-chirurgical et des spécialités pharmaceutiques.

Notre expansion nous conduit à prendre une place de plus en plus importante sur le marché français.

Merci d'adresser votre C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 103152 M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BKC — **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
1, rue Danton 75263 Paris Cedex 06



PHILIPS DATA SYSTEMS
DÉPARTEMENT BUREAUTIQUE

Poursuivant son expansion dans la vente des systèmes de traitement de textes recherche pour PARIS

DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX CONFIRMÉS (ÉES)

dans la vente aux grandes entreprises de systèmes de traitement de textes - de systèmes de bureautique ou d'informatique.

NOUS LEUR OFFRONS :
- Une gamme de systèmes de traitement de textes particulièrement compétitifs sur le marché.
- Une rémunération très attrayante (fixe + commissions).

L'un des postes doit évoluer à très court terme vers des responsabilités de chef de vente pour un candidat ayant démontré ses capacités.

Nous souhaitons vous rencontrer rapidement et nous vous prions d'adresser votre candidature avec C.V. à PHILIPS DATA SYSTEMS - M. D. RICHARD 5, square Max-Hymans - 75741 PARIS Cedex 15

GROUPE SG2

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION
5000 personnes, 56 Agences en France, 16 Filiales à l'étranger.

recherche

spécialistes IDS/TDS et spécialistes système DPS 7

Les candidats devront avoir une bonne expérience pratique du système DPS 7 et/ou de DM 4.
Leur niveau de responsabilité dans notre société, le type de projets (gestion, conception de réseaux privés ou connection à des réseaux internationaux) et le secteur d'activité (banques, assurances, administrations,...) sur lesquels ils interviendront, seront déterminés en fonction de leur formation, de leur expérience et également de leurs affinités.

De grandes possibilités de carrière leur seront offertes.

Adresser CV et prétentions, sous réf. LC, à SG2, 12,14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

HAVAS CONTACT

GRAND LABORATOIRE FRANÇAIS
recherche

DOCTEUR en MÉDECINE

POSTE DE RESPONSABILITÉ POUR RELATIONS TECHNIQUES AVEC LE MONDE MÉDICAL



- Compétences industrie pharmaceutique
- Goût rédaction et documentation
- Aptitude travail en équipe
- Connaissances Anglais écrit.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 3490 à :



IMPORTANTE ENTREPRISE
dans le cadre de son service Développement

Energies nouvelles

recherche

JEUNE INGENIEUR

Diplômé d'une grande école, ce cadre aura acquis une expérience de 2 à 5 ans dans le domaine thermique et équipements techniques bâtiment. Il se verra confier la responsabilité d'une petite unité chargée de concevoir et de mettre au point.

Il faut être imaginatif et capable d'autonomie.
Une connaissance de l'utilisation de l'outil informatique est indispensable

Merci d'adresser un C.V. détaillé et de préciser vos prétentions de salaire à Nº 16142 COFAP 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, q.tr.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LA SONORISATION TÉLÉPHONIQUE ET LA VIDEO
recherche pour Paris

DIRECTEUR TECHNIQUE ADJOINT

FONCTION :
Assister le directeur technique dans ses missions en France et à l'étranger ; études techniques, contrôle des chantiers, responsabilité d'équipes.

PROFIL :
- âge minimum 30 ans ;
- ingénieur électronicien ;
- homme de terrain ;
- expérience d'encadrement d'équipes techniques ;
- connaissance des télécom. indispensable.

Libre rapidement.

Envoyer C.V. + prétent. + photo s/réf. N° T 026.462 M à RÉGIE PRESSE - 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Groupe d'engineering

à vocation internationale, recherche

CHEF DE SERVICE EXPORT

Chargé du suivi et de la gestion des contrats internationaux : négociation, montage, financements crédits documentaires, crédits acheteurs, cautions (COFACE, DREE, BANQUES).

- De formation juridique, 5 ans d'expérience minimum.
- Anglais courant.
- Disponible pour déplacements à l'étranger.

Adresser C.V., photo et prétentions sous n° 93.289 à CONTESSE Pub., 20, av. de l'Opéra, Paris (1er), qui tr.

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE

recherche pour

SERVICE QUALITÉ
jeunes INGÉNIEURS DÉBUTANTS

Libérés service national

Diplômés grande école,
1) électronique ou radio-électricité,
2) mécanique avec option électronique.

Formation assurée par l'entreprise

Postes d'avenir pour candidats valables

Adr. curric. vitae, photo (retournée), sous le n° 93.348, à CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, qui transm.

SPECIALISTE BOURSE PLACEMENTS

Ce poste conviendrait à un professionnel très expérimenté en Bourse et en gestion de patrimoine ayant prouvé son talent, son efficacité, son sens de l'organisation et de l'analyse dans banque, agent de change ou dans le cadre d'une fonction similaire.
Aptitude à la rédaction nécessaire.
Situation, rémunération et perspectives très motivantes.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions, sous références 97, à Mme SEBOS, 26, avenue Claude-Vellefaux, 75010 Paris.

EXPERTS COMPTABLES

recherche

COLLABORATEUR CONFIRMÉ

Niveau révision, 3 ans expér. cabinet minimum. École de commerce appréciée.
Envoyer C.V. et prétentions à G.F.P., 18, rue de l'Arcade, 75008 Paris.

ADMINISTRAT. BIENS 8e rech.

OPÉRATEUR (TRICE)

qualifié (e), exp. NCR logabax souhaitée, libre de suite. Contrat à durée déterminée 6 mois. Poss. durée indéterminée à l'échéance. Tél. p. rendez-vous 563-19-55.

Important groupe financier recherche pour filiale d'étude et réalisation systèmes automatiques de laboratoires :

1) UN INGÉNIEUR-ÉLECTRONICIEN
2) UN AGENT-TECHNIQUE-ÉLECTRONICIEN (NIVEAU A.T.P.)

Adresser C.V. s/n° 14723 M Bleu, 17, r. Lebel, 94-Vincennes.

AGENCE DE VOYAGES PARIS recherche

CHEF D'AGENCE

35 ans minim. Expérience confirmée, place disponible de suite. Écrire s/réf. n° T 028432, à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Cherche

CHEF DE PUBLICITÉ

pour revue musicale 50.000 exemplaires
Env. C.V. et prét. s/réf. n° T 028461 M, à R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR RADARISTE

Électronicien - 790-40-30.

SANDVIK

GROUPE SUEDOIS DE RENOMMEE MONDIALE
33 000 PERSONNES
CA 80 : SUPERIEUR à 8 MILLIARDS DE F,
recherche

2 ingénieurs commerciaux

pour sa filiale
PROCESS-SYSTEMS (Aubervilliers 93)

diffusant des biens d'équipements industriels (machines et procédés pour industries alimentaires et chimiques, et installations automatisées de manutention).

- Ils doivent être de formation Ingénieur ou Technicien Supérieur, et justifier d'une expérience de vente réussie de 5 ans dans la (les) technique (s) de :
  - SURGELATION
  - SECHAGE SUR BANDE
- après formation en France et à l'étranger (RFA, U.K., U.S.A.) ils s'intégreront à une petite équipe efficace et dynamique soucieuse de résoudre positivement les demandes de leurs clients.
- nombreux contacts avec les sociétés sœurs.
- L'anglais est indispensable.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 786-M à GUILLON Sélection. (réponse et discrétion assurées).

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
35, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

FEUTRIER DIVISION SYSTÈMES

recherche

2 INGÉNIEURS VENTES SYSTÈMES
2 INGÉNIEURS D'APPLICATION

CONNAISSANCE SOUHAITÉE DES PRODUITS MOTOROLA (systèmes de développement) DIGITAL EQUIPMENT (LSI 11)

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions à :

FEUTRIER ILE-DE-FRANCE
service du personnel
8, rue Benoît-Malon, 92150 SURESNES.

SLIGOS

l'informatique au service de la gestion

LA DIVISION CONSEIL ET REALISATIONS
recherche dans le cadre du développement important de ses activités d'
INFORMATIQUE TECHNIQUE

2 ingénieurs

FORMATION GRANDE ECOLE OU UNIVERSITE
débutants ou ayant quelques années d'expérience en :

TELECOMMUNICATIONS
MICRO-INFORMATIQUE
LOGICIEL SYSTEME

En participant à nos projets mettant en œuvre des techniques avancées (réseaux, systèmes temps réels, applications industrielles...), ils acquerront une expérience riche et diversifiée, actualiseront en permanence leurs connaissances et pourront évoluer rapidement vers des responsabilités de

CHEF DE PROJET

Nous vous remercions d'envoyer votre lettre de candidature (avec C.V., photo et prétentions) sous réf. DLS 041 à SLIGOS, Direction du Personnel, 91, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX.

385 Millions de CA en 1980. Développement annuel moyen du Groupe de 24 % depuis 5 ans. 1850 personnes et plus de 150 emplois créés en 1980. Principales implantations : Puteaux (Siège), Agen, Angers, Arras, Besançon, Blois, Brest, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lorient, Lyon, Marseille, Nice, Rennes, Roanne, Rouen, St-Etienne, Toulouse, Tours, Valence, Vannes, Vendôme, Belgique, Côte-d'Ivoire.

GFI ALLIANCE INFORMATIQUE

Notre GROUPE emploie 1.200 personnes; notre CA est de 300 millions de F avec une croissance moyenne de 40 % par an. Ces résultats situent le GFI (Groupe Français d'Informatique) au rang des principaux Groupes de Services et de Conseil en Informatique en France.
Dans le cadre de ce développement, nous recherchons un

ANALYSTE - CHEF DE PROJET

ayant 4 à 5 ans d'expérience dans la réalisation de projets informatiques, la connaissance des langages ASSEMBLEUR et COBOL et de leur mise en œuvre sur Matériel IBM (OS, et - si possible DOS).

Le poste à pourvoir concerne le développement et le support technique de logiciels de "MARKETING DIRECT" (Gestion de fichiers de particuliers, adresses postales, abonnés). Il évoluera rapidement vers une fonction d'assistance technique à la clientèle et supposera la gestion d'une équipe de réalisation dans le cadre de projets nouveaux.

Les possibilités d'évolution sont larges au sein du GFI, compte tenu de sa croissance rapide et de sa diversification.

Lieu de travail : Paris La Défense.

Nous vous remercions d'adresser candidature manuscrite avec C.V. et prétentions, sous réf. ERG 41, à : Mlle Brigitte VERONNET, ALLIANCE INFORMATIQUE, Tour Neptune, Cedex 20, 92086 Paris La Défense 1.

GLM PUBLICITÉ

H. ERNAULT-SOMUA

Premier constructeur Français de machines-outils à commande numérique
recherche

1) INGÉNIEUR INFORMATICIEN
CHEF DE PROJET

pour participer au développement de son activité commande numérique à base de microprocesseurs

Responsable de la définition, de la réalisation et de l'évolution du produit.
Ce poste conviendrait à un Ingénieur Grandes Écoles ayant 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine de l'informatique temps réel, sur microprocesseurs.
Une bonne expérience du logiciel "Intel" (moniteur, assembleur, PLM) sur 8.085 et 8.086 est nécessaire.
Connaissance de la machine-outils appréciée.

2) INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Qui aura à concevoir et à élaborer des schémas dans le cadre de la recherche et développement du matériel.
Ce poste conviendrait à un technicien de niveau Ingénieur ou BTS électronique ayant une expérience industrielle dans l'élaboration des schémas électromécaniques et électroniques.

Envoyer C.V. et prétentions à :
H. ERNAULT-SOMUA
Service du Personnel
32/36, Avenue de l'Europe
78140 VELIZY

bleu



Henkel France
C.A. 1 milliard de francs

ACHETEUR DÉBUTANT
MATIERES PREMIERES

filiale d'un groupe chimique européen développe son Service Achats.

Le candidat engagé assurera après une formation l'achat des matières premières d'une gamme dans les meilleures conditions de coût, de délai, de sécurité et de qualité.

Ce poste conviendrait à une personne jeune ayant une formation commerciale (ESC - ESSEC etc.) ou d'ingénieur chimiste + IAE.

Le candidat aura, si possible, une première expérience de l'industrie.
La connaissance de l'allemand serait appréciée.

Les personnes que ces responsabilités intéressent sont invitées à envoyer rapidement leur dossier, sous référ. M 074 à HENKEL FRANCE Direction des Relations Humaines, BP 111, 94250 GENTILLY.

HAVAS CONTACT

THOMSON-CSF

Groupe ACTIVITÉS MÉDICALES
Département Etudes et Développement
Imagerie Nouvelle
recherche
pour son activité située à STAINS (93)
(possibilité logement)

ingénieur

Formation: ESPCI - ENST - E.C.P. - E.S.E.
Fonctions: Responsable de plateforme scannographe.
Profil: Bonnes connaissances en physique des rayonnements, traitement du signal, électronique de mesure, informatique. Programmation langage scientifique.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 30226 M à THOMSON - CSF Département EDIN - 48 rue Camille Desmoulins - Service du Personnel 92130 ISSY LES MOULINEAUX.

Fabricant et Installateur de Systèmes de Télécommunications, taille internationale, recherche pour renforcer son équipe commerciale

ingénieurs exportation

Formation Grande École:
X, ESE, CENTRALE, etc.

Expérience quelques années de préférence en télécommunications.
Connaissance indispensable des problèmes Export.
Anglais obligatoire.
Espagnol apprécié.
Le poste est situé en Région parisienne mais exige de nombreux déplacements à l'Étranger.

Adresser CV + photo sous N° 26062 à: HAVAS CONTACT - 49, rue Herriot, 69002 LYON.

HAVAS CONTACT

BUREAU VERITAS
recherche
pour LEVALLOIS-PERRET

UN INGENIEUR

bonne expérience de la climatisation pour des contrôles à l'étranger (déplacements fréquents de courte durée).
Anglais indispensable.

Ecrire avec CV, photo et prét. sous référence n° 17 à BUREAU VERITAS Service du contrôle des Constructions et de la Sécurité. 35, rue Paul Vaillant-Couturier 92300 LEVALLOIS-PERRET

Emplois et Entreprises

LCT Laboratoire Central de Télécommunications

recherche

1) dans le cadre du développement de ses activités « Radar militaire »

ingénieurs électroniciens

GRANDES ECOLES
ESE - ENST - ENSERG - ENSEEIHT - ENSEM
Débutants ou quelques années d'expérience pour étude et réalisation de systèmes évolués de traitement de signal.
Bon niveau mathématiques (Doctorat apprécié). Goût de l'analyse. Travail en équipe. Réf. I

2) pour conception et réalisation de systèmes et équipements en communications civiles et militaires

ingénieurs

GRANDES ECOLES
CONFIRMES OU DEBUTANTS
Compétences souhaitées :
Radio * transmissions * traitement du signal * micro-informatique * codage de la parole. Réf. C

Pour tous ces postes la nationalité française est exigée.

Ecrire avec CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi à : LCT B.P. 40 - 78141 VELIZY VILLACOUBLAY Cedex.

SFFF

GROUPE IMMOBILIER d'importance nationale

cherche pour son Agence de COLOMBES (92)

UN CADRE chargé de la gestion d'immeubles

Responsable de 3000 logements locatifs, il assurera :
- les relations avec les locataires et les administrations
- le suivi des budgets, charges et loyers
- les commandes et le suivi des travaux d'entretien.

Ce poste sera confié à un candidat issu d'une Ecole Commerciale Supérieure, et ayant acquis une première expérience professionnelle dans un poste d'encadrement.

Voiture indispensable.

Lieu de travail : COLOMBES.

Envoyer C.V. à F.F.F. 159, rue Nationale 75640 PARIS CEDEX 13

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
recherche

DES RESPONSABLES DE PERSONNEL

Dépendant directement du Directeur de l'établissement, ils auront la responsabilité du traitement administratif des paies, du recrutement du personnel employé, de la formation, de l'application de la législation sociale. Ils auront un rôle de conseiller auprès du Directeur de magasin en matière sociale.
Ces postes pourraient convenir à des candidats débutants de formation écoles supérieures de commerce, juridiques, sciences économiques. Une expérience de 2 à 3 ans dans la fonction serait très appréciée. Les postulants devront, dans le cadre de leur évolution de carrière, accepter le principe de la mobilité géographique, et s'adapter aux contraintes horaires de la grande distribution.
Les postes sont à pourvoir en région Parisienne et en Province.
Formation assurée, larges perspectives de carrière, soit dans la même fonction, soit en évoluant vers la fonction commerciale.
Rémunération x 13 + nombreux avantages sociaux.
Pour les débutants un salaire de l'ordre de 70.000 F. annuels et + et un statut d'agent de maîtrise.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et dernière rémunération sous réf. 14537 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel 94300 VINCENNES

habitat

recherche
dans le cadre de son expansion

CONTRÔLEUR D'ENTREPRISE
(homme ou femme)

chargé pour le compte de la Direction Générale de l'Audit Interne et de la Sécurité.
● Expérience de la Distribution exigée.

Adres. C.V., photo, prétent. et référ. à F. REGIS HABITAT - RN 13 - 78630 ORGEVAL

amp

habitat

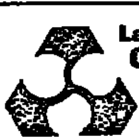
OFFRES D'EMPLOIS

Cii Honeywell Bull

dans le cadre
du marché informatique
haut de gamme,
en forte expansion, recherche des

INGENIEURS COMMERCIAUX CONFIRMES

Ils auront à prendre en charge le développement parc et hors-parc, dans les secteurs public et privé. Ils devront avoir une formation Grandes Ecoles ou Universités et une expérience de vente en informatique de 2 à 3 ans.
Postes à pourvoir à PARIS, DIJON, CLERMONT-FERRAND, POITIERS, NANCY, RENNES, TOULOUSE.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 208 M (à préciser sur l'enveloppe) à Cii Honeywell Bull - PC 0G 021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20



La Fédération des Caisses de Crédit Mutuel d'Ile de France
recrute pour son Service Inspection un

Collaborateur Administratif

De formation supérieure, il devra posséder une bonne expérience bancaire et comptable, (au minimum 5 ans), un style d'expression écrite et un esprit de synthèse.

Il assurera la gestion administrative des missions d'inspection (suivi des plannings, préparation des dossiers) des contrôles sur place au travers d'états informatiques ; la mise en forme des rapports et la rédaction des synthèses.

Envoyez CV, photo et prétentions à la Direction des Relations Humaines 5 Place des Fêtes 75019 PARIS.

ASSISTANTE JURIDIQUE

UN SYNDICAT PROFESSIONNEL DE SOCIÉTÉS DE SERVICES
recherche

UNE ASSISTANTE DÉBUTANTE

(licence ou niveau de maîtrise) ou possédant quelques années d'expérience en droit du travail pour aider le secrétaire général dans l'établissement et le suivi de dossiers sociaux, la mise à jour de la documentation juridique et le conseil aux adhérents.

Merci d'adresser votre C.V., lettre man., photo et prét. s/nº 8.211 *le Monde* Publ., 5, r. des Italiens, 75009 Paris.



INDUSTRIE

Branche des activités médicales de THOMSON CSF
recherche pour son Etablissement de STAINS

INGENIEUR ARTS & METIERS ou équivalent

Pour études de prototypes

Une première expérience industrielle de quelques années est souhaitée pour ce poste qui implique des qualités de créativité et de rigueur.

La connaissance des calculs de structures et du langage informatique sera appréciée.

Adresser C.V. et prétentions à
CGR INDUSTRIE - Service du Personnel
3, rue d'Amiens 93240 STAINS.

TRT TELECOMMUNICATIONS RADIOELECTRIQUES ET TELEPHONIQUES

recherche pour son CENTRE TECHNIQUE

1) INGÉNIEUR SYSTÈME CONFIRMÉ

Intéressé par le développement d'études théoriques dans le domaine de l'électronique appliquée aux télécommunications et détection électromagnétique.
- Appeler le matin au 630-23-23 poste 735 pour informations complémentaires.

2) INGÉNIEURS ÉTUDES

DÉBUTANTS ou ayant une première expérience

Pour participer à l'étude de PROCÉDÉS FUTURS de transmissions radioélectriques (travaux relevant du traitement de signal, filtrage, techniques numériques) ou développer les activités des départements :
- AÉRONAUTIQUE (radio altimètre, navigation).
- OPTRONIQUE (équipement de vision nocturne).
- FAISCEAUX HERTZIENS (traitement signal).

Adresser C.V. à TRT, 5, avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS-ROBINSON



THOMSON-CSF

SERVICE BREVETS

recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

- Débutants ou ayant de préférence quelques années d'expérience en propriété industrielle ;
- Ayant des aptitudes à la synthèse et à la rédaction ;
- Bonnes connaissances en anglais et, si possible, en allemand.

Envoyer curric. vitae en précisant la référence « Brevets », au Service du Personnel THOMSON C.S.F., 173, boulevard Haussmann, 75360 PARIS CEDEX 08.

CHAUVIN YAC
Equipements de bureau
recherche

chef comptable HF

pour son service comptabilité générale et préparation de la comptabilité analytique en liaison avec le service informatique.
Agé de 35 ans minimum, il aura une solide expérience à des fonctions de responsabilité.
Disponible le plus rapidement possible, il travaillera étroitement avec l'actuelle titulaire du poste qui doit nous quitter le 31 décembre.

Ecrire avec CV, photo et prétentions sous ref. 3951 à Media System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

ENTREPRISE PHARMACEUTIQUE FRANÇAISE
2 heures de PARIS, à croissance rapide et fort potentiel d'innovation, recrute :
pour son Département «DEVELOPPEMENT CLINIQUE»

BIOLOGISTE - MEDECIN - PHARMACIEN ou VETERINAIRE

MINIMUM 2 ou 3 ANS D'EXPERIENCE DANS L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE
- connaissance concrète de la législation sur les enregistrements en France et en Europe
- maîtrise de l'Anglais, Allemand apprécié

LE POSTE CONSISTE NOTAMMENT A :
- prendre en charge des essais cliniques, phase II - III et IV
- exploiter les rapports et publications
- exposer les données au cours de réunions scientifiques et médicales.

Adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 4015 sur enveloppe à JEAN REGNIER PUBLICITE 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

CMC FRANCE SYSTEMES D'INFORMATIQUE REPARTIE

Pour faire face à son expansion ;
CMC France recherche
pour PARIS et PROVINCE

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX CONFIRMES

- études supérieures
- 5 ans d'expérience chez un constructeur de mini ou une S.S.C.I.

Intéressante évolution de carrière pour candidats de valeur.

Les candidatures sont à adresser à :
CMC FRANCE - M. Jacques Midan
26, rue de Mademoiselle
78000 VERSAILLES

BUREAU VERITAS
recherche
pour sa Direction du Contrôle des Constructions et de la Sécurité

INGENIEUR

diplômé, confirmé, très averti des problèmes de rédaction des contrats, gestion, réglementations techniques et administratives.
Le poste comporte des contacts avec les organismes professionnels, et des activités internationales.
Bonne connaissance de l'anglais.
10 ans d'expérience professionnelle minimum.
Perspectives d'avenir.

Ecrire avec CV, photo, prétentions sous réf nº 15 BUREAU VERITAS - Service du Contrôle des Constructions et de la Sécurité, 35, rue Paul Vaillant-Couturier 92300 LEVALLOIS.

FILIALE FRANÇAISE
GROUPE MULTINATIONAL
PROJECTEURS DE THEATRE - REGULATION ELECTRIQUE
recherche

RESPONSABLE COMMERCIAL

- Diplômé enseignement supérieur.
- Mise en œuvre politique commerciale.
- Encadrement et animation équipe de vente.
- Expérience impérative du terrain.
- Organisateur et meneur d'hommes.

Poste à pourvoir rapidement à Paris.
Transm. C.V. + rémunér. s/nº T 026.425 M. Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

PARIS BASED INVESTMENT BANK
for its Real Estate Department

Young Officer

BACKGROUND :
Busines School (H.E.C., Sciences Po., etc...) or equivalent University Degree plus Business Specialisation Certificate (for instance IAE).
- One or two years banking experience.
- Fluent English required as an essential condition.

POSITION :
Junior analyst in the Real Estate Department to be involved in the analysis of feasibility and follow-up of real estate projects on a world-wide basis and the drafting of reports aimed at internal top management or placing memorandum aimed at international investors.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à B.A.I.I., 12, place Vendôme, Paris (1er).

UN GRAND de l'INFORMATIQUE
Une gamme exceptionnelle, une excellente rémunération pour ceux qui réussissent chez nous.
Voilà quelques éléments propres à faire réfléchir les

INGENIEURS COMMERCIAUX

que nous recherchons
à PARIS et en PROVINCE

Avec une expérience réussie de vente dans le milieu informatique, nous voudrions qu'ils prennent en charge un secteur et qu'ils le dynamisent.
Nous assurerons leur formation.
Nous souhaitons qu'ils adressent C.V. et prétentions sous référence IC/11 en précisant la région souhaitée à :
COGEPLAN
Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Filiale d'un important groupe industriel, équipée d'un IBM S/34 située en banlieue Ouest recherche

chef de service informatique

Expérience dans un poste similaire indispensable.

Anglais fortement souhaité.

Merci d'adresser CV détaillé et prétentions sous réf. 883 199 à Régie Presse, 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

SOCIETE D'INGENIERIE
Filiale d'un très important Groupe Industriel Français
Proche banlieue parisienne sud recherche pour son Service Juridique

juriste expérimenté

FONCTIONS :
Il sera chargé de l'assistance juridique à la Direction de la société et à tous ses départements opérationnels dont une grande part de l'activité est consacrée à l'exportation.

PROFIL :
- Le candidat devra posséder une maitrise de droit et si possible un diplôme d'études supérieures juridiques
- Age 30 ans minimum
- Expérience de 5 ans minimum dans un poste similaire
- Bonne connaissance de la langue anglaise
- Le sens des valeurs et la faculté de discernement sont des qualités essentielles pour ce poste.

La rémunération offerte est fonction de l'expérience et de la valeur du candidat.

Adresser C.V. et prétentions à no 92907 CONTESSE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Important Groupe de Sociétés situé près Gares Nord et Est recherche

cadre comptable

DECS ou équivalent

Une expérience de l'ordre de 8 années passées (du moins partiellement) dans un cabinet d'expertise comptable est indispensable.

Au cours de celle-ci, il est nécessaire d'avoir :
- acquis la pratique du contrôle interne comptable,
- expérimenté la mise en place et l'utilisation du traitement informatique.

De bonnes connaissances en fiscalité et consolidation des bilans d'un groupe sont souhaitées.

Le poste se situe au sein d'une équipe d'encadrement d'un service comptable de 50 personnes.

Possibilité de déplacements.

Envoyer CV et prétentions, sous ref. 4023 à Média System 104 rue Reaumur, 75002 Paris qui transmettra.

Société d'ÉQUIPEMENTS, DE MANUTENTION AUTOMATIQUE recherche

UN DIRECTEUR DE DÉPARTEMENT OPÉRATIONNEL

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

Le poste sera confié à un homme, 35 ans minimum, ayant une FORTE PERSONNALITÉ

Il devra :
- définir les objectifs et développer l'activité du département en liaison avec B.E., ateliers et service montage ;
- animer une équipe qui devra négocier et réaliser les affaires du département sur un marché très porteur.

Il aura acquis chez un constructeur ou un engineering une solide expérience d'ingénieur d'affaires dans le domaine de l'étude et l'installation DE BIENS D'ÉQUIPEMENT SUR DEVIS

Envoyer curric. vitae, photo et prétentions sous le nº 3.916 sur enveloppe à JEAN REGNIER PUBLICITÉ, 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris, qui transmettra.

OUTOKUMPU FRANCE

Un des premiers producteurs européens de métaux non ferreux et des demi-produits correspondants :
- cuivre et alliages sous toutes ses formes ;
- aciers inoxydables en tôles et feuillards élaborés dans ses mines et usines de Finlande.

Recherche

POUR SA SOCIÉTÉ DE COMMERCIALISATION créée à PARIS

UN INGÉNIEUR COMMERCIAL

35 ans environ
- ayant une bonne expérience dans le domaine de la commercialisation des produits cuivre et/ou acier inox ;
- intéressé par une participation active à la définition de la politique commerciale d'OUTOKUMPU FRANCE ;
- capable de mettre en œuvre lui-même cette politique sur le terrain ;
- s'exprimant et écrivant couramment en anglais.

OUTOKUMPU FRANCE offre à un tel candidat :
- un environnement professionnel dynamique ;
- une rémunération de 150.000 F/an + ;
- une protection sociale maximale.

Merci de transmettre votre candidature à:
Mme HEIKKILA, OUTOKUMPU FRANCE S.A., 46/52, rue Albert, 75013 PARIS.
Téléphone (1) 583-83-01.

AIR AFRIQUE

organise le recrutement d'élèves

OFFICIERS MÉCANICIENS NAVIGANTS

Il s'adresse aux ressortissants des États membres d'AIR AFRIQUE : Bénin, Centrafrique, Congo, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, qui ont fait des études supérieures scientifiques et/ou techniques, d'un niveau au moins équivalent à un BTS, DUT, DEUG, DUES, etc.

Inscriptions : avant fin avril 1981.
Examen écrit les 26 et 27 mai 1981.
Simultanément en AFRIQUE et en FRANCE.

S'adresser à : AIR AFRIQUE
Direction de l'Exploitation
Division du PNT — Recrutement
01 - B.P. 3927
ABIDJAN 01 - Côte-d'Ivoire.

Importante Banque
recherche un

Diplômé I.U.T. Gestion des Entreprises

(Option Administration-Finances)
pour renforcer son service administratif.

Le candidat âgé de 25 ans minimum, possèdera quelques années d'expérience professionnelle.

Des perspectives de développement intéressantes sont possibles pour un élément de valeur.

Lieu de travail : **Paris 2ème.**

Ecrire avec CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 700 à

MEDIA PA. 9, Bd des Italiens, 75002 Paris qui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

SOCIETE AGRO-ALIMENTAIRE

Produits de grande consommation
recherche

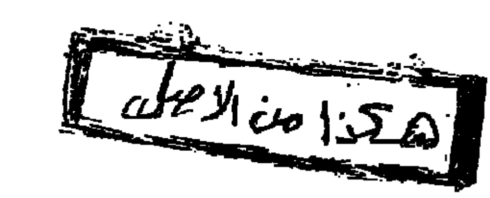
chef de produit confirmé

- 30 ans minimum. Formation supérieure commerciale ou marketing (HEC, ESSEC ou similaire). Expérience d'au moins 5 ans à des postes opérationnels. Connaissance des biens de grande consommation, de préférence, alimentaires.
- dépendant du Directeur Marketing, son rôle sera de prendre en charge une gamme de produits, d'en assurer la gestion classique, mais dans un esprit permanent de développement.
- il gérera un budget propre publi-promotionnel, travaillera en relation étroite avec la force de vente, les clientèles et les usines, ainsi qu'avec ses interlocuteurs périphériques.
- on attend de lui un travail suivi, constructif, rapide, créatif et concret.

Ecrire avec C.V. détaillé et rémunération actuelle sous réf. 808-M à GUILLON Sélection (Réponse et discrétion assurées).

CSNCR CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS



OFFRES D'EMPLOIS

Société d'ingénierie, Filiale d'un Groupe Bancaire recherche :

CHEF DE PROJET

FORMATION INGENIEUR GRANDE ECOLE
Age minimum : 35 ans.

Expérience professionnelle 7 ans minimum en tant que conducteur d'opération au maître d'ouvrage délégué pour la réalisation d'équipements collectifs complexes et importants (Hôpitaux, Théâtres, Bâtiments Culturels.) Les références auront pu être acquises soit dans un B.E.T., soit en entreprise générale.

Missions, en liaison avec le Siège à Paris, il sera chargé :
- de la Direction Technique d'une antenne régionale (incluant une part de commercialisation)
- du suivi et du contrôle d'un important projet de construction pour le compte d'un maître d'ouvrage Public.

Le lieu de travail est situé sur la Côte-d'Azur, la disponibilité est nécessaire au plus tard en Septembre 81.

La connaissance de l'Allemand est un atout pour ce poste

Salaire annuel 170.000 et + suivant qualification et expérience.

Adresser C.V. sous référence 4051 sur enveloppe à : JEAN REGNIER PUBLICITE 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Société INGENIERIE FRANÇAISE spécialisée dans le BATIMENT recherche pour:

ASNIÈRES

UN INGÉNIEUR

EN CLIMATISATION, CHAUFFAGE et PLOMBERIE.
5 ans d'expérience exigés.

NIMES

UN ING. DIPLOMÉ RESPONSABLE D'AGENCE

- Direction technique des études ;
- Prospection, gestion et suivi commercial ;
- Organisation administrative de l'unité.

ORAN (Algérie)

1° UN INGÉNIEUR MÉTHODES DIPLOMÉ
2° UN INGÉNIEUR STRUCTURE

Diplômé, connaissant PRÉFABRICATION.
Pour ces 2 postes, 3 ans expérience exigés.

REMUNERATION SELON EXPERIENCE ET QUALITES PERSONNELLES DES CANDIDATS.

Envoyer C.V., photo et prétent. s/n° 4.226 sur enveloppe à JEAN RÉGNIER PUBLICITÉ, 39, rue de l'Arcade, PARIS-8e, qui transmettra.

Importante société
AGRO-ALIMENTAIRE

recherche pour son Département

PRODUITS LAITIERS (PARIS)

CHEF DE PRODUIT SENIOR

Vous êtes : diplômé d'études supérieures, parfaitement bilingue anglais, et vous avez 5 ans d'expérience en grande consommation.

Nous vous offrons : un poste largement créatif axé sur les lancements nouveaux produits et la possibilité d'une collaboration étroite avec le Directeur du Département pour élaborer la politique marketing.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo et prétentions sous n° 1.900 à LION PUBLICITÉ, 2, rue des Dardanelles, 75017 Paris, qui transmettra.

Importante entreprise LEVALLOIS PRÈS MÉTRO recherche pour son service MÉTHODES

- **DES PRÉPARATEURS**
  EN MÉCANIQUE GÉNÉRALE, titulaires d'un D.U.T. ou B.T.S.
  Expérience appréciée de quelques années d'atelier et des méthodes adaptées à la fabrication de petites et moyennes séries.
- **UN PRÉPARATEUR**
  MÉCANIQUE
  connaissant la programmation automatisée (langage PROMO apprécié).

Adresser C.V. détaillé, prétentions, à THOMSON C.S.F., Division Faisceaux Hertziens Liaisons spatiales, Service Recrutement, 53, rue Greffulhe, 92300 Levallois.

PONTICELLI FRÈRES
recherche

INGÉNIEUR

4 ou 5 ans expérience
Formation A.M. - E.N.S.I. ou équivalent

Sera intégré à équipe études, gestion, réalisation contrats, responsable de la construction de modules et plates-formes OFFSHORE dans installation de : BORDEAUX-AMBES

Anglais indispensable.
Capacités de commandement et de relations humaines.

Ecrire avec C.V. et prétentions à Secrétaire Général PONTICELLI Frères 5, pl. des Alpes, 75013 Paris.

SOCIÉTÉ DE PRODUITS LAITIERS recherche
POUR SON SIÈGE A PARIS

UN CHEF DE PRODUITS

Vous possédez :
- Une expérience de 2 à 3 ans de produits de grande consommation dans la vente ou le marketing.
- Une formation commerciale.
- une capacité à faire face à des situations difficiles nécessitant puissance de travail et facilité d'adaptation.

Les candidats intéressés devront adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à :

SPEDIC, 10, quai Paul-Doumer, 92402 Courbevoie Cedex sous référence 585 qui transmettra. Discrétion assurée.

IMPT GROUPE ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNEL
recherche

JEUNES INGÉNIEURS DÉBUTANTS

libérés service national

1) pour études et développement physique électronique hyperfréquence (E.N.S.T., E.S.P.C.I., E.S.E., E.C.P. ou universitaire) ;
2) pour ses services de production (E.N.S.I.-E.N.S.A.M./E.E.A.).

Formation assurée par l'entreprise
Orientations en fonction des aspirations personnelles

Adr. curric. vitae, photo (retournée), sous le n° 93.331 à *CONTESSE Publicité*, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

S.S.C.I. EN FORTE PROGRESSION CRÉE UN POSTE DE
TECHNICO-COMMERCIAL

Pour gérer et développer un portefeuille, mais surtout *ouvrir de nouveaux marchés dans* le secteur *textile* où elle compte déjà de nombreuses références.

Le poste nécessite des facultés de persévérance et une large disponibilité, requiert une aptitude aux contacts humains et une grande initiative commerciale.

Il conviendrait parfaitement à un homme ayant déjà fait ses preuves au *sein des services* bureaux des grands constructeurs et ayant l'expérience technique et pratique nécessaire à toutes prestations de service.

Adresser votre curriculum vitae détaillé, accompagné d'une photo et de votre rémunération actuelle à CH. LENOIR, 64, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

BANQUE RÉGIONALE

recrute pour
PROCHE BANLIEUE, PARIS et PROVINCE

GRADÉ(E)
ET
CADRE D'EXPLOITATION DE CLASSE III 1 A VI

pour compléter les équipes existantes

Les candidats devront avoir une expérience bancaire minimum de 3 ans en agence, tant sur le plan commercial que sur celui des crédits aux entreprises, et posséder les aptitudes requises pour organiser et gérer une unité de travail.

Env. curric. vitae manuscrit et photo à RÉGIE-PRESSE, ss le n° T 026.472 M, 85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS.

B.C.C.M.
Banque Centrale des Coopératives et des Mutuelles Entreprise financière de moyenne dimension recrute pour son
Siège social PARIS

3 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Formation exigée : I.U.T./Informatique (ou équivalent) + 3 ans d'expérience (DOS / VSE / COBOL)

Si possible : pratique dans une entreprise financière ou bancaire
RPG II / TOTAL / CICS

- Deux postes développements d'applications ;
- Un poste moitié développements d'applications, moitié tâches d'organisation.

Adresser références, C.V., photo et prétentions, s/n° 93.268, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE ÉLECTRONIQUE
recherche

plusieurs INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

pour responsabilité d'un domaine de produits de haute technicité (télécommunications ou visualisation).

Formation Grande Ecole.
Anglais courant.
Expérience souhaitée technique et/ou commerciale dans domaine scientifique et/ou électronique.

Lieu de travail : PARIS.

Adr. C.V., prét., photo (retournée), sous le n° 93.346 à CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1er), qui tr.

Etudiants, étudiantes, prévoyez votre rentrée 81.

L'Office Universitaire de Presse recrute
50 CHEFS DE CENTRE

Leur mission : Etre responsable d'une équipe de vente étudiante chargée de promouvoir 200 offres d'abonnement à tarif étudiant.

Les conditions :
- Statut étudiant/19-25 ans/20 h. libres par semaine/si possible voiture et téléphone.
- Lieu de travail : la faculté.
- Fixe + commission. Formation assurée.

OFUP Adressez CV + photo avant le 15 avril à Thierry PRUD'HOMME - OFUP - 70, rue Mouffetard, 75255 Paris Cedex 05.

Banque Internationale Paris *recherche* pour son Département de l'Etranger

REDACTEUR (TRICE)

Titulaire, licence en Droit et certificat juridique de langue étrangère (*Anglais de préf.*). Expérience bancaire souhaitée.

Adresser lettre manusc., C.V. et photo s/n°T025443M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Banque Internationale Paris recherche

COLLABORATEUR (trice)

Connaissant parfaitement les problèmes administratifs d'une agence.
Expérience bancaire : 10 années.
Adr. lettre man., C.V. et photo s/n° T 026.444 M, Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Service de Syndic de copropriété recherche

ADJOINT
CHEF DE SERVICE

CHARGÉ :
- d'animer et contrôler la comptabilité syndic ;
- d'assurer les contacts et échanges avec l'informatique tenue à l'extérieur ;
- d'établir les bilans et comptes d'exploitation, de présenter les comptabilités aux copropriétaires ;
- de participer aux assemblées générales, d'établir les budgets.

Le candidat doit avoir :
- une solide formation comptable, le sens de l'organisation et du commandement ;
- une expérience minimum de 7 ans *en qualité de syndic ;*
- connaître le traitement informatique.

Adresser C.V., prétentions au LOGEMENT FRANÇAIS, 12, rue Paul-Baudry, Paris-8e.

INFORMATIS

Société d'Engineering et de systèmes informatiques recherche pour d'importants projets internationaux
PARIS - PROVINCE ETRANGER

INGENIEURS LOGICIELS
Ayant 3 ans expérience en développement de logiciels de base (Editeurs de liens, compilateurs, moniteurs...)

INGENIEURS SYSTEMES
Ayant 3 ans expérience en processus industriels à base de SOLAR, MITRA, PDP 11, INTEL, MOTOROLA.

INGENIEURS SYSTEMES
Ayant expér. en logiciel et téléphonie pour participer à des gros projets de Télécommunications, Téléphonie et Télématique

INGEN. HARD/SOFT
Niveau 3 A maîtrisant l'anglais et connaissant le « milieu » de la téléphonie, capables d'analyser des cahiers des charges et de *rédiger des spécifications techniques* et de discuter avec les différents responsables.
Déplacement possible U.R.S.S.
26, rue Daubenton, Paris 5e.
Téléphone : 337-99-22.

Transitaire Paris recherche
EMPLOYÉ DE TRANSIT QUALIFIÉ
Bilingue allemand
Adr. C.V. et prét. n° 14.725 M, BLEU, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES.

Entreprise TELECOMMUNICATIONS
proche banlieue nord-ouest recherche

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

GRANDES ÉCOLES

Débutants ou avec 1re expérience pour effectuer des mises au point de matériels de transmissions.

- Déplacements courts et fréquents France et étranger.
- Anglais souhaité.

Adr. C.V. détaillé et prétent. à Impact G.T., 41, av. Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

IMPORTANT ET. PUBLIC *recherche*

ATT. ADMINISTRATIF

Pour la gestion d'un ensemble de labos regroupés dans la BANLIEUE SUD de PARIS. Le poste conviendrait à un jeune diplômé de l'enseignement supérieur (niveau Maîtrise de gestion ou équivalent) ayant déjà une expérience de quelques années, en particulier dans l'animation d'un effectif important

Adresser curriculum vitae, s/n° T883339 M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Recherchons pour quartier ETOILE

DAME COMPTABLE

pour Comptabilité Générale et auxiliaire, sous contrôle Chef Comptable.
Ecrire en indiquant diplômes, expériences, salaire demandé à SEGA, 6, rue, Arsène-Houssaye, 75008 *Paris*.

TECHNICIENS

D'EXECUTION expérimentés chauffage, conditionnement d'air. De préférence formation MAX PERRET.
Ecrire I.C.E.
68, av. J.B. Clément
B.P. 404, 92103 BOULOGNE

Sté d'EXPERTISE COMPTABLE PORTE DE BAGNOLET recherche

COMPTABLE

BTS ou équivalent, connais. comptabilité générale, payes et déclarations. Expérience Cabinet souhaitée, mais non indispensable. Formation complémentaire assurée. Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à : A.M.P. sous réf. n° 2648/AL
40, rue Olivier de Serres
75015 Paris, qui transmettra.

STE INGENIERIE FRANÇAISE spécialisée dans le

BATIMENT

recherche pour ASNIÈRES

DESSINATEUR-PROJETEUR P2

BÉTON

TECHNICIENS DESSINATEURS

en CLIMATISATION, CHAUFFAGE et PLOMBERIE

3 ANS d'expérience exigée.

Rémunération selon expérience et qualité personnelles des candidats.

Envoyer C.V., photo et prétentions s/n° 4227 sur enveloppe à JEAN REGNIER PUBLICITÉ, 39, rue de l'Arcade, Paris-8e, qui transmettra.

Niveau PUBLIC-RELATIONS etd. Ecrire M. VOISIN, 149, rue Saint-Honoré, Paris 1er, qui transmettra.

COLLABORATEUR ht niveau, stand. Ecrire M. SIMON, 149, rue Saint-Honoré, Paris-1er, q. tr.

IMPORTANT DISTRIBUTEUR PARISIEN

PAPIERS IMPRESSION ÉCRITURE
recherche

CADRE COMMERCIAL CONFIRMÉ

pour animer réseau ventes
Appelé à voyager
Sérieuses références
et connaissances papier exigées
Libre rapidement.

Env. C.V. détaillé s/n° 14515 M BLEU, 17, rue Lebel, 94300 VINCENNES.

Laboratoire universitaire à Paris recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

(niveau 3A CNRS)
Ecrire avec C.V. à Laboratoire de Chimie Physique, 11, rue Pierre-et-Marie-Curie, 75231 Paris Cedex 05.

Fondation culturelle recherche mi-temps, dame bilingue français-anglais, excellente rédaction 2 langues pour secrét.

Ecr. s/n° 8191 *le Monde* Publ., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Société de modelage-menuiserie recherche

MODELEUR ou MENUIS.

Possibilité d'association.
Téléphone : 919-86-23.

INGÉNIEURS

ÉLECTRONIQUE (Gde École)
Tél. pour Rvs CRIT Intérim **337-90-01.**
20 bis, bd Arago, Paris-13e.

SP2M
recrute
INGÉNIEUR ET A.T.P.

expérience. gal en électronique.
Envoie C.V., M. Touze, 47, rue de Liège, 8e. Tél. 293-62-41.

Fabricant petit système de classement recherche

RESPONSABLE

produit. Dynamique bien introduit réseau mobilier, bureau-papeterie. Env. C.V. et prét. à M. Guinchard, 7, rue Saint-Philippe-du-Roule, Paris-8e.

BUREAU VÉRITAS recherche pour la section SÉCURITÉ INCENDIE de sa Direction du contrôle des Constructions et de la Sécurité

INGÉNIEUR

10 ans d'expérience professionnelle souhaitée pour exercer des activités fonctionnelles et opérationnelles dans le domaine des vérifications ERP, IGH, APSAIRD.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous réf. n° 14 à BUREAU VÉRITAS Service du contrôle des Constructions et de la Sécurité, 35, rue Paul-Vaillant-Couturier 92300 LEVALLOIS-PERRET.

TELEXISTE HOMME

parlant couramment anglais, *30 ans environ,* excellente formation de base et grande disponibilité pour devenir à brève échéance. Responsable d'un service de télécommunications comprenant : télex, hotline, fac-similé, terminal satellites, etc. Une bonne motivation sera nécessaire pour réussir dans ce challenging job. Prière d'envoyer C.V. manuscrit + photo (retour.) à : M. NAKAGAWA, 6, rue de Berri, 75008 Paris.

ENTREPRISE TRAVAUX PUBLICS secteur 92, recherche

INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN

ayant l'expérience de l'étude, l'approvisionnement et le suivi de chantiers *pour postes 90 kV et 225 kV.* Adresser C.V. détaillé et prét. n° 28.912 PUBL. ROGER BLEY, 101, r. Réaumur, 75002 Paris.

« Service Technique chargé au sein du Ministère de la Défense de programmes d'équipements de télécommunications et d'aéronautiques, recherche pour conduite projets avec industrie ingénieurs formation Aéronautique - Electronique - Informatique, libérés des obligations militaires. Ecrire avec C.V. à STTE - Service ADM, 129, rue de la Convention, 75731 PARIS Cedex 15 ».

INSTITUTION FINANCIERE
recherche

ANIMATEURS CONSULTANTS

Pour :
- Animer des séminaires de techniques commerciales.
- Assurer le suivi pratique de cette activité.
- Participer ponctuellement à la création ou à la mise à jour des programmes.

Diplômé de l'enseignement supérieur, une expérience en matière de techniques bancaires et/ou d'animation commerciale sera appréciée.

Déplacements Fréquents en Province.

Envoyer CV, salaire, photo et prétentions à No 93521 CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

JOURNALISTES polyvalents très qualifiés pour collaboration régulière à la pige dans publications (économie, finances et loisirs). Rémunération motivante. Adresser C.V., photo et prét. s/réf. 98 à Mme Sebos, 26, av. Claude-Vellefaux, 75010 Paris.

GROUPE DE PRESSE très dynamique recherche

CHEF DE PUBLICITÉ

ambitieux et désirant un poste avec des responsabilités.
Ayant démontré son efficacité. Connaissance milieux économiques et financiers appréciée.
Rémunération et perspectives très motivantes.
Adresser C.V. photo et prétentions sous référ. 96 à Mme SEBOS, 26, av. Claude-VELLEFAUX, 75010 PARIS.

Ville de Montreuil recherche

1 INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

Grande école (E.T.P., I.N.S.A. ou similaire), spécialité bâtiment (tous corps d'état) chargé de seconder l'ingénieur responsable de la division « Architecture ».

Salaire net mensuel de début : 5.425 F.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à M. le maire, 93105, Montreuil Cedex.

Importante société recherche pour CLICHY

INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE

(aciers spéciaux, métaux non ferreux)

Débutant ou quelques années d'expérience. Possibilité d'évolution à l'intérieur du groupe.

Adresser C.V., photo et prét. à : M. SACQUEPEE, 170, Quai de Clichy, 92111 CLICHY CEDEX.

URGENT RECHERCHE
de préf. libre de suite pour enseign. privé (et diversif)

- **COLLABORATRICE**
  DACTYLO (sténo souhaitée) pour administration, relations et surveillance éventuelle.
- **SURVEILLANTS**
  Tél. pour R.-V. : 281-26-30.

Municipal. Union de la Gauche 60.000 habitants rég. parisienne

Recrute chargé de mission aux affaires économiques et à l'emploi.

Formation demandée : Sces-Eco. *niveau maîtrise.*
Ecrire s/n° 8204 le *Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

LA CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE recherche pour son centre informatique implanté à Paris-19e

INGÉNIEUR INFORMATIC.

ayant une expérience de plusieurs années dans la réalisation de LOGICIEL DE BASE, le développement de projets sous télétraitement temps réel dans, si possible, un environnement de base de données.

Adresser curriculum vitae, rémunération actuelle et prétentions à Mme le Chef du personnel, 17/19, rue de Flandre 75935 Paris cedex 19.

LA CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE recherche pour son centre informatique implanté à Paris-19e

UN ANALYSTE DE CONCEPTION

Il sera responsable de l'étude et de la conception de projets d'automatisation de la Caisse et devra animer et coordonner une équipe d'analystes et de programmeurs chargés de la réalisation de ces projets.
Le candidat retenu devra avoir une formation supérieure.

Veuillez adresser un curriculum vitae avec prétentions à Mme le Chef du personnel, 17/19, rue de Flandre 75935 Paris cedex 19.

Lycée technique privé recherche pour enseignement de 20 heures de dessin industriel en classe BEP et CAP électromécanicien *PROFESSEUR* titulaire du BTn F 3 + BTS électronique ou BTS : F.M. ou B.E. Téléphone : 222-83-60.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ BATIMENT recherche URGENT pour son département

EXPORT
ATTACHÉS COMMERCIAUX

- 30 ans minimum.
- Expérience dans poste similaire souhaitée.
- Formation technico-commerciale
- Anglais courant.
- Déplacement à l'étranger.
- Dynamique et goût des contacts.

Lieu de travail : Banlieue Est proche PARIS (R.E.R.)

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous référence D 226 à TÉLEX P.A. 34, boulevard Haussmann 75009 Paris, qui transmettra.

ÉLECTRONICIENS
AT2 - AT3 - BTS - DUT

SATELEC
Tél. pour rendez-vous
770-77-13.

---

formation professionnelle

IFACE
Formation de Formateurs

(stage rémunéré)

Fondé en 1969, l'I.F.A.C.E. fait partie du Centre Parisien de Management de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

- Le programme de formation de formateurs est ouvert aux diplômés du 2e cycle de l'enseignement supérieur, ayant au moins trois ans d'expérience professionnelle.
- Il prépare à de nombreuses fonctions de formateur ou de conseil dans diverses organisations (entreprises, établissements d'enseignement et de formation continue, sociétés de conseil...).
- Le programme dure deux ans à temps plein et s'ouvre chaque année en septembre. Il consiste en une alternance de mises en situation et de réflexions sur les expériences vécues, ponctuées de séminaires.
- Le programme est agréé au titre de la rémunération des stagiaires par l'Etat.

Les inscriptions seront closes le 30 avril.

Renseignements et dossiers peuvent être obtenus à l'I.F.A.C.E. - 79, avenue de la République 75011 Paris

Tél. 355.39.08 poste 1209

LA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE EST DANS NOS PAGES D'ANNONCES SUIVANTES

représentation offres

Société Debrasel Chemical
recherche
des vendeurs exclusifs
dans votre région pour la vente de ses produits industriels, connaissance de la peinture et de la carrosserie, introduction en clientèle carrosserie et industrie souhaitée
Voiture indispensable
Nous offrons :
Fixe + commiss. + frais de route
Adresser C.V. avec photo à Société Debrasel Chemical - Z.I. B.P. 13 - 30600 Vauvert.

APIA leader enseignes lum. et P.L.V. rech. pour lancement programme de présentoirs
REPRÉSENTANT - E,
exclusif ou V.R.P., si motivé par vente d'un système nouveau et original. Région parisienne.
Env. C.V. à APIA, service P.L.V. 14, passage Dubail, 75010 Paris.

représentation demandes

Homme 31 ans, 7 ans expérience VRP, produits de grande consommation, libre sous 1 mois, étudie toutes propositions sur Paris et région Paris.
Ecrire s/n° 3.335 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.



information divers

POUR
TROUVER
UN
EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages) :
- C.V., entretiens, tests,
- 12 méthodes détaillées, etc.

Écrire CIDEM, M.O., 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

Pour connaître les emplois offerts à l'étranger (Australie, Afrique, Amériques, Asie) demandez la revue spécial. MIGRATIONS (LM), 3, rue Montyon 75429 Paris Cedex 09.

C.V. ?
LE GUIDE DU CURRICULUM VITAE
320 pages 73 de modèles
En LIBRAIRIE

automobiles

ventes

de 8 à 11 C.V.

MERCÉDES 2000 BERLINE 5 places, 1967, bon état. Collect. et amateur. Tél. 264-85-57.

de 12 à 16 C.V.

Particulier vend Break Volvo 245, 6 cylindres Diesel, toutes options. Avril 1980. 12.000 km. État exceptionnel. Tél. samedi, dimanche - (31) 88-52-39 ou *semaine* (1) 747-93-53.

divers

NEUBAUER
PEUGEOT-TALBOT
AVRIL : UN MOIS EXCEPTIONNEL !
pour tout achat de PEUGEOT ou de TALBOT
Téléphonez : M. Gérard 821-80-21.

secrétaires secrétaires

Nous ne vous parlerons pas du poste...

...Car cette offre s'adresse aux candidates qui savent déjà ou appréhendent bien ce que peut être le rôle d'une **SECRÉTAIRE ASSISTANTE** (trilingue allemand/anglais) auprès du président d'un important groupe industriel.

Nous avons choisi de vous «brosser le profil» que recquiert ce poste exigeant, difficile, mais qui, fonction de la personnalité et des compétences de la candidate, pourra être passionnant :
- Organisée, très bonne rédactrice.
- Intérêt pour la vie économique.
- Patiente, pour prouver sa valeur, capable d'initiatives très pertinentes et discrètes.
- Excellente maîtrise personnelle (garder «son calme *dans la tempête», ne pas réagir violemment dans les* situations difficiles).
- Autant d'aisance dans les tâches valorisantes que *dans celles qui le sont moins.*
- Souplesse, discrétion et loyauté «à toute épreuve», dévouée, ferme et diplomate à la fois.

...*En résumé, une personne consciente que la qualité des* relations établies liée aux compétences est un facteur de réussite à moyen terme.

Les avantages offerts sont proportionnels à ces exigences.

Si ce profil vous correspond, écrivez nous sous réf. CG4. Nous sommes chargés d'établir les premiers contacts.

INFRAPLAN
Conseil en Recrutement
83, Bld Raspail 75006 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

MEDIA PA

GROUPEMENT D'ARCHITECTES
recherche
pour une **OPÉRATION PONCTUELLE** *DIFFICILE et PASSIONNANTE*
de 10 MOIS à MARRAKECH
UNE SUPER SECRÉTAIRE DE DIRECTION
sténodactylo libre de suite, ayant
COMPÉTENCE ET DYNAMISME EXCEPTIONNELS
(logement et salaire en rapport)
Adresser dossier de candidature à :
M.S.A., 54, rue Vauvenargues, 75018 PARIS.

Transitaire Paris recherche
SECRÉTAIRE - STÉNODACTYLO
parfaite bilingue allemand expérience transit souhaitée.
Adr. C.V. et prét. n° 14.724 M - BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes qui transm.

LA SECRÉTAIRE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
d'une société de transports maritimes (Opéra) doit présenter le profil suivant :
– Une solide expérience d'abord, un bilinguisme (anglais) parfait, une aisance à rédiger dans cette langue. Discrétion, efficacité sont également deux de ses qualités.
DAPHNE SAMSON
Conseil en recrutement, est chargée d'établir les 1ers contacts. Ecrivez-lui avec C.V. photo et prétentions sous réf. 2.629, 32, rue de Sablon-Ville, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

travail à domicile

J.F. dactylographie THESES d'État 3e cycle, Sciences Humaines, Droit, etc... s/IBM. Téléphone : 535-28-85.

Travaux dactylo IBM et traductions à domicile. Téléphone : 541-24-64.

J.F., LICENCE D'ANGLAIS
DIPLOME PSYCHOLOGIE
Frappe tous manuscrits. Possibilité rewritting. Téléphone : 881-39-22.

travaux à façon

ENTREPRISE. Sérieuses réf., effectue rapidement travx peint. menuiserie, décor., coordination tous corps d'État. Devis gratuit. Tél. : 368-47-84 & 893-30-02.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

capitaux propositions commerciales

GROVEDECK LTD. - LONDON
General Contractor

Entreprises intéressées à la construction de routes, maisons d'habitation, fermes, hôpitaux et immeubles en général, en NIGÉRIA,

adressent leurs offres de collaboration avec la spécification du secteur d'activité dans lesquelles entendent travailler dans la société.

GROVEDECK LTD. - P.o. Box 566 - CH 1201 Genève.

Paris, affaire de premier ordre, objets publicitaires, C.A. : 2.500.000 F avec 2 pers. Pour 1er contact, écrire s/n° 3300, *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris, qui transmettra

Cherche Financier, société ou partenaire d'envergure avec 5 à 700.000 F pour projet ambitieux inédit. Discount, loisir nat. et international. Porteur forte marge. Dilettante s'abstenir. *Écrire s/n° 3.300 le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Disposant capitaux et ayant expérience *financière et de gestion* recherche affaire en association ou à reprendre. Tél. 277-55-82.

RÉGION AQUITAINE
Le dirigeant d'une société souhaite céder les techniques, machines, marché, d'une deuxième branche d'activité nouvelle spécialisée dans l'équipement des lieux publics. Prix 300.000 F + stock actuel 200.000 F C A prévu la première année 1.000.000 F. Pour premières informations, tél. (59) 24-21-48 tous les jours de 9 h à 11 h.

A céder

Représentation exclusive à maison spécialisée ou particulier *d'un appareil de massage unique.* Grande marge. Rotax S.A. CH-8.803 Rüschlikon/ZH.

SOMMES INTÉRESSÉS PAR
PARTICIPATION
OU
PRISE DE CONTROLE
DANS ENTREPRISE SPÉCIALISÉE
SOIT DANS LA FABRICATION DE
PRODUITS D'ENTRETIEN
SOIT DANS L'UNE OU L'AUTRE DES ACTIVITÉS RELATIVES AUX
TRAITEMENT DES EAUX

LABO-INDUSTRIE
1, RUE LAVOISIER
92002 NANTERRE CEDEX
TÉL. : 725.90.50.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE SUPÉRIEUR 41 ANS
gestionnaire, animateur, organisateur, négociateur
recherche
Direction GÉNÉRALE
ou Direction ADMINISTRATIVE et FINANCIÈRE

Formation juridique et expertise comptable, connaissance de la multifonction de l'entreprise, siège et usine. Planification, contrôle budgétaire – finance, comptabilité, fiscalité, gestion du personnel et négociations syndicales. Approvisionnement, gestion stocks. Prix de revient, administration des ventes. Références multinationales et P.M.E. - P.M.I.

Ecrire sous le n° 15.606 M, à BLEU, 17, rue Lebel, 94300 Vincennes, qui transmettra.

AUTODIDACT
45 ans, **FORMATION TECHNICO-COMMERCIALE**

20 ans expérience bâtiment, travaux publiques, France et étranger. Bonne connaissance travaux et matériel.
Anglais, Espagnol, Italien.
Très introduit Moyen-Orient et Afrique du Nord.
Libre 1er juin ou 1er septembre.
Recherche
DIRECTION AGENCE COMMERCIALE
ou **DIRECTION PROJETS**
(Moyen Orient, Afrique, Amérique Latine ou France Sud)
Les sociétés de conseil en recrutement sont priées de s'abstenir.

Ecrire s/n° T026455M, à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Cadre technico-commercial Radio-Télévision
Capacité en droit
Diplomé de l'Institut *de promotion commerciale*
Gestion-organisation,
recherche contrat à durée déterminée *dans les pays francophones.*
Ecrire s/n° 6.103 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CADRE IMMOBIL. DIPL. I.C.H. 40 ans, titul. carte profess., ch. poste respons. assoc. évent. Ecr. sous le n° 1871 M, Régie-Presse, *85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.*

Cadre Audit bancaire
26 ans profession B.P. + 2 ans I.T.B., cherche poste Organisateur ou Audit.
Téléphone : 751-05-29

HOMME 36 ans, goût des contacts humains aimant comm. Anglais cour., ét. ttes prop. sér. *Tél : 325-71-23.*

Homme 45 ans,
15 années (expérience étranger, *commerce international,* gestion filiales) recherche poste responsabilités. Étranger – outre-mer. *Libre de suite.*
Ecrire s/n° 7485 HAVAS 37047 TOURS CEDEX

Jeune femme, 33 ans, maîtrise ès lettres, 6 ans exp. documentation et rédaction dans mensuels d'information, revues de presse, économ. Angl. + allem., connaiss. mise en pages, correction épreuves. Ch. situat. en rapport. Écrire s/n° 3.332 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme, 38 ans, 13 ans expé*rience comptable-finance, étudie* ttes proposit. administration ou commerce sur Belgique ou Nord. Écrire s/n° 8.095 *le Monde* Pub., *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

Si vous avez besoin de main-d'œuvre disponible à tout moment, adressez-vous à l'Association protestante interuniversitaire. Tél. : 326-77-51.

J. H. 26 A., DUT TECH COMM. STAG. AFPA : DUT INFOR.
Cherche stage informatique P.M.I.-P.M.E., Paris, proche banlieue ouest. Durée 6 semaines, juillet, août.
Écrire s/n° 3.299 *le Monde* Pub., *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

Lect. français en R.F.A., 7 a. exp. Exp.journalisme (presse internationale, radio, TV)
Spéc. polit. internat. Franco-Allemande, culture. Références, cherche emploi dans journalisme (rédacteur-reporter), ou animation culturelle.
Ph.-H. LEDRU, Warburger str., 31, D 4790 PADERBORN

JURISTE
Jeune femme licenciée en droit, *conseil juridique, 7 ans d'expé*rience professionnelle en droit des sociétés, droit des affaires, étudierait toute proposition *d'emploi sur Paris*
Écrire s/n° 8.178 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CADRE TOURISME
Jeune homme, 29 ans, BTS et DES *tourisme + formation marketing,* expérience 6 ans tourisme et loisirs des jeunes (voyages, transports, héberge*ment) : chef de service* pub.-r.p.-éditions important organisme. Cherche responsabilité commerciale secteur voyages.transports ou *loisirs.*
Écrire s/n° 3.325 *le Monde* Pub., 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre technico-commercial haut niveau, spécialiste en assurances risques construction (direction technique, IARD, sté d'assur.), étudie toutes propositions.
Ecr. s/n° 8.181 *le Monde* Pub. 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

J. H., 25 ans, dipl. CCIP, DUT commerce, expér. 2 ans transit internat., étud. toutes propos. *import, export. Tél. 324-13-25*

Hme., juriste de banque confirmé, licencié en droit, 54 ans. Étudie *toutes propositions.*
Ecr. s/n° 8.171 *le Monde* Pub. 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

J.F., 29 ans, 5 ans expérience documentation scientifique dans la recherche, diplômée 3e cycle sciences humaines, étudie toutes propositions.
Ecr. s/n° 3.317 *le Monde* Pub. *5, rue des Italiens, 75009 PARIS.*

J. H. 27 ans posséd. voit. ch. empl. resp. adm. ou comm. 7 ans exp., not. dact.-compt. Rel. cl. *Écrire s/n° 6102 le Monde Pub.,* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Homme 34 ans LICENCE DROIT D.E.A. DROIT, 12 ans expér. gest. admin. banque et assur., rech. poste SECRET. GENERAL *ou RESPONS. ADMINISTR.*
Ecr. sous réf. 1295 à I.C.M., 83, rue de Rennes, Paris 6e.

Pharmacienne 30 ans, licenciée en chimie bioch., D.E.A. chimie struct. anal., étudierait toutes propositions. Tél. 239-11-16.

J.F. 26 ans, allemande, M.A. en linguistique, connaissant anglais, français, italien, *espagnol, cherche emploi* mi-temps ou temps complet en France.
Christine HITZE.
Markelstr. 16, D - 1 BERLIN 41.

CADRE EXPORT, 34 ans, diplômé E.D.C., spécialisé dans vente de produits *industriels* recherche poste chef de service exportation, anglais, italien lus, écrits et parlés, couramment. Téléphone : 969-48-76.

BIOLOGISTE NATURALISTE 34 ans exp. recherche, formation : rédaction traduction technique, chronique médicale, anglais et italien courants, étudie toutes propositions France ou étranger. Tél. le soir 379-08-21.

Jeune dame, 31 ans, cherche
EMPLOI DE BUREAU
(classement, hôtesse)
Tél. 671-52-58 à partir de 20 h.

J.F. 32 ans, licence d'urbanisme, 9 ans d'expér. de bureau *d'études d'aménagement et architecture. Etudierait ttes propos.* pour poste stable s/référ. n° T 026487 M à Régie-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. 37 ans, trésorier adjoint, en poste actuellement, recherche poste trésorier. Formation bancaire, commerciale, comptable, niveau international et D.E.C.S. français, spécialiste en crédit clientèle, trilingue anglais, italien, espagnol, notions allemand.
Toutes offres étudiées.
Ecr. s/n° T026410M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ARCHITECTE ITALIEN, 33 ans, maître assistant faculté d'architecture de Florence, secteur urbanisme et restauration. Architecte privé depuis 8 ans avec réalisation de plusieurs projets. Trans*féré dans la région* parisienne pour raison familiale, examinerait toutes propositions.
Ecr. s/n° T026417M, R.-Presse, *85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.*

AVOCAT STAGIAIRE 2e ANNÉE D.E.A. de droit public, chargé de T.P. de droit *fiscal, bonnes* connaissances du contentieux administratif, prud'homal, cherche stage ou emploi dans secteur parapublic ou nationalisé Paris-province.
Ecr. s/n° T026419M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.F. 24 ans AIDE COMPTABLE 5 ans expériences, C.A.P. et B.E.P. ch. emploi région indiff.
Ecr. s/n° T026431M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Quelle mère cherche assistance pour les vacances d'été ?
Etudiante allemande, 20 ans, habitude garde et soins enfants, *consciente de sa responsabilité,* bonne connaissance français et anglais, aimerait vous accompagner en vacances et prendre soins de vos enfants (logis et argent de poche).
A. Funke, Gödekinstrasse 86, D-4600 Dortmund 30.

ACHETEUR PRINCIPAL INGINEERING
28 ans, 6 ans expérience : achats, fonderies, usinage mécano-soudure, construction hydraulique
recherche
POSTE
Grenoble ou région limitrophe
Ecr. s/n° T026445M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

H. 35 ans, études 3e cycle
SOCIOLOGUE FREE LANCE
Effectuerait études, recherches
Ecr. s/n° 2129 M à R.-Presse *85bis, r.Réaumur, 75002 Paris.*

DIRECTEUR DU PERSONNEL
Femme, 45 ans, formation *E.N.O.E.S.* 20 ans expérience professionnel tous aspects de la fonction, y compris paie, charges sociales et gestion personnel *informatisées*
cherche situation en
DIRECTION DU PERSONNEL
ou
CHEF DU PERSONNEL
De préférence Banlieue Sud-Est
Ecr. s/n° T026460M, R.-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt

PALAIS-ROYAL
Restauration petit immeuble, asc., appart. 2, 3, 4 p. DUPLEX aménagés, charme. 261-27-46

AVENUE DE L'OPÉRA
IMM. GD STAND. Ascenseur av. travx intérieurs, 90 m² envir. Possib. beau liv., 2 chbres, 2 s. b., W.C., Cuis., pend., ent. Prix intér. (Agence s'abstenir) Téléphone : 574-54-04.

2e arrdt

2 PIÈCES CARACTÈRE
51 m², refait neuf, clair, calme, poutres.
A.E.I. Tél. : 267-58-24

OPÉRA MONSIGNY
Studios et 2 pièces aménagés *dans bel immeuble restauré,* calme, soleil, asc. 261-27-46.

PRÈS OPÉRA (2e)
Grand 4 pces, bains, 120 m². Etat impeccable. 3e étage. Prix : 1.250.000 F.
MICHEL & REYL 265-90-05.

6e arrdt

BEAUX ARTS
Très beaux appartements restaurés, 2-3 pièces, calme, soleil, vue sur jardin. Tél. 261-27-46.

CH.-MIDI -RASPAIL caractère
220 m² DUPLEX
Charme, soleil. 354-42-70.

7e arrdt

Mº VARENNE 130 m² 5-6 pièces
Tél. 526-92-13 – 723-66-61.

Mº VARENNE - 6 PIÈCES
Immeuble XVIIe - 526-92-13.

38, RUE VANEAU
reste à vendre 2 pces et 3 pces *sur place 14-18 h. 550-48-83.*

9e arrdt

5 PCES CHARME 2 bains parfait état, imm. pierre de taille 4e ét., balcon. 780.000 F. 286-00-45.

11e arrdt

STUDIO 3e ét. à rénover, calme, chf. gaz, 50.000 F créd. pptaire 260-29-61.

BASTILLE Immeuble XVIIe rénové 135 m² à aménager. Tél. : 272-40-19.

12e arrdt

BEL AIR - DAUMESNIL
Récent, entrée, séjour + salon, 1 chambre, cuis. équipée, tout *conf., box, terrasse, jard. privatif,* soleil, 660.000 F. 307-70-27

LYON AUSTERLITZ Prof. lib. Superbe 140 m² + Service Téléphone : 361.84.09.

14e arrdt

14e, calme, charm. constr. de caractère, 9 ateliers duplex, G.O., living + mezzanine + chambre, jardins, terrasses, livrable printemps 82. Téléph. : 260-00-48.

Arbres, verdure, 354-95-10
VILLA 200 m² + 100 m² Calme, Soleil.
Jardin privé 120 m².

15e arrdt

15e RECENT 9e ET., VUE stand., séj. + 3 chbres 2 *sanitaires, gde cuis., loggias.* park. 1.100.000 F. 577-74-38.

192, RUE LECOURBE
imm. récent, 4e étage, séjour, 3 chambres, 2 bains, gd balcon, parking, de 14 h. à 19 h. lundi et mardi. Tél. : 566-00-75.

15e PROCHE TOUR EIFFEL
PLEIN CIEL, VUE SUR TOUT PARIS.
Séjour 60 m² + 4 chbres, balcon, 6, bd de Grenelle, sur place les 7 *et 9 de 13 h. à 19 h. 633-29-17.*

16e arrdt

EXELMANS Gd 5 P. chbre serv. parking calme, 1.800.000 F. 327-55-04.

17e arrdt

420 m² DÉCORATION EXCEPTIONNELLE LUXUEUX APPT 766-50-45.

18e arrdt

MONTMARTRE
Grand atelier d'artiste, 3 p., 95 m², liv. 42 m², 2 chbres, jardin d'hiver. A.E.I. Tél. : 267-58-24

Dans villa donnant AV. JUNOT, GR. et BEL ATELIER ARTISTE. 1.600.000 F. Tél. 606-44-40

BON 18e Beau studio entièr. rénové kitch. équ., s. d'eau + w.-c. 160.000. L'IMMOBILIA : 254-71-95.

Bel imm. pierre de taille
Bd ORNANO petit stud. kitch. équ., w.-c. *Bains refais neuf. Px 110.000 F. Très* bon placement. 322-69-10.

20e arrdt

GAMBETTA - ST-FARGEAU *immeuble récent, 2e étage, asc.,* 4 pièces, 81 m² + loggias, box, 650.000 F. Tél. : 562-05-55.

78 - Yvelines

VERSAILLES Glatigny
63, avenue DOUGLAS HAIG
92 m² 2 ou 3 ch. + séjour, cave, garage, séchoir. CAUSE DÉPART. 885.000 F sur place 11/15 h., le 7/4 ou 955-00-60.

Rocquencourt Neuf grand standing 140 m² beau séjour, cheminée, *loggia 43 m², 4 chbres, 2 bains,* sans vis-à-vis. Dernier étage. 1.250.000 F. Tél. : 954-68-00.

92 Hauts-de-Seine

RUEIL-MALMAISON
(près MAIRIE)
14, rue Jean-Edeline
imm. stand. STUDIO au 4 pièces DUPLEX. Livraison 3e trimestre 1981. Prix fermes. Bureau de vente sur place sauf *vend et dim. Tél.* 708-03-21. Réalisation GET, 63, bd de Courcelles, 75008 Paris.

94 Val-de-Marne

NOGENT-SUR-MARNE près RER et bois, imm. 4 ét., séj., salon, balc., 2 chbres, cuis., tout confort. 505.000. 348-82-72.

95- Val-d'Oise

L'ISLE-ADAM
20 à 30 mn de Paris à proximité de la forêt et centres hippiques : LUXUEUSE RÉSIDENCE de 2 immeubles de 2 étages avec ascenseur.
- Dans parc naturel :

APPTS 4 PIÈCES
Grandes terrasses avec barbecue
PRIX : 480.000 F
- Reste un 3 pièces et un 5 pièces.

Visites sur place tous les jours sauf lundi et mardi de 15 h. à 20 h.
92, av. des Bonshommes L'ISLE-ADAM
ou sur R.-V. tél. 469-32-99.

immeubles immeubles




A VENDRE OU A LOUER
A BRUXELLES
Nouvel
IMMEUBLE COMMERCIAL

Situé tout près d'une sortie de l'autoroute au milieu d'un centre commercial.
– *Au rez-de-chaussée et au premier étage en* entier 5.000 m² de salles d'expositions.
– Sur le toit : 2.000 m² de parking.
– Au sous-sol : 2.300 m² ateliers et magasin.
Immédiatement disponible.
Pour renseignements écrivez au propriétaire :
W. TANS, Kempische Steenweg 374, B. 2500 HASSELT - Belgique.

appartements occupés

GONCOURT, dans très bel immeuble pierre de taille ravalé, asc. concierge, 5e ét. 2 p., entrée, cuisine, w.-c. Possibilité bains, occupé dame seule âgée. 160.000 F. Voir pptaire : mardi de 17 à 19 h., 115, rue St-Maur.

locations non meublées demandes

Paris

PPTAIRES louez vos appts *sous 24 heures.* Nous garantissons vos loyers, services gratuits. 272-02-62.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES, villas, pav. ttes banl. Loyer gar. 5.000 F maxim. Tél. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction beaux appts de standing, 4 p. et plus. Téléphone : 285-11-08.

pavillons

GENTILLY
près RER, pavillon sous-sol, rez-de-ch. + 1 étage,3 pièces, cuisine, salle de bains, w.-c., garage, cave, pet. jard., calme. Tél. : 253-75-90 après 19 h.

villas

PORTO VECCHIO, Cala Rossa, Corse

SPENDIDE VILLA
Etat et vue exceptionnels, très beau jardin 6.000 m², grand living, 7 chambres, 4 s. de b., Cartault Petelot.
R.P. Dubois 10.000 Troyes.

10 km VERSAILLES Ville récente 200 m² habit., impecc., vue, séj. 54 m², chemin., 5 ch., 3 bns, gar. 2 voitur., jardin 1.500 m². *1.050.000 F. - 955-00-60.*

PLAISIR
10 KM VERSAILLES
DOMAINE RÉSIDENTIEL
Tennis, piscines, belle maison récente, 8 p., jardin 1.465 m²
BORDURE LAC ET FORET
1.050.000 F. Tél. 296-64-30.

terrains

Pr. Montpellier (34). Magnif. pinèdes viab. s/coll. 1.350 à 6.000 m², à part. de 150.000 F. Rambier, 9, bd Jeu-de-Paume, Montpellier - (67) 60-55-33.

villégiature

A LOUER MAI, JUIN, JUILLET A LA GRANDE-MOTTE. Téléphone : (91) 99-70-89.

appartements achats

ACHETE comptant chez notaire 3-4 pièces, Paris. Bon quartier. Mme LEULIER : 261-39-78 *ou le soir 900-84-25.*

JEAN FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet, 15e, 566-00-75 recherche Paris 15e et 7e pour bons clients appts ttes surf. et immeub. Paiement comptant.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, Paris (8e) *recherche pour sa clientèle* étrangère et diplomates, appts, hôtels particuliers et villas. Paris ou *Ouest résident.* **562-02-37**

RECHERCHE 1 à 3 pièces Paris, préf. 5e, 6e, 7e,14e,15e, *16e,9e, 4e, 12e, av. ou sans trav.* PAIEM. CPT CHEZ NOTAIRE. Tél. : 873-23-55, même le soir.

RECHERCHE POUR CLIENT Bel appartement 7e, 8e, 16e. M. Caussanel - 526-92-13.

maisons de campagne

Dans village Seine-et-Marne 10 km N.E. MELUN
MAISON 7 pièces de plain-pied sur 1.125 m² terrain.
R. CHAUSS : salle à manger, salon sur terrasse 40 m² sans vis-à-vis, chambre, cuisine, s. de bs., four à pain, + garage.
1er ET. : sur chiens assis, 3 chambres, s. d'eau, s. de jeux. Téléphone : 542-39-18, le soir.

bureaux

CONSTITUTION de SOCIÉTÉS – télex-secrétariat tous services
ASPAC PARIS-8e 293-60-50 +
votre SIÈGE SOCIAL
délais rapides - prix compétitifs

SIÈGES DE SOCIÉTÉS
avec secrétariat, tél. télex
TOUTES DÉMARCHES POUR CRÉATIONS D'ENTREPRISES
ACTE S.A. 261-80-88 +

A LOUER, PARIS (19e), SUR GDE AVENUE, LOCAL : ATELIER 420 m² + 150 m² de bureaux, accès poids lourds, près périphérique. – Téléphone : 205-92-79.

DOMICILIATION 8e
RC - RM 150/300 mois
telex, secrétariat
AGECO : 294-95-28.

CONSTITUTION DE S.A.R.L.
TELEX secrétariat *téléphonique*
Domiciliations artisanales et commerciales. Tous services. **355-17-50**

Prox. PLACE DE LA CONCORDE à céder, bureaux 110 m², 5 pièces, calme, libre de suite. Tél. 563-26-38 et 563-41-30.

propriétés

GRIMAUD, 4 km de la mer, 10 km de *Saint-Tropez, part.* vend jolie maison provençale 200 m² divisible en 2, entrées indépendantes, 8 pièces, cuisine, *kitchenette,* 2 s. de bns, jardin 1.250 m², vue sur vignes, calme. Tél. 551-61-91.

EN CHAMPAGNE
Très jolie maison anc., 7 p. pnnci., 183 m², gren., grange, dépend. aménag., beau jard. de 4.300 m², Tél. 606-10-08.

viagers

LIBRE Provence Luberon, sup. villa provençale, 2 appart. : r.-de-ch. 3 p., 83 m², garage, 1er étage 6 pièces, 165 m². 310.000 F, rente 3.000, *limitée.* Catal. sur dem. Étude LODEL, 50, av. Jean-Médecin, Nice. 37-25-24.

LIBRE *Provence Brignolle, sup.* ppté Mas provençal, 3 ha, 7 p., 280 m² habitable. 1 H. 80 ans, 880.000, rente 8.000, Catal. sur *dem. Étude LODEL, 50, av. Jean-*Médecin, Nice. 37-25-24.

Région BRIE-COMTE-ROBERT
PROPRIÉTÉ TOUT CONFORT
200 m² habit., possib. 2 appts : 2 s. de b., 2 W.C., 2 terrasses. Garage, terrain planté 1.900 m². Avec comptant + rente viagère sur une personne, à discuter. Écrire s/n° 6.105 *le Monde* Pub., *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

LIBRE, près Rambouillet, propriété avec dépendances *sur parc. 880.000 + 5.000* rente. LODEL : 355-00-44.

JASMIN 3 p. tt cft, immeuble récent, 30.000 F. + 2.800 F. Occupé femme 68 ans, F. CRUZ, 8, rue La Boétie. 266-19-00.

INFORMATIONS « SERVICES »

TROISIÈME AGE

La « nouvelle » retraite des agriculteurs

Depuis le 1er janvier 1981, des modifications ont été apportées à la retraite des exploitants agricoles, qui devrait s'aligner un jour prochain sur la retraite des salariés, « à durée et effort de cotisations comparables ».

La retraite des agriculteurs attribuée à soixante-cinq ans (ou soixante ans en cas d'inaptitude) est toujours composée de deux éléments : la retraite forfaitaire (ex-retraite de base) à laquelle s'ajoute une retraite proportionnelle (anciennement : retraite complémentaire). A ce double montant pourra s'adjoindre une *« retraite complémentaire facultative »*, financée par une cotisation volontaire. Cette éventualité prévue par la loi d'orientation en faveur des agriculteurs votée à l'automne dernier n'existe encore que sur le papier ; aucun texte n'est en préparation, à l'heure actuelle, pour lui donner une réalité.

Ni la retraite forfaitaire ni la retraite proportionnelle n'imposent à l'agriculteur de cesser son activité. La liquidation de l'une entraîne la liquidation de l'autre. La retraite forfaitaire est accordée à l'exploitant agricole, mais aussi, le moment venu, aux membres de sa famille participant à la mise en valeur de l'exploitation, à condition qu'ils ne dépendent pas d'un autre régime. Cette retraite est, au maximum, égale à l'A.V.T.S. (allocation aux vieux travailleurs salariés), soit 8 500 F, depuis le 1er janvier 1981. Mais il faut que le cumul de l'activité professionnelle validée (pour les périodes antérieures à 1952, date d'affiliation obligatoire à l'assurance vieillesse agricole) et les périodes d'assurance s'élèvent à vingt-cinq ans. Sinon, l'exploitant qui ne totalise, par exemple, que vingt ans, obtiendra 20/25e de 8 500 F (1).

Depuis 1952, une *cotisation uniforme* s'appliquait au chef d'exploitation pour lui-même et les membres majeurs de sa famille. Depuis le 1er janvier 1981, cette cotisation individuelle est modulée en fonction de la superficie de l'exploitation. Ainsi, quatre tranches de revenus cadastraux sont définies et déterminent des cotisations allant de 220 F par an et par personne (pour la tranche la plus faible) à 295 F par an et par personne (pour la tranche supérieure). Ces tranches fixent aussi le nombre de points acquis par l'exploitant pour la deuxième partie de sa retraite : la retraite proportionnelle (2).

1 853 000 bénéficiaires

Cette retraite proportionnelle devrait être progressivement revalorisée. Dès le 1er octobre 1981, les retraites déjà liquidées feront l'objet d'attribution de points gratuits.

La retraite proportionnelle n'est attribuée qu'au seul chef d'exploitation. Elle est calculée en fonction du nombre de points acquis durant les années de travail ayant donné lieu à cotisation et par la valeur du point en vigueur lors de la liquidation de la retraite. Cette retraite proportionnelle s'ajoute à la retraite forfaitaire. A terme, il est prévu que leur somme ne pourra dépasser 50 % du salaire plafond du régime général. Actuellement, on peut donc avoir les deux situations extrêmes pour des agriculteurs ayant exercé depuis la création du régime.

Dans la première, l'agriculteur, situé dans la tranche de revenus la plus basse, aura acquis 472 points, qui, multipliés par 10,45 F (valeur du point au 1er janvier 1981), donnera une retraite proportionnelle de 4 932 F par an à laquelle s'ajoute 8 500 F de retraite forfaitaire pour atteindre 13 432 F de retraite globale. Dans ce cas, l'intéressé pourra demander, si les autres conditions sont respectées, le bénéfice de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité.

A l'opposé, un agriculteur figurant dans la tranche supérieure aura accumulé un maximum de 1 185 points. Sa retraite proportionnelle sera de 12 383 F et sa retraite globale de 20 883 F.

La retraite forfaitaire et la retraite proportionnelle sont augmentées de 10 % si l'agriculteur ou l'agricultrice a eu ou élevé trois enfants pendant neuf ans avant leur seizième anniversaire. En revanche, la majoration de deux ans de la durée d'assurance par enfant n'est accordée qu'aux femmes.

Environ 1 853 000 personnes perçoivent un avantage vieillesse, parmi lesquelles 978 000 chefs d'exploitation et 274 000 conjointes. En 1981, ces retraités toucheront 17,9 milliards de francs (14,5 milliards de francs de retraite forfaitaire et 3,4 milliards de francs de retraite proportionnelle). Les prévisions de cotisations s'élèvent à 1,5 milliard de francs (dont 405 millions de « cotisations individuelles »). La différence est comblée par le régime général au titre de la « compensation démographique » (7,9 milliards de francs), par le budget de l'Etat et par différentes taxes. En règle générale, on estime que 100 F de prestation vieillesse ont donné lieu à environ 6,5 F de cotisation si on inclut les versements au titre de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité.

CHRISTIANE GROLIER.

(1) Auparavant, il suffisait de quinze ans d'activité agricole et de cinq ans de cotisations. Les textes prévoient des clauses transitoires. Pour tous renseignements, s'adresser au ministère de l'agriculture, direction des affaires sociales, 78, rue de Varenne, Paris. Tél. : 555-65-50.

(2) Les tranches de revenu cadastral sont ainsi établies : de 0 F à 1 180 F (15 points) ; de 1 180,01 F à 5 570 F (30 pts) ; de 5 570,01 F à 9 830 F (45 pts) et au-dessus de 9 830,01 F (60 pts).

LES PERSONNES AGÉES EN GRANDE-BRETAGNE ET EN AUSTRALIE. — Le C.I.G.S. (Centre international de gérontologie sociale) présente deux nouvelles monographies, « les Personnes âgées en Grande-Bretagne » et « les Personnes âgées en Australie », qui visent à présenter une synthèse des conditions de vie, des régimes de retraite et des services sanitaires et sociaux proposés à cette partie de la population.

★ En vente au C.I.G.S., 91, rue Jouffroy, 75017 Paris. 766-52-30. Prix : 20 francs le volume de 100 pages environ.

MALADE, MÉDECIN, FAMILLE. — Sur le thème « Le malade âgé, la famille, le médecin et les autres intervenants », un colloque est organisé à Rennes, les 2 et 3 octobre 1981, à l'initiative du C.I.G.S. (Centre international de gérontologie sociale) et de l'Ecole nationale de la santé publique.

★ Secrétariat : C.I.G.S., 91, rue Jouffroy, 75017 Paris. Téléphone : 766-52-30.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du 5 avril 1981 :

UN DECRET

● Portant nominations des membres du Conseil supérieur de la fonction publique.

DES ARRETES

● Autorisant l'émission d'un emprunt par le Crédit national ;

● Fixant la répartition des charges de la population non active du Fonds national des prestations familiales pour 1979.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 8 AVRIL

« La Conciergerie racontée aux jeunes », 14 h. 45, 1, quai de l'Horloge, Mme Hulot.

« Hôtel de Sully », 15 h., 62, rue Saint-Antoine, Mme Allaz.

« La ville jardin d'Ivry », 15 h., métro Mairie-d'Ivry, Mme Guillier.

« Notre-Dame », 15 h., façade, Mme Saint-Girons.

« Montagne Sainte-Geneviève », 15 h., devant Saint-Etienne-du-Mont, Mme Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).

« Père Lachaise », 15 h., 67, boulevard Ménilmontant (Approche de l'art).

« La basilique de Saint-Denis », 15 h., entrée (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'Ecole des mines », 15 h. 15, 64, boulevard Saint-Michel, Mme Fleuriot.

« L'Opéra », 15 h., marches, Mme Hager.

« Père Lachaise », 15 h., boulevard de Ménilmontant, P.-Y. Jaslet.

« Le Marais », 15 h., métro Pont-Marie, M. de La Roche.

« Modigliani », 15 h., 11, avenue du Président-Wilson (Paris et son histoire).

« Le Marais », 15 h., métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtel Lauzun », 15 h., 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

« Le Marais », 14 h. 30, 2, rue de Sévigné (le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

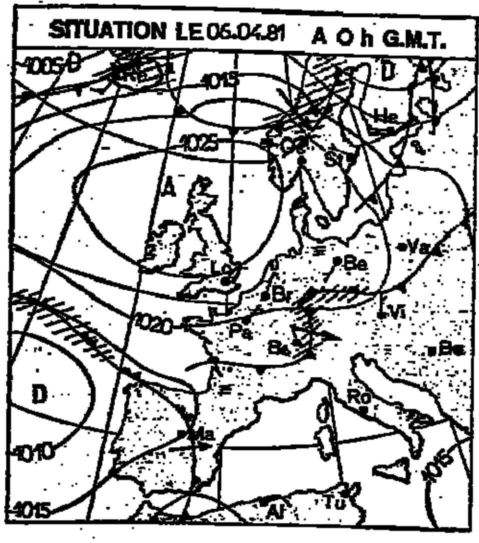
MERCREDI 8 AVRIL

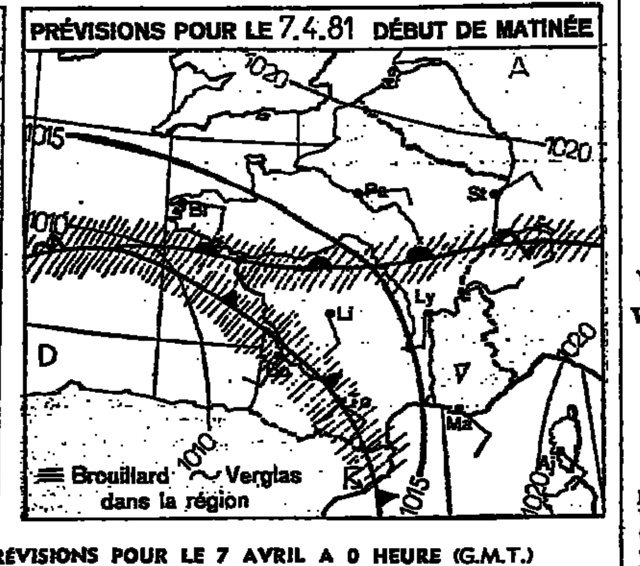
15 h., 4, square Georges-Lesage : « Conscience pure » (Méditation transcendantale) (entrée libre).

20 h. 30, 26, rue Bergère, M. J. Baryosher : « La Kabbalah ou tradition cosmique » (l'Homme et la Connaissance).

21 h., 9, avenue Franklin-D.-Roosevelt, M. J.-M. Benoist : « Liberté de l'économie et participation dans l'entreprise ».

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le lundi 6 avril à 0 heure et le mardi 7 avril à 24 heures :

Une dépression située à l'ouest du Portugal se développera à travers le *sud-ouest de l'Europe et le proche océan*, tandis que les hautes pressions qui recouvrent les îles Britanniques se décaleront vers l'est. Un courant perturbé de secteur sud-ouest tendra aussi à s'établir à travers notre pays.

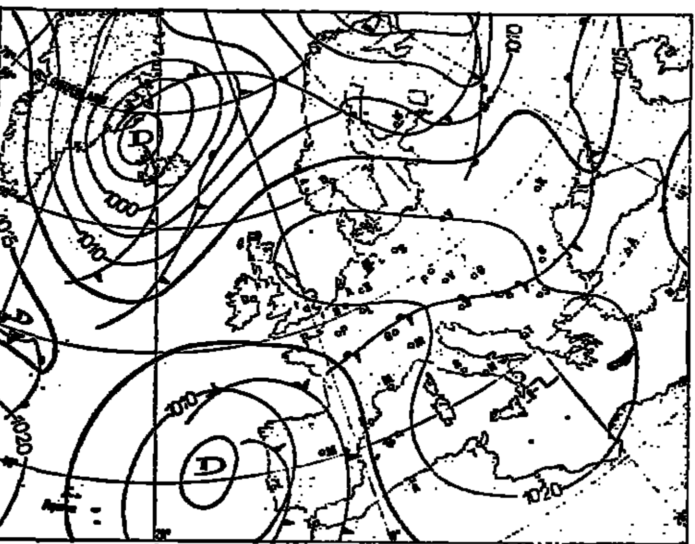
Mardi 7 avril, de la Bretagne aux frontières du Nord et du Nord-Est, après une matinée fraîche (gelées blanches locales), souvent brumeuse, des éclaircies apparaîtront temporairement, mais une aggravation avec pluies se développera au cours de l'après-midi et de la soirée. Ces pluies épargneront toutefois l'extrême nord et nord-est du pays où les éclaircies seront plus durables. Les températures maximales seront en hausse. Ailleurs, le temps sera relativement doux dès le matin, mais des nuages souvent abondants donneront des pluies passagères ou des averses, qui seront parfois accompagnées d'orages dans le Midi.

Le lundi 6 avril, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 019,1 millibars, soit 764,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 5 avril ; le second, le minimum de la nuit du 5 au 6) : Ajaccio, 17 et 8 degrés ; Biarritz, 15 et 11 ; Bordeaux, 15 et 8 ; Bourges, 11 et 7 ; Brest, 9 et 5 ; Caen, 7 et 5 ; Cherbourg, 7 et 5 ; Clermont-Ferrand, 13 et 6 ; Dijon, 13 et 6 ; Grenoble, 20 et 7 ; Lille, 9 et 4 ; Lyon, 14 et 4 ; Marseille, 24 et 13 ; Nancy, 7 et 3 ; Nantes, 9 et 7 ; Nice, 16 et 13 ; Paris-Le Bourget, 8 et 4 ; Pau, 15 et 8 ; Perpignan, 24 et 12 ; Rennes, 9 et 6 ; Strasbourg, 9 et 6 ; Tours, 9 et 7 ; Toulouse, 21 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 19 et 9 degrés ; Amsterdam, 10 et 1 ; Athènes, 14 et 7 ; Berlin, 8 et 2 ; Bonn, 9 et 5 ; Bruxelles, 8 et 2 ; Le Caire, 24 et 12 ; îles Canaries, 31 et 14 ; Copenhague, 12 et 0 ; Genève, 16 et 5 ; Jérusalem, 12 et 2 ; Lisbonne, 18 et 11 ; Londres, 9 et 5 ; Madrid, 20 et 8 ; Moscou, 4 et 0 ; Nairobi, 24 et 14 ; New-York, 16 et 10 ; Palma-de-Majorque, 17 et 7 ; Rome, 19 et 9 ; Stockholm, 11 et 0.

PRÉVISIONS POUR LE 7 AVRIL A 0 HEURE (G.M.T.)



(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

BREF

FORMATION PERMANENTE

ANIMATEURS ET DIRECTEURS DE CENTRES DE VACANCES ET DE LOISIRS. — Le Comité protestant des centres de vacances (C.P.C.V.) organise des stages de formation en avril : stage de perfectionnement animateurs, du 7 au 12 avril, à Saint-Prix, option audiovisuel, vidéo-photo ; stage de perfectionnement animateurs, du 12 au 19 avril, à Guidel (Morbihan), option voile ; stage de base directeurs, du 8 au 18 avril, à Saint-Prix.

★ C.P.C.V., 7, rue du Château-de-la-Chasse, 95390 Saint-Prix. Tél. : 416-56-66.

INITIATION AU DEVELOPPEMENT. — A l'Institut national d'éducation populaire de Marly-le-Roi, le service civil international organise, du 7 au 12 avril, un stage d'initiation au développement économique et social qui s'adresse à ceux qui sont déjà engagés — ou ont l'intention de le faire — dans une activité concernant le tiers-monde, ou qui souhaitent partir pour une activité volontaire avec le S.C.I. dans un pays du tiers-monde durant l'été 1981.

★ S.C.I., 129, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris. Tél. : 874-60-15.

APPRENTISSAGE DE LA LANGUE. — L'université de Paris-VIII organise, les 8, 9 et 10 avril 1981, des journées d'études destinées aux enseignants sur le thème : « Apprentissage de la langue et lecture de textes ».

★ Université de Paris-VIII Vincennes, service formation permanente, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis, Cedex 02. Tél. : 829-23-00.

L'ÉCRITURE. — Pour tous ceux qui s'intéressent au problème de l'« écriture » (enseignants, parents, écrivains, travailleurs sociaux, militants...), le Groupe français d'éducation nouvelle (G.F.E.N.) organise un stage national « Ecritures », du 8 au 12 avril 1981, à Nyons (Drôme).

★ G.F.E.N., 6, avenue Spinoza, 94200 Ivry. Tél. : 672-53-17.

LOISIRS

FLUTE ET GUITARE. — La Fédération nationale des activités musicales (FNAMU) organise un stage de flûte à bec, flûte traversière et guitare, musique d'ensemble, du 9 au 16 avril, à la M.J.C. d'Issy-les-Moulineaux.

★ Geneviève Fougeray, FNAMU, 56, rue d'Everan, 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. : 645-79-55 ; M.J.C., 31, boulevard Gambetta, 92130 Issy-les-Moulineaux. Tél. : 554-67-28.

MAISON

ARTISANAT. — Une nouvelle boutique d'artisanat vient de s'ouvrir près de la place Saint-Sulpice. Parmi les créations des verriers de l'île de Wight, des flacons colorés, des boules irisées et de hauts vases à col étroit. Les sultures proviennent des Etats-Unis et de Scandinavie. Les amateurs d'art floral ikébana trouveront des plats à haut rebord en céramique (à partir de 200 F), des vanneries incluant un vase et des récipients en fonte couleur bronze, à suspendre au plafond ; très décoratifs, ils sont en forme de croissant de lune.

★ L'Atelier d'Amon, 23, rue Saint-Sulpice, 75006 Paris.

CHAUFFE-EAU SOLAIRE. — Le Commissariat à l'énergie solaire (COMES) commence sa troisième année d'existence par une campagne d'information sur le chauffe-eau solaire. Une « Boîte postale soleil » a été créée à cette occasion ; on peut y demander l'envoi d'une brochure sur la technique du chauffe-eau solaire, son coût et la liste des appareils admis au bénéfice des aides financières de l'Etat.

En annexe figure un formulaire de « diagnostic soleil » à remplir par les personnes intéressées par l'installation d'un chauffe-eau du type solaire. Moyennant 40 F, le COMES indiquera, en fonction des besoins exprimés et de la localisation de la maison, la surface des capteurs et le volume du ballon de stockage à prévoir, ainsi que les estimations de performances du chauffe-eau solaire, chiffrées mois par mois.

★ « Boîte postale soleil », B.P. 500, 94001 Créteil.

TROMPE-L'ŒIL. — L'imagination de Laure Welfling s'appuie sur une solide formation artistique. Elle expose et vend ses meubles et panneaux en trompe l'œil dans l'atelier-galerie qu'elle a installé au fond d'une cour. Ce lieu insolite convient à ses créations baroques : console demi-lune en « mosaïque », table-présentoir faite d'un obélisque supportant trois plateaux superposés (5 300 F), table basse dont les pieds sont des pyramides tronquées, chaises à haut dossier en forme de temple grec (1 700 F). Des panneaux muraux sont peints en trompe l'œil de ruines romaines ou de patio marocain.

★ Laure Welfling, 51, rue du Rocher, 75008 Paris.

STAGES

QUAT'Z'ARTS EN ARIÈGE. — Un groupe d'artisans organise, du 10 au 20 avril, un stage d'initiation à la poterie, à la vannerie, ou peinture sur bois ou macramé.

★ Centre du Valier à Gust, 09140 Seix. Tél. : (61) 65-36-00.

TRANSPORTS

CONCORDE SUR NEW-YORK. — Depuis le 29 mars, tous les vols supersoniques d'Air France reliant la France aux Etats-Unis et au Mexique font escale à New-York, qui est desservie onze fois par semaine en Concorde ; les villes de Washington et de Mexico continuent à être desservies par Concorde chacune deux fois par semaine, avec escale intermédiaire à New-York.

ANNULATIONS A AIR FRANCE. — La direction d'Air France indique que certains de ses vols moyen-courriers seront annulés le mardi 7 avril en raison d'un mot d'ordre d'arrêt de travail lancé par des syndicats représentant le personnel au sol. Tous les vols long-courriers, y compris les vols Concorde, seront assurés ce jour-là, précise la direction, tandis que la moitié des vols moyen-courriers seront réalisés.

Informations au (1) 320-15-55 ou le centre de réservation de son domicile, pour la région parisienne au 535-61-31.

LES DEPARTS DES VACANCES DE PRINTEMPS PAR LE TRAIN. — Grande affluence prévue dans les gares parisiennes à l'occasion des prochains départs pour les vacances de printemps. Les mardi 7 et mercredi 8 avril, 741 trains, dont 142 supplémentaires, partiront de Paris ; les vendredi 10 et samedi 11, on comptera 698 trains, dont 61 supplémentaires. C'est la gare de Paris-Lyon, qui, comme d'habitude, sera la plus « chargée ». La S.N.C.F. renouvelle ses recommandations habituelles pour éviter les encombrements aux abords des gares : ne pas arriver trop tôt, emprunter de préférence les transports en commun.

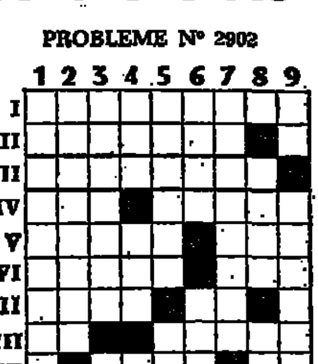
VIVRE A PARIS

FILMS ANTINUCLÉAIRES. — Le Comité antinucléaire de Paris (tél. : 586-15-68 et 355-96-30) annonce qu'est organisé actuellement au Palais des arts, 102, boulevard Sébastopol, à Paris-3e, un Festival du film antinucléaire. Au programme : lundi 6 avril, contrôle social, répression, techno-fascisme ; projection du film « la Maladie de Hambourg » ; mardi 7 avril, aspects économiques du nucléaire, énergies nouvelles, plans Alter ; projection d'« Europa Express » et d'« Energies danoises ». Débat après la séance de 20 heures.

AMBULANCES. — Le bureau central des ambulances de l'Assistance publique fonctionne depuis le 5 avril dans ses nouveaux locaux : 28, rue de l'Entrepôt, 94220 Charenton. Tél. : 378-26-26.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2902



HORIZONTALEMENT

I. Dernier coup de langue d'une personne s'exprimant à mots couverts. — II. Bon conducteur de courant. — III. Bien qu'il y ait en elles beaucoup de vide, on n'y trouve rien à louer. — IV. Principe suprême chez les disciples de Lao-tseu ; Terme de vil prix pour une pièce des bas-fonds. — V. Son système pileux met en alerte notre système nerveux ; Peut, avec un superlatif, prendre le titre d'excellence. — VI. Fait retentir l'airain ; Rejeton de Sarrasin. — VII. Dissipe le soleil comme celui-ci a tendance à la dissiper ; Centre de réadaptation. — VIII. Premiers dans l'ordre d'importance ; Couche à l'auberge rustique. — IX. Un cor dans les bois ; Symbole familier à saint Eloi. — X. Travail s'effectuant à la naissance du jour. — XI. Fait une meilleure carrière sur les planches que dans la chanson ; Défraya, il y a fort longtemps, la chronique des amours princières.

VERTICALEMENT

1. Ont choisi leur voie en besognant sur celle que les autres ont tracée. — 2. Piscine pour nageurs exotiques ; En pièces. — 3. Sorte de veste ; Plus d'un fut décapité au cours des journées messidoriennes. — 4. Langue dans laquelle on s'exprime en polonais ; Vieille furie que l'on enferme dans les grilles ; Peut se faire tondre par un mouton. — 5. Soumise à la sentence populaire ; Attribut pour un sujet sans verbe. — 6. Fait ceinture en bouffant avec les bouillons légers ; Station-service pour la distribution du jus. — 7. Cinglant composant du fouet de la satire ; Unité de lustre de la valeur d'une bougie. — 8. Imitateur de singeries à la mode ; Morceau de canard. — 9. Précède ce qui n'est plus ; Telle la campagne de Russie vue par les grognards.

Solution du problème n° 2901

Horizontalement

I. Participe ; Opéra. — II. Avoir ; Minaret. — III. Ronflement ; Sale. — IV. Cid ; Agitation. — V. In ; An ; Nô ; Es ; Gap. — VI. Méridien ; Rab ; Na. — VII. ENA ; Truie. — VIII. Net ; Incohérence. — IX. Rosière ; Enée. — X. Ekeren ; File. — XI. Ici ; Incartades. — XII. Plie ; Vol ; Tries. — XIII. Et ; Nièce ; Ut ; Ta. — XIV. Oto ; Estes ; Mer. — XV. Sirènes ; Entée.

Verticalement

1. Parcimonie ; Pets. — 2. Avoine ; Kilt. — 3. Rond ; Rétréci ; Or. — 4. Tif ; Ain ; Oriente. — 5. Irlandaise ; Ion. — 6. Eg ; Ninive. — 7. Imminence ; Noces. — 8. Piéton ; Oracles. — 9. Enna ; Thé ; Ste. — 10. Atterré ; Art ; En. — 11. Or ; Isaure ; Trust. — 12. Peso ; Bienfait. — 13. Etang ; Enéide ; Me. — 14. An ; Céleste. — 15. Aréopage ; Es ; Ara.

GUY BROUTY.

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT D'UN JUGEMENT RENDU PAR LA 10e CHAMBRE DU T.G.I. DE PARIS LE 22 DECEMBRE 1980

POUR : LA SOCIETE CHRISTIAN DIOR.

CONTRE : M. Angelo FRANCHI, commerçant.

Attendu qu'en mois de juin 1980, la Société CHRISTIAN DIOR s'est aperçue qu'étaient mis en vente sur le stand d'Angelo FRANCHI, au Marché de Saint-Mandé Tourelles (94500), des articles de maroquinerie dont la caractéristique principale résidait dans l'utilisation d'un tissu constituant par son graphisme, une contrefaçon de modèle et une imitation frauduleuse de la marque appartenant à la Société CHRISTIAN DIOR. Que dans ces conditions Angelo FRANCHI, qui est commerçant dans la région parisienne ne peut sérieusement soutenir que sa bonne foi a été surprise par les vendeurs italiens qui auraient abusé de son ignorance, sa qualité de commerçant lui faisait obligation de contrôler les marchandises qu'il met en vente ;

PAR CES MOTIFS :

Statuant en audience publique contradictoirement et en premier ressort,

Déclare Angelo FRANCHI coupable :

— de mise en vente et d'introduction en France d'objets constituant une imitation frauduleuse de marque.

Condamne Angelo FRANCHI à la peine de TROIS MILLE FRANCS d'amende.

SUR L'ACTION CIVILE :

CONDAMNE le prévenu à verser à la Société CHRISTIAN DIOR, partie civile, la somme de VINGT MILLE FRANCS à titre de dommages et intérêts.

ORDONNE,

la confiscation, au profit de la partie civile des objets contrefaits et saisis,

ORDONNE,

la publication en totalité ou par extraits...

POUR EXTRAIT CONFORME,
Jacques KAM, avocat
à la Cour d'appel de Paris.

régions

ILE-DE-FRANCE

Une banlieue plus habitable

LA DIFFICILE RÉFECTION DES RÉSEAUX D'ASSAINISSEMENT

L'eau propre hors de prix

Est-il vraiment utile d'agrandir la station d'épuration d'Evry, dans l'Essonne ? Cela paraît indispensable, puisqu'elle reçoit un débit d'eau double de celui pour lequel elle a été conçue. Mais la quantité de pollution qu'elle traite est inférieure de moitié à ce qui avait été prévu. Aussi, plutôt que de se lancer dans un investissement important, ne faut-il pas mieux améliorer le fonctionnement du réseau d'assainissement qui, pour l'instant, conduit à l'usine des eaux qui n'ont rien à y faire ?

UNE inspection généralisée des canalisations d'Evry est en cours. Injection de fumée pour détecter les fuites et les mauvais raccordements, petite caméra de télévision sur chariot *pour surveiller* l'état des conduites participent à ce gigantesque travail. Déjà, il apparaît que des gouttières qui ne recueillent que l'eau de pluie, donc propre, sont *branchées inutilement* sur le réseau d'eaux usées. En revanche, des fuites permettent à une partie de la pollution de s'échapper.

Le cas d'Evry n'est malheureusement pas original. Partout en France, les réseaux d'assainissement ne sont *pas à la hauteur* de l'effort accompli depuis quelques années pour les stations d'épuration : eaux de pluie et eaux polluées collectées dans les mêmes tuyaux, captage involontaire de sources et d'eau de *ruissellement, fuites trop nombreuses.*

L'agence de bassin Seine-Normandie a calculé que les stations d'épuration de son secteur ne fonctionnent qu'à 50 % de leur possibilité. Pourtant, il n'est pas *question de ralentir le rythme* de construction de celles-ci. En une dizaine d'années, l'agence a réalisé la moitié du programme qu'elle *s'était* fixé (il y avait cent quarante stations en 1965 dans son bassin, il y en a maintenant mille trois cent soixante-dix). Mais, à la cadence actuelle, il faudra vingt ans pour arriver au but : raccorder chaque habitant à un système d'assainissement complet ou le doter d'un assainissement autonome efficace. De même qu'il y a quelques années, l'agence avait dû *s'attaquer* au fonctionnement des stations, qui, *trop souvent* laissait à désirer, il lui faut maintenant se préoccuper du réseau d'assainissement.

Moins de stations plus de tuyaux

Pas plus que des stations, l'agence de bassin n'en est le *gestionnaire. Mais elle* peut aider les syndicats intercommunaux, qui, en général, assurent cette fonction. D'abord à surveiller le bon état des canalisations existantes, *ou le plus souvent, comme* à Evry, à les remettre en état, en évitant que soient mélangées eau de pluie et eau usée. Ensuite, à construire de nouveaux réseaux. C'est un travail colossal : si la moitié des stations nécessaires est *déjà réalisée,* un quart seulement du réseau de transport est en place. Or la construction d'une station revient à 500 francs par habitant et celle des canalisations *qui doivent collecter* les eaux usées à 3 000 francs.

Au cours de son prochain programme (1982-1986), l'agence de bassin Seine-Normandie envisage d'*accroître* ses aides aux collectivités locales pour la mise en place des réseaux. Elle appliquera la nouvelle doctrine du président de son comité de bassin, M. Bettencourt, *sénateur* (P.R.) de Seine-Maritime, « *moins de stations et davantage de tuyaux (en bon état) pour bien les remplir* », puisque « *station d'épuration et réseau d'assainissement sont deux composantes d'un même ensemble* ».

L'addition est lourde. Il faudrait dépenser, au cours des cinq prochaines années, 4 milliards de francs : 2 800 millions pour la *construction de réseaux et* collecteurs, 800 millions pour les travaux d'amélioration du réseau existant et 400 millions pour l'assainissement individuel. Autant que la totalité des investissements réalisés par l'agence lors des cinq années passées (mais, un quart seulement était jusqu'alors consacré aux réseaux). Cela se traduirait par un accroissement de 30 % des sommes consacrées à l'assainissement.

La décision de se lancer dans un tel programme n'est pas encore définitivement prise. Le comité de bassin doit se décider en juin prochain. *Car* cela voudra obligatoirement dire : augmentation des taxes versées à l'agence, donc du prix de l'eau et des impôts locaux, communes et départements devant, en tout état de cause, participer au financement *des réseaux.*

Lorsque tous les habitants seront soit reliés à des stations d'épuration marchant bien, soit dotés d'un assainissement autonome, l'agence de bassin n'en aura pas fini. S'il ne faut pas *canaliser les eaux de* pluies vers les stations actuelles, pour ne pas les noyer, il n'est pas prouvé qu'il ne faille pas les traiter avant sans les laisser filer dans les rivières. Sur les routes et les toits, elles ramassent, en effet, de nombreuses impuretés. Aussi, M. Claude Lefrou, le directeur de l'agence de bassin Seine-Normandie, demande que dans les plans d'urbanisme, des emplacements soient *réservés pour de futures* stations d'épuration des eaux de pluies. Le reconquête des rivières et des eaux souterraines est — encore — à ce prix.

THIERRY BRÉHIER.

POLÉMIQUE A FONTENAY-SOUS-BOIS

H.L.M. utiles, pavillons désirés

« Lorsque je suis arrivé ici, c'était la campagne avec quelques pavillons et leurs vergers. La nouvelle mairie était en cours de construction et son parc encore sauvage abritait alors une orangerie. » M. Marc Talenton, *un habitant du quartier du* haut de Fontenay, à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), montre, effaré, le chantier d'un immeuble H.L.M. de sept étages en cours de construction entre une rangée de maisons basses et le nouvel hôtel de ville aujourd'hui ouvert, son parc aménagé et la vieille église, monument classé, en *contre*bas.

LES dents grincent dans le quartier. L'immeuble sur deux niveaux de 25 et 20 mètres, édifié par la société H.L.M. Travail et Propriété d'Evry, situé à moins de 500 mètres de l'église, se trouve dans une zone protégée. D'où de multiples embarras administratifs pour les propriétaires privés. Ainsi une habitante du secteur a dû attendre quinze ans l'autorisation de construire une maison basse. *Mais les contraintes* semblent tomber tout d'un coup dès qu'il s'agit d'une opération voulue par la municipalité.

Cette opération a bénéficié de nombreuses dérogations, accusent les voisins : la déclaration d'utilité publique autorisant l'expropriation des propriétaires du terrain ne prévoyait que la construction d'un centre administratif. Dans le quartier, le coefficient d'occupation des sols n'est que de 0,4 ; le projet retenu prévoyait un coefficient de 1,2 ; en fait, il est de près de 2. De même dans les premiers plans, il y avait deux étages de trop : un seul a été supprimé à la demande des monuments historiques. Enfin, les opposants à cette réalisation affirment que le permis de construire ne respecte pas l'article R 111-14-2 du code de l'urbanisme, qui prévoit qu'une construction ne doit pas être disproportionnée avec son *environnement.*

En fait, c'est toute la politique d'urbanisme de l'équipe municipale qui est mise en cause : « *Elle veut bétonner la ville,* se plaint M. Talenton, *elle a horreur du vide. Elle veut construire dans tout Fontenay et faire disparaître jardins et pavillons. Tout le monde y passera. On veut transformer les gens en prolétaires, en assistés en les faisant vivre dans des appartements en location. Avec une coulée d'immeubles collectifs, entre le grand ensemble de la ZUP et le vieux Fontenay on mettrait la ville en symbiose pour quelques voix de plus aux élections.* »

Unité de style et réglementation

Pour M. Voguet, premier adjoint au maire communiste de cette *municipalité d'union de la gau*che, ces accusations ne tiennent pas. « *L'architecte est le même que celui de l'hôtel de ville,* dit-il. *C'est une garantie pour l'unité architecturale, et le permis est conforme à la réglementation.* » Enfin, « *un crédit a été inscrit au budget pour agrandir le parc de 1 hectare* ». Il ajoute : « *Nous voulons terminer le grand ensemble dans les meilleures conditions sans surdensité, en nous en tenant à six mille quatre cents logements, alors que le plan initial en prévoyait douze mille. Nous voulons aussi maintenir le caractère ancien et particulier du reste de la ville.* »

« *Le fichier des demandeurs de logements comprend mille trois cents demandes non satisfaites provenant de jeunes couples, de personnes âgées et, phénomène nouveau, de familles vivant à plusieurs dans le même appartement. Le parc H.L.M. ne permet pas,* affirme l'adjoint au maire, *de satisfaire ces demandes.* » Un programme de trois cent cinquante logements, répartis en de petites opérations n'excédant jamais les quatre-vingts logements, a été lancé, « *pour régler définitivement ce problème* ».

Actuellement plusieurs personnes ont déposé des recours au tribunal administratif de Paris en annulation du permis de construire et des demandes de sursis à exécution. La mairie écartant toute idée de stopper les travaux dans l'attente d'une décision de justice, le chantier avance. Le tribunal, quant à lui, se prononcera dans quelques semaines. Probablement trop tard...

FRANCIS GOUGE.

POINT DE VUE

Artistes en défense

par JACQUELINE FAYET

Après notre article intitulé « Des saltimbanques traités comme des princes », dans le supplément sur le quartier de la Défense (le Monde *du 3 mars*), *le sculpteur Charles Correia disait ne pas apprécier l'œuvre du Catalan Miro qui orne le parvis de la Défense. Mme Jacqueline Fayet, présidente de l'Association des artistes du Pont de Sèvres, à Boulogne-Billancourt, nous donne son point de vue.*

BRAVO M. Correia. Votre point de vue courageux, qu'il soit *ou non* partagé *ou* critiqué, met au moins en évidence l'ambivalence et le malaise assombrissant la majorité des artistes de ce pays. Nombreux sont les groupes qui, comme le vôtre, essaient de trouver une solution à des problèmes qui sont surtout des problèmes de société. Notre groupe formé de tous les artistes du Pont-de-Sèvres se joint au vôtre pour dénoncer le paradoxe de la vie moderne, dont souffrent particulièrement les artistes.

Il y a chez eux un conflit intérieur accentué par la position qui leur est faite dans la société actuelle. Comme le disait fort justement le docteur Paul Tournier « un conflit entre une intuition juste, celle de l'importance primordiale de leur vocation dans la destinée de l'humanité, et une *suggestion fausse : que* l'art est un luxe superflu ».

∴

En reniant les valeurs, on en vient à prêter inconsciemment une valeur absolue à de simples productions de l'homme. Le résultat en est une sélection inégale et souvent arbitraire, appuyée par des facteurs étrangers à la valeur réelle du « produit », car il faut penser la plupart du temps en « produit rentable », d'où spéculation, et non en œuvre d'art réelle. Le critère de la vérité est dans le succès. La notion de l'harmonie intérieure a été remplacée par celle du record. C'est la négation de la valeur en soi et la source de tous les déséquilibres auxquels les artistes sont particulièrement sensibles.

Il y a ceux, une minorité où dominent les étrangers, qui font la une des journaux et profitent d'un vedettariat qu'on ne saurait leur reprocher. La France est une terre d'accueil. C'est tout à sa gloire. Mais il ne faudrait pas que ce *fût au détriment* de la *masse* culturelle artistique et silencieuse de ce pays.

Il y a aussi ceux, les plus nombreux, qui inlassablement, sans esprit d'opportunisme, soutenus par leur idéal, se refusent à tout compromis et tentent de créer dans des conditions très difficiles, souvent honteux de leur misère, ignorés du public, et trop orgueilleux pour mendier une miette des *travaux officiels ou faire* entendre leurs voix. Ils se débattent dans une vie de plus en plus collective, contre l'incompréhension des services administratifs, la bêtise et la lâcheté des mass media, pour conserver envers et contre tous un semblant de personnalité et d'indépendance, parce qu'ils croient encore en la valeur de l'homme et à son idéal.

Que l'on comprenne bien : il n'est pas question ici de talent, d'ailleurs inégalement réparti aussi bien parmi les « nantis » que parmi les autres. Cela n'est pas l'objet du débat, et il serait bien prétentieux de le prétendre. Au nom d'ailleurs de quel critère ? *Je me refuse* à faire le procès d'un tel ou d'un tel, ou d'ouvrir une polémique sur l'art contemporain. Le but est d'apporter notre adhésion, en tant que groupe de dix-huit artistes du Pont-de-Sèvres, à ceux de la Défense représentés par M. Correia. Nous avons une action commune à mener indépendamment de nos problèmes bien spécifiques. Celle de démontrer ce qui ne va pas actuellement dans le monde des arts.

Car il existe un *état* de fait, cruellement mis en évidence par le développement du vedettariat et des mass media, qui ne fait qu'accentuer la marginalité de *certains individus.* Il est temps que le public se rende compte qu'une grande partie des forces vitales de ce pays sont laissées à l'abandon et ignorées des pouvoirs *publics.*

Lorsqu'un artiste réussit à *obtenir* un *atelier, quelquefois* après vingt-cinq années d'attente, il lui faut à tout prix trouver du travail pour faire face à toutes les dépenses que cela entraîne.

Le 1 % est limité. Les commandes importantes vont automatiquement à un « nom ». Les *miettes reviennent* fort cher, et le fisc n'oublie pas de se *servir* au passage sans tenir compte des années maigres et des dépenses occasionnées par ce travail et pas *toujours faciles* à *comptabiliser.* Les achats des particuliers restent très limités. On achète le plus souvent une signature pour faire un placement. Les achats d'œuvres d'art ne donnant pas droit, comme dans certains pays, à un abattement sur l'impôt, cela réduit considérablement la demande.

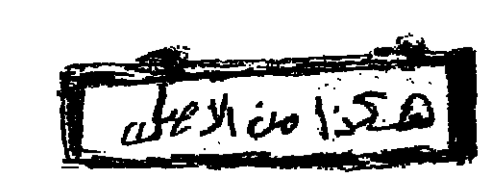
∴

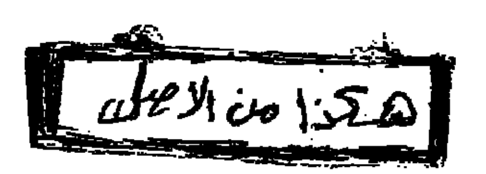
Quant aux galeries, lorsqu'elles acceptent sans contrepartie les œuvres, le prix qu'elles sont obligées d'en demander pour faire *face* à leurs *propres problèmes* décourage l'acheteur éventuel.

Il reste ceux qui ont la « chance » de pouvoir faire un professorat qui leur assure une vie matérielle à peu près convenable. Mais à quel prix !

Lorsqu'on a donné le meilleur de soi-même à plus de cinq cents élèves par semaine, plus ou moins motivés et dans des conditions souvent difficiles, l'état nerveux qui en résulte place l'artiste dans un tel état dépressif qu'il ne retrouve plus les conditions de calme et de concentration nécessaires à la création.

Le problème est posé. Il faut en prendre conscience. Les artistes commencent à bouger et à se grouper. M. Correia a planté un clou, à nous de continuer à l'enfoncer pour enfin faire entendre notre voix.





Le Monde

équipement

A PROPOS DE...

Un plan pour les poissons migrateurs

LE SAUMON EST DE RETOUR

Le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. François Delmas, a annoncé, le jeudi 26 mars, à Paris, le lancement d'un plan de cinq ans, pour la sauvegarde des poissons migrateurs, qui coûtera 200 millions de francs.

Plus que tous autres, les poissons migrateurs — saumons, truites de mer, aloses, esturgeons et anguilles — sont sensibles à la modification des rivières. Les eaux salies par les égouts, les fonds grattés par les gravières, les barrages sont autant d'agressions qui les découragent de revenir après leur long séjour en mer. Ces poissons voyageurs sont donc les meilleurs indicateurs de la bonne ou mauvaise santé de nos cours d'eau.

Si, depuis vingt-cinq ans, le nombre des saumons capturé est passé de trente-cinq mille par an à moins de deux mille, ce n'est pas le fait du hasard, mais la conséquence directe de la dégradation du réseau hydrographique français.

Sous la pression des pêcheurs, le ministère de l'environnement a lancé, en 1975, un plan de sauvetage du saumon. Cet effort, qui a coûté 42 millions de francs, dont le quart payé par les pêcheurs eux-mêmes, semble porter ses premiers fruits. En 1980, les captures ont triplé par rapport à l'année précédente. C'est un signe encourageant pensent les autorités qui parlent aussitôt du « succès du plan saumon ». *Les pêcheurs — notamment l'Association nationale de protection des salmonidés — sont beaucoup plus réservés.*

Ils craignent que l'on assiste seulement à une rémission passagère alors que, selon eux, « on assiste à une dégradation persistante du milieu aquatique ». *Ils pensent qu'il n'y aura pas de véritable retour du saumon tant qu'on ne contrôlera pas mieux les rejets des industries agro-alimentaires, l'augmentation des taux de nitrates, les pompages massifs des agriculteurs, l'assèchement des marais et des tourbières, les extractions de graviers et la multiplication récente des micro-centrales. Les pêcheurs estiment qu'il faudra encore* « deux septennats pour sauver les rivières de France ».

La décision du secrétariat d'Etat à l'environnement est un début de réponse. Après le saumon, l'administration a décidé de venir en aide à d'autres migrateurs également fort menacés. Et cette fois les crédits sont multipliés par cinq.

Ces dépenses ne sont nullement de l'argent jeté à l'eau, bien au contraire. D'abord, elles obligent, faute de gaspiller les deniers publics, à mener vigoureusement la politique de reconquête des rivières.

Ensuite, elles vont permettre à treize mille cinq cents familles de pêcheurs professionnels de continuer à vivre dans les zones d'estuaires. Elles intéressent encore les huit cent cinquante mille amateurs français de pêche sportive et nombre de touristes étrangers.

Sauver les poissons migrateurs n'est pas une fantaisie de naturaliste. C'est une opération écologique, économique et touristique hautement rentable. — M. A.-R.

SUCCÈS DE LA LIGNE LE CAIRE - TEL-AVIV

Les compagnies El Al (Israël) et Nefertiti (Egypte), qui desservent la ligne Le Caire - Tel-Aviv, assurent depuis le début du mois quatre aller et retour hebdomadaire entre les deux capitales.

Il y a un peu plus d'un an, lorsque fut ouverte cette ligne, il y avait un vol hebdomadaire ; il y en eut deux à partir d'août 1980 et trois à partir de novembre.

La compagnie El Al, qui a ouvert un bureau au Caire, indique que sur les trente mille passagers qui ont emprunté sa ligne à ce jour 12 % ont acheté leurs billets au Caire. Les avions qui desservent la ligne sont occupés en moyenne à 78 %. — *(A.F.P.)*

● *De nouveau, les horloges du Louvre.* — Après de longues années de silence, les trois grandes horloges du Louvre, commandées au maître horloger Lepautre par Napoléon III, vont de nouveau tinter. Les Beaux-Arts ont confié leur remise et état à une maison d'horlogerie de Tiffauges, en Vendée.

L'EUROPE DES OISEAUX... ET DES CHASSEURS.

La législation française est-elle conforme aux directives européennes sur la protection des oiseaux, en vigueur le 6 avril prochain ? Les représentants de la Fédération française des sociétés de protection de la nature (F.F.S.P.N.) et de la Ligue pour la protection des oiseaux ont déclaré, le jeudi 2 avril, que la France serait, le 6 avril, « *le seul pays de la Communauté à ne pas appliquer cette directive* ». Les listes fournies à Bruxelles sont « *soit bidon, soit incomplètes* », selon les associations, décidées à présenter un recours au conseil d'Etat.

Le ministère de l'environnement réplique dans un communiqué que des mesures de protection des milieux naturels sont prises depuis 1978 grâce au développement des parcs et des réserves. Sauf pour certaines espèces faciles à élever comme le faisan ou le canard colvert, la commercialisation du gibier doit être interdite selon la directive européenne : c'est déjà le cas en France, selon le ministère, où « *depuis toujours les chasseurs pratiquent la chasse dans un esprit sportif et non pour en tirer un bénéfice* ».

Enfin la liste restrictive des espèces que l'on peut chasser établie à Bruxelles est la même que la liste française actuelle ; à trois exceptions près : le gravelot, le tournepierre et la bécassine double. « *Ces modifications minimes seront faites en juin lors de la rédaction des arrêtés départementaux réglementant la chasse* », indique le communiqué.

***

Rappelons que le Conseil d'Etat vient d'annuler pour vice de forme les deux arrêtés interministériels du 24 avril 1979 fixant les listes des espèces d'oiseaux et de mammifères intégralement protégés ou bénéficiant de certaines protections telle que l'interdiction de leur mutilation, de leur naturalisation ou de leur commercialisation sur tout le territoire national.

Le Conseil d'Etat a invoqué la non-consultation pour avis du Conseil national de la chasse et de la faune sauvage ainsi que le prescrit la loi lorsque la chasse est concernée par un texte réglementaire.

● *Trafic record à Tancarville.* — Le pont de Tancarville, qui relie les deux rives de la Seine à une vingtaine de kilomètres du Havre, a enregistré un trafic record en 1980 avec 3 477 415 passages ; 2 688 279 voitures ont emprunté l'ouvrage, à péage, ainsi que 34 983 autocars et 754 153 camions. En 1979, on avait compté 3 285 979 passages.

FAITS ET PROJETS

ÉLECTIONS SAUVAGES AU VAUDREUIL.

Les élections « sauvages » organisées dans la ville nouvelle du Vaudreuil (*le Monde* du 28 mars) se sont déroulées en deux temps, le premier scrutin ayant donné lieu à un ballottage. Le 29 mars pour 1 446 inscrits, on avait enregistré 425 votants, 90 bulletins nuls et 335 suffrages exprimés. Les quinze candidats de la liste d'action de gauche, seuls en lice, avaient obtenu entre 316 et 306 voix. Le 5 avril, le début des vacances scolaires a entraîné des abstentions encore plus nombreuses. Toujours pour 1 446 inscrits (alors que la ville nouvelle compte environ 5 000 habitants) le nombre de votants n'a été que de 341. Les quinze membres de la liste d'action de gauche ont été élus avec des scores variant entre 257 et 249 voix.

Les élus socialistes du conseil de l'ensemble urbain qui ont lancé l'opération s'estiment satisfaits. La population d'une ville nouvelle étant très mouvante, ils soulignent que les inscrits réellements présents dans la cité ne sont sans doute pas plus d'un millier. Ils font en outre remarquer que lors du scrutin de 1978 les actuels conseillers ont été élus avec seulement environ 150 voix.

Il est précisé que les quinze élus de dimanche formeront, avec les conseillers de l'ensemble urbain actuellement en place, une grande commission extra-municipale, sorte de conseil municipal officieux qui prendra les décisions. Celles-ci seront ensuite entérinées par le conseil de l'ensemble urbain légalement désigné. — L. M.

● *Le sort de la collection Schlumpf.* — La chambre commerciale du tribunal de grande instance de Mulhouse (Haut-Rhin) s'est donné jusqu'au 8 avril pour prendre une décision définitive sur l'avenir de la prestigieuse collection de voitures anciennes réunies par les frères Schlumpf. La chambre était de nouveau appelée à examiner le principe d'une vente à forfait de la collection, pour un montant de 44 millions de francs, à une association à but non lucratif chargée de l'exploiter (*le Monde* du 2 avril).

Le tribunal avait déjà été saisi d'une telle proposition en février dernier, mais il avait refusé de se prononcer, l'association n'ayant, à l'époque, pas encore déposé ses statuts.

LE MAIRE DE SAINT-LARY ABSOUT DU DÉLIT D'INGÉRENCE.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau a décidé, le 11 mars, de cesser les poursuites pour ingérence qui étaient ouvertes, depuis 1976, à l'encontre de M. Vincent Mir, maire (P.S.) de Saint-Lary (Hautes-Pyrénées).

Sur plainte de l'association Saint-Lary - Demain, la même chambre d'accusation avait refusé le non-lieu et demandé, le 21 décembre 1977, un supplément d'expertise afin d'apprécier si M. Mir avait utilisé son mandat municipal à des fins privées, et notamment au profit de la société d'exploitation des entreprises Mir (S.E.E.M.), la plus importante des entreprises locales de construction et de travaux publics.

Après avoir entendu l'avocat général Pasturaud et Me Henri Caillavet, pour la défense, la chambre d'accusation a conclu : « *Vu les articles 681 et suivants du code de procédure pénale (loi du 18 juillet 1974 relative à la mise en cause pénale des maires, élus municipaux, etc.) dit qu'il n'y a lieu à suivre contre M. Vincent Mir.* »

DÉSENCLAVER L'OUEST.

Les représentants des deux régions Pays-de-Loire et Poitou-Charentes se sont réunis le 4 avril à Chantonnay, en Vendée, pour étudier la question du « *désenclavement de l'Ouest* », c'est-à-dire la modernisation des liaisons routières entre cette partie de la France et le reste du pays dans le cadre du VIIIe Plan.

MM. Olivier Guichard et Fernand Chaussebourg, présidents des conseils régionaux de ces régions, ont rappelé les trois programmes de grands travaux qui avaient été « recommandés » lors de la conférence interrégionale de l'Ouest, à Saint-Savin, dans la Vienne, le 23 juin 1979 :

1) La « route des estuaires », Caen - Rennes - Nantes - La Rochelle-Saintes, destinée à assurer les échanges économiques entre le nord de la France et le Sud-Ouest ;

2) L'autoroute A-10, qui va être ouverte dans quelques semaines ;

3) Le raccordement de la route des estuaires à l'A-10, reliant Luçon, dans le Sud vendéen, à cette autoroute à hauteur de Niort par Fontenay-le-Comte ,ainsi que le contournement de Niort.

Les deux régions veulent donner la priorité à ce dernier projet.

UN NOUVEAU PALAIS DES CONGRÈS A NICE.

Les travaux de construction du palais des congrès et de la musique de Nice, qui doivent débuter dans quelques jours, coûteront au moins 400 millions de francs, indique-t-on à la mairie de Nice.

Ce « palais », d'une longueur de 333 mètres et d'une largeur moyenne de 65 mètres, aura un volume (350 000 m3) comparable à celui du Palais des congrès de la porte Maillot à Paris, et sera ainsi, selon ses promoteurs, le deuxième de France. Il comprendra un auditorium de deux mille cinq cents places, trois niveaux comportant deux salles d'exposition, une salle de congrès de sept cent cinquante places, une salle de conférences pour trois cents personnes et de nombreuses salles de réunion, ainsi qu'une salle de fête avec terrasse pouvant recevoir quatre mille invités.

Le tiers environ des quarante-cinq lots que compte le marché — l'un des plus importants que l'on ait proposé à Nice — a déjà été mis au concours, et les travaux de gros œuvre (113,4 millions), adjugés à une entreprise niçoise, doivent commencer au mois d'avril. L'achèvement des travaux est prévu pour la fin de 1983.

LES DIFFICULTÉS DES CHEMINS DE FER AMÉRICAINS.

L'administration Reagan va recommander prochainement au Congrès le démantèlement de Conrail, la société ferroviaire de transport de marchandises que l'Etat a mise sur pied en 1973 après la faillite retentissante de l'importante compagnie Penn Central et qui exploite un important réseau ferré dans le nord-ouest des Etats-Unis.

Depuis sa création, Conrail est lourdement déficitaire, bien que l'administration fédérale ait investi plusieurs milliards de dollars, notamment pour la modernisation et la réfection des voies.

Les propositions budgétaires transmises récemment par M. Reagan au Congrès prévoyaient déjà une forte réduction de la subvention de l'Etat à Conrail et à Amtrack, l'autre société ferroviaire dans laquelle l'administration fédérale est intéressée.

Amtrack avait été créée en 1970 pour relancer, en les regroupant, les transports de voyageurs par chemins de fer. Si elle perdait ses subventions Amtrack pourrait, à la longue, limiter ses opérations à l'exploitation de sa seule liaison actuellement rentable : celle Washington-New-York-Boston. — *(A.F.P.)*

Le Monde

économie

AGRICULTURE

« De nouvelles aides sont prévues pour les mois qui viennent »

déclare M. Debatisse

De notre correspondant

Limoges. — M. Debatisse, secrétaire d'État aux industries agro-alimentaires, estime que les décisions prises à Bruxelles concernant les prix agricoles sont bonnes. « *La France et ses agriculteurs peuvent être satisfaits*, a-t-il déclaré à Limoges lors d'une rencontre au Club de la presse. *Ce qu'il faut considérer*, a-t-il dit, *c'est que les 12,2 % d'augmentation ont été acquis alors que l'on parlait des problèmes budgétaires interdisant toute hausse de plus de 9 %.* » Le secrétaire d'État a ensuite affirmé que le revenu des agriculteurs serait soutenu par le système des aides compensatoires. « *De nouvelles aides en effet sont prévues pour les mois qui viennent* », a-t-il précisé. Malgré cela, le secrétaire d'État refuse d'admettre que les agriculteurs soient des assistés. « *Ils n'ont pas, ainsi que l'a dit le président de la République, de complexe à faire*, estime M. Debatisse. *L'aide qui leur est apportée l'est également à d'autres catégories professionnelles.* »

La veille, samedi 4 avril, M. Chirac, commentant l'accord sur les prix agricoles au cours d'un meeting à Ussel, auquel assistaient trois mille personnes, avait dit notamment : « *Pour une fois, la France a été moins faible qu'elle nous a habitués de l'être depuis quelques années. Cela tient à la période électorale. Mais nos partenaires se disent qu'ils pourront se rattraper tout de suite après. Si c'est moi qui suis élu, ils auront du mal. (...) Quoi qu'il en soit, cet accord ne permettra pas aux agriculteurs de maintenir leurs revenus, ce qui conduira à leur accorder de nouvelles aides directes. Or, ce qu'ils demandent, ce n'est pas la charité, c'est la justice.* » — M. S.

[A peine le résultat des négociations sur les prix agricoles était-il connu que M. Giscard d'Estaing faisait savoir que les agriculteurs bénéficieraient en 1981 de nouvelles aides directes, si besoin en était. M. Debatisse justifie ces aides tout en refusant d'admettre que les agriculteurs sont « assistés ». La pêche aux voix du monde paysan est-elle à ce point incertaine qu'il faille, sans aucune pudeur, près de vingt jours avant le premier tour, promettre des « sous » aux agriculteurs. S'agit-il d'une promesse de citoyen-candidat ou de président-candidat ? M. Debatisse a raison, les agriculteurs ne sont pas « assistés ». Ils sont méprisés. — J. G.]

● *Au Japon, les dégâts provoqués aux récoltes d'hiver* par le froid et les chutes de neige sont estimés à 52 milliards de yens (260 millions de dollars). Des mesures d'aide aux agriculteurs devraient être prises. Les dégâts causés aux vergers, aux mûriers et aux théiers s'élèvent, en outre, à 50 milliards de yens (250 millions de dollars). — (A.F.P.)

● *D'abondantes chutes de neige* tardives dans le sud de l'U.R.S.S. risquent de causer d'importants dégâts à l'agriculture, écrivent les journaux de Moscou. Alors que les arbres fruitiers sont en fleurs et que les semailles sont terminées, la neige est tombée en Azerbaïdjan, en Géorgie, au Tadjikistan, et en Turkménie. Le mauvais temps risque de compromettre notamment la récolte de citron, qui avait été en 1980 la plus forte au monde. On craint également, en plus des arbres fruitiers, pour les cultures de thé. — (A.F.P.)

MARCHÉ COMMUN

Les Dix vont étudier un projet commun qui éviterait l'indexation automatique des salaires sur les prix

De notre envoyé spécial

Breda. — L'idée d'imposer une règle communautaire en matière d'indexation des salaires fait son chemin. Après le conseil de Maastricht, qui s'inquiétait dans *son communiqué des effets négatifs* des systèmes nationaux existants, les ministres des finances de la C.E.E. ont consacré, au cours de leur rencontre des 3 et 4 avril à *Breda, une bonne* partie de leurs travaux à cette question. Les Dix ont précisé leurs intentions en évoquant la possibilité de confier à la Commission la tâche de préparer un projet devant se substituer au régime en vigueur dans les Etats. En fait cette recherche d'une « solution commune » a surtout pour but d'appuyer les gouvernements italien et belge *dans leurs négociations* avec les syndicats.

Seules la Belgique et l'Italie, en effet, ont en Europe un système officiel d'indexation automatique des salaires sur les prix, et le cabinet belge de M. Martens est tombé précisément à cause de cette question. Les Dix sont d'autant plus intéressés par l'adoption d'un projet commun qu'il couperait court à l'avenir à toute revendication d'alignement systématique des salaires sur le coût de la vie, en provenance d'un autre pays de la C.E.E.

S'agissant du « *difficile sujet des taux d'intérêts* », les Dix ont demandé au comité monétaire de la C.E.E. et aux gouverneurs des banques centrales de faire des *propositions pour que le conseil* communautaire puisse arrêter sa position ; on pourrait alors ouvrir sur cette base des négociations avec les Etats-Unis, et peut-être même les poursuivre lors du prochain sommet économique des pays occidentaux qui se tiendra en juillet prochain à Ottawa.

Par ailleurs, les *ministres* des finances ont l'intention de convoquer un conseil réunissant également leurs collègues des affaires sociales pour prendre des mesures de lutte contre le chômage. La présidence néerlandaise a confirmé qu'elle se refuserait à prendre une telle responsabilité sans être assurée que la conférence ministérielle dégagera des résultats concrets.

L'emprunt franco-allemand

Il a été aussi question à Breda des difficultés de l'Agence internationale pour le *développement* (AID), filiale de la Banque mondiale, pour reconstituer ses ressources à la suite de la décision de l'administration américaine de réduire sa contribution pour les années à venir. L'AID accorde *aux pays du tiers-monde* des prêts à des conditions avantageuses (quarante ans, 1 % d'intérêt) pour le financement de projets de développement.

Pour ce qui concerne les *déclarations* de M. Schmidt sur le plafonnement des versements de l'Allemagne au budget communautaire, le sujet n'a été évoqué que brièvement. Enfin interrogé sur le projet d'un emprunt *franco-allemand*, M. Andreatta, le ministre italien du Trésor, a marqué son étonnement, rappelant que l'Allemagne s'était opposée en février à une augmentation des facultés pour la C.E.E. de recourir aux marchés internationaux des capitaux (*le Monde* du 18 février).

MARCEL SCOTTO.

ÉTRANGER

EN ARGENTINE

Le nouveau gouvernement dévalue massivement le peso

Correspondance

Buenos-Aires. — Comment sortir de la situation catastrophique dans laquelle M. Martinez de Hoz, ancien ministre de l'économie, a plongé le pays ? Tel est le problème que devra résoudre la nouvelle équipe. Les mesures annoncées le 1er avril par M. Sigaut, ministre de l'économie et des finances, montrent que la nécessité *de redresser* la barre, avant que l'économie *ne sombre tout à fait*, l'a emporté sur le souci de la continuité.

Première modification de taille par *rapport à la stratégie suivie* jusqu'à présent : le peso, qui avait subi une *première* dévaluation de 10 % il y a deux mois, est dévalué brutalement de 30 % par rapport au dollar. Cette décision jette à bas la politique beaucoup plus progressive menée par l'ex-ministre de l'économie. Le rythme de dévaluation interne de la monnaie argentine, à partir du 2 avril, est fixé à « *environ 2 % par mois* ».

Deuxième modification importante : *le rétablissement provisoire, pour un* montant de 12 %, des droits frappant *l'exportation des céréales et de la* viande, qui avaient été supprimés en 1976. Cette *mesure* vise essentiellement à atténuer l'incidence de la dévaluation sur les prix intérieurs.

La politique d'ouverture des frontières est, en revanche, confirmée. Le niveau maximum des droits de douane passe de 55 % à 43 %, sauf pour le secteur automobile, qui continuera de *bénéficier* jusqu'à la fin de l'année d'une protection *exceptionnelle de 75 %*. Dictée par le souci d'accroître la concurrence, afin *d'éviter une hausse trop forte* des produits importés — *conséquence de* la dévaluation, — cette décision permet de poursuivre la politique de réduction et d'uniformisation des droits de douane mise en œuvre par M. Martinez de Hoz.

Conscient que le dérapage des *finances publiques — le déficit du* budget de l'Etat pour le premier *trimestre dépasse* 4 % du P.I.B. — constitue la source principale de l'inflation et *explique* en grande partie l'échec de la stratégie de son prédécesseur, M. Sigaut a affirmé sa volonté de « *fixer une limite effective aux dépenses de l'Etat et au déficit public* ».

Priorité est donnée au rétablissement de l'équilibre extérieur. Cependant, les entreprises industrielles, dont les exportations sont pratiquement inexistantes et qui sont asphyxiées par des taux d'intérêt de l'ordre de 200 %, ne verront guère leur situation s'améliorer. D'autres mesures, en particulier d'ordre financier, devront être prises rapidement sous peine de voir s'effondrer l'industrie nationale.

JACQUES DESPRES.

SOCIAL

Plusieurs milliers d'immigrés ont manifesté à Paris contre « tous les racismes »

A l'initiative de la Maison des travailleurs *immigrés* plusieurs milliers de travailleurs étrangers, accompagnés de syndicalistes — dont MM. Maire et Chérèque, respectivement secrétaire général et secrétaire général adjoint de la C.F.D.T. — et de diverses organisations de soutien, ont défilé dans Paris samedi 4 avril dans l'après-midi, de Barbès à la Nation. La « *politique raciste du patronat et du gouvernement* », *mais aussi la « campagne inacceptable du P.C.F. contre les travailleurs immigrés* » ont été mises en accusation par les manifestants, parmi lesquels des militants du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP). *Les tracts* de cette organisation dénonçaient « *tous les racismes* ».

Derrière les associations de travailleurs immigrés (1), le gros de la troupe était constitué par des militants de l'union régionale parisienne de la C.F.D.T., notamment des secteurs de la Sécurité sociale, des banques et de la Caisse d'épargne, des usines Renault et Talbot, du bâtiment. On *remarquait aussi plusieurs centaines* de travailleurs turcs de la confection parisienne ; des groupes de femmes du Maghreb et d'Afrique noire, des responsables du Syndicat de la magistrature ; des militants du journal *Sans frontière et du mouvement* Terre des hommes ; des religieuses en voile bleu du groupe Tiers-monde de *Sainte-Marie-des-Batignolles* ; les organisations S.O.S.-Refoulements et les collectifs P.S., P.S.U., L.C.R., C.F.D.T., ASTI de Paris, notamment du quinzième arrondissement, avec les expulsés du foyer de la rue Fondary. Puis venaient des membres du SGEN, de l'UNEF, de l'Association syndicale des étudiants algériens de Paris, de diverses associations d'étudiants d'Afrique noire, surtout *maliens — ces derniers protestant* également contre « *l'agression de Vitry* », — et une délégation d'étudiants luxembourgeois qui dénonçaient, eux aussi, « *la présélection des ambassades et les quotas dans les universités* ». *Les section trotskistes* de la Ligue communiste révolutionnaire (L.C.R.) et de Lutte ouvrière fermaient la marche derrière une délégation venue de Grande-Bretagne, représentant l'ELWAR (East London Workers Against Racism), une *organisation* de travailleurs de l'est londonien contre le racisme, venus « *témoigner que les immigrés n'ont pas de frontières* ».

(1) Association des Marocains en France, Comité des travailleurs algériens, Fédération des travailleurs d'Afrique noire immigrés, Union générale des travailleurs sénégalais en France, Union des travailleurs immigrés tunisiens, Association des travailleurs de Turquie.

Le cardinal Duval proteste contre l'expulsion de jeunes Algériens

De notre correspondant

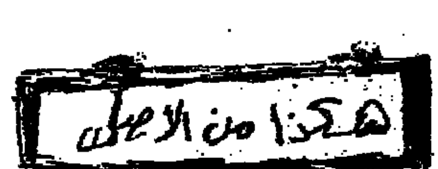
Alger. — Les évêques d'Algérie, « *réunis autour du cardinal Duval* », ont apporté samedi 4 avril, dans une déclaration largement reprise par les moyens d'information algériens, leur soutien à la cause défendue par l'abbé Christian Delorme, le pasteur Jean Costil et un immigré algérien de trente-deux ans qui ont entamé le *2 avril à Lyon* une grève de la faim « *illimitée* » pour protester contre les *conditions* dans lesquelles *sont* expulsés du territoire français des jeunes Algériens *(le Monde* du 4 avril).

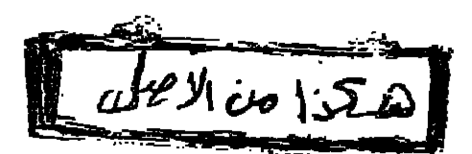
Les *grévistes* de la faim veulent obtenir que ne puissent être expulsés de France les jeunes nés dans ce pays ou qui y ont passé plus de la moitié de leur vie. « *Cette cause*, dit le communiqué publié par *les évêques, est celle de la justice et de la fraternité* ». Le même jour, cent prêtres et religieux d'Algérie ont protesté dans un appel contre « *certaines pratiques actuelles d'expulsion de France, notamment lorsqu'il s'agit d'étrangers encore mineurs, dont la famille réside en France, d'étrangers nés et ayant grandi en France, d'étrangers arrivés en France très jeunes et y ayant passé plus de la moitié de leur vie, d'étrangers, enfin, mariés avec des Françaises et ayant des enfants français* ».

L'association Rencontre et développement, qui regroupe à Alger des étrangers en majorité français, et qui a particulièrement suivi ce dossier, estime que le nombre d'expulsions d'Algériens s'est élevé à environ cinq mille en 1980. Ce genre de mesures est particulièrement inadapté, souligne-t-elle, puisque 80 % des intéressés parviennent à regagner *la France pour retrouver les leurs en se procurant de nouveaux papiers et en passant par la Belgique* ou l'Italie.

Rencontre et développement a évoqué tous ces problèmes dans une *lettre ouverte adressée à tous les* candidats à l'élection présidentielle *pour leur demander de préciser leurs* intentions quant à la situation future des *immigrés en France. Ce texte* a fait l'objet d'une large diffusion dans la *communauté chrétienne* d'Algérie.

DANIEL JUNQUA.





En Italie

La Fédération syndicale des transports réglemente son propre recours à la grève

De notre correspondant

Rome. — Pour la première fois, une fédération syndicale italienne — celle des transports — a décidé de réglementer elle-même son recours à la grève afin d'éviter des débrayages « sauvages » qui lèsent les usagers. Le « *code de comportement* » en quinze points, qui concerne près d'un demi-million de travailleurs, a été adopté début avril après trois mois de discussions « *à la base* », par la Fédération des transports et les trois confédérations C.G.I.L. (à majorité communiste), C.I.S.L. (chrétienne) et U.I.L. (socialiste).

Cette autodiscipline prévoit notamment qu'aucune grève ne pourra paralyser ces secteurs pendant les fêtes de fin d'année, Pâques et les grands départs en vacances. En cas de calamité naturelle ou d'événement d'exceptionnelle importance, les mouvements de débrayage en cours seront suspendus. Aucune grève ne devra, en outre, immobiliser simultanément la circulation aérienne, les chemins de fer et les transports maritimes. Enfin, les mouvements de grève ne devront avoir une durée supérieure à quarante-huit heures et devront être précédés d'un préavis de huit jours.

Les syndicats demandent en échange que le gouvernement ou les sociétés privées déclarent « *leur disponibilité à ouvrir des négociations* » et surtout maintiennent les engagements pris. Ils exigent aussi que soit réformée l'organisation du système des transports maritimes, aériens, ferroviaires et routiers de la péninsule. Les trois confédérations syndicales ont en tout cas décidé d'inscrire ce « *code de comportement* » dans leurs statuts et peu à peu de le faire accepter aux différentes autres catégories de services publics.

Une telle tentative des syndicats de « rationaliser » les grèves sauvages dans les services publics n'est pas nouvelle. Depuis plusieurs années, les cheminots affiliés à C.G.I.L., C.I.S.L. et U.I.L. respectaient dans les faits des règles non inscrites d'un esprit similaire à ce code d'autodiscipline. Mais l'ampleur des mouvements de grève, qui ces trois derniers mois ont plongé dans le chaos tout à tour le trafic aérien, les transports urbains et les hôpitaux, ont contribué à reposer avec acuité ce problème de la limitation du droit de grève en Italie. La menace de loi visant à une réglementation des services publics s'était faite plus précise après les propositions de diverses personnalités de la majorité gouvernementale, dont M. Formica, socialiste et ministre des transports.

Toutefois, les débrayages les plus durs, ces dernières années dans les services publics, ont été animés par des syndicats « autonomes » ou des comités de lutte spontanés qui justement s'étaient développés en réaction contre une modération excessive à leurs yeux des syndicats confédéraux. Ces syndicats autonomes regroupent, par exemple, près de 70 % des pilotes de ligne. Ils représentent aussi près de 20 % des cheminots. Ceux-ci accepteront-ils d'appliquer ces mesures d'« autoréglementation » alors que les mesures de redressement économique, annoncées le 22 mars, et celles qui sont en projet, visent en premier lieu à limiter le déficit budgétaire en bloquant, contre l'avis de l'ensemble du mouvement syndical, les augmentations salariales dans le secteur public ?

M. S.

LE BRÉSIL RÉTABLIT LES PRIMES A L'EXPORTATION DES PRODUITS MANUFACTURÉS

Rio-de-Janeiro (A.F.P.). — Le gouvernement brésilien a rétabli, à compter du 1er avril, les primes à l'exportation. Cette décision, applaudie par les exportateurs qui la réclamaient avec force en raison de la surévaluation du cruzeiro, accorde un crédit de 15 % sur la valeur du contrat à toutes les exportations de produits manufacturés. La mesure, qui intéresse les exportateurs de mille cent produits (automobiles, meubles, pièces détachées, téléviseurs, réfrigérateurs), restera en vigueur jusqu'en juin 1983, mais la prime sera réduite à 9 % en 1982 et à 3 % à partir de janvier 1983.

Ces encouragements à l'exportation coûteront entre 70 et 90 milliards de cruzeiros (entre 920 millions et 1,2 milliard de dollars) à l'État. Le ggouvernement, qui poursuivra parallèlement sa politique de mini-dévaluations successives, ne craint pas de réactions hostiles de la part de ses partenaires commerciaux. Il a souligné que les primes n'avaient été que suspendues et non pas supprimées en décembre 1979.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. −		Rep + ou Dép. −		Rep + ou Dép −	
$ E.-U.	5,0560	5,0590	— 135	— 120	— 190	— 165	— 470	— 375
$ can.	4,2630	4,2675	— 230	— 180	— 380	— 340	— 675	— 550
Yen (100)	2,3580	2,3620	+ 75	+ 115	+ 195	+ 235	+ 545	+ 615
DM.	2,3530	2,3565	— 10	+ 15	— 5	+ 25	+ 50	+ 115
Florin	2,1245	2,1275	+ 30	+ 60	+ 75	+ 110	+ 245	+ 305
F.B. (100)	14,3745	14,4020	—2390	—1755	—2800	—2090	—3720	—2680
F.S.	2,5830	2,5875	+ 90	+ 125	0	+ 230	+ 610	+ 690
L. (1 000)	4,7245	4,7300	— 355	— 285	— 630	— 545	—1650	—1500
£	11,0590	11,0740	0	+ 125	+ 45	+ 150	+ 575	+ 835

TAUX DES EURO-MONNAIES

DM	11 7/8	12 3/8	12 3/8	12 7/8	12 3/8	12 7/8	12 3/8	12 7/8
$ E.-U.	15 1/2	16	15 7/8	16 1/4	14 15/16	15 5/16	14 15/16	15 5/16
Florin	9	10	9 3/4	10 1/2	9 7/8	10 5/8	10 1/8	10 7/8
F.B. (100)	28	35	25	35	28	25	17	20
F.S.	7 1/8	8 5/8	7 1/4	8	7 1/4	8	7 5/8	8 1/8
L. (1 000)	18	13	18 3/4	20 1/4	19	20 1/2	19 1/2	21
£	11 3/4	12 1/4	11 7/8	12 7/16	11 7/8	12 7/16	11 3/4	12 5/16
F. français	12 3/4	13 1/4	13 5/8	14	13 5/8	14 1/8	13 7/8	14 3/8

Nous donnons ci-dessus les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

NUMÉRO UN ALLEMAND DE L'INFORMATIQUE

Nixdorf veut conquérir le marché de la téléphonie privée

Dans le monde de l'industrie informatique, en perpétuel mouvement, de grands noms disparaissent... D'autres émergent. Si les réussites aussi spectaculaires que rapides sont légion outre-Atlantique — DEC, Data General, Prime, Amdahl, Wang, Apple, pour ne citer qu'eux, — rares sont les jeunes firmes européennes qui aient réussi à se faire un nom. La fabrication de matériels reste plus ou moins l'apanage de grands groupes, qui ont généralement trouvé là un prolongement à leurs activités traditionnelles. Seul Nixdorf fait exception à la règle...

Créée voilà près de trente ans par Heinz Nixdorf, un jeune ingénieur sans fortune alors âgé de vingt-cinq ans, la petite société de Paderborn (Westphalie) a grandi, grandi... jusqu'à réaliser en 1980 un chiffre d'affaires de 3.5 milliards de francs (dont 52 % à l'exportation) et employer 13 650 personnes (dont 5 200 hors de R.F.A.). Le petit dernier talonne Siemens et devrait même le dépasser cette année pour devenir le numéro un de l'informatique en R.F.A. (hors I.B.M.). S'étant spécialisée très tôt dans la mini-informatique, Nixdorf a profité de l'explosion du marché ces dernières années et du petit nombre de compétiteurs purement européens.

Comme nombre de jeunes entreprises, Nixdorf se trouve un peu à la croisée des chemins. Comment maintenir un fort taux de croissance quand on atteint une taille plus que respectable ? Comment orienter et financer ses investissements ?

« *Pas question pour nous de sortir du domaine de l'informatique*, explique M. Heinz Nixdorf. *Pas question non plus de nous lancer dans des produits de grande consommation comme les calculatrices ou dans la communication au sens large. Notre domaine ? c'est tout ce qui tourne autour de l'ordinateur et du téléphone* » Nixdorf entend aussi attaquer à fond les marchés de la bureautique, de la téléphonie privée et de la télématique. Elle espère « *devenir rapidement le numéro deux de la téléphonie privée en R.F.A. derrière Siemens. Nous venons d'obtenir, après une longue bataille, l'homologation par la Bundespost de notre Data-téléphone* ».

Chez Nixdorf, on semble résolument partisan de la « *croissance interne* ». La société préfère les coopérations ponctuelles. Comme celle avec une filiale israélienne de Control-Data pour fabriquer des moyens ordinateurs compatibles.

En revanche, on reconnaît « *avoir des conversations* » avec la société française Logabax. Nixdorf « réfléchit » sur l'opportunité de reprendre telle ou telle partie de Logabax. *A priori*, la base installée, c'est-à-dire le parc des machines, le réseau commercial, voire certains terminaux, intéresse la société allemande, qui trouverait là un moyen de « franciser » ses activités et une clef pour pénétrer certains grands marchés parapublics.

Maintenir un taux d'expansion de 20 % au moins, tout en ne misant que sur ses propres forces nécessite de lourds investissements : 460 millions de francs prévus pour 1981. Certes, Nixdorf gagne de l'argent (100 millions de francs en 1980), mais l'autofinancement ne saurait suffire.

M. Nixdorf contrôle encore, à travers une fondation familiale, 69 % du capital de la firme qui porte son nom, et 6 % sont dans les mains des cadres de l'entreprise. Il y a près de deux ans, plus ou moins contraint de trouver un tuteur de vaste envergure, Nixdorf s'apprêtait à passer, à contrecœur, dans l'orbite de Volkswagen. La Deutsche Bank était alors venue, *in extremis*, offrir ses services et avait acquis 25 % du capital.

Dans quelques semaines, lors de l'introduction en Bourse, c'est cette banque qui va mettre à la disposition du public tout ou partie de sa participation de 25 %. Une fois cotée, Nixdorf espère trouver une source de financement pour son développement. Mais la Deutsche Bank ayant réalisé là une simple opération de « portage », la question du tuteur reste posée.

J.-M. QUATREPOINT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS





LA B.N.P. AU BRÉSIL

La Banque nationale de Paris a signé le 27 mars 1981 les contrats d'achats de la participation de 45 % que détenait la Société de banque suisse dans le capital du Banco Cidade de Sao Paulo S.A. et dans celui de la Multi Commercial Bank, Zurich, banque apparentée au Banco Cidade.

La réalisation de ces prises de participations sera, bien entendu, soumise à l'agrément des autorités compétentes.

Le Banco Cidade de Sao Paulo S.A., dont le siège social et la direction générale sont installés à Sao Paulo, dispose de dix agences dans les principaux centres financiers, industriels et commerciaux du Brésil. Il bénéficie, en outre, d'ores et déjà, des accords nécessaires pour en ouvrir six autres.

Cette acquisition permettra à la B.N.P. d'affirmer son intérêt pour ce grand pays, de participer de manière encore plus active au développement des échanges entre le Brésil et la France, de même qu'à l'accroissement des investissements français au Brésil, et d'être présente dans le secteur commercial bancaire. De ce fait, l'action des deux bureaux de représentation que la B.N.P. possède à Rio de Janeiro et à Sao Paulo sera renforcée.

La Multi Commercial Bank, en dehors de son siège social à Zurich, possède une succursale à Genève et une filiale à George-Town (Grand Cayman), la Multi Banking Corporation (Overseas) Limited.

L. CLAUSE

Augmentation de capital

Après une distribution gratuite, le 16 février dernier, de 40 969 actions, la société procède, du 6 avril au 7 mai 1981 inclus, à l'émission, au prix unitaire de 330 F, de

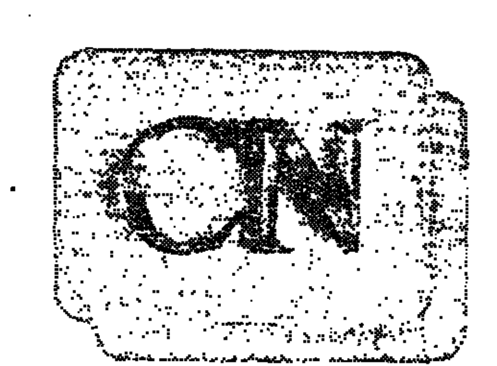
150 247 actions nouvelles de 200 F

créées jouissance 1er janvier 1981. Ces actions sont souscrites, à titre irréductible, à raison de 1 action nouvelle pour 3 anciennes, contre remise du coupon numéro 40, plus à titre réductible. Les souscriptions et versements sont reçus près de : Crédit du Nord, Société générale et Crédit parisien (1).

Depuis dix ans, la société Clause connaît un rythme de croissance élevé, de l'ordre de 21 % l'an, ce qui la place au premier rang européen dans son secteur d'activité (les semences potagères et florales). En 1981, son chiffre d'affaires dépassera 500 millions de francs.

Axée sur la recherche vers les biotechnologies nouvelles, sur l'amélioration de la production et la création de nouvelles « Florélites », la société souhaite ainsi, grâce à cet effort d'argent frais, accroître ses fonds propres plus rapidement que par le seul autofinancement.

(1) *B.A.L.O.* du 30 mars 1981. Visa *C.O.B.* n° 81-38 du 17 mars 1981.



CREDIT NATIONAL

EMPRUNT OBLIGATAIRE A TAUX VARIABLE EN FONCTION DES TAUX DU MARCHE FINANCIER

F. 600 MILLIONS

PRIX D'EMISSION:
le pair, soit F 5.000 par obligation.

JOUISSANCE:
6 avril 1981

INTERET ANNUEL:
égal à la moyenne arithmétique, majorée de 0,30 %, des taux moyens mensuels de rendement à l'émission des emprunts *garantis et assimilés, établis mensuellement* par l'INSEE.

INTERET MINIMUM GARANTI:
11 %

AMORTISSEMENT:
par remboursement au pair, en totalité le 6 avril 1991.
Toutefois avant ce terme, le Crédit National s'engage à procéder chaque année à des rachats en Bourse dans la limite de 7 200 obligations, en fonction des possibilités du marché.

AMORTISSEMENT ANTICIPE:
- autorisé sans limitation par rachats en Bourse,
- interdit par remboursement.

REGIME FISCAL.
classique des obligations.

COTATION:
Bourse de Paris.

Souscriptions reçues par les Comptables du Trésor et des Postes, les Centres de Chèques Postaux, les Banques, le Crédit Agricole, les Agents de Change et le Crédit National (45, rue Saint-Dominique - 75700 Paris).

B.A.L.O.: 6 avril 1981

Sicotel

(SICOMI pour le financement de l'hôtellerie)

Un bénéfice en progression de 22 %

Le conseil d'administration s'est réuni le 1er avril 1981, pour arrêter les comptes de l'exercice 1980. Les recettes locatives se sont élevées à 85,7 *millions de francs*, en hausse de 26 % sur celles de l'exercice 1979. La marge brute d'autofinancement (bénéfice + amortissements) a augmenté de 8,6 millions de francs pour s'établir à 45,1 millions de francs, en progression de 24 %. Enfin, le bénéfice net a atteint 30 159 631,70 francs en progression de 22 %. Ce résultat, qui ne comporte aucune plus-value de cession d'immeuble, *a été obtenu* après amortissement intégral du solde des frais d'introduction en Bourse et des frais d'émission de l'emprunt convertible.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires convoquée pour le 26 mai 1981 de distribuer à partir du 1er juin un dividende de 12,90 francs par action (contre 11,25 francs pour l'exercice précédent). Ce dividende sera assorti d'un *crédit d'impôt* de 0,60 franc par action.

Une activité satisfaisante en 1980

L'année 1980 s'est déroulée, dans l'ensemble, favorablement pour l'hôtellerie. Si l'on note une certaine érosion des positions des hôtels de catégories supérieures (quatre étoiles luxe et quatre étoiles), en revanche, les hôtels trois étoiles et surtout les deux étoiles ont enregistré des coefficients d'occupation plus élevés. Globalement, le chiffre d'affaires des hôtels financés par Sicotel *et ouverts depuis au moins deux* ans a progressé de 13,9 %.

Le haut niveau du coût des ressources à long terme a conduit Sicotel à limiter délibérément son activité. La société a néanmoins contracté 53,2 millions de francs d'engagements nouveaux, ce qui a porté le montant de ses engagements bruts à 810 millions de francs (272 millions de francs en location *simple*, 86 *millions de francs* en crédit-bail avec forte valeur résiduelle et 452 millions de francs en crédit-bail classique).

A la date du conseil, le titre Sicotel, qui figure dans le compartiment banques et sociétés financières du marché au comptant, enregistrait un cours de 141 francs.

AUSSEDAT REY

Le conseil d'administration vient d'arrêter les comptes de l'exercice 1980. Ces comptes se soldent par une perte de 7 920 000 F après amortissements de 48 993 000 F et plus-value de 21 171 000 F provenant de l'opération d'apport de la branche Polyrey à la Société des panneaux de Corrèze.

A un premier semestre assez satisfaisant a donc fait suite un second semestre déficitaire dans une conjoncture difficile, la faiblesse des prix de ventes des papiers ne permettant pas de faire face à l'augmentation considérable des coûts *de production*.

Les résultats des premiers mois de 1981 se situent dans le prolongement des derniers mois de 1980 : toutefois, l'activité des usines et le carnet de commandes sont revenus à un niveau normal et les prix de vente commencent à se redresser.

De son côté, la filiale Polyrey arrêtera ses comptes de 1980 avec un bénéfice de l'ordre de 5 millions *de francs après environ 9 millions* de francs d'amortissements et 2,2 millions de francs de provision pour hausse des prix.

Le conseil de la société Aussedat Rey ne proposera pas la distribution d'un dividende à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 30 juin 1981.

Enfin, le conseil a coopté comme administrateur M. Robert Brouard *en remplacement de M. Robert* Tourre, démissionnaire.

CESSATION DE GARANTIE

Par suite de résiliation, l'ASCOBATT *(Association pour la* caution par les banques et les assurances des entreprises de travail temporaire, 26, rue Vernet, 75008 Paris) fait savoir que la garantie conférée depuis le 8 mai 1980 par la compagnie La Défense automobile et sportive (D.A.S., 34, place de la République, 72004 Le Mans) pour le compte de la Société Indepa (23, rue du Pont-de-Créteil, 94100 Saint-Maur) et au profit, d'une part, de la Sécurité sociale et des institutions sociales, et, d'autre part, au profit des salariés temporaires, prendra fin dans un délai de deux jours suivant la présente publication.

la hénin / COGEFIMO

Banque de La Hénin

La Banque-orchestre de l'immobilier

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 115 274 250 F
16, RUE DE LA VILLE-L'ÉVÊQUE
75384 PARIS CEDEX 08
TÉL. : (1) 260.35.35
B.F. N° 463 - R.C. PARIS B 542095948

A taux variable
Représenté par 100 000 obligations de F 2 000 nominal.

Prix d'émission
Le pair, soit F 2 000 par obligation.

Jouissance
30 mars 1981.

EMPRUNT DE F 200 MILLIONS

INTÉRÊT PAYABLE SEMESTRIELLEMENT

Intérêt
Égal à la moyenne des taux moyens mensuels du marché monétaire au jour le jour entre banques, en France, augmentée de 8 % de sa valeur. L'intérêt sera payable semestriellement le 30 septembre et le 30 mars de chaque année et pour la première *fois le 30 septembre* 1981.

Intérêt minimum garanti
13,50 % la première année,
10 % les années suivantes.

Durée
8 ans.

Amortissement normal
En totalité le 30 mars 1989 par remboursement au pair. Toutefois la Banque de La Hénin a donné mandat à la Banque de l'Indochine et de Suez d'acheter pour son compte, chaque année, à des prix inférieurs au pair, compte non tenu des frais et de la fraction courue du coupon net, jusqu'à un nombre maximum de 10 000 obligations pour la première année et de 5000 obligations pour chacune des années suivantes.

Amortissement anticipé
Interdit pendant la durée de l'emprunt, sauf par rachats en Bourse et par offres publiques d'achat ou en cas d'interruption du marché monétaire pendant six mois consécutifs.

Cotation
Demandée à la Bourse de Paris.

Une note d'information (visa COB n° 81-28 du 3 mars 1981) peut être obtenue, sans frais, au *siège social* et auprès des établissements chargés du placement.

EMPRUNT F.200 MILLIONS

CREDIT LYONNAIS

M. Claude Pierre-Brossolette, président du Crédit lyonnais, a présenté au conseil d'administration, réuni le 2 avril, les comptes *de l'exercice 1980* qui seront soumis le 19 mai prochain à l'approbation du collège représentant les actionnaires.

Le total du bilan *s'établit* au 31 décembre 1980 à 430 561 millions de francs contre 353 771 millions au 31 décembre 1979, marquant ainsi un accroissement de 21,7 %.

Pour l'ensemble des sièges (France et étranger), les dépôts de la clientèle, qui représentent 157 493 millions de francs, ont progressé de 10 %. Exprimés en capitaux moyens annuels, ils ont augmenté de 12,4 %. Les concours distribués, d'un montant global de 172 299 millions de francs, *se sont de leur côté accrus de 19,9 %, leur croissance* en capitaux moyens annuels étant de 22,5 %. En France, l'encadrement du crédit a difficilement permis de satisfaire les besoins des entreprises malgré un recul modéré des prêts aux particuliers.

Le produit d'exploitation a atteint 11 260 millions de francs, en augmentation de 30,8 %.

Les frais généraux, dont la poussée a continué d'être attentivement contrôlée, se sont élevés à 8 116 millions de francs, en progression de 14,4 %. Les charges salariales et sociales qui en constituent la partie la plus importante (5 877 millions de francs) se sont accrues de 14,5 %, le montant des rémunérations proprement dites progressant de 14 %.

En définitive, grâce à l'activité soutenue de l'Établissement en France, à son expansion à l'étranger et à ses nouveaux gains de productivité, grâce aussi, pour une part importante, au parti qu'il a tiré des taux d'intérêt élevés, le résultat *d'exploitation* avant amortissements et provisions, 3 143 millions de francs, s'est inscrit en hausse très sensible sur celui de l'exercice 1979 (1 515 millions de francs).

Le *Crédit lyonnais* a *été conduit* à constituer une charge nette de provisions de 1 688 millions de francs, beaucoup plus lourde que celle de l'année précédente. La situation économique, en effet, a contribué à augmenter fortement le volume des créances douteuses, tandis que la hausse persistante des taux sur les marchés de capitaux entraînait une nouvelle dépréciation des obligations détenues en portefeuille.

Le bénéfice net de 1980 ressort finalement à 476 millions de francs *après constitution d'une provision pour impôt sur les bénéfices de 576* millions de francs ; il laisse apparaître un progrès important sur celui de 1979 qui s'était élevé à 297 millions de francs après déduction de 331 millions de francs d'impôt sur les bénéfices.

Toutes ces indications ne concernent que le seul Crédit lyonnais (France et étranger). Les comptes consolidés du groupe, en cours d'élaboration, seront communiqués ultérieurement.

BONS DE LA CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE

Capital entièrement disponible après 3 mois. Intérêts progressifs : jusqu'à 12 % de taux actuariel brut au bout de 5 ans.

UN BON PLACEMENT



CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

6 AVRIL

Marché maussade

La semaine a plutôt mal commencé à la Bourse, où l'indice moyen des valeurs françaises a perdu 0,45 %, un peu moins qu'à la séance de vendredi (– 0,60 %), au lendemain d'un vif recul (– 1,3 % jeudi).

Parmi les replis les plus notables, citons Imétal (– 4,9 %), Chiers-Châtillon (– 4,3 %), Dassault (– 2,7 %), Manurhin (– 2,3 %).

Quelques avances, néanmoins : Maritime des chargeurs (+ 4,9 %), Crédit du Nord (+ 4,6 %), Alspi (+ 4,5 %), Creusot-Loire (+ 3,7 %).

La tension persistante en Europe de l'Est et l'aggravation de la situation au Liban n'ont pas manqué de peser sur la cote.

Mais, surtout, les opérateurs ont fini par prendre conscience de l'approche des élections et du caractère très aléatoire que revêt leur issue. A l'optimisme passablement « irréel » du mois de mars succède une morosité défiante. Le faible niveau de l'activité montre que le marché n'est pas foncièrement vendeur : sur certains titres en forte hausse depuis un an ou deux, au surplus, la crainte d'avoir à payer l'impôt sur les plus-values limite l'ampleur des dégagements.

L'événement du jour, comme on pouvait s'y attendre en raison de la situation internationale, a été la hausse de l'or, d'abord à Londres (534,25 dollars l'once contre 523 dollars), puis à Paris (+ 1 645 F à 88 995 F sur le lingot et + 108 F sur le napoléon à 860 F). L'emprunt 4 1/2 % 1973 a monté de 1 % à 4 472 F, tandis que le 7 % 1973 a perdu 78 F à 7 601 F, victime de la controverse électorale qui s'est ouverte à son sujet. Les mines d'or, bien entendu, ont suivi la tendance, avec des gains de 4 % à 8 %.

Aux valeurs étrangères, les japonaises poursuivent leur progression (Hitachi), tandis que les américaines sont irrégulières.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BOUYGUES. – M. Francis Bouygues, entouré de ses principaux collaborateurs, a présenté les résultats de l'exercice 1980 au cours d'une réunion de presse tenue à Yamoussoukro, en Côte-d'Ivoire. Il a souligné que son entreprise était devenue la première de son secteur en France, avec un chiffre d'affaires en progression de 37 %, qui pourrait atteindre 10 milliards de francs en 1981, et un résultat en hausse de 40 %. Le groupe emploie vingt-deux mille personnes.

M. Bouygues a insisté sur la nécessité de poursuivre une diversification indispensable : à l'étranger, le chiffre d'affaires devrait doubler en 1981, passant à 1,2 milliard de francs.

L'énorme contrat (8 milliards de francs) pour l'université de Riyad a, toutefois, été une fois de plus ajourné. Un accent particulier sera mis par le groupe sur le bâtiment, avec une augmentation de 40 % de l'activité en volume, à l'horizon 1985, et un développement de la construction de maisons individuelles par la filiale Maisons Bouygues. Cette dernière a vendu, en 1980, mille huit cent soixante-treize maisons sur catalogue et réalisé un chiffre d'affaires de 230 millions de francs, sans pouvoir encore équilibrer ses résultats. Cet objectif devrait être atteint en 1981 avec quatre mille six cents maisons.

Quant à Bouygues off shore, son chiffre d'affaires a été de 525 millions de francs en 1980, et devrait s'élever à 580 millions de francs en 1981. Les ambitions du groupe sur la société concurrente Doris viennent de se heurter au veto de son conseil d'administration (voir d'autre part).

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1980)

	2 avril	3 avril
Valeurs françaises	100,1	99,4
Valeurs étrangères	110,9	112,1

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 29 déc. 1961)

Indice général	110	108,7

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 3 avril .... 12 1/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	3/4	6/4
1 dollar (en yens)	213,65	213,75

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

INDICES GÉNÉRAUX DE BASE 100 EN 1949

	27 mars	3 avril
Valeurs franç. à revenu variable	932,8	907,8
Valeurs étrangères	1413,9	1441,9
Base 100 : 29 décembre 1972		
Indice général	134,8	131
Assurances	223,7	228
Banques et soc. fin.	97,8	96,2
Sociétés foncières	149,3	148,3
Soc. investissem. portef.	118,9	116,4
Agriculture	183,7	159,2
Alimentat., brasser., distill.	160,8	164,5
Automob., cycles et leurs équipem.	93,7	91,6
Bâtim., mat. constr., trav. publics	182,6	180,4
Caoutchouc (industr. et comm.)	88,5	85,6
Carrièr. salin., charb.	122,5	123,2
Construct. mécan. et naval	130,7	122,4
Hôtels, casinos, thermal.	169,7	168,6
Imprimeries, papiers, cartons	121,8	120,3
Magasins, comptoirs d'exportation	104,4	103,1
Matériel électrique	141,1	137
Métallurgie com. des prod. métal.	39,8	39,2
Mines métalliques	149,5	149,6
Pétroles et carburants	169,3	163,3
Produits chim. et électro-métall.	157,2	154,2
Services publics et transp.	123,3	120,4
Textiles	98,3	97,7
Divers	159,6	153,6
Valeurs étrangères	191,3	195,1
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés	86	87
Sociétés	94,2	94,5
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe	97,1	97,9
Emprunts d'État	99	98,9
Emprunts garantis et assimilés	96,5	97,6
Sociétés	97,7	98

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	112	108,7
Produits de base	98,2	94,4
Construction	164,4	162
Biens d'équipement	110,7	105,8
Biens de consomm. durables	70,3	67,1
Biens de consomm. non durables	85,8	84,1
Biens de consomm. alimentaires	123,4	119,7
Services	182,8	180
Sociétés financières	118,6	117,3
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	228,9	225,2
Valeurs industrielles	100,1	98,5

BOURSES RÉGIONALES

Base 100 : 29 décembre 1972

Indice général	137,2	138,8

BOURSE DE PARIS 6 AVRIL COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon
3 %	27 80	1 545
5 %	41 90	0 890
3 % amort. 45-54	71	2 047
4 1/4 % 1963	95 90	2 447
Emp. N. Eq. 6 % 66	111 80	3 090
Emp. N. Eq. 6 % 67	....	5 096
Emp. 7 % 1973	7605	..
Emp. 8,80 % 77	98 05	7 681
Emp. 9,80 % 78	81 75	7 222
E.D.F. 7,8 % 61	....	1 539
E.D.F. 14,5 % 80-82	97 70	11 191
Ch. France 3 %	197	..

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.F. (Sté Cent.)	770	770
Ass. Groupe Paris-Vie	2000	....
Concorde	338	346
Epargne de France	380	380
Financ. Victoire	305	308
France I.A.R.D.	140	140
GAN (Sté Cent.)	736	732

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
S.P.E.G.	170	170
U.A.P.	580	580
Actibail	143	143
– (oblig. conv.)	185 20	....
Alsacienne Banque	345	346
Banque Hervet	210	211
Bque. Hypoth. Eur.	332	332
Bque. Nat. Paris	280	280
B.O.I.C.	25 20	28
(Li) B. Scalb Dep.	148	146
Banque Worms	230	236
C.G.I.B.	27 50	27
Cie Crédit Univ.	384	385
C.A.M.E.	94	94
Crédibail	108	107
Créd. Gén. Ind.	249	251
Crédit Lyonnais	280 50	279 50
Electro-Banque	192 30	192
Eurobail	144 60	144
Financière Sofal	370	368
Fr. Cr. et B. (Cie)	150 60	151 20
France Bail	329	317 o
Hydro-Energie	21 80	22 80 d

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Immobail B.I.P.	220	223
Immobanque	280	290 10
Immofice	294 50	294 50
Interbail	252	252
– (obl. conv.)	....	....
Lafitte-Bail	191	188
Locabail Immob.	317	315
Loca-Expansion	134	139
Locafrancière	170	171 50
Marseille Créd.	298	298
Paris-Réescompte	465	465
Séquanaise Banq.	289	293
Sicosil	141 50	141 50
Silminco	286 10	285
Sté Cent. Banq.	80	81
Société Générale	253	253
Soficomi	240	240
Sovabail	312	313
Unibail	320	315
Un. Ind. Crédit	225	225
Cie Foncière	189 70	188
C.G.V.	202	201
Fonc. Ch.-d'Eau	902	860

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
(M) S.O.F.I.P.	91	91
Fonc. Lyonnaise	1310	....
Immob. Marseille	1780	1800
Louvre	288	....
Sinvim	159 50	162 50
Cogifi	196 30	196 60
Foncina	156 60	156
Gr. Fin. Constr.	197 20	196
Immindo	181	175
Imminvest	163	165
Cie Lyon. Imm.	137	138 60
Ufimeg	95 80	98
Ugimo	160 50	159 50
Union Habit.	298	267
Un. Imm. France	236	235
Sofragi	282	286
Applic. Hydraul.	226	229
Artois	311	311
Cantan. Blanzy	391	380
(NY) Centrest	113	113
(NY) Champex	130	....
Comindus	411 50	411 50
Cie Industrielle	300 50	300 50

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/4	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 021	5 067	4 890	5 180
Allemagne (100 DM)	236 100	235 600	229	241
Belgique (100 F)	14 395	14 371	13 300	14
Pays-Bas (100 fl.)	213 120	212 700	206	217
Danemark (100 krd)	74 990	74 820	72 500	77 500
Norvège (100 k)	92 680	93 090	90	96
Grande-Bretagne (£ 1)	11 084	10 977	10 900	11 500
Grèce (100 drachmes)	9 685	9 665	....	....
Italie (1 000 lires)	4 739	4 729	4 600	5
Suisse (100 fr.)	258 800	257 880	254	267
Suède (100 krs)	108 410	108 380	104 500	110
Autriche (100 sch)	33 340	33 272	32 400	34
Espagne (100 pes.)	5 808	5 791	5 650	6 050
Portugal (100 esc.)	8 760	8 740	8 400	9 300
Canada ($ can 1)	4 240	4 263	4 150	4 380
Japon (100 yens)	2 352	2 355	2 240	2 370

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 6/4
Or fin (kilo en barre)	87250	88800
Or fin (en lingot)	87350	88995
Pièce française (20 fr)	850	860
Pièce française (10 fr)	465	461
Pièce suisse (20 fr)	620	620
Pièce latine (20 fr)	580 50	589 90
Souverain	745 10	772
Pièce de 20 dollars	3180	3299 60
Pièce de 10 dollars	1549	1549
Pièce de 5 dollars	775	.....
Pièce de 50 pesos	3579	3654
Pièce de 10 florins	612	623

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

● *Le pilote de l'appareil indonésien* détourné, le 28 mars, sur Bangkok, et l'un des pirates de l'air ont succombé aux blessures qu'ils avaient reçues lors de l'assaut de l'avion par un commando de sécurité. — *(Reuter.)*

A B C D E F G

L'élection présidentielle

Vingt-sept maires se déclarent favorables au maintien de la taxe professionnelle

Vingt-sept maires de la majorité, parmi lesquels dix-sept parlementaires (1), se déclarent favorables, dans un texte rendu public le dimanche 5 avril, par le service de presse de M. Giscard d'Estaing, au maintien de la taxe professionnelle, dont la suppression est préconisée par M. Chirac.

« *La suppression de la taxe professionnelle remettrait en collectivités locales*, déclarent-ils notamment. *La taxe professionnelle fournit en moyenne 52 % des recettes fiscales des communes. Si elle était supprimée, les communes et les départements dépendraient de contributions de l'Etat pour les trois quarts de leurs ressources. C'est la liberté communale qui serait menacée.* »

Ils ajoutent que la suppression de cette taxe serait « *une erreur économique* » : « *Le report du produit de la taxe professionnelle sur la T.V.A., par une augmentation de 2 % de son taux, entraînerait avec certitude une hausse au moins égale des prix.* »

(1) Les dix-sept parlementaires sont MM. Maurice Arreckx (U.D.F.), député du Var, maire de Toulon ; Charles Beaupetit (U.D.F.), sénateur de Loir-et-Cher, maire de Montoire-sur-le-Loir ; Marc Bécam (app. R.P.R.), sénateur du Finistère, maire de Quimper ; Roger Boileau (U.D.F.), sénateur de Meurthe-et-Moselle, maire de Dombasle ; Claude Coulais (U.D.F.), député de Meurthe-et-Moselle, maire de Nancy ; Robert-Félix Fabre (U.D.F.), député de l'Hérault, maire de Pérols ; Charles Ferrant (U.D.F.), sénateur de Seine-Maritime, maire de Neufchâtel-en-Bray ; Jean Fonteneau (U.D.F.), député des Hauts-de-Seine, maire de Clamart ; Jean Francou (U.D.F.), sénateur des Bouches-du-Rhône, maire de Salon-de-Provence ; François Léotard (U.D.F.), député du Var, maire de Fréjus ; Maurice Ligot (app. U.D.F.), député de Maine-et-Loire, maire de Cholet ; Roland du Luart (non-inscrit), sénateur de la Sarthe, maire du Luart ; Mme Louise Moreau (U.D.F.), député des Alpes-Maritimes, maire de Mandelieu-la-Napoule ; MM. Jacques Pelletier (U.D.F.), sénateur de l'Aisne, maire de Villers-en-Prayères ; Roger Poudonson (U.D.F.), sénateur du Pas-de-Calais, maire de Duisans ; Jean-Marie Rausch (U.D.F.), sénateur de la Moselle, maire de Metz ; Hubert Voilquin (U.D.F.), député des Vosges, maire de Vittel.

GRÈVE DANS LA MARINE MARCHANDE

Les responsables syndicaux des marins et officiers de la marine marchande — *tous les syndicats* étaient représentés, ce qui constitue une « première » dans le *monde maritime — ont annoncé*, le 3 avril, le lancement d'un mot d'ordre de grève de soixante-douze heures, à partir du 7 avril, sur les navires fançais. Cet arrêt de travail, qui devrait toucher aussi les bateaux faisant escale dans les ports étrangers, a pour but de conduire le gouvernement et les armateurs à relever le niveau des pensions de retraite versées aux salariés de la marine marchande.

Une première série de grèves de quarante-huit heures avait eu lieu entre le 10 novembre et le *10 janvier, qui avait été suivie* de 80 % à 95 % par les équipages. Ceux-ci font valoir que le *niveau des pensions* qu'ils touchent quand ils partent en retraite (à cinquante-cinq ans) accuse un retard de 40 %, car ces retraites sont calculées en fonction d'un salaire forfaitaire qui n'a rien à voir avec le salaire réel effectivement versé pendant leur vie active aux équipages. Un rapport rédigé par un conseiller d'Etat, M. Dufour, et déposé en janvier 1979, a mis en lumière ce décalage, et les syndicats demandent au gouvernement un plan de rattrapage étalé sur plusieurs années.

Il existe 60 000 personnes qui cotisent et 104 000 ayants droit (pensionnés, veuves et orphelins). Certaines veuves de marins touchent, dans le régime actuel, moins de 1 000 F par mois.

Les responsables syndicaux ajoutent que le rattrapage entre les salaires réels et les salaires *forfaitaires* impliquait un effort supplémentaire des partenaires sociaux se répartissant ainsi : 35 % pour les armateurs, 21 % pour les marins, 44 % pour l'Etat. L'effort demandé aux armateurs représenterait à peine 1 % de la masse salariale versée à leurs officiers et à leurs marins.

Les navires de commerce observeront donc des *retards à l'appareillage* de trois jours à partir du 7 avril, mais pour ce qui *concerne les liaisons* avec la Corse le mouvement s'effectuera à partir du 13 mai et par roulement afin qu'un minimum de service public soit assuré. Dans les ports ainsi que pour les liaisons sur la Manche le mouvement aura lieu début mai et des modalités particulières d'application aux navires de pêche seront *décidées*.

● *Drame de l'euthanasie.* — Parce qu'il ne pouvait plus supporter de voir souffrir sa femme atteinte d'une sclérose en plaques (maladie dégénératrice des nerfs considérée comme irréversible), M. Jean Berg, monteur-chauffagiste, cinquante-deux ans, a tué sa femme d'un coup de pistolet avant de se donner la mort. Mme Marie-Louise Berg, quarante-neuf ans, était hospitalisée depuis le 1er avril dans le service *de neurologie de l'hôpital* de la Salpêtrière à Paris (13e) et se trouvait sous perfusion et sous *oxygène quand son mari* vint la voir, samedi 4 avril. Arrivé à son chevet, M. Berg sortit deux pistolets de ses poches (des pistolets de collection Navy 1851), lui tira une balle dans la tête avant de retourner *la* seconde arme contre lui.

FERMETÉ DU DOLLAR ET DE L'OR

Le dollar a poursuivi, lundi 6 avril, sa hausse amorcée à la fin de *la semaine dernière*, dépassant 5,05 F à Paris contre 5,02 F vendredi 3 avril, et frôlant 2,15 DM à Francfort contre 2,1250 DM. La tension régnant en Europe de l'Est fait baisser les monnaies européennes, essentiellement le mark, qui a fléchi également à Paris, revenant de 2,36 F à 2,3550 F. Elle contribue à faire monter le cours de la monnaie américaine, d'autant plus que les taux d'intérêt se raffermissent nettement sur le marché de l'eurodollar, où l'échéance à six mois est passée de 14 1/2 % à plus de 15 %.

Sur le marché de l'or, le cours *de l'once, qui avait presque atteint* 550 dollars l'once il y a huit jours, à la veille d'un week-end très « tendu » en Pologne, pour redescendre à 515 dollars, s'est raffermi à nouveau pour dépasser 530 dollars.

LA C.G.E. ET LE GROUPE TOTAL RENFORCENT LEUR PARTICIPATION DANS LA SOCIÉTÉ DORIS

La Compagnie générale d'électricité (C.G.E.) et la société Omnirex, filiale du groupe Total, viennent de racheter la participation de 17 % que l'Institut français du pétrole (I.F.P.) détenait dans le capital de la société Doris, l'une des toutes premières firmes européennes d'équipement off-shore (plates-formes pétrolières).

A l'issue de cette opération, la C.G.E. et Total détiennent respectivement *23,5 % et 21,5 % du capital* de Doris.

Alliés en la circonstance, la C.G.E. et Total entendent manifestement faire pièce aux ambitions du groupe Bouygues, qui, dans le cadre de sa politique de diversification — marquée notamment par la création de Bouygues off-shore, — s'était proposé de reprendre les participations de la S.F.M.P. (33 %) et de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson (14 %) dans Doris.

QUATRE ÉLECTIONS MUNICIPALES

ARIEGE : Mirepoix (2e tour).

Inscr., 2 361 ; vot., 1 701 ; suffr. expr., 1 650. Liste du groupe d'action libre, MM. Alain Biard, *856 voix, et René Biesse, 880, 2 sièges* ; liste d'union de la gauche, Mmes Annick Marti, 710, et Gisèle Escriva, 637.

[Il s'agissait de pourvoir quatre sièges après la démission du maire socialiste, M. Gilbert Faure, député, et celle d'un divers gauche, et après les décès d'un élu communiste et d'un divers gauche.

Au premier tour, la liste d'union de la gauche, qui avait le soutien de M. Gilbert Faure et du P.S., avait enlevé deux sièges (1 P.C. et 1 sans étiq.) avec un nombre de voix allant de 716 à 815, la liste du groupe d'action libre avait recueilli entre 572 et 648 voix et celle de défense des intérêts communaux entre 144 et 211. Il y avait eu 1 587 suffrages exprimés et 1 656 votants sur 2 361 inscrits.

Le conseil municipal est désormais composé de 11 P.S., 5 P.C., 3 div. g. et 2 sans étiq.]

HAUTE-GARONNE : Plaisance-du-Touch (1er tour).

Inscr., 3 365 ; vot., 2 138 ; suffr. expr., 2 161. MM. Jean-Pierre Gaubert, sans étiqu., 1 279 voix, *ELU* ; Jean Gouzy, P.S., 573 ; Robert Blanc, P.C., 309.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal après le décès de Georges Gaubert (M.R.G.), qui était entré au conseil municipal en 1947 et était maire de la commune depuis 1969. Il avait été réélu en mars 1977, au premier tour, à la tête d'une liste composée de vingt-trois candidats sans étiquette et modérés. Son fils, M. Jean-Pierre Gaubert, était soutenu par la municipalité.]

HAUTE-LOIRE : Tence (1er tour).

Inscr., 2 048 ; vot., 925 ; suffr. expr., 782. M. Meilland, sans étiq., 771 voix, *ELU* ; divers, 11.

[Il s'agissait de compléter le conseil municipal dont un membre était décédé, avant d'élire le successeur de M. Joseph Fraisse (mod.), qui s'est démis de ses fonctions de maire tout en conservant son mandat de conseiller municipal. Le conseil municipal est composé de vingt et un modérés et sans étiquette.]

NORD : Hondschoote (2e tour).

Inscr., 2 375 ; vot., 1 915 ; suffr. expr., 1 864. Liste du P.S., M. Jean Masselier, 959 voix, et Mme Thérèse Mollin, 948, *2 sièges* ; liste de défense des intérêts communaux, Mme Françoise Couteau, 379, et M. Antoine Bouleyen, 854.

[Il s'agissait de pourvoir au remplacement de deux élus décédés dont le maire, Daniel Peene (mod. maj.), conseiller général.

Au premier tour de cette élection complémentaire, la liste modérée avait obtenu 843 suffrages en moyenne contre 732 en moyenne au P.S. et contre 171 en moyenne au P.C. Il y avait eu 1 762 suffrages exprimés et 1 826 votants sur 2 375 inscrits.

Le conseil municipal, qui était composé de 20 modérés et 1 P.S., comprend désormais 18 modérés et 3 P.S.]

● *A Ons-en-Bray (Oise)*, les sept cent deux électeurs inscrits ont, à l'unanimité, respecté, dimanche 5 avril, la consigne de boycottage donnée par la municipalité démissionnaire et par l'association de défense de l'environnement pour protester contre la décision du préfet autorisant la création d'une décharge de déchets industriels sur le territoire communal. Comme cela avait déjà été le cas lors des deux tours d'une élection partielle, organisée les 8 et 15 mars, aucun candidat ne s'était déclaré. Les électeurs d'Ons-en-Bray ont annoncé leur intention de faire respecter la même consigne de boycottage *pour l'élection présidentielle*.

Le numéro du « Monde » daté 5-6 avril 1981 a été tiré à 524 392 exemplaires.

En Centrafrique

Le nouveau gouvernement ne comprend aucun représentant de l'opposition

Bangui (*A.F.P., Reuter*). — Vingt-quatre heures après sa nomination au poste de premier ministre par le président Dacko, M. Simon Narcisse Bozanga a présenté, samedi 4 avril, son gouvernement, essentiellement composé de technocrates. La plupart des ministres sont des personnalités proches du président Dacko et de son parti, l'Union démocratique *centrafricaine* (U.D.C.). Aucune ouverture politique n'a été faite en direction de l'opposition.

Ce gouvernement compte un ministre d'Etat, dix-sept ministres et quatre secrétaires d'Etat, soit un membre de plus que le gouvernement précédent. Pour la première fois depuis le retour au pouvoir de M. Dacko le 20 septembre 1979, deux femmes entrent au gouvernement.

Dix ministres quittent le gouvernement, dont MM. Jean-Pierre Lebouder (ancien premier ministre), et Simon Bedaya Ngaro (ancien ministre des affaires étrangères), quatre ministres conservent leur portefeuille, tandis que trois autres changent de ministère.

Enfin, le cabinet compte dix nouveaux ministres, dont MM. Emmanuel Abdoul, ministre d'Etat chargé de l'agriculture et de l'élevage, ministère nouvellement créé, et Barthélémy Kanda, ministre de l'économie et des finances.

Commentant la création du ministère d'Etat chargé de l'agriculture et de l'élevage, le premier ministre Bozanga a déclaré que ces domaines seront prioritaires. Il n'y a pas de ministère de la défense, car « *c'est le président David Dacko qui en assume la responsabilité* », a précisé le premier ministre.

[Né le 26 décembre 1942, M. Simon Narcisse Bozanga, originaire de l'est du pays, a occupé les fonctions de directeur des études juridiques et du contentieux au ministère des affaires étrangères de 1972 à 1974 et de secrétaire général du ministère de 1974 à 1976. Il a été ensuite ambassadeur de la République Centrafricaine au Gabon de 1978 à 1979. Secrétaire général du gouvernement de 1979 à 1980, il est ensuite devenu ministre de la justice dans le dernier gouvernement.]

LA « GUERRE DES ONDES » EN ANDORRE

Sud-Radio a repris ses émissions

Sud-Radio, qui a interrompu *ses émissions — définitivement*, semblait-il, après qu'un huissier eut été dépêché par le Conseil *général* des Vallées à l'émetteur du pic Blanc (*le Monde* daté 5-6 avril), — a recommencé *d'émettre* samedi à 12 h 7. Radio-Andorre, en revanche, n'a pas repris ses émissions depuis l'interdiction du Conseil général des vallées (*le Monde* du 4 avril).

Vendredi 3 avril, M. Xavier Gouyou-Beauchamps, président de la SOFIRAD (Société financière de radiodiffusion française *largement majoritaire* à Sud-Radio), avait présenté en effet un recours en « queixa », accepté *le lendemain* 4 avril par les délégués permanents des deux coprinces (français et espagnol), qui *ont cependant précisé* que cette acceptation n'était que « provisoire ».

De son côté, *M. Jean Delvigne*, président de Radio-Andorre, a présenté de son côté un recours en « *reposicio* » (appel devant le Conseil général des Vallées).

L'émotion est vive en Andorre. *Des réunions se sont tenues* un peu partout dans les paroisses de la Principauté, et l'on pouvait lire sur les murs de la ville des inscriptions comme celle-ci : « *Assez de colonialisme, la radio doit être andorrane* ». Les conseillers des Vallées ont tenu séance toute la journée du 4 avril et confirmé leur instruction aux juges pour la stricte application de la décision de fermeture des radios. Il est toujours question d'une démission collective du Conseil, ce qui provoquerait une grave crise institutionnelle en Andorre.

